



utt
UNIVERSITÉ DE TECHNOLOGIE
TROYES

LA STRATÉGIE D'INFLUENCE AMÉRICAINNE AU MOYEN-ORIENT

ABDOUL KADER ADAMOUC DAN BADJI · MAXENCE JAULIN · NICOLAS
LEJEUNE · NICOLAS LEMONNIER · DAMIAN MARIC · PAUL PERRIN



PRINTEMPS 2024

SOUS LA DIRECTION DU DOCTEUR ROMAIN PETIT
ENSEIGNANT, CHERCHEUR ASSOCIÉ IMSGA

Remerciements

En préambule de ce mémoire, nous souhaiterions adresser nos sincères remerciements pour toutes les personnes qui ont contribué à sa réalisation.

Nous tenons tout d'abord à remercier le docteur Romain PETIT, notre encadrant à l'Université de Technologie de Troyes pour ses encouragements, sa disponibilité, ses conseils toujours éclairants et sa volonté à faire ressortir le meilleur de ses étudiants.

Nous remercions également Mlle Zélia GROSBOIS, étudiante en Master de Relations Internationales à l'Université de Lyon III et stagiaire au sein du ministère des Armées pour sa relecture et ses précieux conseils sur les exigences rédactionnelles et de contenu d'un tel travail.

Nous remercions en outre Mlle Johanne PERRIN, diplômée en histoire de l'ENS Paris et membre de l'institut d'histoire de la Révolution française (IHRF) et de l'institut d'histoire moderne et contemporaine (IHMC) pour ses conseils avisés concernant la qualité rédactionnelle et la validité du plan.

Nous tenions par ailleurs à remercier l'ensemble du personnel de la Bibliothèque Universitaire de notre école, et tout particulièrement M. Daniel GAVRYSIAK pour le temps passé à la recherche d'ouvrages indisponibles qu'il a lui-même fait parvenir à Troyes par l'intermédiaire du réseau universitaire.

Nous remercions également la Médiathèque Jacques-Chirac de Troyes pour la richesse des ouvrages disponibles sur lesquels nous nous sommes grandement appuyés et qui participent au rayonnement culturel de la ville.

Enfin, nos profonds remerciements vont aux membres du jury qui ont accepté d'évaluer notre travail.

Résumé

Ce mémoire est consacré à l'étude de la stratégie d'influence des États-Unis au Moyen-Orient. Entre protectionnisme et ultra-interventionnisme, la succession de différentes doctrines américaines a profondément modifié les rapports de force au sein du Moyen-Orient. Étudier les stratégies des chefs d'État américains est alors tout à fait éclairant afin de comprendre la pluralité d'influence, et d'ingérence, exercées depuis le début du XX^{ème} siècle. Le sujet est inépuisable et un grand nombre de spécialistes l'ont déjà abordé. Nos travaux se placent dans un contexte de désengagement assumé, mais relatif, de la région et de signaux faibles d'effritement du modèle américain contesté au Moyen-Orient et dans le monde. Relever les invariants historiques de la présence des États-Unis permet ainsi de cerner les relations complexes avec des acteurs majeurs comme l'Iran et Israël : l'histoire nous apporte des clés pour comprendre le présent. La guerre d'Irak de 2003 et son instrumentalisation par l'État américain restent le marqueur évident de l'affaiblissement du modèle, anciennement tout puissant. Si ses conséquences sont occultées au début du XXI^{ème} siècle, elles sont bien visibles en 2024. Elles viennent créer de profonds bouleversements : le rejet de la puissance américaine, l'édification d'un contre-modèle religieux extrémiste et la contre-influence sino-russe. Ce contexte inédit reconfigure la région déjà soumise à des crises sans précédent pour certains (Afghanistan, Irak, Palestine...), et laisse place à des stratégies opportunistes de préparation d'un monde post-hydrocarbures pour d'autres (Arabie Saoudite, Qatar, EAU...). Fort de ce développement, des éléments prospectivistes tenteront de décrire l'avenir de la présence américaine et son devenir au Moyen-Orient.

Mots clés : Influence, États-Unis, Moyen-Orient, Stratégie, Néo-conservateurs, Pétrole, Irak, Ingérence.

Table des matières

Remerciements.....	2
Résumé.....	3
Table des matières.....	4
Glossaire.....	6
Introduction.....	8
I - Caractéristiques de la stratégie d'influence américaine au Moyen-Orient.....	10
I.1. Fondamentaux de la puissance américaine.....	10
I.1.1. La vision messianique.....	10
I.1.2. <i>Hard Power</i> et ingérence.....	13
I.1.3. <i>Soft Power</i> et influence.....	15
I.2. Politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient.....	20
I.2.1. Caractériser le Moyen-Orient.....	20
I.2.2. Les fondements de la politique américaine.....	25
I.2.3. Les relations internationales des États-Unis : alliances et accords.....	29
II - Les États-Unis : puissance d'équilibres au Moyen-Orient ?.....	32
II.1. Les évolutions de la position américaine.....	32
II.1.1. L'Iran et les États-Unis : alliances, ruptures et confrontations.....	32
II.1.2. Israël : nouveau pilier des États-Unis au Moyen-Orient.....	38
II.1.3. De l'endigement du communisme au "néo-endigement".....	41
II.1.4. Assistance militaire : vente d'armes, formation de forces de sécurité, et bases militaires ..	44
II.2 L'ambition énergétique américaine.....	49
II.2.1. Les ressources territoriales et extraterritoriales américaines.....	49
II.2.2. Sécuriser ses approvisionnements pétroliers à tout prix.....	54
II.2.3. La réalité écologique derrière les ressources.....	58
II.3. Les « gendarmes du monde » ?.....	60
II.3.1. La diplomatie et la recherche d'équilibre par les accords.....	60
II.3.2. Un outil économique : les embargos.....	66
II.3.3. L'Irak et la première guerre du Golfe.....	68
II.3.4. Afghanistan, les opérations clandestines de la CIA.....	69
III – La remise en cause de l'hégémonie américaine au Moyen-Orient.....	75
III.1. L'enlisement des États-Unis et point de bascule.....	75
III.1.1. Les « gendarmes du monde » face aux forces de l'« <i>axe du mal</i> ».....	75
III.1.2. Les néo-conservateurs aux rênes de la guerre d'Irak de 2003.....	78
III.1.3. Une guerre pour le pétrole.....	83
III.2 Un rejet de la puissance américaine.....	85
III.2.1 « L'impuissance de la puissance ».....	85
III.2.2 Construction d'un contre modèle religieux : islamisme et djihadisme.....	89
III.2.3 La contre-influence sino-russe dans la région.....	94
III.3 Perspectives et nouvelles stratégies.....	101

III.3.1. Arabie Saoudite et EAU, exemples d'une diversification économique et financière	101
III.3.2. La montée en puissance du <i>Soft</i> et du <i>Smart Power</i> au Moyen-Orient.....	103
III.3.3. Le futur du pétrole national américain et les reconfigurations d'intérêts	108
Conclusion.....	111
Annexes.....	113
Annexe 1 : Proche-Orient ou Moyen-Orient ?.....	113
Annexe 2 : L'Iran, du début du XX ^{ème} jusqu'au début du XXI ^{ème} siècle.....	114
Annexe 3 : Renversement de la République démocratique d'Iran (1953).....	120
Annexe 4 : La 1 ^{ère} guerre d'Afghanistan (1979-1989), anatomie d'un échec soviétique	121
Annexe 5 : La vie de Dick Cheney, ou la tête pensante de la guerre d'Irak.....	123
Annexe 6 : La finitude des hydrocarbures selon Kuntsler en 2005	124
Annexe 7 : L'État et l'écologie américaine selon Lassus	126
Annexe 8 : Matrices des relations entre le Moyen-Orient et les États-Unis	127
Bibliographie.....	131
Support papier	131
Support électronique	132
Table des illustrations	144

Glossaire

- AIEA : Agence Internationale de l'énergie atomique.
- AIOC : Anglo-Iranian Oil Company, anciennement Anglo-Persian Oil Company et maintenant British Petroleum (BP).
- AP : Autorité Palestinienne, entité créée à la suite des Accords d'Oslo I en 1993, chargée d'administrer les territoires rétrocédés à la Palestine par Israël en Cisjordanie et à Gaza.
- CCG : Conseil de Coopération du Golfe, organisation régionale regroupant l'Arabie saoudite, Oman, le Koweït, Bahreïn, les Émirats arabes unis et le Qatar.
- CIA : *Central Intelligence Agency*, Agence de renseignements américaine.
- EAU : Émirats arabes unis.
- GAFAM : Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft. Sigle regroupant les plus grandes entreprises de technologies digitales américaines.
- GNL : Gaz Naturel Liquéfié.
- GWOT : *Global War On Terror*, guerre globale contre le terrorisme menée par Georges.W. Bush.
- JFK : John Fitzgerald Kennedy, 35^{ème} président des États-Unis, élu en 1961 et assassiné en 1963.
- JCPOA : *Joint Comprehensive Plan of Action*, illustré par les accords de Vienne sur le nucléaire iranien.
- M-O : Moyen-Orient, zone géographique définie dans le cadre de notre rapport en partie I.2.a.
- NEPDG : *National Energy Policy Development Group*, Groupe de Développement de Politiques Energétiques Nationales : Groupe créé par le président George W. Bush, chargé de trouver des alternatives durables et économiques pour l'énergie.
- OLP : Organisation de Libération de la Palestine, groupe armé menant des actes terroristes puis organisation politique reconnue par l'ONU (cf. infra) en charge de la Cisjordanie.
- ONU : Organisation des Nations Unies, organisation regroupant les représentants de la plupart des pays du monde ayant pour vocation le maintien de la paix à l'échelle mondiale.
- OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, alliance militaire comprenant 32 États d'Europe et d'Amérique du Nord.
- OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole.
- PIB : Produit Intérieur Brut, indicateur visant à mesurer la richesse créée par tous les agents sur un territoire national pendant une période donnée.

PDPA : Parti Démocratique Populaire d'Afghanistan, parti communiste afghan.

Sept Sœurs : Sept grandes compagnies pétrolières britanniques et américaines, issues pour la plupart de l'éclatement de la Standard Oil, regroupant l'*Anglo-Iranian Oil Company* (aujourd'hui *BP*), *Gulf Oil* (fait partie de *Chevron*), *Royal Dutch Shell*, *Standard Oil Company of California* (*SOCAL*, maintenant *Chevron*), *Standard Oil Company of New Jersey* (*Esso*, plus tard *Exxon*), *Standard Oil Company of New York* (*Socony*, plus tard *Mobil*) et *Texaco* (fusionné avec *Chevron*).

Tsahal : Dénomination locale des forces armées israéliennes.

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques, ancien État communiste regroupant la Russie et 14 « républiques » voisines de 1922 à 1991.

USAF : *United States Air Force*, Force aérienne des États-Unis.

USMC : *United States Marines Corps*, corps américain des Marines, troupes américaines amphibies d'élite.

WMD : *Weapon of mass destruction*, arme de destruction massive.

Introduction

Dimanche 14 avril 2024, 01h42, la République islamique d’Iran frappe Israël sur son territoire en réponse à l’attaque aérienne sur son consulat à Damas, en Syrie. Le monde retient son souffle car l’ampleur de la riposte de Tel-Aviv peut plonger la région dans une ère inédite de violence. À ce stade, personne n’est en mesure de prédire la réaction du Premier ministre Netanyahu, personne ni même leur garant historique : les États-Unis. Confiant, le président Biden demande instamment à Israël de ne pas réagir pour éviter un embrasement de la région. Un précédent existe : 33 ans auparavant, l’Irak de Saddam Hussein frappe le territoire israélien pendant la première guerre du Golfe. Les Américains, hyperpuissance et *hégémon*, imposent, à l’époque, à leur allié israélien de rester passif, ce qu’il fera. En 2024, les rapports de force ont muté. Les semaines suivantes donneront raison aux experts les plus optimistes du conflit Iran-Israël : un bombardement non-revendiqué frappera la ville iranienne d’Ispahan, les deux protagonistes pourront garder la face. Pour autant, les récents événements entre l’Iran et Israël doivent nous servir de leçons et l’incertitude de la situation est l’un des signaux faibles d’un changement de paradigme : la perte d’influence du mécène américain dans la région.

Nous, enfants des années 2000, nous avons grandi dans un monde où l’ordre mondial est bouleversé. Les deux guerres mondiales divisant l’Europe, l’opposition entre deux superpuissances (Guerre froide) ou la domination du seul géant américain resteront pour nous des témoignages ou des livres. Une autre porte s’est ouverte, celle de pays dits émergents devenus premières puissances économiques, celle de la contestation d’un Occident sourd, celle d’une certitude d’un monde fini en ressources et celle du terrorisme. Dans le cadre de nos travaux de réflexion, nous avons communément choisi un sujet complexe, multi-dimensionnel et au passé riche de plus de 200 ans de relations mais aux histoires respectives de plusieurs siècles : Les États-Unis et leur influence au Moyen-Orient. A travers ce thème, nous avons trié l’inédit des invariants et nous avons élargi notre spectre de compréhension sur nos domaines de compétences personnelles (énergie, militaire...) afin de plonger le lecteur dans un récit à la croisée entre idéologie, sécurisation énergétique, politique et religion. Nous n’avons pas vocation à traiter ce sujet de manière exhaustive, conscients de l’ampleur de la tâche que cela représenterait. Nous sommes contraints de simplifier – voire de passer sous silence – certains aspects dans l’intérêt de la concision de ce rapport.

S’il convient de caractériser la stratégie américaine au Moyen-Orient et d’explicitier les différentes doctrines édicatrices de la politique actuelle, nous proposerons un historique des outils (*Soft* et *Hard Power*) qu’ont utilisé les États-Unis afin de s’ancrer dans la région (I). Caractériser nous amènera à nous interroger sur la réalité passée et présente d’une puissance des équilibres au Moyen-Orient, ses alliés et rivaux historiques. L’ambition énergétique de la première puissance économique mondiale sera souvent camouflée derrière le rôle de « *gendarmes du monde* », d’ailleurs critiqué par les

opérations d'ingérence ou l'ultra-interventionnisme (II). La remise en question de l'hégémonie américaine soulève une vague d'inconnus inédite au Moyen-Orient et les démons de la guerre d'Irak ne cessent de revenir. Le rejet américain est souvent affirmé, parfois déguisé, à travers l'influence de nouveaux acteurs (Russie et Chine). Cette nouvelle dynamique géopolitique engendre une reconfiguration de la région où les opportunités de développement ne s'observent plus uniquement à travers le prisme américain mais avec le développement d'alternatives en un véritable contre-modèle (III).

I - Caractéristiques de la stratégie d'influence américaine au Moyen-Orient

I.1. Fondamentaux de la puissance américaine

I.1.1. La vision messianique

Les États-Unis d'Amérique se voient, et sont vus, comme le modèle exemplaire de gouvernement à travers le monde : une démocratie libérale, ancrée à la fois dans les libertés publiques inhérentes au libéralisme politique et dans l'économie de marché propre au libéralisme économique.

Tout d'abord, caractérisons le terme « messianisme » qui est la croyance en l'arrivée d'un libérateur ou sauveur qui mettra fin à un ordre actuel jugé mauvais et instaurera un nouvel ordre de justice et de bonheur. Le concept de messianisme américain remonte au début de la période coloniale, lorsque les premiers colons sont arrivés dans le « Nouveau Monde ». Fuyant les persécutions religieuses en Europe, les puritains ont apporté avec eux une vision du monde distincte, marquée par une alliance avec Dieu, estimant que leur survie et leurs succès étaient des signes divins de faveur. Cette croyance s'est institutionnalisée avec la révolution américaine et la formation d'une nouvelle république, qui a été perçue comme une confirmation de leur élection divine. La doctrine de la Destinée Manifeste (*Manifest Destiny*), formulée en 1845 dans le « *Unites States Magazine and Democratic Review* » par le journaliste démocrate John O'Sullivan¹, enracinée dans des croyances antérieures, exprime ce sentiment d'exceptionnalisme². Elle traduit la perception d'un mandat divin d'expansion vers l'ouest du continent, au-delà des barrières naturelles et psychologiques. Cette expansion n'était pas seulement physique mais aussi idéologique, promouvant la démocratie et les valeurs du marché libre comme des impératifs moraux justifiant l'influence américaine dans le monde.

Dans l'histoire américaine, cette croyance messianique a profondément influencé la politique étrangère et la rhétorique nationale. Au XIXe siècle, le sénateur Albert Beveridge³ a exprimé cette vision en décrivant les Américains comme étant mandatés par Dieu pour apporter l'ordre et le progrès dans le monde. Cette « destinée divine » et ce « leadership mondial » s'est poursuivi au XXe siècle, comme en témoignent les discours de dirigeants politiques et militaires tels que le général Colin Powell pendant la guerre du Golfe, évoquant la responsabilité de l'Amérique de diriger en raison de sa puissance inégalée.

¹ John L. O'Sullivan, né le 15 novembre 1813 et mort le 24 mars 1895, est un journaliste et homme politique américain, auteur de l'expression « Destinée manifeste » en 1845 lorsqu'il qualifiait l'annexion du Texas et du comté de l'Oregon aux États-Unis.

² LACOSTE, Yves. Les États-Unis et le Reste du Monde | cairn.info. Dans : Cairn [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 12 mars 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-herodote-2003-2-page-3.htm>

³ Albert Jeremiah Beveridge (6 octobre 1862 - 27 avril 1927) était un historien américain et un sénateur de l'Indiana. Il était un leader intellectuel de l'ère progressiste et un biographe du juge en chef John Marshall et du président Abraham Lincoln.

De la même manière, les textes de David Rothkopf⁴ dans *Foreign Policy* témoignent d'une conviction en la justice et la supériorité intrinsèques au système américain, suggérant que l'Amérique a le devoir de conduire le monde vers un avenir fondé sur ses principes. Cette rhétorique souligne un principe central de la pensée politique américaine : la conviction. La Destinée Manifeste ne se limitait pas à l'expansion territoriale, mais à la propagation des idéaux américains. L'expansionnisme de cette doctrine reposait sur la notion de frontière, une tendance constante à avancer, que le philosophe Jean Gottmann⁵ a souligné comme étant "crucial" pour saisir l'incessante volonté de croissance de l'Amérique. Il était considéré comme une responsabilité morale d'étendre les bénéfices de la démocratie et de l'économie de marché à l'échelle mondiale.

Toutefois, cette volonté d'expansion a été contrecarrée au sein de groupes tels que les Quakers⁶, aux opinions isolationnistes, et a été contenue par des politiques comme la Doctrine Monroe. Cette doctrine, initialement conçue pour empêcher l'intervention européenne dans les Amériques, a été interprétée par le président Roosevelt comme une raison de l'intervention américaine pour assurer l'ordre et la moralité dans l'hémisphère occidental.

L'idéologie messianique américaine a toujours été marquée par une tension entre l'exceptionnalisme et l'isolationnisme. Cette dualité trouve son origine dans la croyance puritaine en un peuple élu, favorisant un fort sentiment de destinée et de droiture morale. Simultanément, l'héritage puritain⁷ comportait un important volet isolationniste, mettant l'accent sur l'examen de conscience et l'interprétation personnelle des Écritures, ce qui a parfois conduit à une réticence à s'engager dans les affaires internationales. La présidence de Woodrow Wilson a marqué un tournant dans l'expression de l'exceptionnalisme et du moralisme américains à l'échelle mondiale. Dans son discours sur l'état de l'Union du 7 décembre 1915, Wilson a formulé une doctrine associant la sécurité des États-Unis à celle du reste de l'humanité. Il a affirmé que l'Amérique avait le devoir implicite de s'opposer à toute agression dans le monde, déclarant : « *Nous avons créé cette nation pour rendre les hommes libres, et nous ne limitons pas notre mission à la seule Amérique ; maintenant, nous allons rendre les hommes libres. Si nous échouons, toute la gloire de l'Amérique disparaîtra et toute sa puissance se dégradera* ».

Sous Wilson, la diplomatie américaine s'est transformée, notamment dans son approche de l'Europe, dominée depuis 1648 par le réalisme et l'équilibre des forces. La vision moraliste de Wilson a refait

⁴ David J. Rothkopf (né le 24 décembre 1955) est un analyste et commentateur américain spécialisé dans la politique étrangère, la sécurité nationale et les affaires politiques. Il est le fondateur et le PDG de TRG Media et de The Rothkopf Group, chroniqueur pour The Daily Beast et membre du conseil d'administration de USA Today.

⁵ Jean Gottmann (10 octobre 1915 - 28 février 1994) est un grand géographe Ukrainien Juif de nationalité française et inventeur du néologisme Megalopolis.

⁶ Membre d'un mouvement religieux protestant, fondé au XVII^{ème} par George Fox, prêchant le pacifisme, la philanthropie et la simplicité des mœurs. Les quakers ont été parmi les premiers blancs à dénoncer l'esclavage dans les colonies d'Amérique et en Europe.

⁷ Membre d'une secte de presbytériens rigoristes qui voulaient pratiquer un christianisme plus pur et dont beaucoup émigrèrent en Amérique au XVII^{ème} siècle.

surface et s'est imposée dans la politique étrangère américaine, remettant en cause les perspectives réalistes de personnalités antérieures comme Roosevelt. Les quatorze points de Wilson annonçaient une ère exigeant un nouvel ordre, où la question principale était : « *Est-ce juste ? Est-ce dans l'intérêt de l'humanité ?* ». Il entendait remodeler le monde à l'image de l'Amérique, non seulement par la force de l'exemple, mais aussi par une politique étrangère à la morale affirmée. Wilson reconnaît l'impact du nationalisme moderne, qui a été à l'origine de la Première Guerre mondiale et qui va profondément modifier les relations internationales. Il prévoyait que les conflits futurs se dérouleraient en termes idéologiques et moraux, avec la démocratie et la liberté au premier plan - des batailles qui définiraient l'ensemble du XX^{ème} siècle et au-delà pour l'Amérique. Son approche, qui s'apparente à un catéchisme politique, trouve un écho culturel auprès du public américain, s'alignant sur les enseignements moraux qu'il reçoit à l'église tous les dimanches. Influencée par la philosophie kantienne⁸, elle-même façonnée par les traditions luthériennes, la vision politique de Wilson était libérale et universaliste. Kant postule que la nature des régimes politiques dicte la nature des relations internationales, une idée nouvelle à l'époque. Il croyait en la faisabilité d'une paix perpétuelle, même s'il s'agissait d'un objectif à long terme, réalisable grâce à la mise en place d'une gouvernance juste et d'institutions mondiales. Ce cadre a été adopté par Wilson, qui défend la justice pour tous les peuples et toutes les nationalités, et le droit de tous à vivre dans des conditions de liberté et de sécurité égales, qu'ils soient forts ou faibles. Les quatorze points de Wilson exposent un programme à la Conférence de paix de Paris et au Congrès américain, fondé sur un principe de justice pour toutes les nations, engageant l'Amérique à défendre cette cause même au prix de la vie, de l'honneur et des biens de ses citoyens. Leur position internationaliste est devenue la pierre angulaire du parti démocrate, qui a défendu les droits des peuples à l'autodétermination, à la souveraineté, à la démocratie et aux droits de l'homme. En revanche, le parti républicain s'est orienté vers une politique de puissance rooseveltienne et un intérêt national plus étroit, rappelant la « *realpolitik*⁹ » européenne.

L'approche n'a pas été systématiquement suivie ou acceptée par l'opinion publique américaine ou le Congrès. Sous la présidence de Nixon, le conseiller à la sécurité nationale Henry Kissinger a mis en œuvre une politique fondamentalement réaliste, mettant de côté l'universalisme moral wilsonien. Kissinger donne la priorité aux actions diplomatiques et militaires traditionnelles, ce qui est en contradiction avec les tendances isolationnistes qui prévalent encore au sein de la population américaine. La chute politique de Nixon est en partie due à ces politiques, aggravées par sa nature secrète, qui allait à l'encontre de la société américaine ouverte et axée sur les médias.

⁸ La philosophie pratique d'Emmanuel Kant désigne la philosophie édictée par l'usage de la raison pratique, par contraste avec l'usage de la raison théorique, qui faisait l'objet de la Critique de la raison pure.

⁹ La *realpolitik* est par principe une gestion très diplomatique de la paix. Elle tend à éviter de recourir à la course aux armements. Elle est fondée sur une prise de décision en connaissance du maximum de données et en sauvegardant le maximum d'options. Un de ses moyens est une large acceptation par l'opinion publique.

I.1.2. *Hard Power* et ingénierie

Les États-Unis ont une puissance relativement équilibrée, entre *hard power* et *soft power*. La force du « *Hard Power* » Américain réside dans la présence étendue des États-Unis à travers le monde, notamment grâce à leurs ambassades et consulats (environ 300 ambassades et consulats américains) dont le réseau est le plus vaste au monde. La force militaire des États-Unis se manifeste principalement par des navires répartis dans tous les océans. Elle possède 11 porte-avions, tandis que les autres grandes puissances mondiales n'en ont qu'un ou deux. L'évolution technologique contribue à cette force militaire (par exemple : drones, bombardements ciblés, etc...). De plus, ils possèdent une puissance de frappe inégalée, l'armée américaine effectue des entraînements intensifs environ tous les deux ans (tels que l'exercice « *Valiant Shield*¹⁰ » qui a réuni 28 navires, 300 avions et environ 20 000 soldats américains). La N.S.A (*National Security Agency*), la D.I.A (*Defense Intelligence Agency*), la C.I.A (*Central Intelligence Agency*) sont également des services de renseignement, d'espionnage et de contre-espionnage très importants. En 2013, l'affaire Snowden¹¹ a provoqué une polémique mondiale concernant les diverses activités de la NSA, dévoilant des documents confidentiels qui révèlent la surveillance massive des citoyens, l'espionnage de chefs d'État étranger et la collecte d'informations à des fins d'espionnage stratégique militaire, économique et industriel. Washington, la capitale des États-Unis, abrite le FMI (Fonds Monétaire International) et la Banque Mondiale. New York est également une ville importante à considérer, car elle abrite la bourse de Wall Street, la première bourse mondiale, ainsi que de nombreuses FTN (Firmes Transnationales) telles que Goldman Sachs dans le domaine de la finance. La société Pfizer, fondée en 1849, est spécialisée dans le domaine pharmaceutique et est présente dans plus de 150 pays.

Le *hard power* demeure un outil crucial dans le cadre de la diplomatie des pays. Dans un contexte où les intérêts nationaux sont fréquemment sollicités, la capacité à utiliser des moyens coercitifs peut jouer un rôle essentiel dans la préservation de ses intérêts, la garantie de sa sécurité et l'affirmation de sa position à l'échelle mondiale. Toutefois, l'emploi du *hard power* n'est pas exempt de répercussions. Il est possible que cela ait des conséquences diplomatiques, économiques ou humanitaires. En outre, dans un monde globalisé, une utilisation excessive du pouvoir physique peut avoir un impact négatif sur la réputation d'une nation, ce qui rend le pouvoir émotionnel (diplomatique, culturel, attractif) moins efficace. Il est donc primordial de trouver un juste équilibre entre le *hard power* et d'autres outils diplomatiques. Le *hard power*, même s'il peut susciter des débats, reste un élément essentiel de la

¹⁰ L'exercice interarmées Valiant Shield est visé à préparer et à renforcer la capacité des différentes armées et unités américaines à interopérer rapidement face à une crise couvrant tous les domaines d'actions en développant une force "pré-intégrée" résultat de la mise en commun de tactiques, techniques et procédures et dans le cyberspace.

CANIN, Julien. EXERCICE INTERARMÉES VALIANT SHIELD. In : Operationnels [en ligne]. 15 septembre 2014. Disponible sur : <https://operationnels.com/2014/09/15/exercice-interarmees-valiant-shield/> (consulté le 23 mai 2024)

¹¹ T.D.L. Tout comprendre à l'affaire Snowden In : *Le Parisien* [en ligne]. 8 novembre 2017. Disponible sur : <https://www.leparisien.fr/international/tout-comprendre-a-l-affaire-snowden-07-11-2017-7378926.php> (consulté le 21 mai 2024)

géopolitique. Il est crucial de saisir son rôle, ses bénéfices et ses limites pour toute personne désireuse de se déplacer dans le réseau complexe des relations internationales.

De 1960 à 2023, les États-Unis maintiennent leur position de plus grande puissance économique mondiale et de pays le plus riche, en maintenant fermement leur position en tête du classement. La diversité de leur économie est très importante, avec des secteurs majeurs tels que les services, l'industrie manufacturière, la finance et la technologie. Les États-Unis bénéficient d'une vaste base de consommateurs, favorisent l'innovation et l'esprit d'entreprise, disposent d'infrastructures solides et bénéficient de conditions commerciales favorables. Le PIB des États-Unis connaît une croissance annuelle de 2,7 %. Les États-Unis restent le leader économique mondial, générant 20 % des richesses mondiales, avec un PIB dépassant les 25 000 milliards de dollars en 2022, encore devant la Chine (18 000 milliards de dollars), qui est pourtant quatre fois plus peuplée¹². Les États-Unis sont le principal moteur de la mondialisation, le centre de la Triade, l'économie postindustrielle de premier plan à l'échelle mondiale. Ils se positionnent en tête des importateurs et exportateurs mondiaux de services, en troisième position des exportateurs (1 500 milliards de dollars) et en tête des importateurs mondiaux de marchandises (2 300 milliards de dollars). Les entreprises américaines transnationales sont la manifestation la plus complète de cette puissance économique : Selon les chiffres de 2011, 133 des 500 premières entreprises transnationales mondiales sont basées aux États-Unis, comprenant des entreprises traditionnelles telles que Exxon, Wal-Mart et IBM, ainsi que des géants de la netéconomie tels que Google, eBay et Amazon. L'économie nationale des États-Unis est puissante et variée. L'agriculture américaine se positionne en tête mondiale et génère d'importants excédents exportables, que ce soit pour des raisons commerciales ou pour des raisons d'aide alimentaire : ce qu'on appelle « l'arme verte ». Malgré une forte internationalisation de sa production grâce aux entreprises transnationales américaines, l'industrie demeure la deuxième économie mondiale. Finalement, les États-Unis maintiennent sur leur territoire les secteurs de haute technologie : aéronautique (Boeing), aérospatiale, armement (Lockheed Martin), biotechnologies, pharmaceutique, etc.

¹² Banque mondiale, OCDE. World Bank Open Data . In : *World Bank Open Data*, Disponible sur : https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD?locations=CN-US&most_recent_value_desc=true. Consulté le 30 mai 2024

I.1.3. *Soft Power* et influence

L'histoire des États-Unis d'Amérique est une histoire d'influence et de contre-influence. Pour commencer, nous pouvons énoncer que les États, les empires ou encore les civilisations ont toujours cherché à influencer leurs opposants afin d'ériger leur modèle. Si la place du *Hard Power* et de la puissance militaire est une constante de l'histoire, celle du *Soft* apparaît, du fait de sa nature, plus difficile à observer. Néanmoins, les grandes civilisations, l'Empire Romain¹³ entre autres, en plus de leur grande armée, ont érigé des monuments et des normes politiques qui façonnent encore le monde d'aujourd'hui. C'est en 1990 que Joseph Nye pose les fondements de ce que deviendra le *Soft Power*. À la différence du *Hard* qui s'est défini au fur et à mesure des courants géopolitiques (Mahan, Spykman...), le *Soft Power* est « l'habilité à séduire et à attirer¹⁴ ». Pour revenir au cas américain, l'apogée de cette stratégie d'influence se trouve entre 1950 et 1970 dans « l'*American way of life* » (en français : le mode de la vie à l'américaine). Pour cette partie, des éléments de contexte doivent être ajoutés. Après les deux guerres mondiales et la montée du fascisme, l'Europe est en lambeaux. Les deux grands gagnants de la Seconde Guerre mondiale sont les États-Unis et l'URSS et ils vont chercher à étendre leur influence pendant les quarante prochaines années : c'est la Guerre Froide.

Les États-Unis augmentent leur emprise sur l'Europe avec le Plan Marshall mais aussi sur la France avec les accords Blum-Byrnes (1946). Ces accords liquident une partie de la dette française aux États-Unis en permettant l'ouverture du marché : le cinéma hollywoodien, outil d'influence par excellence, inonde le marché français et impose des quotas à respecter pour la diffusion des films¹⁵. Pendant quarante ans, la superpuissance américaine va aiguïser l'utilisation de son *Soft Power*. Le 24 décembre 1968, le cliché pris par l'astronaute William Anders « Earthrise » marque le monde entier. Si cette photo est encore considérée comme l'une des plus influentes du monde sur notre rapport à l'environnement. C'est aussi, la victoire de l'industrie américaine dans la *Space Race* (en français : course à l'espace) sur les soviétiques sur le premier à poser les pieds sur la Lune. La mission Apollo-Soyouz sera la première coopération entre les deux géants et signera la fin de cette bataille de l'espace. L'avènement de l'influence réside aussi dans la mise sur le marché de produits iconiques : chewing-gum, Coca Cola, jean... apportés par les Américains après la guerre et largement mis à l'échelle industrielle lors des années suivantes. L'investissement de Coca Cola pour fournir à ses militaires une bouteille à 5 cents a porté ses fruits (Figure 1 : Coca-Cola sur le front : une « mission nationale »).

¹³ HOPE, Valerie. History - ancient history in depth : Social pecking order in the roman world. 29 mars 2011. In : BBC [en ligne]. Disponible sur : https://www.bbc.co.uk/history/ancient/romans/social_structure_01.shtml (consulté le 29 mars 2024)

¹⁴ ROUIAÏ, Nashidil. Soft Power (puissance douce). 16 novembre 2023. In : *Géococonfluences* [en ligne]. Disponible sur : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/soft-power> (consulté le 29 mars 2024)

¹⁵ S., J. En 1946, Les Accords Blum-Byrnes, les origines d'une méfiance. 9 novembre 1981. In : *Le Monde* [en ligne]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/archives/article/1981/11/10/en-1946-les-accords-blum-byrnes-les-origines-d-une-mefiance_3043367_1819218.html (consulté le 29 mars 2024)



Figure 1 : Coca-Cola sur le front : une « mission nationale »¹⁶

Si l'influence américaine est bel et bien prépondérante, le bilan américain est à nuancer dans certains domaines. Ainsi, en 1971, les États-Unis enregistrent leur tout premier déficit commercial depuis 1896 et leur accession au statut de première puissance économique mondiale. Et tandis qu'ils représentaient 50% du PIB mondial au sortir de la Seconde Guerre mondiale, cette part redescend à 25% en 1971, car le Japon et l'Europe reconstruits deviennent des puissances concurrentes. En outre, les Soviétiques, qui se sont dotés de l'arme atomique dès 1949 (soit quatre ans après les Américains), rivalisent rapidement sur le plan militaire avec les États-Unis. Cette perte de puissance relative s'accompagne en toute logique d'une perte d'influence. Les États-Unis comprennent qu'ils ont besoin d'alliés. D'ailleurs, cela explique que le conseiller à la sécurité nationale de Nixon, Henry Kissinger, ait amorcé un rapprochement avec la Chine communiste de Mao Zedong. C'était le seul moyen pour les États-Unis de conserver leur influence contre l'URSS, alors alliée avec l'Inde.

Cette perte d'influence est aussi corrélée avec une image déclinante des États-Unis à l'international. Tout d'abord, c'est la lutte pour les droits civiques des populations afro-américaines qui secoue le pays, avec de nombreuses manifestations relayées par les médias à l'international. Les États-Unis s'enlisent ensuite dans leur intervention au Vietnam, très violente avec les bombardements incendiaires au napalm et les aspersions d'agent orange (un désherbant, également mortel pour les êtres humains). Cette intervention les fragilise sur le plan interne, en raison du nombre de soldats américains tués, mais aussi parce que les manifestations pacifistes se multiplient. À l'international, cette guerre est aussi très mal vue par les pays du « tiers-monde », qui y voient un conflit impérialiste et néo-colonialiste.

¹⁶ AUBRUN, Frédéric. Coca-Cola Sur Le Front : Une « mission nationale. ». 29 avril 2016. In : *Tangram Lab* [en ligne]. Disponible sur : <https://www.tangram-lab.fr/2019/04/26/coca-cola-et-santa-la-fuite-du-quotidien-par-limaginaire-2/>

L'intervention américaine s'achèvera de plus par un fiasco, la chaotique évacuation de Saïgon (ensuite renommée Hô-Chi-Minh Ville) qui ne parviendra pas à évacuer tous les candidats à l'exil.¹⁷

L'effondrement de l'URSS en 1991 propulse les États-Unis à la tête du monde. Cette victoire est, avant d'être un succès militaire, une victoire de la prospérité occidentale : la chute du mur de Berlin s'est faite grâce à la fuite des citoyens du bloc Est vers le bloc Ouest. La domination n'est plus partagée avec son adversaire soviétique et les investissements militaires, spatiaux, économiques et diplomatiques font de la puissance américaine ce qu'Hubert Védrine, ex-ministre des Affaires étrangères, appelle une hyperpuissance¹⁸. La chute du bloc soviétique ouvre un nouveau chapitre des relations internationales et de la stratégie d'influence américaine. La doctrine Clinton, ou *Democratic Enlargement*, prône l'exportation du modèle démocratique et culturel: "*Ultimately, the best strategy to ensure our security and to build a durable peace is to support the advance of democracy elsewhere. Democracies don't attack each other*"¹⁹ (Clinton, 1994), (en français : « En fin de compte, la meilleure des stratégies pour assurer notre sécurité et la construction d'une paix durable est notre soutien aux démocraties à travers le monde »). L'objectif est clair, la démocratie à l'américaine doit s'exporter à travers le monde afin d'atteindre une paix durable. Cet argument sera repris plus tard par l'administration Bush. Il servira de base à l'ultra-interventionnisme américain. L'outil d'influence rêvé par les américains est né : des démocraties participant aux règles du libre-échange économique wilsonien à travers le monde, le tout mené d'une main de maître par la "*nation indispensable*".

Après les attentats du 11 septembre 2001, la toute-puissance américaine vient à être remise en cause. La diplomatie se doit alors de reconstruire une image plus positive des États-Unis à l'étranger. Mais le département d'État de Colin Powell, souffrant de sous-financement et voyant sa présence affaiblie au Moyen-Orient, peine à convaincre. En outre, les néo-conservateurs mènent une politique militariste qui nuit gravement à l'image des États-Unis au Moyen-Orient. Les tentatives de renouvellement du *soft power* américain, notamment le remplacement de *Voice of America* par deux médias exportant la culture occidentale, Radio Sawa et Alhura, n'aura que peu de succès. La diplomatie américaine se renouvelle toutefois en 2005 après ce passage à vide. Cette année-là, Karen Hughes devient sous-secrétaire d'État à la diplomatie publique, et elle parvient à obtenir le soutien de Georges W. Bush. Elle met l'accent sur l'écoute des opinions publiques étrangères, et crée un organe interministériel pour lutter contre le

¹⁷ LEFEBVRE, Maxime. Chapitre 12 : Les États-Unis et leur arrière-cour. In : *Le jeu du droit et de la puissance*. 6^e éd. Presses universitaires de France, 2022, p. 493-531. 9782130620594

¹⁸ VEDRINE, Hubert. Que reste-t-il de l'hyperpuissance. In : *hubertvedrine.net* [en ligne]. 30 novembre 2010. Disponible sur : <https://www.hubertvedrine.net/que-reste-t-il-de-l%E2%80%99hyperpuissance/> (consulté le 12 avril 2024)

¹⁹ SINDING SØNDERGAARD, Rasmus. Bill Clinton's "democratic enlargement" and the Securitisation of Democratic Promotion. In : *Diplomacy & Starcraft* [en ligne]. 2015. Disponible sur : https://www.ollidc.org/uploads/PDFs/2020_Fall/703_Nathan/02-BillClintonsDemocraticEnlargementandtheSecuritisationofDemocracyPromotion.pdf (consulté le 12 avril 2024)

terrorisme grâce aux outils numériques. Elle lance enfin une politique de partenariat avec les entreprises privées, incitées à participer à l'effort diplomatique américain.

Sous l'ère Obama, la secrétaire d'État Hillary Clinton engage une politique innovante d'utilisation massive des réseaux sociaux, qui deviennent un canal de communication privilégié de la diplomatie américaine, non sans un certain succès. Elle poursuit aussi la politique de partenariats du département d'État avec des entreprises privées, et l'étend aux ONG et à la société civile. Elle crée aussi une initiative d'échanges dans le secteur de la technologie à destination de femmes du monde entier.²⁰ En outre, les années 2000 rebattent les cartes, les États-Unis conservent leur place d'hégémon mais de nouvelles puissances émergent, Brésil, Chine, Russie, Inde et Afrique du Sud : les BRICS. Ce terme crée en 2001 pour rassembler les pays à haut potentiel de croissance et n'avoir pour unique but que de rassurer les marchés financiers. Si ces pays n'avaient rien en commun culturellement ou spatialement, ils illustrent aujourd'hui à travers les BRICS+, un contre modèle d'influence de l'Occident avec lequel les États-Unis doivent composer.

C'est au Moyen-Orient que la structuration de la stratégie d'influence américaine a pris une place centrale bien que, l'histoire montre que l'influence déborde rapidement sur de l'ingérence. Enfin, l'ultime volet de cette stratégie se résume en deux points :

1. Un changement de perspective du Moyen-Orient. Cette région est historiquement une ressource d'hydrocarbures mais ce sont également des centaines de millions de personnes à considérer comme un marché à part entière.
2. Intimement lié au premier, bien qu'insuffisant pour l'expliquer, ce sont la mise en place de nouveaux outils d'influence à grande échelle : les technologies du numérique, internet et les réseaux sociaux en tête de liste. Cela se traduit par une stratégie américaine d'intérêts personnels, sous le couvert d'apporter la démocratie, jusqu'à la mise en place d'infrastructures télécoms dans différents pays, l'Irak en première ligne.

Les travaux de Charles Thibout²¹, doctorant en sciences politiques et chercheur à l'IRIS montrent que des entreprises comme Google, à travers la rencontre de deux acteurs que sont E. Schmidt (ex-PDG de Google, Conseil scientifique et technologique d'Obama, Président de la *National Security Commission on Artificial Intelligence* sous Trump) et J. Cohen (ex-membre du Secrétariat d'État des États-Unis, ex-

²⁰ QUESSARD, Maud, 2019. Chapitre IX : Diplomatie publique et soft power dans un monde post-américain. In : *Stratégies d'influence et guerres de l'information : Propagande et diplomatie publique des États-Unis depuis la guerre froide* [en ligne]. Rennes : Presses universitaires de Rennes. pp. 305-327. Des Amériques. ISBN 978-2-7535-8075-6. Disponible à l'adresse : <https://books.openedition.org/pur/140502> (Consulté le 4 avril 2024)

²¹ THIBOUT, Charles. Les Gafam et l'état : Réflexion sur la place des grandes entreprises technologiques dans le champ du pouvoir. 2022. In : *Cairn* [en ligne]. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2022-1-page-75.htm> (consulté le 12 avril 2024)

PDG de Jigsaw, Google *Ideas*), ont créé certaines clauses dans le document officiel “2008 U.S.-Iraq Strategic Framework Agreement”²². La section VII “*Information Technology and Telecommunications Cooperations*” comporte des clauses concernant l’accès, le déploiement des télécommunications et la libéralisation du marché encadrés par le gouvernement américain. Le résultat est double. Le premier est que Google récupère de juteux contrats gouvernementaux et appuie l’hybridation grandissante entre les GAFAM et l’État dans la politique étrangère américaine et leur stratégie d’influence. Le second est l’occasion pour le géant du numérique d’étendre sa propre ambition, celle des “*next billion users*” (en français : « *futurs milliards d’utilisateurs* ») et d’augmenter le nombre d’utilisateurs de sa plateforme. À la suite de ce contrat, le nombre d’irakiens possédant un accès à Internet est passé de 1% en 2009 à 75% en 2024²³. L’ambition est d’associer les firmes numériques dans la politique du gouvernement américain, ce sont les nouveaux acteurs d’influence (Figure 2 : Jared Cohen (ex-Secrétaire d’État) et Éric Schmidt (Google).

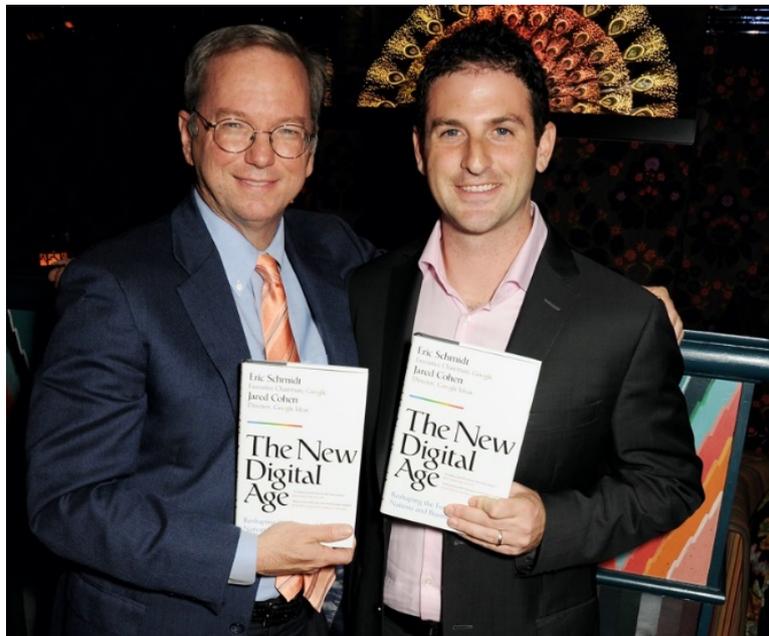


Figure 2 : Jared Cohen (ex-Secrétaire d’État) et Éric Schmidt (Google)²⁴

Les outils du gouvernement américain afin d’agrandir leur influence ont été largement utilisés à travers les dernières décennies. Si le *Soft* a joué son rôle et a participé au rayonnement du modèle américain, ce modèle s’essouffle dans une zone sous tension où l’utilisation du *Hard* a été la norme pendant trop longtemps.

²² *The Strategic Framework Agreement and the Security Agreement with Iraq*. Document officiel [en ligne]. Disponible sur : https://usiraq.procon.org/sourcefiles/strategic_framework_agreement.pdf (consulté le 14 avril 2024)

²³ KEMP, Simon. Digital in Iraq: All the statistics you need in 2021 - DataReportal – global digital insights. In : DataReportal [en ligne]. Disponible sur : <https://datareportal.com/reports/digital-2021-iraq> (consulté le 14 avril 2024)

²⁴ NAUGHTON, John. The new digital age by Eric Schmidt and Jared Cohen – review. In : Guardian News and Media [en ligne]. 29 avril 2013. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/books/2013/apr/29/digital-age-schmidt-cohen-review>

I.2. Politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient

I.2.1. Caractériser le Moyen-Orient

Le Moyen-Orient est un espace complexe. Nous allons donc examiner les différents aspects caractéristiques de cette région aux conflits persistants afin de mieux comprendre la zone et ses enjeux pour l'influence des États-Unis.

I.2.1.1. Histoire

Tout d'abord, le Moyen-Orient, considéré comme le « *berceau de la majeure partie de notre humanité contemporaine* »²⁵, est une région remplie d'une histoire aussi riche que captivante. Cinq millénaires d'histoire jonchent ce territoire d'où sont apparus les premières civilisations. Pour autant, la chute d'un de ses plus grands empires, l'Empire Ottoman, a contribué à déstabiliser de façon irréversible cette dernière. En effet, elle a vu ses dynamiques géopolitiques profondément transformées au cours du XX^{ème} siècle, notamment au travers des accords Sykes-Picot de 1916²⁶. Ces accords furent conclus secrètement entre la France et le Royaume-Uni et visaient à diviser le territoire après la chute de l'Empire Ottoman. Cependant, les frontières dessinées par Mark Sykes et François-Georges-Picot ne tiennent pas compte des différences ethniques et religieuses vis-à-vis des populations locales. La France et le Royaume-Uni, grands victorieux de ces négociations, héritèrent des zones respectives, A et B. La zone A, au nord de la région comprenait la Syrie et le Liban, tandis que la zone B, plus au sud, des territoires comme l'Irak, la Palestine ou encore l'actuelle Jordanie.

Par conséquent, après six cents ans d'histoire sous influence ottomane, les géopoliticiens et les diplomates de l'époque auraient pu s'attendre à de grands bouleversements dans les mentalités locales, génératrices des conflits à venir. Ces nouvelles frontières établies de façon arbitraire ont forgé de nouveaux États à la composition ethnique variée. En prenant pour exemple l'Irak, sa population se compose de chiites à 65%, de sunnites à 35% et de kurdes²⁷ (on peut également ajouter des minorités juive et chrétienne). C'est ainsi que des conflits intercommunautaires se sont formés au sein de ces nouvelles nations. Après la Seconde Guerre mondiale et l'accession des pays à leur indépendance, l'influence européenne est peu à peu remplacée par la lutte d'influence entre les deux superpuissances, États-Unis et URSS, autour du contrôle des hydrocarbures. Le tracé des frontières du Moyen-Orient débouche donc sur un ensemble de tensions qui se juxtaposent aux conflits de la Guerre Froide. C'est une course aux ressources, en particulier des approvisionnements en pétrole, qui va pousser les États-

²⁵ DUMONT, Gérard-François. Le Moyen-Orient, espace géographique et géopolitique. *Géostratégiques*, 2005, 6, pp.23-34. Disponible sur : <https://shs.hal.science/halshs-00903231/document>

²⁶ BARDET, Flavien, 2015. Les accords Sykes-Picot, 1916. In : *Outre-Terre*. 2015. Vol. 44, n° 3, pp. 363-368. DOI [10.3917/oute1.044.0363](https://doi.org/10.3917/oute1.044.0363)

²⁷ LAVAUD, Léa, 2021. La diversité religieuse en Irak. Institut de relations internationales et stratégiques. Disponible sur : <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2021/06/Obs-G%C3%A9opolitique-du-religieux-La-diversit%C3%A9-religieuse-en-Irak.pdf>

Unis à sécuriser la zone. Ces actions sont menées sous couvert d'une politique d'endiguement forte à l'égard du communisme soviétique de l'époque.

I.2.1.2. Géographie et ressources naturelles

La région du Moyen-Orient est culturellement et spatialement très variée. Selon Gérard-François Dumont, le Moyen-Orient se définit comme *“l'ensemble des pays de l'Asie de l'Ouest et du Sud-Ouest, de la Turquie à l'Iran et de la Transcaucasie à la péninsule Arabique, ensemble qui comprend en outre l'Égypte”*²⁸. De façon plus précise, les frontières sont largement débattues et l'utilisation de la notion de Proche-Orient et de Moyen-Orient²⁹ en vient même à se confondre³⁰. Cependant, on peut tenter de caractériser l'espace avec des éléments géographiques (Figure 3 : Carte du Moyen-Orient). La région est délimitée par des frontières : au nord, par la chaîne de montagnes du Taurus en Turquie qui s'étend jusqu'à la mer Noire et au Caucase ; au sud, par la mer d'Arabie, qui englobe la péninsule arabique ; à l'est, par l'Iran, bordé par le Turkménistan, l'Afghanistan et le Pakistan ; à l'ouest, par la mer Méditerranée et l'Égypte. On peut considérer une partie de l'Égypte notamment le Sinaï et, dans certaines définitions, la Libye.³¹

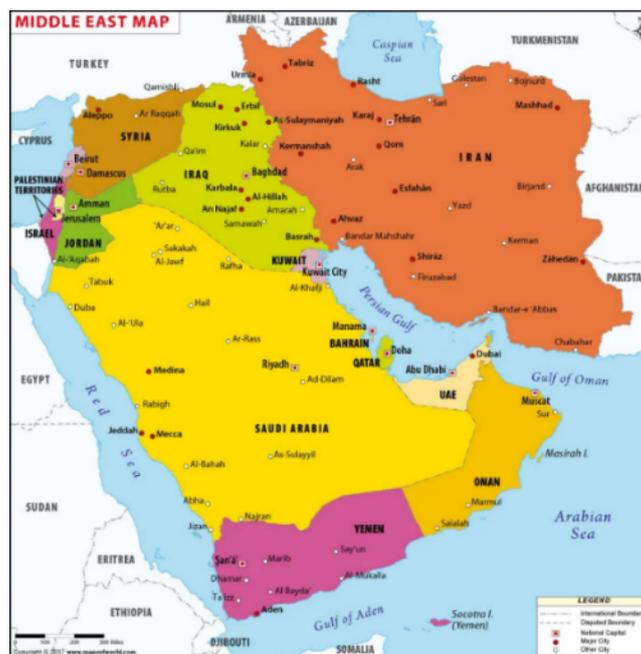


Figure 3 : Carte du Moyen-Orient³²

²⁸ DUMONT, Gérard-François. Le Moyen-Orient, espace géographique et géopolitique. *Géostratégiques*, 2005, 6, pp.23-34. Disponible sur : <https://shs.hal.science/halshs-00903231/document>

²⁹ Voir Annexe 1 : Proche-Orient ou Moyen-Orient ?

³⁰ CAPDEPUY, Vincent, 2008. Proche ou Moyen-Orient ? Géohistoire de la notion de Middle East. *L'Espace géographique*. 2008. Vol. 37, n° 3, pp. 225-238. DOI "https://doi.org/10.3917/eg.373.0225" [10.3917/eg.373.0225](https://doi.org/10.3917/eg.373.0225).

³¹ Caractérisation proposée basée sur l'ensemble des écrits lus sur la géographie du Moyen-Orient

³² MALIK, Vishul, 2023. Middle East Map | Map of The Middle East Countries. *MapsofWorld.com* [en ligne]. 24 juillet 2023. [Consulté le 19 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.mapsofworld.com/middle-east-map.html>

Les hydrocarbures, pétrole et gaz naturel, sont un enjeu incontournable du Moyen-Orient. Elles font partie des ressources naturelles qui composent son sol. Elles attirent la convoitise des grandes puissances pour répondre, dans un premier temps, à des besoins énergétiques industriels puis à des besoins de société, notamment durant le grand essor automobile du XX^{ème} siècle. En effet, « *le coût de production dérisoire* » du pétrole « *génère des bénéfices colossaux* » et est « *un facteur d'accélération du progrès* »³³. De plus, il est un des facteurs de bien-être pour la société civile américaine. Le pétrole va contribuer, pour grande partie, à l'intervention américaine au Moyen-Orient. L'exemple du pétrole illustre également le fait que chaque époque possède sa propre dépendance à une ressource. Ici, c'est une dépendance énergétique à « l'or noir ».

Pendant longtemps, l'interventionnisme américain a profité aux compagnies pétrolières implantées au Moyen-Orient. Par exemple, on peut citer British Petroleum (anciennement AIOC) dans le contexte du mouvement de nationalisation des champs pétrolifères iraniens. Cette entité a eu des activités sur le sol iranien à minima jusqu'au milieu des années 1970, rompues par l'embargo américain de 1979³⁴. Les réserves de pétrole du Golfe Persique, réparties principalement en Arabie Saoudite, en Irak, en Iran, au Koweït et aux Émirats arabes unis (EAU)³⁵, constituent une part importante des réserves mondiales. Elles ont été exploitées pendant plus d'une trentaine d'années par de grandes compagnies pétrolières comme le cartel des Sept Sœurs³⁶ (dont l'AIOC faisait partie) jusqu'au milieu des années 70.

Selon l'International Energy Agency³⁷, les réserves de pétrole moyen-orientales représenteraient 40,2% des sources de pétrole connues en 2021, tandis que selon l'OPEP³⁸ elles atteindraient 67,2% début 2023. En 2024, l'OPEP totaliserait 41% de la production de pétrole et posséderait 72% des réserves, soit plus de deux tiers des réserves mondiales de pétrole³⁹. Toutefois, une moyenne avoisinerait plutôt les 50 % des réserves mondiales de pétrole restantes connues. De plus, 60% des gisements dits « super-géants » sont au Moyen-Orient et représentent 40% des réserves prouvées de la planète⁴⁰. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le contrôle du pétrole est avant tout un enjeu politique. Cette ressource « *ne cessera plus jamais d'être : un enjeu stratégique, une priorité nationale, un atout militaire* »⁴¹ pour la

³³ LAURENT, Éric, 2014. *La face cachée du pétrole*. Paris : Pocket. p.45. ISBN 978-2-266-16909-7.

³⁴ DJALILI, Mohammad-Reza et KELLNER, Thierry. 2023. Iran : l'enjeu géopolitique du pétrole. Histoire et Civilisations.com [en ligne]. [Consulté le 30 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.histoire-et-civilisations.com/thematiques/epoque-contemporaine/iran-lenjeu-geopolitique-du-petrole-87339.php>

³⁵ MARIAIS, Béatrice. 2021. Maghreb et Moyen-Orient : les pays producteurs de pétrole et les réserves mondiales en 2020, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 30 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Maghreb-et-Moyen-Orient-les-pays-producteurs-de-petrole-et-les-reserves-3472.html>

³⁶ Milestones in the History of U.S. Foreign Relations - Office of the Historian, [en ligne]. [Consulté le 22 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://history.state.gov/milestones/1921-1936/red-line>

³⁷ Middle East – Countries & Regions, [sans date]. IEA [en ligne]. [Consulté le 19 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.iea.org/regions/middle-east>

³⁸ OPEC : OPEC Share of World Crude Oil Reserves, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 19 mai 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.opec.org/opec_web/en/data_graphs/330.htm

³⁹ PETIT, Romain, 2024. La géopolitique des matières premières [Cours diaporama]. Université de Technologie de Troyes.

⁴⁰ IFP Energies Nouvelles | Tout savoir sur le pétrole, [sans date]. IFPEN [en ligne]. [Consulté le 25 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.ifpenouvelles.fr/enjeux-et-prospective/decryptages/energies-fossiles/tout-savoir-petrole>

⁴¹ LAURENT, Éric, 2014. *La face cachée du pétrole*. Paris : Pocket. p.44. ISBN 978-2-266-16909-7.

puissance américaine. Comme le souligne Daniel Yergin, historien américain, « *le pétrole, c'est 10% d'économie et 90% de politique* ». La politique dès lors adoptée par les États-Unis durant le XX^{ème} siècle a largement pris en compte les emplacements stratégiques tels que les nappes pétrolifères et les espaces fluviaux comme le détroit d'Ormuz et le canal de Suez qui jouent un rôle crucial dans le commerce mondial.

Enfin, l'enclavement de certains pays n'est pas à oublier. Selon un rapport du ministère des Armées de 2015⁴², l'Afghanistan, l'Arménie et le Turkménistan, proches voisins de certains acteurs de la région, n'ont pas d'accès direct à la mer (une connexion à l'océan mondial)⁴³. De plus, « *l'absence d'accès à l'océan représente dès lors un obstacle, [...] dans les flux économiques mondiaux* ». L'accès à la mer est donc un levier essentiel de puissance qui peut être à l'origine de tensions et/ou de guerres. On peut citer le quasi-enclavement de l'Irak, avec un accès restreint au Golfe Persique, qui envahit le Koweït en 1990 pour des raisons économiques et territoriales mais aussi pour étendre la superficie de son accès maritime⁴⁴ (II.3.3. L'Irak et la première guerre du Golfe). Pour l'accès à l'eau, à titre d'exemple, le projet turc de barrage hydraulique, par les biais du Tigre et de l'Euphrate, Güneydoğu Anadolu Projesi (GAP, en français : Projet d'Anatolie du Sud-Est), pourrait avoir de profondes conséquences sur l'approvisionnement en eau de la Syrie et de l'Irak⁴⁵. Les principaux fleuves de la région étant les fleuves Tigre, Euphrate et le Jourdain. Dès lors, un accès à l'eau et un accès à l'océan sont décisifs dans un contexte de mondialisation.

I.2.1.3. Acteurs

Le Moyen-Orient abrite de nombreux acteurs, tant étatiques que non étatiques.

D'une part, les principaux États de la région sont : l'Iran, Israël, l'Arabie Saoudite, l'Irak, la Syrie, la Turquie et les EAU. D'autre part, les groupes armés, le Hezbollah, l'État islamique et les milices kurdes, ou encore les organisations régionales, Ligue arabe et Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) sont autant de grands groupes non gouvernementaux qui couvrent la zone. Avec ce panorama d'acteurs, il est important d'ajouter que les guerres et les conflits sont les grands créateurs de flux migratoires. En effet, cela a des répercussions à la fois sur la région, mais également à l'international

⁴² PEYRONY, Elsa, 2015. CARGO MARINE. Les pays enclavés et la mer. Centre d'études stratégiques de la Marine.

⁴³ La mer Caspienne est une mer intérieure, vaste étendue d'eau, qui ne possède pas d'accès à l'océan (lac).

⁴⁴ GOURRAUD, Pierre-Alexandre, 2024. Chronique des conflits frontaliers entre l'Irak et le Koweït depuis le début du XX^e siècle. cfri-irak.com [en ligne]. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://cfri-irak.com/article/chronique-des-conflits-frontaliers-entre-lirak-et-le-koweit-depuis-le-debut-du-xxe-siecle-2024-02-02>

⁴⁵ INA, 1999. Le GAP et la gestion de l'eau en Anatolie - Lumni | Enseignement. [en ligne]. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000001476/le-gap-et-la-gestion-de-l-eau-en-anatolie.html>

avec des interventions humanitaires venant en aide aux réfugiés. L'ONU est un de ces acteurs, au travers de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)⁴⁶.

Au sein de ces entités, la question religieuse est souvent le point névralgique qui permet de justifier en partie les guerres du Moyen-Orient. Avec Jérusalem, ville trois fois sainte⁴⁷, le clivage entre les religions abrahamiques en est beaucoup plus accru. C'est parce qu'elle est située sur le territoire de l'actuel État d'Israël que cette ville est génératrice de tensions. De plus, les affrontements chiites-sunnites, deux branches de l'islam, ont une longue histoire et se manifestent fréquemment dans les guerres régionales au Moyen-Orient. L'Iran, à majorité chiite, et l'Arabie Saoudite, à majorité sunnite, sont les principaux adversaires de ce clivage. L'Irak, la Syrie et le Liban sont les pays les plus touchés par ces frontières religieuses qui s'illustrent souvent dans des rivalités politiques et militaires. Toutefois, les chercheurs s'accordent pour affirmer que la religion n'est pas le seul facteur permettant de justifier les guerres des pouvoirs politiques régionaux.

En plus des États-Unis, la Russie, la Chine et les pays européens ont des rôles importants au Moyen-Orient. En effet, la Russie (anciennement l'URSS), grand opposant des États-Unis durant la Guerre Froide, se renforce dans la zone en intervenant dans le conflit syrien⁴⁸. Quant à la Chine, elle investit dans la région au travers de projet de nouvelles routes de la soie (« One Belt One Road ») qui vise à équiper le Moyen-Orient afin de « *relier économiquement la Chine à l'Europe* »⁴⁹ sans passer par les Amériques. Pour les États-Unis, ces interventions externes ajoutent de nouvelles strates qui viennent perturber le paysage géopolitique de la région. Enfin, même si l'influence américaine a évolué au fil des décennies, au niveau régional, cet espace est marqué par d'importants conflits, ce qui en fait un « *arc de crise* » géopolitique majeur (au sens de Zbigniew Brzezinski)⁵⁰. De nombreuses tentatives d'instauration de paix sont entreprises, mais cela reste cependant difficile à transformer en paix durable dans une « *région des plus instables, violentes et productrices de réfugiés dans le monde* »⁵¹.

Revenons un instant sur les acteurs Moyen-Orientaux eux-mêmes. Tous ont leurs propres enjeux géopolitiques. L'Iran, par exemple, est un acteur majeur de la région. Héritier du prestigieux empire perse qui tint tête aux envahisseurs, les Iraniens sont aujourd'hui nostalgiques de cette époque bénie. L'Iran joue un rôle très important sur la scène internationale, car il possède une partie du gisement gazier

⁴⁶ NATIONS Unies, [sans date]. Fournir de l'aide humanitaire. *United Nations* [en ligne]. [Consulté le 22 mai 2024].

Disponible à l'adresse : <https://www.un.org/fr/our-work/deliver-humanitarian-aid>

⁴⁷ PETIT, Romain, 2024. La démarche d'analyse géopolitique [Cours diaporama]. Université de Technologie de Troyes.

⁴⁸ BERG, Eugène, 2017. L'intervention de la Russie dans le conflit syrien. *Revue Défense Nationale*. 2017. Vol. 802, n° 7, pp. 30-35. DOI [10.3917/rdna.802.0030](https://doi.org/10.3917/rdna.802.0030).

⁴⁹ ROUIAÏ, Nashidil. 2024. Nouvelles routes de la soie, Belt and road initiative (B.R.I.). *Géococonfluences* [en ligne]. [Consulté le 22 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/routes-de-la-soie> ISSN : 2492-7775

⁵⁰ CAPDEPUY, Vincent, 2008. Proche ou Moyen-Orient ? Géohistoire de la notion de Middle East. *L'Espace géographique*. 2008. Vol. 37, n° 3, pp. 225-238. DOI [10.3917/eg.373.0225](https://doi.org/10.3917/eg.373.0225).

⁵¹ SCHULZ, Matthias, YILMAZ, Özcan, RODOGNO, Davide et VAÏSSE, Maurice, 2017. Le Moyen-Orient dans les relations internationales : circulations, interdépendances, conflits. *Relations internationales*. 2017. Vol. 171, n° 3, pp. 3-8. DOI [10.3917/ri.171.0003](https://doi.org/10.3917/ri.171.0003).

de South Pars, le plus vaste au monde. Sa position géographique est elle aussi stratégique, contrôlant l'accès au détroit d'Ormuz par lequel transitent 90% des exportations pétrolières des pays du Golfe. La République islamique possède également la particularité de ne pas être un pays arabe, et d'être à majorité religieuse chiïte. L'Arabie saoudite joue elle aussi un rôle central régionalement. Centre spirituel du sunnisme, le royaume est un des plus grands exportateurs de pétrole de la planète, au travers notamment de la société Saudi Aramco. Leur économie basée sur les hydrocarbures est une fragilité, car les attaques de rebelles Houthis depuis le Yémen visent souvent les installations pétrolières. Cela a fait chuter la production nationale saoudienne de 50% entre 2019 et 2021. Enfin, l'Arabie saoudite cherche aussi à se réinventer, en construisant des « smart cities » (villes intelligentes) dans le cadre de son projet Vision 2030. Le royaume wahhabite veut aussi sortir de sa logique de confrontation avec l'Iran et Israël au moyen de la diplomatie⁵².

Les acteurs au sein de ce paysage nourrissent de profondes conflictualités à la fois religieuses, idéologiques et politiques. Cet espace, fait de fragiles frontières, est en constante interaction avec des puissances étrangères pour le contrôle de ses ressources naturelles. Ainsi, le jeu des relations internationales est rendu complexe par la confrontation de ces deux éléments.

I.2.2. Les fondements de la politique américaine

L'histoire moderne des États-Unis d'Amérique commence le 4 juillet 1776 avec l'idée d'un état indépendant à la géographie deux fois plus grande que le continent européen et au mélange culturel entre les colons anglais et espagnols et les communautés indigènes : c'est la naissance de la première puissance coloniale indépendante. Cette histoire est en partie liée à celle de l'Empire Ottoman et les guerres barbaresques. Le blocus de Tripoli de 1804 marque les premières guerres à la suite de l'indépendance et les combats des mers entre la régence de Tripoli (partie de l'actuelle Lybie) et les Américains font rage⁵³. Le début du XIX^{ème} siècle est aussi l'occasion d'envoi de missionnaires afin de prôner la vision religieuse et messianique des États-Unis. D'autres piliers de la politique américaine trouvent leur origine dans l'histoire, c'est notamment le cas du mouvement sionisme avec l'influence du révérend Georges Bush en 1844 qui prône l'instauration de l'État d'Israël en Palestine⁵⁴. Le XX^{ème} siècle marquera un tournant dans la politique américaine : plusieurs doctrines et courants permettront de comprendre la place des États-Unis dans les années à venir. L'un des hommes les plus influents de la nouvelle politique, Woodrow Wilson, président américain de la Première Guerre mondiale, entame le virage crucial d'une politique interventionniste que ses successeurs s'appliqueront de suivre. Le

⁵² BERTOLINO, Romain, TARDIEU, Nato et NEGRUS, Alexandre, 2022. *Atlas géopolitique du monde contemporain*. Ellipses. ISBN 978-2-340-06566-6

⁵³ FILIU, Jean-Pierre et B., David. *Les Meilleurs Ennemis : Une Histoire des relations entre les Etats-Unis et le Moyen-Orient*, première partie, 1783-1953. Paris : Futuropolis, 2016. p.28

⁵⁴ FILIU, Jean-Pierre et B., David. *Ibid.*, p. 64.

déplacement du président américain en Europe est le symbole d'une rupture avec la doctrine Monroe, pilier de la politique étrangère du XIX^{ème} siècle, qui jusqu'alors prônait un non-interventionnisme sous forme d'un protectionnisme américain entre les affaires européennes et américaines. Le wilsonisme, ou nommé par certains l'idéalisme wilsonien, résulte d'une politique visant la coopération entre états à travers la réforme du système international sur le modèle démocratique libéral américain. Les 14 points de la Société des Nations (SDN), enfant chéri du président Wilson, illustrent cette ambition le 8 janvier 1918 : *“l'accord de paix est fondé sur une diplomatie ouverte, la liberté de navigation, le libre-échange et le désarmement”*⁵⁵. L'échec de la Société des Nations en 1920 sera largement dû à l'absence de la signature des traités de Versailles par les États-Unis. Néanmoins, la SDN a permis aussi de poser les bases de l'Organisation des Nations Unies après la Seconde Guerre mondiale. Si l'idéalisme et la vision libérale de 1919 de la politique américaine n'a su franchir les épreuves de la *Realpolitik* mondiale en 1920, les Américains se créent des nouvelles croyances et deviendront bientôt un acteur du jeu international. Après l'ouverture de la Commission King Crane en 1919 (Figure 4 : Commission King-Crane, 1919, Damas (Syrie)) visant à rétablir leurs territoires à certains royaumes arabes, les États-Unis trouvent naturellement leur place au Moyen-Orient grâce à une ressource qui viendra changer à jamais la politique étrangère du pays : le pétrole.



Figure 4 : Commission King-Crane, 1919, Damas (Syrie)⁵⁶

Surfant sur leur popularité grâce à la commission, des premiers accords sont passés entre le roi Hal d'Arabie saoudite en 1932 afin de prendre part à travers la SOCAL (*Standard Oil Company of California*). En 1939, le premier tanker américain rempli de pétrole saoudien part vers le continent : la

⁵⁵ Le Contexte Historique. Dans : ONU GENEVE [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 12 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.ungeneva.org/fr/about/league-of-nations/background>

⁵⁶ King-Crane commission (archives). Dans : King-Crane Commission Digital Collection [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 12 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www2.oberlin.edu/library/digital/king-crane/intro.html>

relation était née. Ce besoin d'aller chercher des ressources au-delà même de son propre territoire est une constante de la puissance américaine, et déjà en 1974 : *“Les Américains ne représentent que 6% de la population*

*mondiale mais consomment 33% de toute l'énergie produite à travers le monde”*⁵⁷. Cette dépendance mène à des stratégies toujours plus interventionnistes afin de sécuriser leurs approvisionnements énergétiques qui se sont révélés hautement stratégique pendant la Seconde Guerre mondiale. L'un des tournants majeurs vers l'ultra-interventionnisme se produit sous les présidences de Truman, et sa politique de *Containment* (1947), et d'Eisenhower (1957). L'après-guerre marque la montée en puissance du bloc soviétique et les États-Unis, en tant que second grand vainqueur, doivent riposter et contenir la diffusion du modèle communiste. Le plan Marshall illustrera la puissance économique du pays et participera à la large diffusion de la devise du dollar à l'échelle mondiale : Truman réussit là où Wilson a échoué et met fin à un siècle et demi d'isolationnisme américain en Europe et dans le monde. C'est avec Eisenhower que l'interventionnisme au Moyen-Orient va prendre la place qu'on lui connaît aujourd'hui. La doctrine Eisenhower permettra d'envoyer des aides militaires et économiques et des forces armées afin de lutter contre la montée du communisme au Moyen-Orient⁵⁸. Le rôle des forces britanniques et françaises dans la région est définitivement remplacé par les États-Unis lors la crise de Suez en 1956 puis : *“l'invasion de l'Égypte par une coalition franco-israélienne-britannique, une pitoyable aventure qui tourne au fiasco face au refus américain de suivre ses alliés européens et aux menaces soviétiques d'une intervention militaire nucléaire. L'ère de la domination européenne au Moyen-Orient s'achève”*⁵⁹.



Figure 5 : Affiche de protestation précédant l'entrée dans la seconde guerre mondiale (en français : « Pas d'engagement à l'étranger »), 1942-45⁶⁰

⁵⁷ LAURENT, Éric, 2014. *La face cachée du pétrole*. Paris : Pocket. p.24. ISBN 978-2-266-16909-7.

⁵⁸ HAHN, Peter. *Sécuriser le Moyen-Orient : La doctrine Eisenhower de 1957*. In : U.S. Department of State [en ligne]. U.S. Department of State, [s. d.]. [Consulté le 14 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://history.state.gov/milestones/1953-1960/eisenhower-doctrine>

⁵⁹ BADIE, Bertrand et VIDAL, Dominique. *Le Moyen-Orient et le Monde : L'état du Monde 2021*. Paris : La Découverte, 2020 p. 43.

⁶⁰ *Why we fight*. United States: RBC DVD Entertainment, 2000

Le bilan des années Eisenhower sera marqué par l'intervention américaine dans la guerre du Viet Nam et les prémices de la perte de rayonnement d'un modèle, ainsi que par la prise d'une partie des territoires occupés par Israël en 1967, considéré encore aujourd'hui comme « *l'humiliation des peuples arabes et de la résurgence de l'islamisme* »⁶¹.

Entre la fin du mandat de Eisenhower et les années 2000, les événements dans la politique américaine s'enchaînent. Carter subit la crise des otages et le basculement de l'Iran vers un régime islamique, à jamais ennemi de l'État providence. La présidence Reagan subit le scandale de l'*Irangate*, les livraisons d'armes à l'Iran pendant la guerre Iran/Irak en novembre 1986 et le paiement en pétrodollars pour financer (les Saoudiens participent aussi) des opérations clandestines de la CIA comme le Nicaragua. En avril 1988, c'est la fin de la guerre Iran/Irak sous pression américaine. Le 2 octobre 1989, H. W. Bush signe la National Directive n°26 « *l'accès aux zones du pétrole du golfe Persique et la sécurité des pays amis clés dans la zone sont vitaux pour la sécurité nationale des USA* »⁶². La clé de lecture sur la menace d'*impeachment* de Reagan et la stratégie de l'Oncle Sam sera révélé en 2012 par H. Kissinger « *Empêcher tout pouvoir dans la région d'émerger en tant qu'hégémon ; garantir la libre circulation des réservoirs en énergie* ». Enfin c'est ce même Kissinger qui promut une puissance du centre toujours selon le même principe de « *diviser pour mieux régner* » mise en place chez les administrations Nixon et Ford.

Le discours de M. Albright (Secrétaire d'État sous Clinton) en 1997 pourrait résumer la politique étrangère américaine de cette fin de siècle dans un contexte de vente du pétrole irakien contre de la nourriture (résolution 986 de l'ONU) : « *We will act multilaterally when we can and unilaterally if we must* »⁶³ (en français : « *Nous agissons multilatéralement quand nous le pourrons et unilatéralement si nous le devons* »). Ces trente ans de politique étrangère ont servi à l'administration Bush Jr et Cheney afin de passer de l'interventionnisme à la « *guerre préventive* », l'un des concepts créés par les néo-conservateurs afin de justifier la guerre contre le terrorisme, le dernier grand choc de la politique des États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001. Les Américains cherchent encore à trouver leur rôle de stabilisateurs dans la région du Moyen-Orient.

L'histoire de la politique étrangère des États-Unis est à la croisée entre histoire, ambition énergétique et opportunités politiques. Ceci façonne chacun des présidents américains et continue de façonner la politique du pays aujourd'hui.

⁶¹ LAURENS, Henry. *L'Orient Arabe à l'heure américaine : De la guerre du golfe à la guerre d'Irak*. 2004 : Armand Colin, [s. d.] p. 285.

⁶² BADIE, Bertrand et VIDAL, Dominique. *Le Moyen-Orient et le Monde : L'état du Monde 2021*. Paris : La Découverte, 2020 p. 68

⁶³ GORDON, Joy. Dans : *When Unilateralism Is Invisible: A Different Perspective on the Oil-for-Food Scandal* [en ligne]. Global governance, 2007. [Consulté le 20 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.un.org/depts/oip/background/scrsindex.html>

I.2.3. Les relations internationales des États-Unis : alliances et accords

Les accords Sykes-Picot de 1916 étaient censés marquer la division de l'ex-Empire Ottoman entre les pays colonisateurs, la France et la Grande Bretagne. Ces accords semblent avoir pris une place exagérée dans l'histoire car ils ne reflètent en rien la division actuelle de la région mais sert plutôt le folklore occidental. D'après Jean-Pierre Filiu, c'est en 1920 lors de la conférence internationale de San Remo dans un contexte de rejet de la SDN de Wilson et d'isolationnisme américain que les États-Unis laissent Paris et Londres imposer leur vision impérialiste, en dépit d'une promesse d'indépendance d'un « royaume arabe » de la part des français et des britanniques⁶⁴. Pourtant, le retentissement positif de la Commission King-Crane de 1919 et l'ambition d'autodétermination des peuples avec Wilson permettra à la nation providence de trouver une place de choix dans les rangs de la région. Des premiers contrats pétroliers verront le jour entre l'Arabie Saoudite et SOCAL, symbole d'une prise de conscience de la centralité de la ressource énergétique pour le pays. L'apogée de cette relation sera le vol immédiat de Roosevelt après la Conférence de Yalta, le 14 février 1945 afin de rejoindre le croiseur Quincy et à son bord un invité de prestige en la personne du roi saoudien Ibn Saoud (Figure 6 : Rencontre sur le Quincy entre F. D. Roosevelt et Ibn Saoud). Cette rencontre informelle illustre un accord tacite entre le gouvernement américain et le royaume d'Arabie Saoudite et inscrira dans le marbre une relation pendant plus de cinquante ans.



Figure 6 : Rencontre sur le Quincy entre F. D. Roosevelt et Ibn Saoud⁶⁵

⁶⁴ FILIU, Jean-Pierre. Il y a cent ans, La France et la Grande-Bretagne se partageaient le Moyen-Orient. Dans : Un si Proche Orient [en ligne]. 26 avril 2020. [Consulté le 20 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.lemonde.fr/blog/filiu/2020/04/26/il-y-a-cent-ans-la-france-et-la-grande-bretagne-se-partageaient-le-moyen-orient/>

⁶⁵ Le " Pacte du Quincy ". Dans : Aggiornamento hist-geo [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 20 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://aggiornamento.hypotheses.org/3514>

Les termes de cette discussion ont été retranscrits tel que les États-Unis protégeront le royaume saoudien des menaces internes et externes tant que l'Arabie Saoudite ouvrira les vannes de ses réserves pétrolières. Cette alliance permet de contourner la domination britannique et sa clause de nationalité britannique à travers ses réserves en Irak.

À la suite de la montée en puissance du communisme, une nouvelle stratégie diplomatique s'ouvre : la pactomanie américaine et son fer de lance, le Pacte de Bagdad, ou Traité d'Organisation du Moyen-Orient⁶⁶. Dans un contexte de Guerre Froide, l'isolement de l'URSS passe par la création d'alliances, en premier dans la région moyen-orientale. Cette zone aux conflits multiples - montée en puissance du nationalisme arabe, rejet des puissances coloniales et rejet d'Israël – est également une région d'opportunités diplomatiques. À la suite de la désertion des anciens pays colonisateurs, les États-Unis sont conscients de l'importance d'un investissement indirect afin de contourner la critique occidentale. Les deux alliés promis de la région sont la Turquie (membre de l'OTAN depuis 1951) et le Pakistan (signataire d'un accord de défense mutuelle), l'ambition du pacte est alors de réunir les autres royaumes arabes. Le 24 février 1955, la Turquie et l'Irak signent le pacte, suivi de la Grande-Bretagne et du Pakistan et enfin de l'Iran en novembre. La conséquence est immédiate, Nasser critique l'imposition occidentale dans la région à contre-courant de son grand rêve du panarabisme⁶⁷, où d'unification des peuples arabes. Véritable figure de l'opposition occidentale, Nasser s'appuie sur sa décision de nationalisation du Canal du Suez en 1956 afin de rejeter frontalement le pacte de Bagdad. Il sera suivi par l'Arabie Saoudite, la Syrie (acteur majeur à cette époque) et le Liban. La critique suivra l'échec du pacte : l'Irak post-révolution de 1958 quittera le pacte, puis la conversion de l'allié historique iranien en un régime islamique dirigé par l'Ayatollah Khomeiny en 1979 viendra à bout d'une alliance fragile. Bagdad a été le théâtre d'un effet inattendu par des Américains et inespéré pour les Soviétiques. La résurgence du nationalisme arabe, largement porté par l'Égypte de Nasser, pousse le pays à se tourner vers la Tchécoslovaquie pour se fournir en armes et permet à l'URSS de s'imposer comme contre-modèle occidental et créer un terreau fertile de relations, dont la Syrie sera un acteur majeur.

L'échec diplomatique des États-Unis sera le marqueur d'une nouvelle ère, celle d'un soutien indéfectible à son allié israélien, soutien sur lequel le bloc soviétique s'appuiera après la guerre des Six Jours de 1967 pour réaffirmer leur soutien aux peuples arabes. En résultera de longues décennies de diplomatie entre Israël et les peuples arabes dans lequel les États-Unis cherchent à imposer leur rôle de médiateur (Camp-David, Oslo I et II...), voir la partie II.1.2. Israël : nouveau pilier des États-Unis au Moyen-Orient, réservée à la relation entre Israël et les États-Unis. La fragmentation du monde post-Guerre

⁶⁶ ROMEO, Lisa. Pacte de Bagdad. Dans : Les clés du Moyen-Orient [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 2 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Pacte-de-Bagdad.html>

⁶⁷ LEVALLOIS, Agnès. Nasser ou Le Rêve Panarabe. Dans : Le Monde diplomatique [en ligne]. 1 janvier 2014. [Consulté le 2 mai 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.monde-diplomatique.fr/publications/manuel_d_histoire_critique/a53279

Froide permet la création de multiples organisations, ou groupes, souvent construits en opposition au modèle onusien occidental. Le Moyen-Orient est un précurseur dans le domaine avec des intérêts régionaux convergeant dans la transaction économique du pétrole arabe aux occidentaux.

Historiquement, la Ligue arabe, fondée en 1945 a pour objectif la coopération des États arabes sur la synchronisation de l'action politique et la sécurité des pays. L'autre groupe majeur de la région est l'OPEP (Organisation de Pays Exportateurs de Pétrole, fondée par l'Arabie Saoudite, l'Irak et le Koweït) pour qui l'ambition première en 1960 n'était pas la création d'une politique pétrolière mais plutôt un rôle de collecteur des impôts, car encore très dépendants des concessions pétrolières occidentales⁶⁸. L'OPEP était le théâtre de 82% des exportations pétrolières mondiales et son poids sur l'économie mondiale s'est illustré dans le premier choc pétrolier causé par la Guerre du Kippour de 1973 opposant Israël à l'Égypte et la Syrie. L'embargo des pays membres pour affirmer leur soutien a provoqué une crise ressentie jusque dans les entrailles des Américains : leur addiction pétrolière était révélée. La coalition reste pourtant l'une des plus résilientes, à l'image de l'industrie pétrolière, au vu des conflits subis : guerre Iran-Irak (les 2^{ème} et 3^{ème} exportateurs mondiaux en affrontement direct) et guerre du Koweït de 1990, les conséquences sont une remise en route de la production à l'état normal dans les mois suivant l'arrêt des conflits. La coalition a créé un petit : l'OPEP+, regroupant 23 pays dont 10 hors Moyen-Orient comme le Mexique, la Russie, le Kazakhstan, le Soudan... le tout représentant plus de 80% des réserves mondiales de pétrole⁶⁹. D'autres groupes, les BRICS+ (Iran, Égypte, EAU) ou encore l'Organisation de Coopération de Shanghaï (Iran, 2021) s'érigent en constructeurs de nouveaux modèles loin des idéaux onusiens ou otaniens biaisés par une construction occidentale post-Seconde Guerre mondiale et certains pays du Moyen-Orient entendent prendre une place attendue depuis bien trop longtemps.

Les États-Unis ont remodelé leur politique diplomatique afin d'approcher les États arabes. Des alliances et des groupes ont été érigés mais n'ont pas survécu à la diversité d'opinion du monde arabe. Dans ce contexte, Israël s'est érigé comme la proposition miracle, un idéal plus que remis en question aujourd'hui.

⁶⁸ CHATELUS, Michel. Moyen-Orient : Le Pétrole au tournant des années 1970. Dans : Encyclopédie de l'énergie [en ligne]. 8 novembre 2019. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.encyclopedie-energie.org/moyen-orient-le-petrole-au-tournant-des-annees-70/>

⁶⁹ Quels sont les pays faisant partie de l'opep+ ? Dans : Connaissance des Énergies [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 2 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.connaissancedesenergies.org/questions-et-reponses-energies/opep-plus>

II - Les États-Unis : puissance d'équilibres au Moyen-Orient ?

II.1. Les évolutions de la position américaine

II.1.1. L'Iran et les États-Unis : alliances, ruptures et confrontations

Cette sous-partie est consacrée à l'étude du cas de l'Iran, acteur omniprésent dans le champ d'action de la politique américaine des années 1950 à nos jours. C'est à travers les différentes étapes de son histoire que nous allons analyser les nombreuses variations ou invariances géopolitiques entre ces deux pays depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.⁷⁰

II.1.1.1. De la "Pax Americana" au rejet de l'Occident

Les « *fifties* » moyen-orientaux sont illustrés notamment par la nationalisation de l'industrie pétrolière de 1951 souhaitée par le premier ministre iranien, Mohammad Mossadegh. Les intérêts britanniques et américains étaient directement menacés par cette action politique socialiste, voire communiste⁷¹. L'opération Ajax de 1953, menée par la CIA, renversa Mossadegh et réinstalla le Shah Mohammad Reza Pahlavi au pouvoir. Ces opérations d'ingérence américaines ont été largement critiquées par une multitude de penseurs comme William Blum, écrivain et journaliste américain, dans son livre *L'État voyou*, sorti en 2002⁷². En effet, cela montre les moyens mobilisés par les États-Unis pour structurer le monde à leur image durant le XX^{ème} siècle ("Pax Americana"). La puissance américaine pensait pouvoir « offrir au monde ses modèles politiques et culturels pour que s'impose au reste de la planète la Pax americana »⁷³. Les relations avec les États-Unis furent dès lors renforcées par le Shah, allié pro-occidental, qui modernisa l'Iran selon des principes occidentaux et mena la renégociation des accords pétroliers. En 1978, le régime du Shah est même qualifié d'« île de stabilité » par le président américain Jimmy Carter⁷⁴. Durant cette période, longue de trente-sept années, le régime du Shah bénéficia d'un soutien économique, militaire et stratégique sous protection américaine. Cependant, sa politique autoritariste illustrée par la répression de ses opposants politiques, qui rejettent pour autant les idéaux occidentaux (« l'American way of life »), nourrit le scepticisme américain vis-à-vis de la politique iranienne, non compatible avec les droits de l'Homme prônée par l'ONU. Cet épisode montre l'importance qu'accorde les États-Unis quant à la sécurisation des matières premières au détriment de certains principes de liberté fondamentaux.

⁷⁰ Voir Annexe 2 : L'Iran, du début du XX^{ème} jusqu'au début du XXI^{ème} siècle

⁷¹ Voir Annexe 3 : Renversement de la République démocratique d'Iran (1953)

⁷² BLUM, William, 2002. *L'État voyou*. Parangon. ISBN 978-2-84190-075-6.

⁷³ MIZLA, Pierre. La Pax americana, 1986. [en ligne]. [Consulté le 22 mai 2024]. Disponible à l'adresse :

<https://www.lhistoire.fr/la-pax-americana>

⁷⁴ PAHLAVI, Christian et PAHLAVI, Pierre, 2017. Avant-propos. In : *Le marécage des ayatollahs* [en ligne]. Paris : Perrin. pp. 11-14. Tempus. [Consulté le 25 mai 2024]. ISBN 978-2-262-07037-3. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/le-marecage-des-ayatollahs--9782262070373-p-11.htm>

En 1979, cette période idéale pour les États-Unis (dans ses accords avec l’Iran) prit brusquement un nouveau tournant avec le retour au pouvoir de l’ayatollah Khomeini qui mit fin à la « *Pax Americana* » exercée en Iran. Il renversa le Shah durant la Révolution islamique et instaura une théocratie chiite en Iran. Le 4 novembre 1979, les relations établies furent profondément détériorées et de profondes tensions apparurent notamment illustrées par la prise d’otage qui eut lieu à l’ambassade américaine de Téhéran. La dégradation et l’occupation de ce symbole entacha l’image des États-Unis et marqua une rupture dans la collaboration entre les deux pays.

II.1.1.2. Durcissement de la politique des États-Unis contre l’Iran

La stratégie des États-Unis au Moyen-Orient fut profondément influencée par la Révolution islamique iranienne de 1979. La perte de leur principal allié obligea les Américains à repenser leur présence et leurs alliances dans la région. Afin de contrer l’influence croissante de la République islamique au Moyen-Orient, les États-Unis se rapprochèrent de l’Irak, principal opposant de l’Iran, dans le contexte de la guerre Iran-Irak de 1980 à 1988. C’est une guerre principalement d’origine religieuse afin de contrer l’émergence chiite jusqu’alors réprimée en Irak. En vue de sécuriser les accès aux ressources pétrolières, les États-Unis apportèrent leur soutien à Saddam Hussein, n’ayant dès lors plus accès à celle de l’Iran. Durant les années qui vont suivre, les États-Unis vont isoler l’Iran par l’utilisation d’embargos (1979 et 1995), de sanctions (2010, 2012 et 2018⁷⁵) ou d’accords (accords d’Abraham de 2020), faisant naître un complexe obsidional. Ils vont définir de nouveaux rapports au Moyen-Orient, tout en sécurisant leurs intérêts énergétiques et stratégiques dans la région.

II.1.1.3. Le complexe obsidional iranien

Pour comprendre la politique iranienne, il est essentiel de définir le concept de complexe obsidional. Selon Olivier Zajec (2016), un complexe obsidional désigne le sentiment qu’éprouve un État d’être encerclé, contraint et menacé de toute part par ses voisins⁷⁶. Il s’agit d’une perception qui peut découler d’une situation d’isolement ou d’un rejet de la part d’autres acteurs influents, dans le cas présent les États-Unis, première puissance mondiale encore aujourd’hui. Ici, l’Iran, considéré comme un « *État voyou* »⁷⁷, ne peut pas rester indifférent. Encerclé de part et d’autre par des bases américaines en périphérie du Golfe Persique (Figure 7 : Les bases militaires américaines dans le Golfe) et omniprésent

⁷⁵ 2010 : Comprehensive Iran Sanctions, Accountability, and Divestment Act (CISADA) mis en œuvre pour étendre les sanctions sur le commerce et l’énergie iranien. ; 2012 : National Defense Authorization Act a posé des sanctions contre la Banque centrale d’Iran, limitant la capacité de vente du pétrole iranien. ; 2018 : D. Trump retire les États-Unis du programme JCPOA et réimpose de lourdes sanctions économiques à l’Iran ; 2020 : traités de paix entre Israël et les EAU mais également Israël avec le Bahreïn.

⁷⁶ PETIT, Romain, 2024. Les outils d’analyse géopolitique [Cours diaporama]. Université de Technologie de Troyes.

⁷⁷ Sous Ronald Reagan, c’est un concept qui prend son sens pour décrire de manière ouverte les ennemis des États-Unis. Il peut se définir comme un état qui ne se soumet pas aux lois les plus essentielles du droit international public. A cette base, on peut ajouter : mauvais traitement de sa population ou corruption des dirigeants ; volonté d’acquisition d’armes de destruction massive ; soutien au terrorisme ; rejet des droits de l’homme et haine des États-Unis.

occidentale. Ces efforts à l'encontre du géant américain sont, du point de vue de l'Iran, des mesures légitimes pour lutter contre l'encerclement stratégique imposé par ces derniers (slogan pour l'anti-américanisme de 1979, « *Mort à l'Amérique* »). Cette vision « *ni l'Est, ni l'Ouest – la République islamique* » serait ainsi fondamentale afin de comprendre les motivations iraniennes depuis 1979 : sa volonté de se protéger contre l'extérieur et de devenir une puissance régionale⁸¹.

II.1.1.4. « Axe du mal » ou « Axe de résistance »

Afin de contrer la politique américaine de Georges W. Bush qui définit l'« *axe du mal* »⁸² en 2002⁸³, l'Iran appelle « *axe de la résistance* » l'alliance de groupes qu'elle possède dans la région, comprenant notamment des milices armées pro-iraniens⁸⁴. Cette nébuleuse comprend des acteurs tels que ceux cités précédemment comme les milices chiites, le Hezbollah ou encore le régime syrien de Bachar al-Assad. L'ensemble de ces acteurs représente une menace pour l'influence américaine dans la zone et une force de projection importante pour l'Iran⁸⁵. En effet, le Hamas ou encore le Hezbollah, en partie financés par l'Iran, contribue à déstabiliser le Moyen-Orient et sont les principaux acteurs sur le front contre l'État d'Israël, jusqu'à maintenant allié des États-Unis dans la région.

Ainsi, l'Iran est une puissance importante de déstabilisation pour la présence américaine au Moyen-Orient. Son souhait de devenir à son tour force d'équilibre de la région en se dotant de l'arme nucléaire n'est pas bien vu par la communauté internationale. De plus, la vision pan-chiite de l'Iran est incompatible avec les valeurs démocratiques de l'ONU, dirigé en grande partie par des puissances occidentales. Avec les éléments dont elle dispose, elle veut tenter de s'imposer grâce à une pluralité de conflits asymétriques visant l'hégémonie occidentale et l'influence associée. Elle devient alors un acteur incontournable dans les crises régionales du Moyen-Orient. On peut également noter qu'elle fait partie des BRICS+, au rang des puissances régionales importantes de l'hémisphère sud⁸⁶.

La définition d'« *axe du mal* » pour Georges W. Bush est aussi un moyen de justifier une politique unilatérale agressive américaine dans la zone. Nous développerons cette notion plus tard pour comprendre le sujet, voir III.1.2. Les néo-conservateurs .

⁸¹ GAUVRIT, Éric, 2011. Les forces armées conventionnelles de l'Iran : état des lieux. *Outre-Terre*. 2011. Vol. 28, n° 2, pp. 109-139. DOI [10.3917/oute.028.0109](https://doi.org/10.3917/oute.028.0109).

⁸² Notion soutenue par David Frum, alors conseiller de Bush, en analogie avec les forces de l'Axe (Allemagne, Japon, Italie) pendant la Seconde Guerre Mondiale.

⁸³ « Axe du mal » définit comme étant les pays représentant des menaces pour la paix mondiale et un soutien important pour le terrorisme international.

⁸⁴ MINISTÈRE DES ARMÉES. « L'axe de la résistance » : l'expansionnisme régional iranien | Ministère des Armées, 2022. [en ligne]. [Consulté le 25 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.defense.gouv.fr/academ/axe-resistance-lexpansionnisme-regional-iranien>

⁸⁵ MEIER, Daniel, 2013. Qu'est-ce que le Hezbollah ? *Les Cahiers de l'Orient*. 2013. Vol. 112, n° 4, pp. 35-47. DOI [10.3917/ledlo.112.0035](https://doi.org/10.3917/ledlo.112.0035).

⁸⁶ BRICS+ (anciennement BRIC puis BRICS), 2024. *Géococonfluences* [en ligne]. [Consulté le 25 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/bric> ISSN : 2492-7775

II.1.1.5. Les accords de Vienne, tournant important de la politique américaine

Les accords de Vienne de 2015 ou Plan d'action global conjoint (PAGC, en anglais : JCPOA *Joint Comprehensive Plan of Action*) ont été l'un des moments clés des relations Iran-États-Unis. En effet, au travers de cet accord, le président Barack Obama souhaite pacifier les relations entre les deux pays. C'est une avancée majeure et historique qui fait émerger une nouvelle approche sous un angle multilatéraliste. Elle marque un changement radical et inédit dans la continuité de la stratégie américaine au Moyen-Orient, jusqu'alors unilatéraliste, en particulier dans le cas de l'Iran. En réduisant les sanctions économiques liées à l'embargo contre l'Iran, les États-Unis souhaitent restreindre le programme nucléaire iranien et espèrent éviter les attaques répétées contre Israël. De son point de vue, Israël préférerait, quant à elle, une intervention militaire américaine directe contre les installations nucléaires iraniennes. Bien que la diplomatie d'Obama marque un changement de politique majeur, l'interventionnisme américain persiste au Moyen-Orient. Aux termes de ces accords, la diplomatie plus réaliste d'Obama a été saluée par la scène internationale, bien que critiquée par Israël. Ainsi, l'Iran, après la signature de ce compromis par l'ONU, accepte de restreindre son programme nucléaire à des fins civiles. Pour l'Iran, cet accord est également une ouverture possible vers la scène internationale, limitant ainsi les effets de la marginalisation, même si Obama souligne « *que l'accord sur le nucléaire conclu avec Téhéran ne mettait pas fin à une série de différends entre les États-Unis et l'Iran* »⁸⁷.

Fort de cette négociation, les États-Unis ont réussi à pacifier les relations, en opposition aux interventions militaires antérieures qui ont souvent perturbé « *la région la plus volatile au monde* » plutôt qu'y apporter la paix. Ce succès diplomatique passager met en évidence une nouvelle direction pour la politique étrangère américaine au Moyen-Orient, qui se concentre sur le multilatéralisme et la recherche de solutions pacifiques⁸⁸. Ici, les États-Unis montrent qu'ils peuvent influencer et voire contrôler le programme nucléaire iranien... du moins temporairement. Il est également important de souligner que début 2016, l'Agence Internationale de l'énergie atomique (AIEA) approuve les engagements iraniens et autorise la levée des sanctions contraignantes⁸⁹.

⁸⁷ FRANCE24, 2015. Pour Obama, l'accord de Vienne ne met pas fin aux divergences avec Téhéran. *France 24* [en ligne]. [Consulté le 26 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.france24.com/fr/20150715-obama-nucleaire-iran-usa-accord-vienne-inquietude-republicain-congres-israel-netanyahu>

⁸⁸ THERME, Clément, 2015. L'Iran et les États-Unis après l'accord sur le nucléaire : paix froide ou réconciliation ? *Confluences Méditerranée*. 2015. Vol. 94, n° 3, pp. 107-117. DOI 10.3917/come.094.0107.

⁸⁹ LE MONDE, 2016. L'AIEA donne son accord à la levée progressive et conditionnelle des sanctions contre l'Iran. *Le Monde.fr* [en ligne]. [Consulté le 26 mai 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/international/article/2016/01/16/l-aiea-donne-son-feu-vert-a-la-levée-progressive-des-sanctions-contre-l-iran_4848641_3210.html

II.1.1.6. Endiguement récent de l'Iran

Bien que des efforts aient été réalisés pour limiter le développement nucléaire en Iran, Donald Trump remet en question ce qui avait été établi sous Obama. En 2018, il retire les États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien. Cela a entraîné une nouvelle isolation de l'Iran et a alimenté les tensions déjà importantes⁹⁰. En 2021, Joe Biden réouvre le dossier de l'Iran pour revenir, dans l'idéal, à l'accord de Vienne. C'est une demande qui n'aboutit à aucun succès au vu des nouvelles demandes formulées par l'Iran et de l'opinion publique américaine majoritairement défavorable à cet accord⁹¹. D'une part, les États-Unis sont effrayés par la croissance des réserves d'uranium, qui dépasse largement les besoins nucléaires civils de l'Iran convenus en 2015. D'autre part, l'Iran ne veut pas accepter d'inspection sans une levée complète de l'embargo qui a un impact négatif sur son économie et la marginalise⁹². Il est évident que l'Iran se méfie davantage de l'Occident. En effet, les politiques américaines tendent à démontrer que les États-Unis oscillent entre deux stratégies : tantôt opposée à l'ouverture de l'Iran, tantôt essayant d'apaiser les tensions. En réponse, et sans concessions des deux pays, l'Iran poursuit son développement nucléaire et militaire, tout en cherchant à élargir ses alliances économiques et stratégiques avec la Chine ou la Russie (BRICS) afin de faire face à l'embargo. L'évolution de la stratégie de l'Iran et de ses nouveaux alliés laisse entendre qu'elle pourrait remettre en question l'influence américaine au Moyen-Orient par la création de son propre réseau d'alliances sans interventionnisme américain⁹³.

Pour les États-Unis, cette situation nécessite d'être plus vigilant ce qui pourrait entraîner l'utilisation d'une nouvelle forme d'endiguement, adaptée aux réalités contemporaines. En effet, l'Iran joue sans aucun doute un rôle très actif dans la région même si les efforts de contre-influence américains sont constants. Avec le recul pris sur l'histoire américaine au Moyen-Orient, il est très probable qu'une solution diplomatique permettrait d'apaiser les tensions plutôt qu'un interventionnisme direct et souvent contre-productif, mais il faudrait faire l'impasse sur certaines valeurs américaines.

L'Iran est sans aucun doute un acteur important qui permet de comprendre la stratégie d'influence des États-Unis au Moyen-Orient sur une longue période historique, parsemée d'alliances, de ruptures et de confrontations.

⁹⁰ LE MONDE, 2018. Donald Trump annonce le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien. *Le Monde.fr* [en ligne]. [Consulté le 25 mai 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2018/05/08/donald-trump-annonce-le-retrait-des-etats-unis-de-l-accord-sur-le-nucleaire-iranien_5296297_3222.html

⁹¹ PHILIPPE, Charlotte, 2021. Les régimes de sanctions envers l'Iran. IRIS, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 1 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.iris-france.org/notes/les-regimes-de-sanctions-envers-liran/>

⁹² FRANCE24, 2021. *Nucléaire iranien : reprise des négociations sous tensions à Vienne* • FRANCE 24. [en ligne]. [Consulté le 25 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=VY3ruzebEfo>

⁹³ LE MONDE, 2024. La Chine, la Russie et l'Iran mènent des exercices militaires conjoints, 2024. *Le Monde.fr* [en ligne]. [Consulté le 25 mai 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/03/12/la-chine-la-russie-et-l-iran-menent-des-exercices-militaires-conjoints_6221501_3210.html

II.1.2. Israël : nouveau pilier des États-Unis au Moyen-Orient

A la fin du XIX^{ème} siècle, le journaliste autrichien Théodore Herzl crée le sionisme, mouvement visant à créer un État pour le peuple juif, jusqu'alors apatride. Herzl envisageait de créer cet État soit en Palestine, soit en Argentine. Depuis, l'interprétation du terme « *sionisme* » a pu évoluer, et il désigne parfois la politique de colonisation menée par l'État d'Israël dans les territoires palestiniens. Dans le cadre de cette partie, nous utiliserons la signification originelle du terme.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le traumatisme de la Shoah pousse la communauté internationale à se pencher sur la question d'un État juif. Sur la base de fondements plus anciens tels que la déclaration Balfour de 1917 qui promettait la Palestine aux groupes sionistes, et du mandat Britannique en Palestine qui imposait la formation d'un foyer juif dans le pays dès 1922, le choix de la Palestine s'est imposé. L'ONU vote en 1947 une résolution qui découpe le pays en trois zones (Figure 8 : Plan de partage de l'ONU du 29 novembre 1947) : deux zones morcelées, l'une pour les Juifs et l'autre pour les Arabes, ainsi que la ville sainte de Jérusalem, sous mandat international.⁹⁴

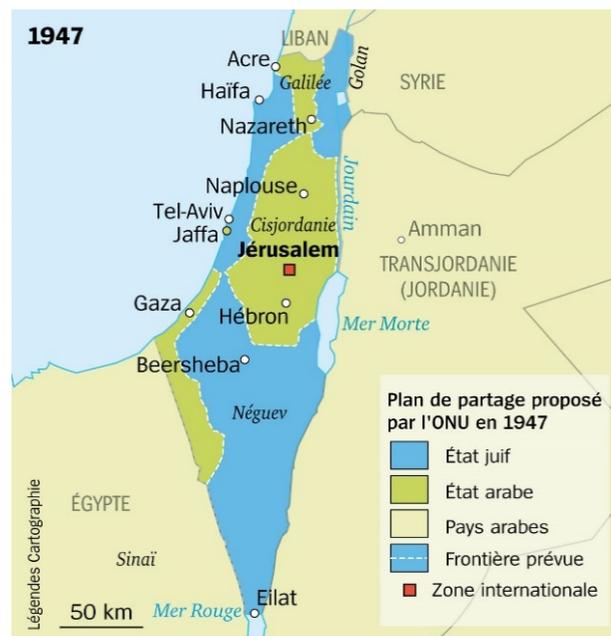


Figure 8 : Plan de partage de l'ONU du 29 novembre 1947⁹⁵

Ce plan de partage exacerbe les tensions déjà existantes entre Juifs et Arabes dans la région. Lorsque l'état d'Israël est proclamé, ses principaux soutiens sont l'Union soviétique et son allié tchécoslovaque

⁹⁴ MAUDUIT, Xavier. Du partage de la Palestine à la création de l'État d'Israël : épisode 2/4 du podcast Histoire du conflit israélo-palestinien, 17 octobre 2023. France Culture [en ligne]. [Consulté le 23 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-cours-de-l-histoire/du-partage-de-la-palestine-a-la-creation-de-l-etat-d-israel-3458494>

⁹⁵ Israël : Évolution des frontières, du partage de l'ONU aux accords d'Oslo (1947-1993) | lhistoire.fr, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 23 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.lhistoire.fr/portfolio/israel-%C3%A9volution-des-fronti%C3%A8res-du-partage-de-lonu-aux-accords-doslo-1947-1993>

ainsi que la France, qui sont les premiers à lui vendre du matériel militaire. L'implication américaine est plus tardive. Initialement, c'est Harry Truman qui prend la décision de reconnaître le nouvel état hébreu contre l'avis de ses conseillers. Ce rapprochement progressif est dû à plusieurs facteurs que nous allons expliciter.

Tout d'abord, les deux peuples sont proches moralement. Les deux pays ont une vision messianique de leur rôle dans la géopolitique mondiale, voir I.1.1. *La vision messianique*. Le retour à la Terre promise des sionistes est parlant pour les Américains, profondément religieux. Les deux pays partagent aussi une histoire d'enracinement sur un territoire nouveau d'un peuple aux origines diverses. Le peuple américain a également été très marqué par la Shoah, en raison notamment de sa forte communauté juive. Ensuite, le président Truman y a vu l'opportunité d'une coopération stratégique, l'occasion de disposer d'un allié puissant dans la région. Cette idée, aujourd'hui bien établie, n'avait rien d'une évidence à cette époque. C'est un pari qui s'est avéré payant tant la coopération et la proximité entre les deux états sont grandes. Enfin, il faut bien souligner l'existence de groupes de pression juifs aux États-Unis. Ceux-ci ne sont certes pas parvenus à sauver les juifs d'Europe de l'Holocauste, malgré leurs efforts, mais leur influence a su grandir dans les cercles de pouvoir depuis. Cela s'explique en partie par la culpabilité des responsables politiques qui avaient ignoré leurs suppliques à cette occasion, et qui se sont retrouvés confrontés à l'horreur du génocide.⁹⁶

Cependant, cette reconnaissance n'est pas encore suffisante pour parler de « relation particulière », car les États-Unis imposent initialement un embargo militaire à Israël. D'ailleurs, Dwight Eisenhower, élu en 1952, préfère ne pas être trop proche d'Israël pour rester en bons termes avec les pays arabes dont il est fortement dépendant pour ses approvisionnements en pétrole. Il n'hésitera pas à sanctionner Israël, la France et le Royaume-Uni à l'occasion de la crise du Canal de Suez en 1956. Cela lui permet en fait de se poser en opposition aux politiques colonialistes des vieux empires et de s'attirer les faveurs du « *tiers-monde* ». Les relations américaines avec Israël finissent toutefois par se réchauffer en 1962, sous la présidence de John F. Kennedy. Celui-ci lève l'embargo sur les armes et est le premier à parler ouvertement d'alliance. Ce rapprochement s'explique par le contexte de la guerre froide, l'URSS soutenant certains pays arabes comme l'Égypte ou la Syrie. Sous la présidence de Lyndon Johnson, à la mort de JFK, l'AIPAC (*American Israel Public Affairs Committee*), l'un des lobbys pro-israéliens, est créé. Pendant la guerre des Six-Jours, les États-Unis marquent leur soutien indéfectible à Israël, quoiqu'encore discret. Les États-Unis prennent ici la place de la France, l'ancien allié historique, qui sous de Gaulle bloque les livraisons d'avions d'attaque au sol Mirage 5 à destination d'Israël, le président français argumentera que le conflit était une guerre d'agression et non défensive. De Gaulle

⁹⁶ LERMAN, Eran, 2004. États-Unis-Israël : une relation vraiment très spéciale. Outre-Terre. 2004. Vol. 9, n° 4, pp. 311-324. DOI 10.3917/oute.009.0311.

n'a en fait plus d'intérêt à soutenir Israël après la fin de la guerre d'Algérie, et la France se tournera du côté des pays arabes à l'avenir.

Nixon met aussi fin à la limitation des exportations d'armes vers Israël. Malgré les critiques de Carter sur le sort des Palestiniens à Jérusalem et en Cisjordanie occupées, les relations entre les deux pays restent cordiales. D'ailleurs Carter parvient à convaincre l'Égypte de reconnaître Israël en échange de la rétrocession du Sinaï, lui aussi occupé par Israël. Les relations se réchaufferont encore avec la révolution iranienne de 1979, les États-Unis ayant besoin d'un nouvel allié majeur dans la région. Dans cette optique, Reagan ne condamnera pas les colonies israéliennes en Palestine. Ce partenariat est cependant remis en cause aux États-Unis après la fin de la guerre froide. George Bush père condamne les colonies israéliennes afin de rallier les pays arabes à sa coalition pour la première guerre du Golfe. Les Israéliens sont contraints de renvoyer leur premier ministre Yitzhak Shamir au profit de Yitzhak Rabin, plus modéré. Les États-Unis de Clinton parviennent alors à faire signer les accords d'Oslo à Rabin et Yasser Arafat, chef de l'OLP. On peut alors envisager une paix entre Israël et la Palestine. Néanmoins le retour de partis nationalistes au pouvoir dans l'état hébreu enterre cette perspective réjouissante. Avec les attentats de 2001 les États-Unis comprennent le coût de leur alliance auprès des pays arabes, mais Israël parvient à convaincre les États-Unis qu'ils partagent une lutte commune contre le terrorisme.

L'élection d'Obama rebat les cartes. Celui-ci appelle au Caire en 2009 à la création d'un état palestinien. Il exige et obtient de Netanyahou une cessation temporaire de la colonisation en Cisjordanie. Il soutiendra aussi les printemps arabes, qui pourraient pourtant installer des régimes hostiles aux portes d'Israël. L'accord sur le nucléaire iranien prôné par Obama déplaît tant à Netanyahou qu'il ira jusqu'à critiquer la politique des États-Unis devant leur propre Congrès et leur Sénat⁹⁷. Son influence n'est cependant pas suffisante pour faire plier les Américains. Si Obama parvient à faire condamner à l'ONU la colonisation des territoires palestiniens par l'abstention des États-Unis, il confie dans ses mémoires ne pas avoir pu aller au bout de sa tentative d'obtenir la paix au Proche-Orient sous la pression du lobby pro-israélien, des chrétiens évangélistes ainsi que des républicains et même de certains démocrates.

Donald Trump est quant à lui très pro-israélien. Il subit l'influence grandissante de son électorat évangéliste. En effet certains évangélistes croient que la colonisation israélienne en Judée-Samarie (c'est-à-dire en Cisjordanie) est nécessaire au retour de Jésus sur Terre. Trump marque sa position en reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël et en y déplaçant l'ambassade américaine en 2017. Il reconnaît aussi l'annexion unilatérale du plateau du Golan par Israël, au mépris du droit international. Il

⁹⁷ ARTE. La longue guerre Iran-Israël-USA (2/2) - Le dialogue ou la guerre [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 4 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.arte.tv/fr/videos/089134-002-A/la-longue-guerre-iran-israel-usa-2-2/>

gèlera également l'aide américaine de 350 millions de dollars à l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient).⁹⁸ Biden affiche un soutien inébranlable envers Israël après l'attaque du 7 Octobre 2023⁹⁹. Ce soutien se traduira par des aides octroyées par les Américains à Israël, dont la plus récente, votée en avril 2024, est de 13 milliards de dollars principalement dans le domaine militaire¹⁰⁰.

II.1.3. De l'endiguement du communisme au "néo-endiguement"

L'histoire du *containment*, ou endiguement de la menace soviétique, est à relier avec les doctrines Truman, et son plan Marshall, et Eisenhower et son ultra-interventionnisme qui résultera à la guerre du Vietnam. Cette rupture dans la politique étrangère américaine ouvre une page nouvelle qui ne s'est toujours pas refermée aujourd'hui, la CIA est créée et la course à l'influence et l'ingérence commence. L'ambition des présidents américains, démocrates ou républicains, entre 1945 et 1990 sera de vaincre leur seul adversaire soviétique sur les plans technologiques (*Space Race*, où course à l'espace), militaires (courses à l'armement), économiques (ouverture de nouveaux marchés) et culturels (*American way of life*).

Pendant la Guerre Froide, le Moyen-Orient fût l'un des théâtres, avec l'Asie, de cette lutte : l'exemple cauchemardesque reste l'invasion soviétique de l'Afghanistan et le soutien armé des Américains aux talibans. Après les succès militaires rapides de 1956 en Hongrie et de 1968 en Tchécoslovaquie¹⁰¹, l'URSS espère une invasion sans débordement, l'histoire leur donnera tort. La relation entre l'Afghanistan et l'URSS est pourtant diplomatiquement stable depuis 1956 et l'accord de « *soviétisation* » des forces afghanes, s'ensuit des années de formation militaire, d'échanges de savoir technique et d'emprise communiste dans la région. L'expansionnisme géographique et l'accès aux mers chaudes, la consolidation du pouvoir en place favorable au régime soviétique sont deux arguments pour expliquer la dérive de l'URSS dans cette guerre. Les Américains, quant à eux, ont cherché à tirer profit de la situation sous Carter et Reagan dans leur stratégie d'enlèvement de la marche soviétique. L'envoi d'armes aux révolutionnaires afghans, les moudjahidines, à travers l'opération Cyclone¹⁰² représente un coup sans précédent de la part de la CIA et du gouvernement américain avec plusieurs centaines de

⁹⁸ BONIFACE, Pascal. La relation États-Unis / Israël | Expliquez-moi..., 30 novembre 2023. In : *IRIS* [en ligne]. [Consulté le 23 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.iris-france.org/180521-la-relation-etats-unis-israel-expliquez-moi/>

⁹⁹ AFP. Biden Promet à Israël un soutien « inébranlable », une aide militaire est en discussion. In : *La Croix* [en ligne]. 7 octobre 2023. [Consulté le 5 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.la-croix.com/Etats-Unis-cotes-Israel-face-attaques-horribles-Hamas-2023-10-07-1301285936>

¹⁰⁰ HARPER Daniel. États-Unis : la Chambre des représentants approuve l'aide à l'Ukraine, à Israël et à Taïwan. In : *euronews*. 20 avril 2024. <https://fr.euronews.com/2024/04/20/etats-unis-la-chambre-des-representants-approuve-laide-a-lukraine-a-israel-et-a-taiwan>.

¹⁰¹ Voir Annexe 4 : La 1ère guerre d'Afghanistan (1979-1989), anatomie d'un échec soviétique.

¹⁰² ROMAN-AMAT, Béatrice. 27 avril 1978 - 27 décembre 1979 : Coup d'État à Kaboul et invasion soviétique. Dans : Herodote.net [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 5 mai 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.herodote.net/27_avril_1978_27_decembre_1979-evenement-19780427.php

millions de dollars dépensés. L'opportunité était claire, l'invasion des soviétiques et l'enlèvement ternissaient leur image au Moyen-Orient et dans l'opinion internationale (l'Assemblée générale des Nations Unies demande à l'URSS de retirer ses troupes, sans succès) et affaiblissaient leur rival. La résolution pourrait paraître bienheureuse : Gorbatchev récemment élu retire ses troupes le 15 février 1989 et les mois suivants seront sous le joug de l'effondrement du bloc communiste. L'histoire aurait pu s'arrêter à une grande victoire afghane aidé par son allié américain, mais il n'en est rien. Parmi les révolutionnaires, une branche extrémiste « *les étudiants* » ou, en pachtoune, talibans, émergeront d'une décennie de chaos et de combats et rejoindront les rangs d'organisations terroristes comme Al-Qaida et Oussama Ben Laden, ancien taliban.

Un autre outil sera utilisé par les États-Unis dans leur lutte contre les soviétiques : l'OTAN (Organisation de Traités de l'Atlantique Nord). Le 4 avril 1949, 12 pays (10 pays européens, les États-Unis et le Canada) ratifient le Traité de Washington afin de « *préserver la paix et la sécurité. [...] et d'assurer la défense collective, notamment face à l'Union Soviétique* »¹⁰³.



Figure 9 : Les États-Unis et l'OTAN¹⁰⁴

La raison d'être de l'organisme otanien se retrouve dans la lutte contre le bloc soviétique. Pour autant, la chute du bloc en 1991 n'a pas fait disparaître l'entité et cela pour une raison majeure : à la tête de l'OTAN depuis sa création, les États-Unis ont vu l'opportunité d'utiliser l'organisation à des fins non plus de lutte contre le communisme mais d'une nouvelle forme d'endiguement des menaces sous couvert d'une coalition internationale. Le retrait des forces européennes au profit des Américains s'est fait avec la perte d'un pouvoir de décision et d'une dépendance assumée. Il est par ailleurs admis qu'à la suite

¹⁰³ Qu'est ce que l'OTAN. Dans : Vie Publique [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.vie-publique.fr/fiches/292006-quest-ce-que-lotan>

¹⁰⁴ The EU votes for the installation of new US missiles in Europe. Dans : Greek News On Demand [en ligne]. 17 janvier 2019. [Consulté le 1 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://greeknewsdemand.com/2019/01/17/video-the-eu-votes-for-the-installation-of-new-us-missiles-in-europe/>

des menaces américaines de la crise de Suez, le Général de Gaulle rejette le commandement militaire de l'OTAN afin de développer sa propre industrie nucléaire. L'action de De Gaulle donnera à la France, certes une ambiguïté dans son rôle hérité du Traité de Washington, mais aussi et surtout une industrie nucléaire championne en la matière. Les Américains prennent les rênes de l'OTAN et exploitent cet organe décrite ainsi par J-M. Vigilant, chercheur associé à l'IRIS : « ***L'OTAN n'a pas de forces militaires en propre, à l'exception de quelques avions de détection et de contrôle AWACS, et de grands drones de surveillance. Sa véritable plus-value est d'offrir à ses membres et partenaires une organisation permanente du commandement (états-majors, systèmes de commandement et de communication). Cela permet une réactivité immédiate et l'interopérabilité des forces militaires alliées pour conduire les opérations militaires de l'Alliance, dès que le niveau politique le décide*** »¹⁰⁵. Il est aussi rappelé deux choses : les États-Unis ont exploité l'OTAN lors de la guerre du Kosovo à travers une alliance, bien que le droit de veto français ait généré des "lenteurs", et pendant la Guerre d'Afghanistan de 2001. Pour autant, ils considèreraient l'OTAN comme « *une organisation régionale plus petite que leur propre organisation de défense* » et jongleraient tactiquement entre les coalitions (unilatérales, réactives mais fragiles car manque de consensus) et les alliances (création d'un consensus et vision à long terme). Ainsi, cette analyse montre un outil à utiliser dans des situations spécifiques et qui finalement ne dépasse pas le Département de la Défense américain.

La politique d'endiguement soviétique a laissé sa place à une autre forme de restriction d'influence exercée par les États-Unis et notamment au Moyen-Orient. Les années 1990 marquent un double endiguement de deux états : l'Iran, mis sous sanctions depuis 1979 (voir II.1.1. L'Iran et les États-Unis : alliances, ruptures et confrontations) et l'Irak de Saddam Hussein après l'invasion du Koweït en 1990. Le *containment* iranien mènera au développement d'un complexe obsidional subi par le régime islamique qui s'érigera comme une invariante depuis. L'Irak quant à lui envahit le Koweït afin de s'approprier les puits pétroliers du pays. En 1992, une lourde politique américaine d'embargo verra le jour, elle sera très critiquée au vu de la contradiction majeure qu'elle soulève.¹⁰⁶ En effet, d'une part les Américains posent des conditions pour intégrer le pays dans le système international (majoritairement le pétrole et ce malgré le risque d'inonder le marché) pour asseoir le régime de Saddam Hussein. D'autre part, ils essaient en parallèle d'assassiner Saddam (les bombardements de 1991 et l'ingérence). La résolution 986 de l'ONU permet néanmoins aux irakiens de vendre en 1995 un milliard de dollars de pétrole contre de la nourriture.

¹⁰⁵ VIGILANT, Jean-Marc. "Européaniser " l'OTAN : Une utopie ou une évidente nécessité pour les européens ? Dans : IRIS [en ligne]. 15 mai 2024. [Consulté le 5 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.iris-france.org/186244-europeaniser-lotan-une-utopie-ou-une-evidente-necessite-pour-les-europeens/>

¹⁰⁶ BADIE, Bertrand et VIDAL, Dominique. Le Moyen-Orient et le Monde: L'état du Monde 2021. Paris : La Découverte, 2020 p. 90.

L'endiguement, sous ses nouvelles formes, continue de prendre une place majeure dans la recherche d'équilibre américaine. Aujourd'hui, l'Iran est sous embargo américain afin de contenir son influence notamment auprès des acteurs régionaux et la stratégie de Truman de 1947 trouve encore son public tapi dans l'ombre.

II.1.4. Assistance militaire : vente d'armes, formation de forces de sécurité, et bases militaires

Le prisme militaire est tout à fait éclairant quant aux relations qu'entretiennent les pays entre eux. La vente d'armes, ou au contraire l'embargo sur les armes, sont des signaux diplomatiques forts, et ce non seulement en raison de la valeur économique des contrats d'armement. Il en va de même pour la présence de bases militaires étrangères sur son sol, qui revient à concéder une partie de sa souveraineté en échange d'une protection étrangère.

II.1.4.1. Ventes d'armes

Les États-Unis ont de longue date vendue des armes dans la région. Ces trois dernières décennies, les États-Unis ont constamment été le plus grand exportateur d'armes au monde. Sur la période 2018-2022, ils représentaient à eux seuls 40% des exportations mondiales. Dans le même temps, les pays du Moyen-Orient sont parmi les plus grands importateurs au monde. L'Arabie Saoudite était le 2^{ème} importateur mondial sur la période 2018-2022, avec 9,6% du total mondial. Le Qatar occupe la troisième place, ses importations ayant augmenté de 311% par rapport à la période 2013-2017. Entre 2018 et 2022, ces importations comprenaient pour toute la région 260 avions de combat avancés, 516 tanks et 12 frégates notamment. 54% de ces armes provenaient des États-Unis, très loin devant la France (12%) et la Russie (8.6%)¹⁰⁷. Il s'agit d'une tendance de longue date. En effet, les États-Unis ont d'abord commencé par armer l'Iran, qui était son meilleur allié dans la région avant 1979. Cette tendance s'est accrue à partir du krach pétrolier de 1973, car l'Iran était alors le plus à même de sécuriser le détroit d'Ormuz et donc les flux pétroliers.

Par ailleurs, les États-Unis ont depuis le réchauffement de leur relation avec Israël cherché à armer suffisamment Israël pour lui donner une supériorité militaire sur les pays arabes alentour. En effet, certains de ces pays ne cachent encore aujourd'hui pas leur volonté de détruire l'état d'Israël. L'Égypte a également reçu beaucoup d'armes américaines depuis les accords de Camp David et la normalisation avec Israël. Les États-Unis y voyaient un allié susceptible de défendre Israël en cas de besoin, mais le régime dictatorial égyptien les a depuis poussés à imposer un embargo au pays. En outre, la première

¹⁰⁷ MANOLACHE, Alexandra, 2023. *Hausse des importations d'armes en Europe ; Domination accrue des États-Unis sur le commerce mondial des armes*. [en ligne]. SIPRI. Disponible à l'adresse : https://www.sipri.org/sites/default/files/2023-03/at_press_release_fr.pdf

guerre du Golfe et la déroute de l'armée koweïtienne face aux forces de Saddam Hussein en 1990 font réagir les pays de la région. Ils sont nombreux à faire augmenter leurs budgets de défense de manière significative. L'Arabie Saoudite augmente son budget de 17,6 milliards de dollars américains en 1989 à 39,2 milliards en 1991. Sur la même période, les Émirats arabes unis passent de 2 à 5,4 milliards. Le Koweït passe quant à lui de 2,3 milliards en 1989 à 20,5 milliards en 1992. En effet, Saddam Hussein reste toujours au pouvoir, bien qu'affaibli, et sa présence fait peser une menace sur toute la région. Certains analystes sont allés jusqu'à accuser les États-Unis de ne pas s'être avancés jusqu'à Bagdad pour faire délibérément peser cette menace et pousser les pays du Golfe à leur acheter des armes.

Consécutivement à la chute de l'URSS, beaucoup de pays ont perdu un fournisseur historique peu regardant sur les questions relatives aux droits de l'Homme. Les États-Unis sont les premiers à en profiter, faisant fonctionner leur complexe industrialo-militaire à plein régime. Cependant cette hégémonie est vue d'un mauvais œil par certains pays de la région, qui comprennent qu'ils sont trop dépendants du bon vouloir d'un seul pays. S'ils venaient à être désignés comme « *États voyous* » par les États-Unis et à subir un embargo, l'effet sur leur armée serait catastrophique. Aussi nombre d'entre eux décident à présent de varier leurs fournisseurs, faisant de plus en plus appel aux pays européens. Cela explique par exemple les succès à l'export des avions français Rafale (Émirats arabes unis, Qatar, Egypte) ou européen Typhoon (Arabie Saoudite, Koweït, Oman). L'appel à ces fournisseurs alternatifs rend les pays de la région moins dépendants des États-Unis et donc plus souverains, quoiqu'une grande partie de leurs équipements restent américains¹⁰⁸. Le manque de contrôle quant à ces ventes d'armes est inquiétant : ainsi, Biden comme Trump ont réussi à échapper au contrôle du Congrès pour leurs ventes dans la région. En effet, la plupart des ventes d'armes approuvées se trouvent en-deçà de la valeur monétaire pour laquelle la chambre des représentants doit être informée. Selon une enquête du Washington Post, l'administration Biden a approuvé une centaine de ces ventes à destination d'Israël, dans le contexte de critiques envers la réponse de Tsahal (l'armée israélienne) aux attaques du 7 octobre 2024. Deux ventes d'armes de 106 et 147,5 millions de dollars (donc normalement soumises à l'avis du Congrès), n'ont pas non plus été débattues, le gouvernement invoquant « *des pouvoirs d'urgence* ». Trump avait déjà, entre 2017 et 2019, approuvé 4221 ventes en-dessous du seuil vers l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, pour un montant atteignant 11 milliards de dollars. Il avait de la même manière évité des débats houleux sur le respect des droits humains par les deux monarchies du Golfe. Rappelons que l'Arabie saoudite était à l'époque vivement critiquée pour l'assassinat du journaliste et opposant Jamal Khashoggi (tué en 2018 dans l'ambassade saoudienne d'Istanbul)¹⁰⁹.

¹⁰⁸ GUILLAUME, Julie, 2003. Un marché d'avenir : les ventes d'armes au Moyen-Orient. *Raison présente*. 2003. Vol. 146, n° 1, pp. 85-95. DOI [10.3406/raipr.2003.3808](https://doi.org/10.3406/raipr.2003.3808).

¹⁰⁹ DUTHU, Catherine. Les États-Unis continuent de vendre des armes en toute discrétion à Israël, 2024. France Culture [en ligne]. [Consulté le 18 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/la-revue-de-presse-internationale/la-revue-de-presse-internationale-emission-du-mercredi-13-mars-2024-3241575>

II.1.4.2. Présence militaire américaine

Les États-Unis ont un statut incomparable sur le plan militaire à l'échelle mondiale. Ils représentent seuls les deux tiers des dépenses d'armement de l'OTAN et 40% du total global. Ils sont tout simplement le seul pays à avoir à la fois la capacité financière et la volonté d'entretenir une telle force. Leur démographie, plus importante que la plupart des pays développés, y joue aussi pour beaucoup (330 millions d'habitants). De fait, leur armée compte 1.6 million d'hommes, de 6000 tanks modernes M1 Abrams, de 11 porte-avions, de 14000 avions et hélicoptères ainsi que de 5000 drones, sans compter 110 navires et 70 bateaux. Surtout, ils sont capables de déployer en continu 150000 soldats en opérations extérieures (opex), sans compter leur présence navale sur toutes les mers en permanence. Cela leur confère une présence militaire inégalée, y compris au Moyen-Orient. De plus la vision messianique des États-Unis les porte à croire que leur présence est nécessaire pour maintenir la paix¹¹⁰.

La présence américaine dans la région s'articule autour de deux bases militaires majeures, d'une importance stratégique pour les États-Unis. La première est la base aérienne d'Al Udeid au Qatar. Construite en 1996, elle a coûté 1 milliard de dollars au contribuable américain. Elle a la capacité d'accueillir 10 000 hommes et femmes, et abrite également le siège du CENTCOM (le commandement militaire américain pour l'Asie centrale et le Moyen-Orient). A ce titre, elle a été le point névralgique des opérations en Afghanistan et en Irak. Quoique le Qatar soit accusé par le Congrès de soutenir le Hamas [classé comme organisation terroriste dans de nombreux pays, dont les États-Unis], l'US Army ne saurait renoncer à cette base. Le secrétaire américain à la défense Lloyd Austin a d'ailleurs souligné en 2023 la solidité de la relation militaire entre les deux pays, avant de signer discrètement un accord autorisant les États-Unis à exploiter la base d'Al Udeid pour une décennie supplémentaire en janvier 2024¹¹¹. La seconde est Bahreïn, pays avec lequel les États-Unis entretiennent d'excellentes relations. Outre un accord de libre-échange signé entre les deux pays en 2006, Bahreïn dispose depuis 2002 du statut de *Major Non-Nato Ally* (allié majeur hors OTAN). Les États-Unis ont installé dans le petit pays le siège de leur 5^{ème} flotte (2 porte-avions, 20 navires, 103 avions de combat, 20000 marins et Marines)¹¹². C'est aussi là que se trouve le siège de l'US NAVCENT (Commandement central des forces navales des États-Unis), ainsi qu'une base terrestre où sont basés 220 soldats de l'USMC. On y trouve également deux terrains d'aviation exploités par l'USAF.

¹¹⁰ LEFEBVRE, Maxime, 2022. Chapitre 12 : Les Etats-Unis et leur arrière-cour. In : *Le jeu du droit et de la puissance*. Paris : Ed. Presses universitaires de France. p. 493-531.

¹¹¹ LAGNEAU, Laurent, 2024. Le Qatar autorise les forces américaines à utiliser la base Al Udeid pendant dix ans de plus. Zone Militaire [en ligne]. 3 janvier 2024. [Consulté le 6 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.opex360.com/2024/01/03/le-qatar-autorise-les-forces-americaines-a-utiliser-la-base-al-udeid-pendant-dix-ans-de-plus/>

¹¹² WASHINGTON POST. U.S. Troop Strength in the Persian Gulf, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 18 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/wp-srv/inatl/longterm/iraq/military/usstrength.htm>

La raison de cette forte présence dans le royaume tient surtout à sa position géographique intéressante, proche de l'Arabie saoudite et du détroit d'Ormuz. Cela permet aux États-Unis de maintenir une présence dissuasive pour l'Iran tout en sécurisant les approvisionnements en hydrocarbures¹¹³.

Au total, les États-Unis disposaient d'environ 30000 soldats dans la région en février 2024. Outre les bases stratégiques au Qatar et à Bahreïn, ils ont aussi une présence en Syrie et en Irak pour lutter contre le terrorisme. En Jordanie, ils ont également des troupes, principalement pour la formation des unités jordaniennes. Ils sont aussi présents aux EAU ou encore au Koweït¹¹⁴. Depuis quelques années, on observe néanmoins un fort redéploiement de troupes depuis le Moyen-Orient vers l'Indopacifique. La présence au sol des troupes américaines est donc plus faible qu'elle le fut autrefois (70 000 troupes en 1990). Afin de réduire le coût financier de leur présence, les États-Unis ont de plus en plus recours à des prestataires privés afin de faire revenir une partie des capitaux vers le continent américain. En outre ils continuent de frapper les mouvements terroristes grâce à leur aviation¹¹⁵.

II.1.4.3. Formation de forces de sécurité et exercices conjoints

Les États-Unis proposent à certains de leurs plus proches alliés la participation à des exercices « *Red Flag* », c'est-à-dire des entraînements contre une force spéciale jouant le rôle d'une force ennemie (ou *aggressor*). Israël participe à de tels exercices à la Nellis Air Force Base dans le Nevada depuis 1978. Cela renforce la coopération avec l'armée américaine qui s'entraîne habituellement sur cette base. Ainsi les deux armées partagent un entraînement commun et ont une forte interopérabilité. En 2023, les Israéliens ont participé à cet exercice avec leurs nouveaux F-35I¹¹⁶ (Figure 10 : Chasseurs-bombardiers F-35I israéliens de conception américaine lors d'un exercice "Red Flag" sur la base américaine de Nellis au Nevada).

¹¹³ AMELOT, Laurent, 2014. Pas de plan B pour le Bahreïn ? *Outre-Terre*. 2014. Vol. 38, n° 1, pp. 298-303. DOI [10.3917/oute1.038.0298](https://doi.org/10.3917/oute1.038.0298).

¹¹⁴ L'ORIENT LE JOUR. Que font les troupes américaines au Moyen-Orient et où sont-elles basées ?, 2024. L'Orient-Le Jour [en ligne]. [Consulté le 16 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.lorientlejour.com/article/1366864/que-font-les-troupes-americaines-au-moyen-orient-et-ou-sont-elles-basees-.html>

¹¹⁵ BAKRIM, Tilala Sara. L'avenir de l'engagement des États-Unis au Moyen-Orient vu par les experts américains. FRS, 13 janvier 2022. [en ligne]. [Consulté le 1 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.frstrategie.org/publications/notes/avenir-engagement-etats-unis-moyen-orient-vu-experts-americains-2022>

¹¹⁶ BELL, Trevor. Israeli Air Force F-35s participate in Red Flag for first time, 2023. Air Force [en ligne]. [Consulté le 8 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.af.mil/News/Article-Display/Article/3356411/israeli-air-force-f-35s-participate-in-red-flag-for-first-time/>



Figure 10 : Chasseurs-bombardiers F-35I israéliens de conception américaine lors d'un exercice "Red Flag" sur la base américaine de Nellis au Nevada

Les pilotes Émiratis ont vraisemblablement également participé à l'exercice Red Flag en 2017 pour s'entraîner à des interventions au Yémen. Cela permet aux États-Unis de prendre part au conflit de manière distante et officieuse, en donnant un avantage aux troupes qu'ils entraînent sur leurs ennemis¹¹⁷. Outre ces formations pour les forces étrangères, les États-Unis mènent régulièrement des exercices conjoints avec certains des États de la région. Citons par exemple l'exercice Juniper Oak 2023, mené en collaboration avec l'armée de l'air israélienne. 142 aéronefs, 12 navires et 7500 militaires ont été déployés à cette occasion. Cela en a fait le plus important exercice conjoint entre les deux forces armées. Le but de cet exercice était selon toute vraisemblance de faire passer un message clair à l'Iran, lui indiquant par-là que les États-Unis interviendraient en cas d'invasion d'Israël¹¹⁸. Depuis 2011, les États-Unis participent également à l'exercice *Eager Lion* en Jordanie. Cela leur permet de renforcer leurs liens avec leur allié. En 2024, cet exercice impliquera plus de troupes que jamais auparavant. L'accent mis sur la défense contre des attaques de drones et de missiles envoie un message clair à l'Iran, qui a lancé de telles frappes contre Israël en réponse au bombardement de son ambassade en Syrie par Tsaahal. Les organisateurs nient toutefois tout rapport avec le conflit israélo-palestinien.¹¹⁹

¹¹⁷ MIDDLE EAST MONITOR. US trained UAE troops for air combat in Yemen: Report, 2019. In : *Middle East Monitor* [en ligne]. [Consulté le 8 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.middleeastmonitor.com/20190118-us-trained-uae-troops-for-air-combat-in-yemen-report/>

¹¹⁸ FABIAN, Par Emanuel, 23 janvier 2023. Les USA et Israël entament des exercices militaires aériens, navals et terrestres. In : *Times of Israel* [en ligne]. [Consulté le 18 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://fr.timesofisrael.com/les-usa-et-israel-entament-des-exercices-militaires-aeriens-navals-et-terrestres/>

¹¹⁹ P.A. « Eager Lion » : les objectifs de cet exercice militaire auquel la France participe en Jordanie, 2024. In : *L'Express* [en ligne]. [Consulté le 18 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.lexpress.fr/monde/proche-moyen-orient/eager-lion-les-objectifs-de-cet-exercice-militaire-auquel-participe-la-france-en-jordanie-WL44OTGMMNANJHK3CAGFWA52OI/>

II.2 L'ambition énergétique américaine

II.2.1. Les ressources territoriales et extraterritoriales américaines

Aux États-Unis, les combustibles fossiles dominent le secteur de l'énergie, représentant près de 83% de la consommation d'énergie primaire en 2022. Le gaz naturel est le principal contributeur avec 36,7% de la production et 35,2% de la consommation, suivi du pétrole à 33,6% de la production et 37,3% de la consommation, et du charbon à 12,6% de la production et 10,4% de la consommation. Le nucléaire fournit 9,1% de la production et de la consommation, tandis que les énergies renouvelables représentent 8,0% de chaque. En comparant avec les chiffres de 2012, dix ans auparavant, on peut constater une augmentation de la part du gaz naturel par rapport au pétrole (Figure 11 : Consommation d'énergie primaire des États-Unis en 2012.).

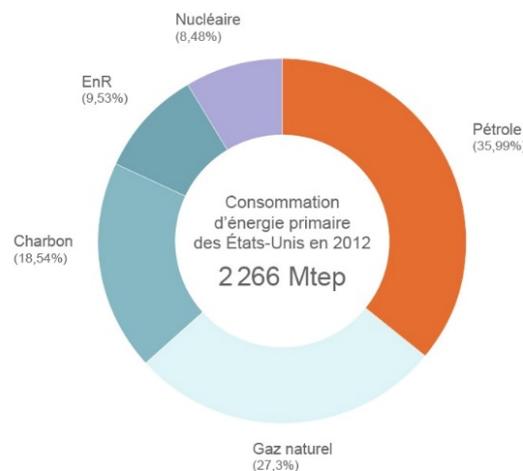


Figure 11 : Consommation d'énergie primaire des États-Unis en 2012.¹²⁰

Les États-Unis occupent des positions de premier plan dans la production mondiale d'énergie, notamment pour le pétrole, le gaz naturel et l'électricité nucléaire et géothermique. Ils se placent en deuxième pour la production totale d'électricité et la production d'électricité éolienne et solaire photovoltaïque. En revanche, leur consommation d'énergie par habitant est très élevée, dépassant largement la moyenne mondiale et celle de l'Union européenne. Malgré leurs vastes réserves énergétiques, les États-Unis ont historiquement été importateurs nets d'énergie jusqu'en 2019. Ils sont également le deuxième plus grand émetteur mondial de gaz à effet de serre d'origine anthropique après la Chine¹²¹. Bien qu'ils se soient engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 26 à 28% d'ici 2025 par rapport à 2005, des fluctuations politiques ont marqué leur parcours dans cet engagement. Le rang qu'ils occupent à l'échelle mondiale et l'envie de conserver leur statut de *leader* pousse les États-Unis à sécuriser leurs ressources et à chercher à maintenir ce rang de première puissance mondiale

¹²⁰ Mix énergétique des États-Unis : production et consommation, enjeux, 2014. CO [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/mix-energetique-des-etats-unis> [Consulté le 24 avril 2024].

¹²¹ RITCHIE, Hannah et ROSER, Max. CO₂ emissions. Dans : Our World in Data [en ligne]. 22 janvier 2024. [Consulté le 2 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://ourworldindata.org/co2-emissions>

quel qu'en soit le prix¹²². Les 5 pays - dont l'Arabie saoudite, l'Iran, Irak, Émirats arabes unis et Koweït – détiennent près de 61 % des réserves mondiales du pétrole, ce qui constitue un pouvoir exorbitant au sein de l'OPEP sur le plan mondial. Sans l'Irak, ces 4 pays représentaient en 2004, avec 19,7 Mb/j (méga barils par jour) presque un quart (24,6 %) de la production mondiale. En outre, l'Irak et le Qatar disposent des 2^{ème} et 3^{ème} réserve mondiale de gaz, aussi le Qatar est appelé à jouer un rôle décisif sur le marché via le GNL dans les prochaines années. Conscients de tous les atouts et potentialités sur l'importance mondiale de cette région sur l'économie, les États-Unis ont décidé de l'amarrer au reste du monde en tentant d'y introduire la démocratie et surtout l'économie de marché. D'où la notion stratégique d'influence pétrolière des États-Unis au Moyen-Orient et politiquement pour l'Arabie saoudite, l'Irak et l'Iran.

Depuis 1945, le Moyen-Orient a été toujours une priorité stratégique pour Washington. Ils ont conduit deux guerres au Moyen-Orient en 12 ans (1991-2003) contre le régime Irakien de Saddam Hussein. Ces guerres s'expliquent en partie par la pérennité de l'intérêt pétro-stratégique des États-Unis sur l'ensemble de la zone. La politique pétrolière des États-Unis au Moyen-Orient est principalement basée sur trois pays (Arabie saoudite, Iran, Irak) qui disposent de 508 milliards de barils soit 44,3 % des réserves mondiales de pétrole en 2005. Le Moyen-Orient est en effet une région stratégique en tant qu'ensemble géographique par sa position de carrefour entre 3 continents, alors même qu'une petite partie localisée en terres chiites autour du golfe arabo-persique est vitale pour l'avenir énergétique de la civilisation moderne. Un pilier très important de cette stratégie d'influence est l'Arabie saoudite. Géopolitiquement, l'Arabie Saoudite est un pivot stratégique sur les hydrocarbures au sein de l'administration Bush, le pays représentera également une relation particulière largement décrite dans le livre de Robert Baer *Sleeping with the devil*¹²³.

En 2004, le Congrès a mis en lumière, lors de différents travaux d'enquête, l'absence de réaction des administrations américaines successives, qui avaient choisi de privilégier l'alliance pétrolière et géostratégique avec Riyad en tolérant son soutien financier à des islamiques radicaux. Georges Bush prendra la situation avec prudence car des liens personnels entre le clan Bush et certains membres de la famille royale saoudienne existent, notamment *via* le groupe Carlyle, un gestionnaire d'actifs américain. Le pétrole saoudien et ses capitaux sont vitaux aux États-Unis pour garantir un équilibre énergétique et financier. Cette dépendance à l'égard de l'Arabie saoudite persiste même si cela dérange certains courants néoconservateurs au sein du gouvernement américain, qui prônent souvent une politique plus indépendante vis-à-vis des ressources énergétiques étrangères.

¹²² SÉBILLE-LOPEZ, Philippe, 2006. *Géopolitiques du pétrole / Philippe Sébille-Lopez* [en ligne]. Armand Colin. Paris. ISBN 978-2-200-34541-9. Disponible à l'adresse : <https://bibliotheque.utt.fr/Default/doc/EDSSYRACUSE/234264/geopolitiques-du-petrole-philippe-sebille-lopez> [Consulté le 27 mars 2024].

¹²³ BAER, Robert. *Sleeping with the devil*. New York : Crown, 2003

II.2.1.1. Ambition énergétique des États-Unis de 1945 au pétrole de schiste

De retour de la conférence de Yalta du 4 février 1945, le président Franklin D. Roosevelt, lorsqu'il fit escale en Égypte, demanda au consul américain en poste à Djeddah d'organiser une rencontre avec le roi Ibn Saoud d'Arabie saoudite. Celle-ci aura finalement lieu le 1^{er} février 1945, à bord du Quincy, un croiseur qui mouille dans le grand lac Amer entre Port-Saïd et l'embouchure du canal de Suez. C'est ce pacte - dit du Quincy - qui continue envers et contre tout à structurer la relation américano-saoudienne. Cet accord par lequel Washington protège la dynastie royale des Saoud en échange d'un pétrole bon marché et en quantité suffisante n'est plus totalement d'actualité, au moins concernant le prix du baril, il l'est toujours en termes d'approvisionnement du marché mondial, voire ponctuellement lorsqu'il s'agit de fournir opportunément un surplus indispensable aux raffineries américaines.

Les différences entre 1945 et 2024 se situent désormais dans la forme que prend la relation entre les deux pays, mais aussi dans les résultats de leur coopération qui sont de plus en plus mitigés. Si ce pacte incluait la stabilité du royaume au nombre des intérêts vitaux des États-Unis, il supposait par extension que la stabilité de la péninsule arabique faisait aussi partie des intérêts vitaux des États-Unis. C'est ce qui se caractérise par le fait que, le soutien États-Unien au royaume concernait non seulement sa qualité de fournisseur de pétrole à prix modéré, mais aussi celle de puissance dominante de la péninsule arabique.

II.2.1.2. La présence militaire des États-Unis

Les différentes incertitudes dans la région peuvent s'expliquer par la présence militaire des Américains auquel s'ajoute les intérêts liés au pétrole. Hydrocarbures, lutte contre le terrorisme, armes de destruction massives et stratégie face à la Chine et à la Russie apparaissent ainsi intimement liées au centre comme à la périphérie du Moyen-Orient. Au-delà des intérêts économiques et culturels, le Moyen-Orient acquiert une valeur stratégique pour plusieurs raisons :

- Il s'agit d'une région pivot et frontière, proche de l'URSS et au cœur des routes maritimes et des routes aériennes qui sont en plein développement.
- Elle joue un rôle de fournisseur d'énergie notamment dans le cadre de la reconstruction de l'Europe et du Plan Marshall.

En 1942, les troupes américaines ont assuré l'approvisionnement logistique de l'Union soviétique en installant une base militaire à Dhahran en Arabie saoudite. Les objectifs américains comprenaient l'endigement de l'expansion soviétique, la sécurité des approvisionnements pétroliers, la défense d'Israël et la résolution du conflit israélo-arabe. La politique américaine au Moyen-Orient a fluctué au fil du temps, passant de la médiation à l'intervention directe, en fonction des relations avec l'URSS et

des dynamiques régionales. Les États-Unis ont parfois soutenu Israël, parfois cherché à ménager les pays arabes pour sécuriser ses approvisionnements en pétrole.

Statistiques pétrolières et gazières des pays membres du CCG¹²⁴

	Arabie saoudite	Koweït	Qatar	EAU	Bahreïn	Oman
Réserve pétrolière en milliards de barils/j	262,7	99	15,2	97,8	0,145	5,6
Réserve gazière en trillions de m³	6,75	1,57	25,78	6,06	0,09	1,00
Production pétrolière en millions de barils/j	10,584	2,424	0,990	2,667	0,044	0,785
Production de gaz en milliards de m³	64	17,6	39,2	45,8	9,8	17,6
Capacité de raffinage 2004 en mb/j	2,061	0,905	0,137	0,514	0,249	0,085
Population 2005 en millions	24,21	2,52	0,61	2,99	0,72	2,85
Consommation d'énergie en Tep/hab en 2002	5,557	9,503	20,762	9,609	14,790	8,900
Pourcentage de musulmans sunnites/chiïtes	95/5	70/30	95/5	80/20	50/50	Ibadhi 80, sunnites et chiïtes 15
PIB parité pouvoir d'achat par habitant en dollars (2003)	11849	14142	29777	21642	16722	15434

II.2.1.3. L'Irak

La théorie de Washington quant à l'Irak était tout simplement d'éradiquer les menaces constituées par Saddam Hussein et ses armes de destruction massive. Historiquement, si on regarde dans un registre plus pragmatique, la politique des États-Unis au Moyen-Orient remonte surtout à la Seconde Guerre mondiale. S'agissant de l'Irak et sur fond de guerre froide, l'intérêt pétro-stratégique des États-Unis est plus récent. Il remonte à 1963 date à laquelle la CIA participe activement au coup d'état qui renverse le régime procommuniste du général Kassem. Les services secrets américains procurent armée et financement à un petit parti irakien clandestin, le Baas. Saddam Hussein n'était alors qu'un jeune activiste qui servait au dirigeant du Baas d'exécuter des basses œuvres. Avec la fin de la Guerre froide et les perspectives de « *nouveau siècle américain* », puis face aux difficultés à accroître l'influence américaine à l'extérieur, notamment au Moyen-Orient, les États-Unis ont dû redéfinir leur positionnement stratégique dans le monde. Ainsi, plusieurs questions se sont posées quant à savoir «

¹²⁴ SÉBILLE-LOPEZ, Philippe, 2006. *Géopolitiques du pétrole / Philippe Sébille-Lopez* [en ligne]. Armand Colin. Paris. ISBN 978-2-200-34541-9. Disponible à l'adresse : <https://bibliotheque.utt.fr/Default/doc/EDSSYRACUSE/234264/geopolitiques-du-petrole-philippe-sebille-lopez> [Consulté le 27 mars 2024].

pourquoi » la riposte s'est focalisée sur cette région, donnant naissance à un « *moment américain* » au Moyen-Orient. (Droz-Vincent, 2007)¹²⁵. Ainsi, depuis 2001, le problème sur lequel se concentre l'administration G. W. Bush, c'est bien l'Irak. Cela implique une volonté de remodeler la région selon des idéaux démocratiques et de s'assurer une position stratégique dans une région clé du Moyen-Orient.

II.2.1.4. Le canal de Suez

Le canal de Suez situé au nord du détroit de Bab-El-Mandeb constitue le 2^{ème} sas sur la mer Rouge, qui est une porte essentielle entre l'Orient et l'Occident. Inauguré en 1869, le canal de Suez est l'une des plus grandes voies maritimes mondiales. Il relie la mer Méditerranée à la mer Rouge à travers les lacs salés Timash et Amer (Figure 12 : Points maritimes clés de la péninsule arabe).

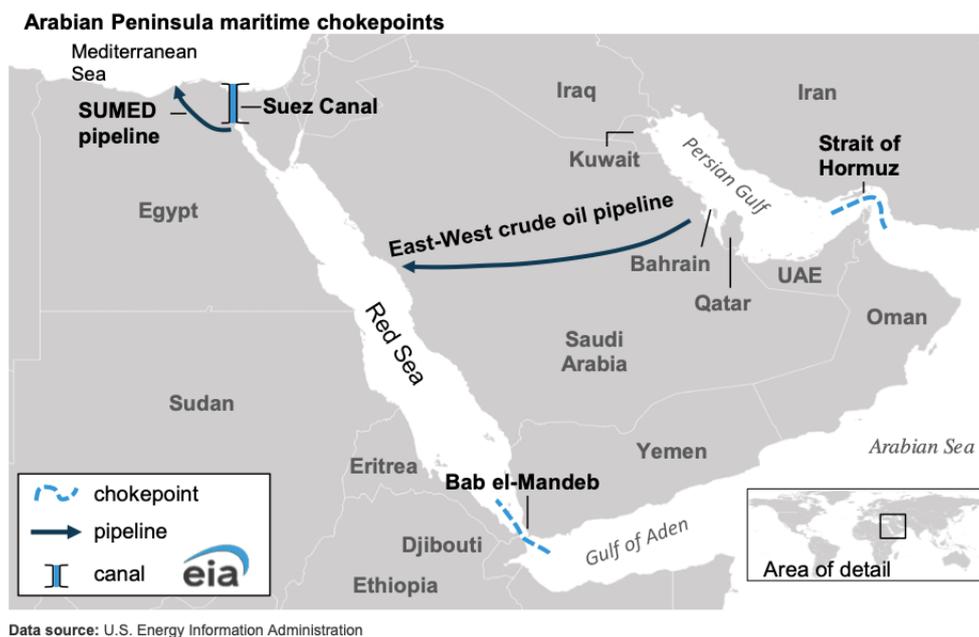


Figure 12 : Points maritimes clés de la péninsule arabe¹²⁶

En permettant aux navires d'éviter la route du Cap de Bonne-Espérance, il raccourcit de 17% à 67% selon la provenance, les distances entre l'Asie et l'Europe. Il est long de 193 kilomètres et large de 300 à 350 mètres¹²⁷. Le canal joue un rôle important dans l'économie mondiale. Accessoirement, il rapporte tous les jours à l'État égyptien quelques 6 millions de dollars tous en employant près de 16 000

¹²⁵ DROZ-VINCENT, Philippe. Dans : Vertiges de la puissance : le « moment américain » au Moyen-Orient [en ligne]. La Découverte, 2007. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=CR11_044_0165

¹²⁶ Red Sea chokepoints are critical for international oil and natural gas flows . Dans : U.S. energy information administration (EIA) [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=61025>

¹²⁷ SÉBILLE-LOPEZ, Philippe, 2006. *Géopolitiques du pétrole / Philippe Sébille-Lopez* [en ligne]. Armand Colin. Paris. ISBN 978-2-200-34541-9. Disponible à l'adresse : <https://bibliotheque.utt.fr/Default/doc/EDSSYRACUSE/234264/geopolitiques-du-petrole-philippe-sebille-lopez> [Consulté le 27 mars 2024].

personnes. Sur les 4 millions de barils qui transitent chaque jour par cette voie, 2.5 millions de barils empruntent le Sumed pipeline parallèlement au canal et 1,5 millions de barils passent directement par le canal. Ce pétrole est destiné principalement à l'Europe mais aussi aux États-Unis. L'essentiel du brut transitant par Suez provient d'Arabie saoudite. L'activité du canal est dans une phase ascendante.¹²⁸

II.2.2. Sécuriser ses approvisionnements pétroliers à tout prix

Étroitement liés, le pétrole et la géopolitique constituent deux éléments fondamentaux du choc mondial. Pour caractériser l'importance cruciale du pétrole à l'échelle mondiale, notamment aux yeux des puissances mondiales, Daniel Yergin, président du *Cambridge Energy Research Associates* (CERA) et personnalité éminente des milieux pétroliers, a utilisé la formule suivante : « le pétrole, c'est 10 pour cent d'économie et 90 pour cent de politique », pour qualifier le marché du pétrole européen dans les années 1930.

Dans le monde contemporain, D. Yergin va même affirmer sur le pétrole « *qu'aucune autre matière première n'a des liens aussi étroits avec la géopolitique* ». C'est ce qui a pu être constaté au Moyen-Orient, en Amérique, en Chine et aux États-Unis. Bien que les affirmations élaborées par l'auteur du livre *Géopolitique du pétrole* soient issues de deux périodes distinctes, ancienne et contemporaine, ces affirmations illustrent l'importance pérenne du facteur géopolitique dans les enjeux pétroliers¹²⁹. Ce qui étaient dans les années 1930 des enjeux préoccupants pour les pays développés sont devenus après un enjeu majeur à l'échelle de la planète. Bien que beaucoup des pays développés aient diminué leur dépendance en matière pétrolière depuis le choc de 1973 (guerre du Kippour) et 1979-1980 (révolution islamique iranienne) qui avaient multiplié par 10 le prix du pétrole, ce dernier demeure la principale source d'énergie. Selon le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le pétrole constitue 35% de la consommation mondiale d'énergie primaire. Cette importance accrue du pétrole s'est accentuée après la Seconde Guerre mondiale durant les « les Trente glorieuses », celui-ci accédant ainsi au statut de produit stratégique par excellence. D'où cette notion de stratégie d'influence vis-à-vis des ressources et notamment du pétrole selon la stratégie Américaine. Les États-Unis ont été les premiers à utiliser le pétrole (et le gaz) comme une arme au service de leur diplomatie.

¹²⁸ Les États-Unis au Moyen-Orient (1) : enjeux et présence américaine pendant la guerre froide (1945-1990), [sans date]. [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Les-Etats-Unis-au-Moyen-Orient-1-enjeux-et-presence-americaine-pendant-la.html> [Consulté le 26 avril 2024].

¹²⁹ SÉBILLE-LOPEZ, Philippe, 2006. *Géopolitiques du pétrole / Philippe Sébille-Lopez* [en ligne]. Armand Colin. Paris. ISBN 978-2-200-34541-9. Disponible à l'adresse : <https://bibliotheque.utt.fr/Default/doc/EDSSYRACUSE/234264/geopolitiques-du-petrole-philippe-sebille-lopez> [Consulté le 27 mars 2024].

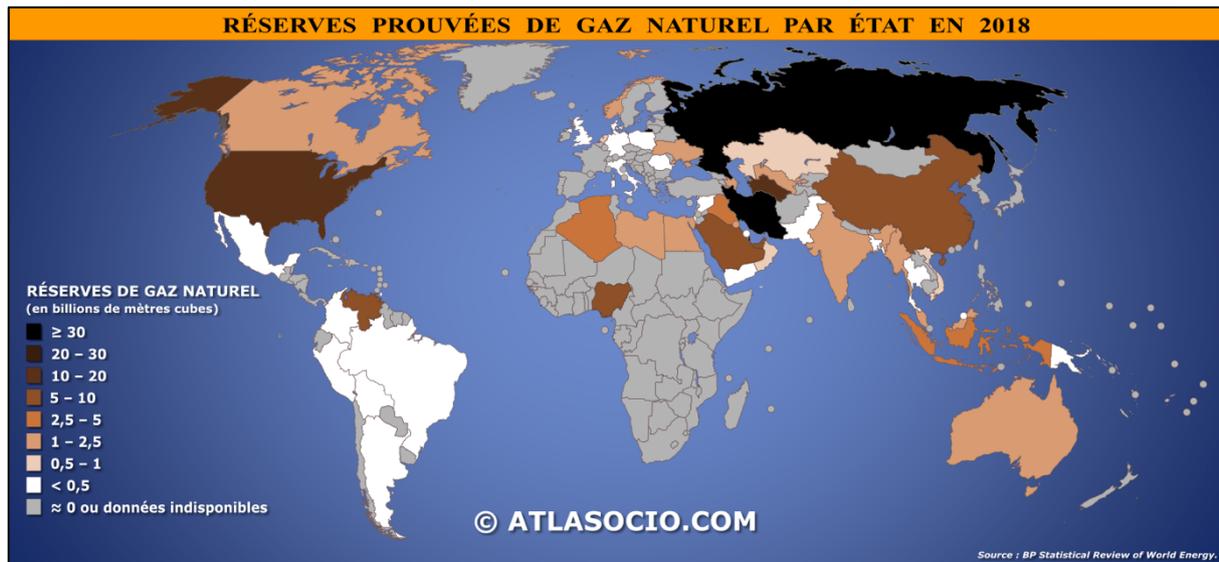


Figure 13 : Réserves gazières mondiales¹³⁰

C'est dans ce contexte que le président Bush prend ses fonctions début 2001, sa toute première politique étrangère était basée sur la priorité d'augmenter les flux d'hydrocarbures vers les États-Unis. Bien que les États-Unis aient été confrontés à plusieurs pénuries de pétrole et de gaz dans les différentes parties du pays, c'est en 1998 que les importations de pétrole brut dépassaient, une première dans l'histoire des États-Unis, les 50% de la consommation nationale, ce qui provoque une certaine anxiété quant à la perspective des approvisionnements énergétiques du pays à long terme. Pour eux, le pétrole doit être sécurisé à tout prix car il constitue l'élément essentiel pour la sécurité nationale, notamment pour l'approvisionnement des avions, des chars, ou des navires. En outre, le pétrole fournissait bien sûr l'essentiel du carburant dans le secteur des transports, aspect vital dans un grand pays comme les États-Unis. A titre d'exemple, en 2003, les États-Unis ont consommé en essence 12% du pétrole produit dans le monde¹³¹.t

Pour toutes ces raisons, le président Bush mit sur pied un groupe de travail baptisé *National Energy Policy Development Group* (NEPDG), chargé de réaliser un plan à long terme susceptible de satisfaire les besoins énergétiques du pays. Ce groupe était constitué des membres du gouvernement. Le président Bush confia la direction de ce groupe à son plus proche conseiller, le vice-président Richard « Dick » Cheney. Deux réponses ont été apportées par les membres du NEPDG lors de leur analyse selon la problématique énergétique à savoir : continuer à consommer toujours plus de pétrole, malgré le

¹³⁰ Carte du monde : réserves prouvées de gaz naturel par État, [sans date]. Atlasocio.com [en ligne]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://atlasocio.com/cartes/recherche/selection/reserves-prouvees-gaz-naturel.php>

¹³¹ SÉBILLE-LOPEZ, Philippe, 2006. *Géopolitiques du pétrole* / Philippe Sébille-Lopez [en ligne]. Armand Colin. Paris. ISBN 978-2-200-34541-9. Disponible à l'adresse : <https://bibliotheque.utt.fr/Default/doc/EDSSYRACUSE/234264/geopolitiques-du-petrole-philippe-sebille-lopez> [Consulté le 27 mars 2024].

déclin de la production domestique, ou choisir une voie plus difficile, orientée vers les énergies renouvelables afin de réduire progressivement l'utilisation du pétrole. Le gouvernement américain a donc conduit une intense offensive diplomatique pour disposer de davantage de ressources à l'étranger, avec deux cibles privilégiées dès le début, l'Afrique et la région de la mer Caspienne.

Le sénateur Conrad Burns du Montana et le président Curt Weldon de Pennsylvanie appellent à un renforcement de la coopération énergétique avec la Russie. A la suite de cette coopération, les États-Unis ont décidé de mettre en place une politique subtile de mélange de croyances idéologiques via la démocratie et le pragmatisme avec le triptyque sécuritaire-terrorisme, armes de destruction massive et pétrole, et ont placé l'Irak et l'Iran au cœur de cette stratégie. A travers ces deux pays, c'est bien sûr l'ensemble du Moyen-Orient qui est visé. Pour ces raisons, selon les néoconservateurs, c'est notamment à partir de ces propres intérêts que se définit la stratégie américaine de domination sur le reste du monde ou plus exactement du maintien incontesté et incontestable de leur statut d'unique hyperpuissance planétaire en 2003 : redéploiement stratégique et sécurité énergétique.

Quel rôle joue le grand « Moyen-Orient » par rapport aux ressources d'hydrocarbures aux yeux des États-Unis ? Pour aborder cette notion du grand Moyen-Orient, prenons la guerre de 1991 contre l'Irak. Près de 10 000 soldats américains ont été déployés sur cinq bases en Arabie saoudite. La base de « Prince Sultan » a notamment servi de centre de commandement pour les opérations aériennes. Mais depuis le 11 septembre les États-Unis ont compris qu'ils ne pouvaient rester et seules quelques centaines d'hommes sont maintenues à Dahrhan pour entretenir des installations aériennes de l'USAF construites en 1990-1991, lors de la préparation de la 1ère Guerre du Golfe. Cette base aérienne d'appui, située à proximité d'un des principaux gisements d'hydrocarbures de l'Arabie saoudite reste essentielle pour l'avenir. Conscient de la perte relative d'influence sur l'Arabie Saoudite, le Pentagone a préféré installer sa base de commandement des opérations au Qatar, proche du point d'ancrage avancé de la 5^{ème} flotte à Bahreïn.

II.2.2.1. Cauchemar des Américains de ne pas avoir de pétrole (conséquence de la politique pétrolière des États-Unis)

Malgré les mesures nécessaires établies par le président Bush en faveur de la continuité et de l'augmentation de la dépendance aux importations pétrolières, celles-ci, acceptées par Washington, n'étaient en rien synonymes de passivité. Au contraire, elles se sont accompagnées d'un risque accru et d'implication dans les conflits régionaux ou locaux, et en premier lieu les pays producteurs de pétrole. Plus de la moitié des recommandations d'un certain rapport du vice-président Cheney est consacré aux différentes façons d'obtenir un accès aux ressources pétrolières à l'étranger. Bon nombre de ces 35 propositions concernent plus spécifiquement certaines régions, et pays en mettant l'accent sur la levée

d'obstacles d'ordre politique, économique et logistique, qui entravent cet accès. Ainsi, la NEP demanda au secrétaire au commerce et au secrétaire d'État d'approfondir le dialogue commercial entre le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et les autres états bordant la mer Caspienne pour promouvoir un climat d'affaires transparent et stable sur le plan de l'énergie et des projets d'infrastructures. Car la base de la stratégie pétrolière de l'administration Bush consiste, par tous les moyens, à stimuler l'offre pétrolière mondiale afin de diminuer la dépendance des États-Unis vis à vis du Moyen-Orient et en particulier de l'Arabie saoudite.

II.2.2.2. Haliburton et la politique de Dick Cheney : protéger les approvisionnements de pétrole à tout prix !

Le rapport de Cheney accuse également l'OPEP d'abuser de sa position quasi monopolistique pour fixer arbitrairement le prix du baril par le biais de sa politique de quotas¹³². Ceci conduit les États-Unis à trouver des nouveaux fournisseurs. L'ouverture du marché pétrolier à l'échelle de la planète a permis aux compagnies de multiplier les forages depuis de longues années. Ainsi, les sanctions qui menacent les compagnies si elles investissent plus de 20 millions de dollars en Iran, Lybie et en Irak les ont également incitées à diversifier leur engagement. Les États-Unis ont soutenu ces efforts par une politique juridique internationale très ambitieuse destinée à ouvrir les marchés pétroliers et à renforcer les régimes des investissements dans ce secteur. Selon l'universitaire américain Michael Klare, il est évident que la mise en œuvre du plan Cheney aura des implications majeures sur la politique des défenses et de sécurité des États-Unis, car les pays pressentis pour ces futurs approvisionnements pétroliers sont souvent en proie à des conflits internes, potentiels ou déclarés quand ils ne font pas preuve d'un certain anti-américanisme. Selon lui, les efforts administratifs de Bush pour obtenir cette importation pétrolière additionnelle devraient inévitablement conduire à une recrudescence de la violence et à des résistances dans plusieurs régions productrices. Si les États-Unis évitent de recourir à la force dans de telles situations, il est possible qu'ils finissent par conclure que la seule façon de garantir la continuité des flux d'hydrocarbures passe dans certains cas par le déploiement d'une force (soldats, milice ou entreprise privée) pour garder les gisements et surveiller oléoducs et gazoducs. Une telle présence pourrait bien être dans certains cas contreproductive et renforcer le climat d'insécurité. Il faut simplement observer les formidables efforts déployés par l'administration Bush dans le secteur de l'armement et de la défense, et étudier le repositionnement annoncé des forces États-Uniennes pour comprendre que ce volet militaire dicté par d'autres priorités n'est pas exempt d'arrière-pensées énergétiques.

¹³² FOER, Spencer Ackerman et Franklin. SES Idées, SES Réseaux, SES Méthodes. Dick Cheney, Le vrai maître de la maison-Blanche. Dans : *Courrier international* [en ligne]. 12 janvier 2004. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/article/2003/12/24/dick-cheney-le-vrai-maitre-de-la-maison-blanche>

II.2.3. La réalité écologique derrière les ressources

Selon Frédéric Jameson, il est plus facile « *d'imaginer la fin du monde que celle du capitalisme* »¹³³. Les États-Unis ont encore des intérêts économiques et stratégiques majeurs dans les zones du Moyen-Orient notamment grâce à leur richesse et points stratégiques basés les réserves mondiales de pétrole et de gaz naturel.

Géographiquement, le Moyen-Orient est une zone régionale cruciale en raison de sa position entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique, ce qui en fait d'elle une plaque tournante du commerce mondial et des flux d'énergie, en particulier du pétrole. Selon le livre de Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz « *L'Événement Anthropocène, Terre, l'histoire et nous* », le chapitre *Capitalocène* met en lumière la stratégie d'influence des États-Unis sur la gestion des ressources au Moyen-Orient et dans le « *tiers monde* », depuis la fin de la Seconde Mondiale (1939-1945). Le passage de l'après-Seconde Guerre mondiale est caractérisé par une transition des États-Unis d'un statut d'exportateur net à celui d'importateur net de matières premières, ce qui entraîne une politique énergique pour sécuriser l'accès à ces ressources. Cette transition a été facilitée par des politiques économiques visant à accéder directement aux ressources, contournant les anciennes voies coloniales, et a conduit à une prise de contrôle des ressources par les entreprises américaines. Les États-Unis ont joué un rôle central dans cette expansion, cherchant à garantir l'accès aux ressources nécessaires à leur développement économique, notamment au Moyen-Orient, riche en pétrole et en autres ressources énergétiques. L'empreinte géopolitique des États-Unis se révèle comme un acteur central, exerçant une influence décisive sur les dynamiques mondiales, façonnant ainsi le paysage économique et politique à l'échelle planétaire.

Cependant, cette quête de ressources a eu des conséquences écologiques massives. L'exploitation minière, le forage pétrolier et d'autres activités extractives ont entraîné une dégradation environnementale significative. La déforestation, la pollution des cours d'eau et la perte de biodiversité sont devenues monnaie courante, laissant des cicatrices durables sur les paysages et les écosystèmes locaux. L'exemple le plus marquant reste la région du Texas, producteur historique et redécouverte sous l'essor du schiste (voir Figure 14 : Photo aérienne des champs pétroliers du bassin Permien au Texas). Björn-Ola Linnée disait « *l'accès à des ressources cruciales comme l'uranium, le caoutchouc ou l'aluminium devient alors affaire d'État avec des politiques énergiques de sécurisation de l'accès à ces ressources* »¹³⁴.

¹³³ RICA, Usbek &. « il est plus facile d'imaginer la fin du monde que Celle du capitalisme ». Dans : RSS [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://usbeketrica.com/fr/video/video-il-est-plus-facile-d-imaginer-la-fin-du-monde-que-celle-du-capitalisme>

¹³⁴ LINNÉE, Björn-Ola. De La Nature à la biosphère . Dans : Cairn [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2012-1-page-127.htm>



Figure 14 : Photo aérienne des champs pétroliers du bassin Permien au Texas¹³⁵

Cet accès aux ressources s'est accompagné d'un échange inégal entre les pays exportateurs de matières premières et les importateurs occidentaux, entraînant une dégradation des termes de l'échange pour les premiers. Les pays occidentaux ont financé l'accès à des ressources bon marché dans le « tiers-monde », contribuant ainsi à leur propre croissance économique tout en maintenant un déséquilibre global. Les États-Unis ont favorisé le mouvement de décolonisation pour accéder directement aux ressources sans passer par les puissances coloniales européennes, ce qui a abouti à une prise de contrôle des ressources mondiales par les entreprises États-Uniennes. Les politiques énergétiques mises en place par les États-Unis pour sécuriser l'accès aux ressources, telles que le pétrole vénézuélien ou moyen-oriental et l'uranium congolais, soulignent l'importance stratégique des matières premières dans la politique mondiale de l'après-guerre. La décolonisation soutenue par les États-Unis comme moyen de sécuriser leurs approvisionnements en ressources a eu un impact significatif sur la redistribution des richesses mondiales et la dynamique économique post-guerre, mettant en lumière l'interconnexion entre les politiques géopolitiques et économiques. Ce qui est surprenant pour les pays occidentaux après la seconde guerre mondiale, entre 1945 et 1965, c'est que les entreprises Américaines ont réalisé à elles seules 85 % des nouveaux investissements directs à l'étranger et dans le monde. Ce qui a engendré la décadence des pays du « tiers-monde » exportateurs de matières premières d'au moins 20 % de 1950 à 1972¹³⁶. Ces mutations reflètent une évolution culturelle significative aux États-Unis, où les entreprises, les écologistes et les partis politiques sont en train de revoir leurs positions et leurs stratégies pour faire face aux défis climatiques.¹³⁷

¹³⁵ CHERRY, Kristy. Timelapse: West texas oil boom. Dans : SkyTruth [en ligne]. 2 mars 2023. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://skytruth.org/2014/05/timelapse-west-texas-oil-boom/>

¹³⁶ DISSIDENCES, 2014. Christophe Bonneuil, Jean-Baptiste Fressoz, L'Événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous, Paris, Seuil, collection « Anthropocène », 2013, 320 pages. *Dissidences : le blog* [en ligne]. 17 juin 2014. [Consulté le 10 avril 2024].

¹³⁷ SÉBILLE-LOPEZ, Philippe, 2006. *Géopolitiques du pétrole* / Philippe Sébille-Lopez [en ligne]. Armand Colin. Paris. ISBN 978-2-200-34541-9. Disponible à l'adresse :

II.3. Les « gendarmes du monde » ?

II.3.1. La diplomatie et la recherche d'équilibre par les accords

Forts de leur statut de superpuissance voire d'« *hyperpuissance* » (selon le qualificatif d'Hubert Védrine), les États-Unis ont un poids immense sur la diplomatie mondiale. Revenons un instant sur la définition des *accords* en droit international. Les traités ont une définition assez vague en général, mais on pourra retenir la définition donnée par la Convention de Vienne de 1969 : Un traité est « *un accord international conclu par écrit entre États et régi par le droit international* ». Le traité engage un État dans la mesure où il crée des obligations. Les traités passent par trois phases successives. D'abord, le traité est négocié par le biais de représentants. Il est ensuite signé, mais cette signature n'a pas de conséquence juridique. À ce moment, un État peut émettre des réserves sur certains points des accords, qui seront donc connues des autres signataires. Si toutes les parties sont toujours en accord, le traité peut être ratifié. C'est cette ratification qui engage les entités signataires.

Un traité pourra prendre fin en cas de non-respect par un des signataires, ou en cas de changement fondamental de circonstances. Le respect de l'accord pourra être contrôlé par les États signataires eux-mêmes ou par des instances désignées, par exemple la CIJ (Cour Internationale de Justice)¹³⁸.

II.3.1.1. Les accords de camp David

L'un des dossiers sur lesquels les États-Unis sont un des médiateurs principaux est la résolution du conflit israélo-palestinien. En 1967, après la guerre des Six-Jours, les États-Unis ont l'occasion unique d'influer sur la restitution des territoires occupés par Israël (le Sinaï égyptien a notamment été annexé). L'Amérique de Lyndon Johnson vote la résolution 242 à l'ONU contraignant Israël à se retirer des territoires occupés, mais cette résolution reste sans effet. Après la guerre du Kippour de 1973, le secrétaire d'État de Nixon, Henry Kissinger, met en place la « *diplomatie des petits pas* ». Celle-ci consiste à organiser des échanges bilatéraux entre Israël et chaque pays arabe. Il obtient ainsi la réouverture du canal de Suez¹³⁹. En 1977, alors que les relations entre Israël et l'Égypte sont au bord du conflit, le président égyptien Anouar el-Sadate entame des négociations avec Israël. En effet, ni Israël ni l'Égypte ne peuvent se permettre une nouvelle guerre. Mais Israël se montre assez peu réceptif à la politique d'apaisement menée par Sadate, et les négociations pour l'obtention d'un accord de paix tombent dans l'impasse.

<https://bibliotheque.utt.fr/Default/doc/EDSSYRACUSE/234264/geopolitiques-du-petrole-philippe-sebille-lopez> [Consulté le 27 mars 2024].

¹³⁸ LEFEBVRE, Maxime, 2022. Chapitre 2 : Aux sources du droit international. In : *Le jeu du droit et de la puissance*. Paris : Ed. Presses universitaires de France. p. 73-94.

¹³⁹ LE STRADIC, Ségolène, 18 octobre 2023. Les États-Unis, principal médiateur du conflit israélo-palestinien depuis 75 ans, 2023. In : *Le Figaro* [en ligne]. [Consulté le 19 mai 2024]. Disponible à l'adresse :

<https://www.lefigaro.fr/international/les-etats-unis-principal-mediateur-du-conflit-israelo-palestinien-depuis-75-ans-20231018>

Les États-Unis de Jimmy Carter relancent le processus de paix. Ils espèrent tout d'abord obtenir un accord de paix régional qui mettrait fin au conflit israélo-palestinien, mais Israël recherche plutôt un accord bilatéral avec l'Égypte. Les deux pays sont conviés à Camp David en 1978, sous l'égide des États-Unis. Un premier accord-cadre appelle alors à des négociations impliquant tous les pays arabes voisins d'Israël. L'idée était alors que la signature d'un accord de paix entre Israël et l'Égypte serait susceptible d'inspirer d'autres pays de la région, comme la Jordanie et la Palestine. Cet accord-cadre appelle aussi à l'application de la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU, donc au retrait d'Israël des territoires occupés. En 1979, après de nombreux retards, Carter pousse à un accord pour faire remonter sa cote de popularité. Celle-ci était en effet en berne depuis le fiasco de la révolution iranienne. Un traité de paix est alors signé entre Israël et l'Égypte. Menachem Begin, premier ministre israélien, s'engage à se retirer du Sinaï dans un délai de trois ans. Il refuse néanmoins à Sadate toute concession sur la question de Jérusalem (dont la partie Est a été unilatéralement annexée par Israël en 1967), qui ne sera finalement pas résolue entre les deux pays. Sadate concède le libre passage des navires israéliens dans le canal de Suez, le détroit de Tiran et le golfe d'Aqaba. Malgré l'isolement du reste du monde arabe dont elle est victime, l'Égypte reconnaît par là aussi l'existence de l'État d'Israël. Les États-Unis favoriseront l'installation d'une force internationale de maintien de la paix dans le Sinaï, et s'engagent à s'y substituer si elle devait être insuffisante. Ils compensent aussi Israël pour la perte de ses bases dans le Sinaï en finançant la construction de deux bases aériennes dans le Néguev et en lui fournissant des armes supplémentaires. Ils fournissent également à l'Égypte de grandes quantités de matériel militaire pour un montant de 2 milliards de dollars (chasseurs, blindés, sous-marins...). Leur intérêt est ici surtout de contrer l'influence soviétique grandissante dans la région en gagnant un nouvel allié de taille, l'Égypte.

À la suite de cet accord, les relations se réchaufferont entre Israël et l'Égypte. Les deux pays signent un pacte de non-agression et reconnaissent leur frontière commune. Des représentants diplomatiques seront aussi échangés, et des relations économiques commenceront¹⁴⁰.

II.3.1.2. Les accords d'Oslo

Lorsque Bill Clinton arrive au pouvoir aux États-Unis d'Amérique, il fait de la résolution des conflits au Moyen-Orient une priorité de son mandat. Selon son conseiller spécial aux affaires israélo-arabes Robert Malley, la priorité absolue était la résolution de la question israélo-palestinienne. Le point de vue de Clinton était qu'il était contre-productif de vouloir changer les pays arabes de l'intérieur en engageant une série de réformes démocratiques. En effet, celles-ci risqueraient de déstabiliser les pays et d'encourager le sentiment anti-américain. Son espoir est d'engager un processus de paix, lequel

¹⁴⁰ LE MORZELLE, Joëlle, 1980. Les Accords de Camp David (17 septembre 1978) et le Traité de paix israélo-égyptien (26 mars 1979). *Annuaire Français de Droit International*. 1980. Vol. 26, n° 1, pp. 175-192. DOI [10.3406/afdi.1980.2385](https://doi.org/10.3406/afdi.1980.2385).

déboucherait ensuite naturellement sur une démocratisation des pays arabes en douceur. Dans cette optique, il est prêt à se tourner vers des dirigeants peu recommandables comme Hafez el-Assad et Yasser Arafat (rappelons qu'au nom de la cause palestinienne, Arafat a eu recours à des actes terroristes, avant d'y renoncer en 1985).¹⁴¹

La bonne volonté de Clinton rencontre un contexte favorable. Il faut dire que de nombreuses tentatives de paix ont eu lieu précédemment : dès 1967, Issam Sartawi, membre modéré de l'OLP, engage une série de discussions avec Matti Peled, représentant d'une organisation pacifiste israélienne. Le premier ministre français Pierre Mendès-France encadre les discussions, et encourage à trouver une solution rapidement pour prendre de vitesse les extrémistes. Des Palestiniens proches du président égyptien Sadate ont aussi lancé une série de négociations avec des représentants israéliens de 1984 à 1986.

Juste avant la fin de son mandat, au sortir de la 1^{ère} guerre du Golfe, George H.W. Bush entame également des négociations bilatérales entre Israël et les différents pays arabes à Madrid, mais celles-ci excluent l'OLP, selon la volonté des États-Unis. Cette conférence se veut universelle et la plupart des États pouvant avoir une influence sur le conflit sont invités, sauf l'Iran, car le traumatisme de la crise des otages est encore vif.¹⁴² Les négociations ont été peu fructueuses en raison du manque de concessions de la part du premier ministre israélien Yitzhak Shamir. Mais c'est surtout l'initiative du diplomate norvégien Terje Larsen, en 1992, qui pose les fondements d'une paix durable.

En effet, la Norvège propose d'organiser des négociations secrètes entre Israéliens et Palestiniens sur son sol. Yitzhak Rabin, arrivé au pouvoir en Israël entretemps, accepte d'envoyer des émissaires sous la forme de deux collaborateurs du ministre des Affaires étrangères adjoint Yossi Beilin, après avoir été mis devant le fait accompli. Il est en effet convaincu de la nécessité d'obtenir la paix avec ses voisins directs pour préparer Israël à des menaces autrement plus graves, à savoir l'Iran et l'Irak.

L'OLP accepte quant à elle d'envoyer son ministre Abou Alaa. La première rencontre est fructueuse et d'autres suivront. L'OLP fait le premier pas en acceptant que les Israéliens ne se retirent pas de tous les territoires occupés. Les discussions progressent, les Israéliens faisant des concessions à leur tour. Mais l'OLP se plaint du manque d'importance des émissaires israéliens, craignant que leurs promesses n'engagent pas Israël. Terje Larsen parvient alors à convaincre Rabin de transformer les réunions informelles en réunions formelles, envoyant à Oslo le directeur général du ministère des Affaires étrangères Uri Savir. Les discussions reprennent alors, mais le diplomate israélien fait des propositions moins franches. A nouveau, des désaccords apparaissent.

¹⁴¹ MALLEY, Robert, 2005. Chapitre 1 : L'administration Bush et le processus de paix au Moyen-Orient. In : *Politique étrangère des Etats-Unis* [en ligne]. Rapport diplomatique. [Consulté le 18 mai 2024] Disponible à l'adresse : <https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/03.04.pdf>

¹⁴² *La longue guerre Iran-Israël-USA (2/2) - Le dialogue ou la guerre*, ARTE, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 25 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.arte.tv/fr/videos/089134-002-A/la-longue-guerre-iran-israel-usa-2-2/>

Rabin poursuit dans le même temps des tentatives de négociations avec le dirigeant syrien Hafez el-Assad, proposant le retrait du Golan en échange d'une paix totale et de la normalisation des relations. Le secrétaire d'État américain Warren Christopher sert d'intermédiaire entre les deux pays, mais il ne parvient pas à obtenir de réponse satisfaisante d'el-Assad, et le projet échouera finalement.

Mais la persévérance des Norvégiens porte ses fruits, et une déclaration d'intention est finalement signée par les deux parties en août 1993. Israël reconnaît les prétentions d'Arafat sur la Cisjordanie, tandis que l'OLP reconnaît la souveraineté israélienne sur Jérusalem.

Ce projet d'accord est présenté à Bill Clinton, qui décide d'élargir la portée de l'évènement en invitant Arafat et Rabin sur la pelouse de la Maison-Blanche. Il pousse alors un Yitzhak Rabin hésitant à serrer la main de Yasser Arafat. En résulte une photographie qui restera dans l'histoire.



Figure 15 : Le premier ministre israélien Yitzhak Rabin et le chef de l'OLP Yasser Arafat échangent une poignée de mains sous le regard du président américain Bill Clinton dans le cadre des accords d'Oslo, en 1993.

En septembre, les deux parties s'échangent des lettres de reconnaissance mutuelle. En Palestine comme en Israël, les foules sont en liesse. On espère enfin une résolution à ce conflit qui n'a que trop duré. L'Autorité Palestinienne (AP) est créée pour administrer les territoires qui doivent être rétrocédés aux Palestiniens. Au Caire, un nouveau traité est signé en mai 1994, laissant cinq ans au processus de paix pour aboutir. L'AP s'installe à Gaza et autour de Jéricho. De nouvelles négociations prennent place en 1995 sous le nom d'Oslo II, et divisent la Cisjordanie en trois zones. La zone A, incluant essentiellement des zones urbaines, est sous contrôle civil et militaire palestinien. La zone B est sous contrôle civil

palestinien et sous contrôle militaire israélien. Enfin la zone C est sous contrôle civil et militaire israélien. Cette dernière zone est la plus étendue (60 à 70% de la Cisjordanie)¹⁴³.

En 1994, la Jordanie, galvanisée par le succès des accords d'Oslo, signe comme l'Égypte un accord de paix totale avec Israël, qui remonte également dans l'estime de nombreux pays arabes grâce à cette initiative. Néanmoins, le calendrier vient à être retardé. En outre, une série d'événements laisse s'éloigner progressivement le processus de paix. C'est d'abord un attentat commis par un colon juif extrémiste, Baruch Goldstein, à Hébron, qui fera 29 morts en février 1994. Les opposants palestiniens au processus de paix mènent également une vague d'attentats meurtrière, via le Hamas (sur lequel Arafat n'a aucune emprise).

En outre, les colons israéliens ainsi que le Likoud de Netanyahou (parti de droite), critiquent vertement Rabin pour le partage de la Palestine. Certains appellent même à le tuer. Une manifestation favorable à Rabin lui redonne de l'espoir, mais en quittant la manifestation, il est assassiné par un juif d'extrême-droite. Si Rabin est remplacé par son héritier spirituel, Shimon Peres, celui-ci ne bénéficie pas de l'aura suffisante pour faire aboutir la paix. De nouveaux obstacles apparaissent, et Shimon Peres accumule les erreurs. L'élection de Netanyahou en 1996 enterre définitivement le processus de paix, tandis que la colonisation reprend.

Aujourd'hui, les espoirs pour trouver un accord n'ont presque plus aucune chance d'aboutir. La droite israélienne règne sans partage sur le pays, et l'AP a perdu la main au profit du Hamas. Les deux camps se radicalisent et ne se comprennent plus¹⁴⁴.

II.3.1.3. Les accords d'Abraham

Depuis plusieurs décennies, la Ligue arabe, organisation constituée de 22 pays (dont une partie sont situés au Moyen-Orient), a adopté une ligne très dure à l'encontre d'Israël. À Khartoum en 1967, la Ligue arabe a adopté la règle dite des « *trois nons* » : pas de paix, pas de reconnaissance et pas de relations diplomatiques avec Israël. Toute relation avec l'état hébreu est conditionnée à une résolution jugée convenable par les membres de la Ligue de la question israélo-palestinienne. Néanmoins, cette approche radicale a été remise en question à mesure que le temps passait. En effet, les sanctions ne paraissaient pas pénaliser Israël outre mesure, et ne bénéficiaient pas à la Palestine puisque Israël n'était

¹⁴³ RABINOVICH, Itamar, 2023. « Trente ans après les accords d'Oslo : une perspective israélienne ». In : *Politique étrangère*, 2023/3 (Automne), p. 73-86. DOI : 10.3917/pe.233.0073. URL : <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2023-3-page-73.htm>

¹⁴⁴ DROUELLE, Fabrice. Les accords d'Oslo : Histoire d'une paix avortée entre Israéliens et Palestiniens, 2019. In : *France Inter* [en ligne]. [Consulté le 20 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/affaires-sensibles/les-accords-d-oslo-histoire-d-une-paix-avortee-entre-israeliens-et-palestiniens-9189669>

pas contraint à négocier. Par ailleurs, cela avait un effet néfaste sur les pays de la Ligue arabe eux-mêmes, puisqu'ils se privaient ainsi d'un partenaire commercial.

D'ailleurs, l'unité de la Ligue s'était déjà effritée lorsque l'Égypte puis la Jordanie avaient tous deux reconnu Israël. De plus, l'isolement du Qatar par le CCG sous pression de l'Arabie saoudite entre 2017 et 2021 ne favorisait pas non plus la cohésion des membres. Enfin, les révoltes du printemps arabe (contestations populaires) des années 2010 n'avaient pas été traitées de manière convaincante par la Ligue arabe. Ajoutons à cela les enjeux sécuritaires et de souveraineté, et les raisons pour une normalisation avec Israël deviennent nombreuses. Pour les quatre pays qui deviendront signataires des accords d'Abraham, Israël n'est pas une menace directe, car aucun d'entre eux ne possède de frontière avec l'État hébreu. En revanche, l'Iran est vu comme une menace par les pays sunnites, d'autant qu'il projette de se doter de l'arme nucléaire. Il déstabilise aussi la région par groupes armés interposés, notamment en soutenant les rebelles Houthis au Yémen. Les 4 pays signataires des accords d'Abraham interviendront d'ailleurs contre ceux-ci dans une coalition menée par les Saoudiens. De surcroît, un rapprochement avec Israël encouragerait de meilleures relations avec les États-Unis, qui peuvent être un allié de poids contre l'Iran.

Aux États-Unis, l'administration Trump comprend que les astres sont alignés pour une normalisation avec Israël et engage un travail diplomatique. Cela permettra à Trump de déjouer les critiques sur un isolement relatif des États-Unis par rapport au reste du monde, et d'obtenir un succès diplomatique d'ampleur. Trump parvient sans mal à convaincre Israël de rejoindre les pourparlers, car Netanyahu a besoin, lui aussi, d'un succès international pour détourner l'attention de ses problèmes de politique intérieure, notamment un scandale de corruption le visant à titre personnel. Qui plus est, Trump entretient de très bonnes relations avec Israël, ayant notamment reconnu Jérusalem comme sa capitale. La situation propice mène donc au succès des accords. Bahreïn, les Émirats arabes unis puis le Maroc et le Soudan signent donc des accords de normalisation avec Israël. Les bénéficiaires en sont nombreux. Sur le plan économique d'abord, cela ouvre aux pays signataires un nouveau marché, qui se traduit rapidement par des rentrées financières importantes. En matière de défense, les bénéficiaires sont également grands : les pays arabes signataires ont maintenant pleinement accès au matériel militaire israélien et surtout américain. Des exercices conjoints avec Israël sont aussi menés. Pour les États-Unis, ces accords ont permis d'affaiblir l'Iran tout en renforçant Israël. En outre, cela a aussi dopé les ventes d'armes des constructeurs américains vers le Moyen-Orient, et surtout à destination des Émirats arabes unis (les commandes atteignent 20 milliards de dollars). Israël sort grâce à ces accords un peu plus de son isolement sur la scène régionale, et gagne des alliés dans sa lutte contre l'Iran, sans avoir fait la moindre concession sur la question palestinienne.

Pour Bahreïn, qui possède une forte communauté chiite, il s'agit surtout de contrer l'influence iranienne grandissante en s'attirant les faveurs israéliennes et américaines. Dans le cas des EAU, c'est surtout un

moyen d'affirmer leur indépendance vis-à-vis de l'Arabie saoudite ; Le Maroc a gagné la reconnaissance par les États-Unis du Sahara occidental, contesté par des rebelles pro-algériens ; Le Soudan, en crise, a gagné un peu de reconnaissance internationale. En définitive, cette alliance de circonstance contre l'ennemi iranien aura abouti à un réchauffement des relations bénéfique à toutes les parties. C'est une réussite de la politique américaine, quoiqu'elle n'ait pas eu de succès ultérieur ensuite, notamment en raison du changement de cap du président Biden et des hésitations saoudiennes pour rejoindre l'accord¹⁴⁵.

II.3.2. Un outil économique : les embargos

Un embargo est une sanction commerciale prise à l'encontre d'un pays. Cette sanction vise à interdire le commerce de biens et de services ciblés. Concrètement, lorsqu'un embargo est décrété par un pays ou un groupe de pays sur un autre État, ce dernier ne peut plus ni recevoir ni envoyer des marchandises vers les pays signataires de la sanction. Les embargos peuvent aussi être de nature financier (par exemple le gel d'actifs financiers détenu par un pays).

II.3.2.1 Embargo sur l'Iran

Le premier embargo américain contre l'Iran est décrété en 1979 à la suite de la prise d'otages dans l'ambassade des États-Unis à Téhéran (52 américains seront retenus en otage durant 444 jours). Par la suite, plusieurs autres embargos ont été décidés par les États-Unis contre l'Iran, avec notamment pour objectif d'empêcher l'Iran de développer ses capacités balistiques et d'acquérir des armes de destruction massive telle que la bombe nucléaire. C'est dans cette logique que les États-Unis mettent en place en 1995 un embargo sur le pétrole iranien. Puis en 1996, les États-Unis interdisent tous les investissements (même non-américains) supérieurs à 40 millions de dollars dans les secteurs pétrolier et gazier grâce à l'*Iran-Libya Sanction Act*¹⁴⁶.

En 2006, alors que l'Iran persiste à vouloir se doter de l'arme nucléaire, l'ONU, les États-Unis, l'Union européennes et d'autres pays décident d'agir. Le conseil de sécurité de l'ONU va adopter quatre résolutions qui sont : l'interdiction d'importer vers l'Iran des équipements pouvant servir à faire avancer ses programmes nucléaires et balistiques, le gel des avoirs iraniens, l'interdiction de déplacement de personnes liées au programme nucléaire et un embargo visant la vente d'armes à l'Iran. En 2010, un

¹⁴⁵ JOMIER, Solène, 2022. Les Accords d'Abraham : tenants et aboutissants d'une nouvelle entente au Moyen-Orient. In : *Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité* [en ligne]. 10 mai 2022. Disponible à l'adresse : <https://www.grip.org/les-accords-dabraham-tenants-et-aboutissants-dune-nouvelle-entente-au-moyen-orient/> [Consulté le 20 mai 2024].

¹⁴⁶ LES ECHOS. Loi D'Amato : un « menu » de six sanctions. In : *Les Echos* [en ligne]. 30 septembre 1997. Disponible à l'adresse : <https://www.lesechos.fr/1997/09/loi-damato-un-menu-de-six-sanctions-821125> [Consulté le 20 mai 2024].

nouvel embargo américain est promulgué sur le pétrole. Par la suite, en 2011, l'administration d'Obama suspecte l'ensemble du système financier iranien de financer le terrorisme ce qui conduit le président américain à signer le *National Defense Authorization Act* en 2012. Dès lors, les banques étrangères ont l'interdiction d'être en relation avec la banque centrale d'Iran, afin d'arrêter le financement du pétrole iranien. L'année 2012 est aussi marquée par l'adoption de l'*Iran Freedom and Counter-Proliferation Act* qui interdit les transactions avec les secteurs iraniens de l'énergie, du transport maritime et de l'industrie.¹⁴⁷

De 2006 à 2012, sous la pression américaine, de nombreux pays vont prendre à leur tour des sanctions contre l'Iran. La France de Nicolas Sarkozy, se montrera d'un soutien sans faille aux États-Unis, et l'Union européenne adoptera des sanctions similaires à celles des américains. Le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Suisse soutiendront les États-Unis en prenant également des sanctions économiques à l'encontre des iraniens.

L'efficacité de ces sanctions est bien réelle. Pour l'Iran, la production de pétrole est passée de 3,6 millions de barils par jour en 2011 à 2,6 millions en 2013 faisant ainsi diminuer les recettes iraniennes de 27%. Nous pouvons aussi noter que l'inflation qui était de 10,8% en 2009 est passée à près de 35% en 2013¹⁴⁸.

II.3.2.2 Embargos sur l'Irak

Le 6 août 1990, en réponse à l'invasion irakienne sur le Koweït, l'ONU adopte la résolution 661 qui condamne le régime de Saddam Hussein pour cette agression. Dès lors, l'importation de marchandises en provenance ainsi que la vente d'armement pour l'Irak est interdite. L'Irak devient alors écarté de la scène internationale et des relations au sein du Moyen-Orient.¹⁴⁹

Ces sanctions font chuter le PIB du pays et une inflation fulgurante survient dans le pays, les pénuries deviennent également de plus en plus présentes. Dans les premières années, le pays parvient à résister en vivant sur ses ressources, en puisant dans ses réserves stratégiques mais aussi en créant de la monnaie grâce à la banque centrale. Cependant, dans les années 1995-1996, les conditions de vie des irakiens se dégradent de manière croissante, les infrastructures de santé étant très dégradées. En parallèle, le pays

¹⁴⁷ PEYTOUR Charlotte. Quelles sont les sanctions contre l'Iran encore en vigueur ?. In : *Le Monde.fr*. 8 mai 2018. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2018/05/08/quelles-sanctions-contre-l-iran-sont-elles-encore-en-vigueur_5296163_3218.html.

¹⁴⁸ International Monetary Fund. *ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN* [en ligne]. 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2014/cr1493.pdf>

¹⁴⁹ BENRAAD Myriam. « L'embargo a affaibli le régime de Saddam Hussein. ». In : *L'Irak par-delà toutes les guerres* [en ligne]. Idées reçues. Le Cavalier Bleu, 2023, p51-56. Disponible sur : <https://www.cairn.info/l-irak-par-dela-toutes-les-guerres--9791031805627-page-51.htm>

subit une émigration économique : enseignants, médecins et ingénieurs fuient ainsi le territoire pour tenter de trouver une meilleure situation à l'étranger.¹⁵⁰

Devant ce constat, le 14 avril 1995, l'ONU autorise l'Irak à vendre du pétrole pour financer l'achat de médicaments et de nourriture. Puis, en 1996, le programme « pétrole contre nourriture » voit le jour. L'Irak a désormais le droit de vendre du pétrole pour 2 milliards de dollars tous les six mois. L'ONU supervise alors les exportations de pétrole irakien ainsi que la distribution de nourriture et de médicaments, acquis grâce aux recettes pétrolières. Cependant, en parallèle de cette vente légale de pétrole, le régime de Saddam Hussein met en place un système de corruption. L'État vend alors du pétrole à des clients peu scrupuleux, avec une hausse de 30 centimes par baril. Au total, 1,8 milliard seront récoltés, puis transférés vers les ambassades ou des comptes offshores. Finalement, le programme s'arrête en mars 2003 avec l'intervention américaine, laissant derrière lui un pays gangrené par la corruption et avec une population en grande détresse économique.¹⁵¹

II.3.3. L'Irak et la première guerre du Golfe

Le 2 août 1990, l'Irak envahit le Koweït, pays riche en pétrole et disposant d'un précieux accès maritime. Cette agression est aussi motivée par le refus du Koweït d'effacer une dette de Saddam Hussein de 80 milliards pour financer une guerre contre l'Iran¹⁵². De plus, l'augmentation de la production de pétrole koweïti, entraînant une chute du cours du pétrole et pénalisant l'Irak constitue une justification supplémentaire de cet envahissement fulgurant. En réaction, les États-Unis de George H.W Bush pressent la communauté internationale d'intervenir. L'ONU condamne alors cette invasion et met en place un embargo le 6 août 1990, ainsi qu'un ultimatum à Saddam Hussein, lui ordonnant de retirer ses troupes du Koweït avant le 15 janvier 1991. Le même jour, les États-Unis lancent l'opération « bouclier du désert » et déploient près de 100 000 hommes pour protéger l'Arabie Saoudite, allié stratégique des États-Unis et possédant d'immenses ressources pétrolières. En attendant la date de l'ultimatum, les États-Unis et ses alliés (Arabie saoudite, France, Royaume-Uni) vont continuer de masser des troupes en Arabie saoudite afin d'assurer sa protection contre une éventuelle offensive irakienne. Le 16 janvier 1991, 400 000 militaires seront mobilisés pour le déclenchement à venir de l'opération « Tempête du désert » (en anglais : Desert Storm).

¹⁵⁰ RIGAUD Françoise, « Irak : le temps suspendu de l'embargo ». In : *Critique internationale* [en ligne]. 2001, vol. 2, n° 11, p. 15-24. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2001-2-page-15.htm>

¹⁵¹ LE MONDE. « Pétrole contre nourriture », un scandale mondial. In : *Le Monde.fr* [en ligne]. 5 août 2011. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/societe/article/2011/08/05/petrole-contre-nourriture-un-scandale-mondial_1555883_3224.html.

¹⁵² JEANNIN Marine. « Quels étaient les grands enjeux de la guerre du Golfe ? ». In : *Geo.fr* [en ligne]. 3 mai 2022. Disponible à l'adresse : <https://www.geo.fr/geopolitique/quels-etaient-les-grands-enjeux-de-la-guerre-du-golfe-209543>.

Devant le refus de Saddam Hussein de retirer ses troupes du Koweït le 17 janvier 1991, l'ONU missionne la coalition internationale dirigée par les États-Unis d'intervenir. L'opération « Tempête du désert » est lancée, plongeant l'Irak sous le feu de bombardements intenses durant six semaines. Durant cette période, 88 500 tonnes de bombes seront larguées, détruisant la majeure partie des infrastructures militaires et civiles irakiennes. Le 24 février, l'offensive terrestre est lancée sous le nom « Sabre du désert ». Pendant 100 heures, l'Irak va subir la toute-puissance de la coalition. Devant une telle force, les irakiens se retirent du Koweït le 26 février, en incendiant au passage les puits de pétrole. Le 28 février 1991, George H.W Bush déclare un cessez-le-feu et la fin de la guerre du pétrole sera actée le 3 avril 1991 par le conseil de sécurité de l'ONU. Au total, cette guerre aura conduit à 292 morts du côté de la coalition contre 40 000 civils et près de 100 000 soldats du côté irakien¹⁵³.



Figure 16 : Puits de pétrole en feu au Koweït, incendiés par les troupes irakiennes en retraite.¹⁵⁴

II.3.4. Afghanistan, les opérations clandestines de la CIA

En décembre 1979, l'URSS débute une intervention militaire en Afghanistan dans le but de préserver le gouvernement communiste en place, ébranlé par des révoltes. Nous détaillerons en Annexe 4 les origines et le déroulement de l'intervention soviétique. Dans cette partie, nous tenterons de comprendre comment les États-Unis sont parvenus à user de leur influence pour contrer l'armée russe et les communistes afghans au cours d'une habile opération de renseignement. L'Afghanistan est un pays complexe, doté d'un relief important. Y cohabitent différentes ethnies (Pachtouns, Tadjiks,

¹⁵³ FRANCEINFO. Guerre du Golfe : 30 ans après, le récit d'un conflit historique. *Franceinfo* [en ligne]. 3 août 2020. Disponible à l'adresse : https://www.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/irak/guerre-du-golfe-30-ans-apres-le-recit-dun-conflit-historique_4065187.html.

¹⁵⁴ GUYOT, Pascal. [sans titre]. In : *Il y a 30 ans, l'invasion éclair du Koweït par l'Irak* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://fr.timesofisrael.com/il-y-a-30-ans-linvasion-eclair-du-koweit-par-lirak/>

Hazaras, ...), qui parlent différentes langues (essentiellement Dari, Pachtou et Ourdou). La population est à 85% rurale, et résolument musulmane. Elle est majoritairement sunnite, à 85%, avec une minorité chiite qui constitue le reste de la population.

La C.I.A envoya ses équipes opérationnelles au début de la guerre d'Afghanistan afin de prendre contact avec les chefs de guerre afghans opposés aux Talibans. Le 27 septembre 2001, la première équipe, baptisée Jawbreaker¹⁵⁵, sous la direction de Gary Schroen, elle est arrivée dans la vallée du Pandjchir et est devenue la première équipe américaine en Afghanistan. Ces équipes étaient composées d'officiers paramilitaires de la « Special Activities Division » (Division des Activités Spéciales). Ils ont fait l'objet d'une certaine couverture médiatique en Afghanistan, notamment à la suite de la découverte de la mort d'un officier paramilitaire de la C.I.A lors de la mutinerie de Qala-e-Jangi¹⁵⁶.

À cette époque, la Special Activities Division était composée d'environ 200 individus et semblait être structurée en plusieurs groupes :

- le Special Operations Group qui mène les opérations paramilitaires
- le Foreign Training Group chargé de la formation de services de police et de renseignement étrangers
- le Propaganda and Political Action Group chargé de la désinformation
- le Computer Operations Group qui s'occupe de la guerre de l'information
- le Proprietary Management Staff qui gère les compagnies fictives servant de couvertures aux activités secrètes

La « *Special Activities Division* » n'était composée que de quelques dizaines d'officiers paramilitaires au début de la guerre d'Afghanistan. De nombreux individus étaient formés dans une autre profession, comme officiers traitants ou officiers d'opérations, mais la majorité manquaient de compétences linguistiques pertinentes, de connaissances de l'Asie centrale ou d'expérience dans le domaine du contre-terrorisme. Rod Smith était le chef de la « *Special Activities Division* » lors des premières opérations en Afghanistan. John D. Bennett¹⁵⁷ fut l'un de ses successeurs.

¹⁵⁵ Central Intelligence Agency. In : CIA's Jawbreaker team lands in Afghanistan; four hours later, communications were up and running. In : C.I.A (.gov).26 septembre 2001. Disponible sur : <https://www.cia.gov/legacy/museum/cias-jawbreaker-team-lands-in-afghanistan/> [Consulté le 26 mai 2024]

¹⁵⁶La mutinerie de Qala-e-Jangi dure du 25 novembre au 1er décembre 2001. Par son intensité, elle a pris les allures d'une véritable bataille. Elle s'est terminée par la victoire des États-Unis et de l'Alliance du Nord.

¹⁵⁷ John D. Bennett, Agent secret chevronné et ancien membre du corps des Marines, John Bennett avait rejoint la CIA en 1981. Il avait dirigé la section des activités spéciales paramilitaires secrètes, avant de devenir chef adjoint de la section africaine de la CIA. A 58 ans, il a été nommé à la tête du National Clandestine Service (NCS) réseau de renseignement de la CIA qui est chargé de coordonner toutes les activités de renseignement extérieur des différentes agences américaines. Entité semi-indépendante.

Avant le début de la guerre d'Irak, la C.I.A a également envoyé des équipes paramilitaires au Kurdistan irakien, ce qui entraînera la création du réseau DBROCKSTARS¹⁵⁸.

La Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis a recommandé dans son rapport final (2004) de confier toutes les opérations paramilitaires au département de la Défense et de fusionner toutes ces activités avec celles de l'United States Special Operations Command, les opérations devant être planifiées de manière collective. Les arguments avancés sont que la C.I.A n'avait conservé qu'une petite capacité d'action clandestine avant le 11 septembre, et que ces capacités sont en contradiction avec celles du département de la Défense. Si les ressources étaient regroupées en une seule entité, leur efficacité et leur coût seraient améliorés.

Cette idée pose plusieurs interrogations, notamment la question de la surveillance de ces opérations (les lois qui régissent les actions secrètes diffèrent de celles qui régissent les opérations de l'armée) et la peur d'une perte de souplesse de la C.I.A qui était l'un de ses atouts par rapport aux forces spéciales militaires. Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense, et Porter Goss, directeur de la C.I.A, s'opposèrent à une fusion, qui d'ailleurs est l'une des rares recommandations de la Commission qui n'a pas été suivie.

La littérature utilise souvent le terme "Programme afghan" pour désigner l'opération secrète de la CIA visant à armer les moudjahidines afghans opposés au gouvernement communiste afghan, soutenu par l'URSS. Le président Jimmy Carter déclencha cette opération, connue sous le nom de code « Opération Cyclone », le 3 juillet 1979, et elle ne se termina qu'au 1er janvier 1992 sous l'administration George H. W. Bush.

La guerre d'Afghanistan attire alors des milliers de jihadistes étrangers venant de différents pays arabes tels que la Syrie, l'Irak, l'Algérie, etc. Selon des estimations, cette guerre a entraîné la participation de 17 000 à 35 000 musulmans étrangers provenant de 43 pays musulmans. Le Pakistan recense environ 13 700 Afghans arabes avec des visas délivrés, dont 5 000 Saoudiens, 3 000 Yéménites, 2 800 Algériens, 2 000 Égyptiens, 400 Tunisiens, 370 Irakiens et 200 Libyens. Il n'y a que 44 Afghans arabes qui ont été tués pendant la guerre. Au milieu des années 1980, la C.I.A envisage de les soutenir, dans une sorte de « brigade internationale », mais ces projets ne se concrétisent pas. La CIA ne forme qu'une minorité d'Afghans. Ces islamistes sont accueillis par certains groupes soutenus par la CIA via l'I.S.I (Inter-Services Intelligence), comme Sayaf et Haqqani. En 1986, Djalâlouddine Haqqani accueille le millionnaire Oussama ben Laden, qui devient ensuite le fondateur d'Al-Qaïda, dans la province de

¹⁵⁸ L'opération DBROCKSTARS fut une opération de la Central Intelligence Agency dirigée par Tom S. – un ancien des Special Forces d'une quarantaine d'années, chef de la base avancée de la CIA à Suleymanieh dans le Kurdistan irakien sous la supervision de Charlie Seidel – qui deviendra le premier chef de poste à Bagdad après la chute du régime baasiste – qui recrute puis actionne un réseau composé de 87 informateurs irakiens dont certains haut placés qui ont été équipés de téléphone par satellite Thuraya pour maintenir une voie de communication et indiquer les points faibles du régime irakien.

Khost. Le Maktab al-Khadamāt, un bureau de recrutement de combattants pour l'Afghanistan, est alors dirigé par Ben Laden.

Vincent Cannistraro, ancien de l'Irangate et chef du groupe de travail de l'Afghanistan à la Maison-Blanche, est à la tête du programme afghan. D'autres figures du programme sont, pour la CIA, John McGaffin, directeur du programme, et l'agent Gust Avrakotos, et du côté politique, le député Charles Wilson, membre du Sous-comité des crédits à la Défense de la Chambre des États-Unis, et Joanne Herring, la consule honoraire américaine au Pakistan. Le programme afghan fut un succès indirect pour les États-Unis, qui contribue à l'affaiblissement du bloc de l'Est de 1991, mais il est également précurseur de la montée en puissance des Talibans, qui perdront le pouvoir temporairement après la seconde guerre d'Afghanistan de 2001. Le pays est repris par les talibans en août 2021, quarante-deux ans après le programme afghan, après que Donald Trump a annoncé l'aboutissement du retrait des troupes américaines confirmé par Joe Biden. Le 30 août 2021, les dernières forces américaines quittent l'Afghanistan et la guerre d'Afghanistan de 2001 est officiellement perdue. Même après le départ des soldats américains du territoire afghan, des agents faisant partie des renseignements américains sont restés au sein de certaines bases secrètes de renseignement et/ou de torture, plus communément appelées Black Sites / Torture Rooms de la C.I.A, dont certaines sont restées actives en Afghanistan jusqu'en 2021.



Figure 17 : Incendie de la base secrète de la CIA à Kaboul, Afghanistan ¹⁵⁹

Avant le départ des troupes américaines, les voitures, minibus et véhicules blindés utilisés par la C.I.A pour mener sa guerre de l'ombre en Afghanistan avaient été alignés et incendiés au-delà de toute

¹⁵⁹ GRAHAM-HARRISON, Emma. Taliban special forces show journalists around the abandoned compound. In : Inside the CIA's secret Kabul base, burned out and abandoned in haste. In : The observer [en ligne]. 3 octobre 2021. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/world/2021/oct/03/inside-the-cias-secret-kabul-base-burned-out-and-abandoned-in-haste> (consulté le 22 mai 2024)

possibilité d'identification. Lorsque le feu avait refroidi, des flaques de métal fondu s'étaient figées sous leurs carcasses gris cendré en dépôts permanents brillants de métal.

Ce « faux village afghan où ils entraînaient des forces paramilitaires liées à certaines des pires violations des droits de l'homme lors de la guerre s'était effondré sur lui-même. Seul un haut mur de béton surplombait encore les tas de boue et de poutres tordues, autrefois utilisés pour s'entraîner aux raids nocturnes détestés sur les maisons civiles. La grande réserve de munitions a été démolie. Les multiples armes utilisées pour tuer et mutiler des hommes, des fusils aux grenades, des mortiers à l'artillerie lourde, placées sur trois longues rangées de conteneurs, superposées, ont été réduites à des morceaux de métal tordu. La détonation massive, qui a eu lieu peu après l'attentat suicide de l'aéroport de Kaboul le 26 août 2021¹⁶⁰, a bouleversé et effrayé la capitale. » la journaliste Emma GRAHAM-HARRISON¹⁶¹. Tous ces édifices se trouvaient au sein de la CIA, qui a été le centre sombre et secret de la « guerre contre le terrorisme » menée par les États-Unis pendant 20 ans, un lieu où se sont multipliés certains des abus les plus graves qui ont perturbé l'opération en Afghanistan.

Pendant de longues années, la C.I.A a mené de nombreuses opérations clandestines en Afghanistan à travers la société « BlackWater¹⁶² » qui emploie des agents de sécurité privés qui ont participé à certaines des activités les plus sensibles de la C.I.A. Des raids clandestins avec des agents de l'agence contre des personnes soupçonnées d'être des insurgés en Irak et en Afghanistan, ainsi qu'au transport de détenus. Les raids contre les suspects ont eu lieu presque tous les soirs au plus fort de l'insurrection irakienne, de 2004 à 2009, et ont été menés par des agents de l'agence. L'insurrection irakienne de 2004 à 2006, le personnel jouant un rôle central dans ce que les initiés de l'entreprise appelaient "l'enlèvement" dans ce que les initiés de l'entreprise appelaient des opérations de « vol à l'arraché » et d'anciens officiers de renseignement. L'entreprise emploie et entraîne des gardes de sécurité privée, et est le plus gros sous-traitant privé du ministère des Affaires étrangères américain (*State Department*), et réalise au moins 90% de son chiffre d'affaires grâce à des contrats gouvernementaux. L'entreprise, créée en 1997 par Erik Prince, fait régulièrement l'objet de controverses, et est considérée par beaucoup comme une entreprise de mercenaires. Selon une statistique menée par CNN, il y a plus de sous-traitants privés payés par les États-Unis en Afghanistan que de soldats américains. Plusieurs anciens gardes de BlackWater ont déclaré que leur participation à ces opérations était devenue si routinière que les lignes censées séparer la Central Intelligence Agency, l'armée et cette société s'étaient estompées et sont

¹⁶⁰ Après la prise de Kaboul par les talibans le 15 août 2021, qui contrôlent déjà les postes-frontières terrestres vers les pays voisins, l'aéroport international Hamid-Karzai est devenu le seul moyen sûr de quitter l'Afghanistan désormais aux mains des talibans.

¹⁶¹ GRAHAM-HARRISON, Emma. Taliban special forces show journalists around the abandoned compound. In : Inside the CIA's secret Kabul base, burned out and abandoned in haste. In : The observer [en ligne]. 3 octobre 2021. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/world/2021/oct/03/inside-the-cias-secret-kabul-base-burned-out-and-abandoned-in-haste> (consulté le 22 mai 2024)

¹⁶² TATUM, Sophie. Blackwater founder questions US Afghanistan strategy In : CNN [en ligne]. 7 août 2017. Disponible sur : <https://edition.cnn.com/2017/08/07/politics/erik-prince-afghanistan-cnntv/index.html> (consulté le 24 mai 2024)

devenues floues. Au lieu d'assurer simplement la sécurité des agents de la C.I.A., le personnel est parfois devenu un partenaire nous pouvons même dire un sous-traitant dans des missions visant à capturer ou à tuer des militants en Irak et en Afghanistan. Lorsque l'insurrection irakienne a atteint son apogée entre 2004 et 2006, où les raids sur des individus suspects étaient très répandus, des employés de BlackWater ont joué un rôle essentiel dans ces opérations. Plusieurs anciens gardes de sécurité de BlackWater affirment que leur implication dans ces opérations était tellement routinière qu'il était devenu difficile de différencier la C.I.A, l'armée et BlackWater. Au lieu de simplement s'occuper de la sécurité des agents de la C.I.A, les employés de cette société étaient parfois des partenaires dans des missions où des militants étaient capturés ou tués en Irak et en Afghanistan. Par ailleurs, d'anciens salariés de BlackWater ont contribué à assurer la sécurité de certains vols de la C.I.A transportant des détenus dans les années qui ont suivi les attentats terroristes de 2001 aux États-Unis. Les missions secrètes révèlent des liens bien plus profonds entre l'agence de renseignement et l'entreprise de sécurité privée que ce que le gouvernement veut bien reconnaître. Le partenariat entre BlackWater et la C.I.A a été extrêmement rentable pour l'entreprise basée en Caroline du Nord, et s'est encore renforcé quand plusieurs responsables de haut niveau de l'agence de renseignement ont rejoint cette structure ». Le rôle de de cette structure dans ces opérations secrètes soulève des inquiétudes quant à la mesure dans laquelle des sociétés de sécurité privées, engagées pour des missions de garde défensive, ont participé à des opérations militaires et de renseignement offensif.

Le représentant Rush D. Holt, démocrate du New Jersey et président du House Select Intelligence Oversight Panel, a déclaré dans une interview que « *l'utilisation de sous-traitants dans les opérations de renseignement et les opérations paramilitaires est un scandale qui ne demande qu'à être examiné* ». Bien qu'il ait refusé de commenter des opérations spécifiques, M. Holt a déclaré que l'utilisation de sous-traitants dans de telles opérations « est devenue incontrôlable ». Il a ajouté : « C'est très troublant pour beaucoup de gens ». Leon E. Panetta, directeur de la C.I.A., avait lancé un examen interne de tous les contrats de BlackWater avec l'agence afin de s'assurer que la société n'effectuait pas de missions « de nature opérationnelle », selon un représentant du gouvernement. Les responsables du renseignement nient en bloc que l'agence n'ait jamais fait appel à la société « BlackWater » pour faire entrer ou sortir des détenus de grande valeur des prisons secrètes de la C.I.A qui ont été fermées au début de l'année. M. Corallo, le porte-parole de la société, à déclarer que le personnel de l'entreprise n'avait jamais été impliqué dans les opérations de la C.I.A dont les « vols de restitution » de la C.I.A, qui avait pour but de transférer des personnes soupçonnées de terrorisme vers d'autres pays pour y être interrogées.

BlackWater, aujourd'hui connue sous le nom de Xe Services, a fait l'objet de vives critiques pour ce que les Irakiens ont qualifié d'imprudente la conduite de ses gardes de sécurité, et la société a perdu son lucratif du département d'État pour assurer la sécurité diplomatique de l'ambassade des États-Unis à Bagdad. L'ambassade des États-Unis à Bagdad au début de l'année après une fusillade en 2007 qui a causé la mort de 17 civils irakiens morts.

III – La remise en cause de l'hégémonie américaine au Moyen-Orient

III.1. L'enlèvement des États-Unis et point de bascule

III.1.1. Les « gendarmes du monde » face aux forces de l'« *axe du mal* »

La politique étrangère américaine est fortement influencée par le dualisme entre idéalisme et réalisme, une dynamique profondément ancrée dans l'héritage des pères fondateurs. La diplomatie américaine est souvent perçue comme cynique et hypocrite en raison de cette caractéristique, car elle défend les droits humains et la démocratie tout en ayant des intérêts stratégiques. Ce mélange d'idéalisme et de réalisme, très bien représenté à l'époque Jeffersonienne, renforce la capacité de l'Amérique à avoir un impact positif sur les affaires internationales. Le libre-échange et la libre circulation constituent la base de la puissance des États-Unis, qui se traduit par une stratégie passive-agressive. Cette stratégie a été clairement définie sous l'administration Clinton, associant intrinsèquement le progrès de la démocratie à celui de l'économie de marché. L'objectif de cette politique est de favoriser la libéralisation des régimes politiques non démocratiques, anciens alliés pendant la Guerre Froide, par le biais de pressions économiques, dans le but de favoriser un libéralisme plus étendu, considéré comme indispensable non seulement pour ces pays, mais aussi pour les intérêts économiques américains. Les actions morales sont toutefois souvent compensées par la réalité des intérêts nationaux américains, étendues et fluctuantes. Les États-Unis ne se contentent pas de promouvoir la démocratie, mais aussi de préserver leurs intérêts, souvent en anticipant les répercussions à long terme des conflits mondiaux. Il faut surveiller de façon régulière et intervenir lorsque cela est nécessaire pour préserver la stabilité générale. Même si l'intervention militaire américaine est légitime au nom de la liberté et de la démocratie, elle soulève des questions quant à sa légitimité.

Les interventions, comme celle en Irak, ont été souvent critiquées tant au niveau international que par les populations locales, mettant en évidence un écart entre les motivations affirmées des États-Unis et la perception de leur politique impérialiste. L'intervention en Somalie en 1993 met bien en évidence cette perception. Après une crise humanitaire accentuée par des conflits locaux, les États-Unis ont sollicité l'intervention de l'ONU pour mettre fin à la famine et établir des institutions démocratiques. Bien que cette intervention ait été de bonne volonté, elle a été confrontée à des difficultés pratiques et à des réactions négatives, ce qui met en lumière les limites de l'interventionnisme. La politique George H.W. Bush et de ses successeurs a témoigné d'une volonté de coopération internationale, notamment avec l'ONU, et de réaliser des opérations dans un contexte multinational. Après la Guerre Froide, cette méthode a joué un rôle crucial dans la promotion des droits de l'homme et dans la promotion d'une stabilité mondiale. Après la victoire dans la guerre du Golfe, la déclaration de Bush en 1991, « *America is back* », a ouvert une nouvelle ère de diplomatie active, malgré les enseignements douloureux de la Somalie. Cette politique a perduré sous Bill Clinton, malgré les oppositions partisans. Le modèle

américain de démocratie et la libéralisation économique ont été encouragés par son administration, qui a adopté la doctrine de l'élargissement et de l'engagement, dans le but de jouir des « bénéfices de la paix ». Une stratégie diplomatique et militaire était nécessaire pour réaliser cette vision globale, en renforçant la coopération avec l'ONU et en diffusant à la fois le modèle politique et économique américain à l'échelle mondiale.

« *C'est un régime qui a quelque chose à cacher au monde civilisé. Des États comme ceux-là, et leurs alliés terroristes, constituent un axe du mal, s'armant pour menacer la paix dans le monde. En cherchant à se doter d'armes de destruction massive, ces régimes représentent un danger grave et croissant* »¹⁶³, ce furent les mots prononcés par George W. Bush à propos du régime iranien durant son discours au Congrès retransmis publiquement le 29 janvier 2002¹⁶⁴. Cet extrait propose une définition de ce que l'on pourrait appeler, les « ennemis » des États-Unis. L'« axe du mal » est un terme proposé par David Frum, alors conseiller présidentiel, pour qualifier tous les pays du « Proche et du Moyen-Orient dont l'islamisme militant traduisait la haine de l'Occident et de ses succès matériels »¹⁶⁵. Cette notion peut également renvoyer à un monde binaire dans lequel les États-Unis se proposent d'endosser le rôle de libérateur. La vision binaire du monde de George W. Bush met en avant un argument d'origine religieuse pour justifier celui de la politique (interventionnisme) américaine au Moyen-Orient.

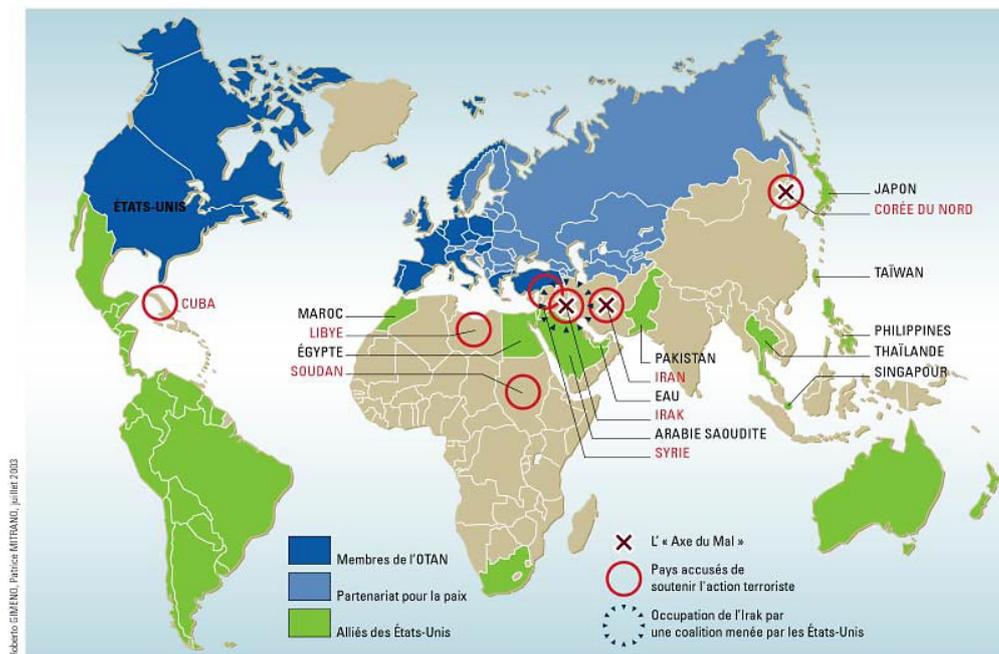
Avec ces éléments et ceux de la partie I.1.1. La vision messianique, on comprend mieux l'état d'esprit américain, attaqué pour la première fois sur son sol continental. Une attaque qui a profondément touché la population américaine même encore aujourd'hui, victime psychologique de la démolition du symbole que représente le World Trade Center (« *le temple matérialiste du commerce international* »). Les « néo-conservateurs » groupent ainsi dans l'« axe du mal », quelques-uns des pays accusés de soutenir le terrorisme international, appelés « États voyou » (en anglais : *Rogue States*). On retrouve notamment, l'Iran, l'Irak sous le régime de Saddam Hussein et la Corée du Nord. Deux de ces pays sont situés au Moyen-Orient (Figure 18 : Les États-Unis, ses alliés et l'« axe du mal » en 2003.).

¹⁶³ “This is a regime that has something to hide from the civilized world. States like these, and their terrorist allies, constitute an axis of evil, arming to threaten the peace of the world. By seeking weapons of mass destruction, these regimes pose a grave and growing danger.”

¹⁶⁴ WASHINGTON POST, 2002. President Bush's 2002 State of the Union Address. washingtonpost.com. [en ligne]. [Consulté le 26 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/wp-srv/onpolitics/transcripts/sou012902.htm>

¹⁶⁵ RIGAL-CELLARD, Bernadette, 2003. Le président Bush et la rhétorique de l'axe du mal. Droite chrétienne, millénarisme et messianisme américain. Études. 2003. Vol. 399, n° 9, pp. 153-162. DOI 10.3917/etu.993.0153.

Les États-Unis et le monde



© *Questions internationales*, numéro 3, La Documentation française, Paris, septembre-octobre 2003.
<http://www.ladocfrancaise.gouv.fr/revues/qi/sommaires/3/sommaire3.shtml>

Figure 18 : Les États-Unis, ses alliés et l' « axe du mal » en 2003.

De nombreuses interventions américaines au Moyen-Orient vont avoir lieu dans les années qui suivent 2001. Le Moyen-Orient va être particulièrement touché puisqu'il s'agit d'un espace où de nombreux groupes armés, considérés par l'ONU comme terroristes, prospèrent encore aujourd'hui¹⁶⁶. Les Talibans, eux, ont des ambitions uniquement dans le contrôle de l'Afghanistan. Al-Qaïda, tristement célèbre pour les attentats du 11 septembre 2001, porte quant à elle des ambitions mondiales avec son djihad (compris ici comme le djihad mineur, à savoir la « guerre sainte »). L'État Islamique (Daech), scission d'Al-Qaïda, en Irak principalement, possède également d'autres aspirations mondiales comme celle de la création d'un califat islamique sunnite (texte de l'administration de la sauvagerie d'Abu Bakr Naji). Selon Michele Groppi, ces trois groupes ont en commun leur vision intransigeante de l'islam sunnite. « *Ils pensent que la violence au nom de la foi est justifiée.* »¹⁶⁷. Les milices pro-chiïtes sont aussi un point important de surveillance pour les États-Unis¹⁶⁸ dans leur combat contre l'arc-chiïte. De différentes manières et avec différents objectifs, ces organisations vont être au cœur des préoccupations américaines

¹⁶⁶ GÉO, 2023. Quelle est la différence entre État islamique, Al-Qaïda et talibans ? Geo.fr [en ligne]. 10 décembre 2023. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.geo.fr/geopolitique/quelle-est-la-difference-entre-etat-islamique-al-qaïda-talibans-217873>

¹⁶⁷ BBC, 2021. En quoi les talibans, l'État islamique et Al-Qaïda sont-ils différents ? BBC News Afrique [en ligne]. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.bbc.com/afrique/monde-58436444>

¹⁶⁸ LE MONDE, 2024. Les États-Unis répliquent aux milices pro-iraniennes en Syrie et Irak mais évitent la confrontation directe avec Téhéran. Le Monde.fr [en ligne]. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/02/03/les-etats-unis-repliquent-aux-milices-pro-iraniennes-en-syrie-et-irak-mais-evitent-la-confrontation-directe-avec-teheran_6214543_3210.html

dans leur volonté de sécuriser le Moyen-Orient. La difficulté pour les États-Unis réside en la manière de trouver ces groupes étant donné qu'il ne s'agit pas d'armées régulières (conflits asymétriques).

Les questions que l'on peut dès lors se poser sont donc : y a-t-il réellement une noblesse de cause dans l'interventionnisme américain au Moyen-Orient ? Est-ce que la guerre apparaît comme un dernier recours ? Est-ce que le mal engendré par la guerre sera inférieur au mal évité ? Si oui, la protection des populations civiles sera-t-elle encadrée ? Est-ce qu'une chance raisonnable de succès est envisagée dans des conflits qui n'opposent pas des armées régulières¹⁶⁹ ? Toutes ces questions posent la légitimation d'une *guerre juste* au sens donné par Michael Walzer, philosophe américain¹⁷⁰. Cette notion essentielle, utilisée depuis que l'on tente de justifier la guerre, est fondamentale dans la géopolitique moderne (« *guerre juste ou juste la guerre ?* »). C'est dans un contexte aux multiples crises internationales que les États-Unis tentent de diriger la scène politique globale en endossant le rôle de « *gendarmes du monde* », tentant par la guerre de résoudre les menaces et les conflits. Finalement, quelle était le vrai but de l'intervention américaine dans un contexte où la guerre n'apporte pas la paix ?

III.1.2. Les néo-conservateurs aux rênes de la guerre d'Irak de 2003

« *Il ne peut faire aucun doute que Saddam Hussein possède des armes biologiques* » (extrait du discours de Colin Powell devant l'ONU, le 5 février 2003)¹⁷¹. Le mensonge est écrit dans le marbre, les manipulations arrivent à leur terme et l'invasion des États-Unis d'Amérique en Irak commencera le mois suivant le 19 mars 2003, un an, sept mois et huit jours après les attentats du 11 septembre 2001. Colin Powell, secrétaire d'État américain reviendra sur son discours à l'ONU des années plus tard et affirmera que bien qu'il n'eût pas conscience du mensonge, cette erreur restera dans sa vie politique à jamais. Pourtant, Powell n'a été qu'un outil parmi d'autres pour justifier l'intervention américaine en Irak, les chefs d'orchestre de cette guerre sont aujourd'hui connus : Dick Cheney, Donald Rumsfeld, Bernard Lewis... les néo-conservateurs.

¹⁶⁹ PETIT, Romain, 2024. De la guerre juste au droit des conflits armés [Cours Diaporama]. Université de Technologie de Troyes

¹⁷⁰ LE MONDE, 2006. « Guerres justes et injustes », de Michael Walzer : typologie de l'enfer. Le Monde.fr [en ligne]. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/livres/article/2006/04/06/typologie-de-l-enfer_758712_3260.html

¹⁷¹ Le Secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, Présente des informations « Sûres et fiables » sur les tentatives de L'Irak de dissimuler les armes et activités interdites par la résolution 1441 | couverture des réunions & communiqués de presse. Dans : United Nations [en ligne]. United Nations, [s. d.]. [Consulté le 12 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://press.un.org/fr/2003/cs2444.doc.htm>



Figure 19 : Cheney aux rênes de l'administration Bush en 2001, par Mark Wilson¹⁷²

Le 11 septembre 2001, deux visions naissent : celle de la compassion, à majorité occidentale, envers le peuple américain touché profondément sur son territoire et celle de l'opportunité des dirigeants. Il est parfois exagéré de dire que la vie de millions de personnes peut se décider dans des salles sombres, ici le bunker de la Maison Blanche, mais en l'occurrence il n'en est rien. Le 11 septembre, pendant que les tours jumelles s'effondrent et que le monde regarde la première puissance mondiale, vainqueur des deux grandes guerres mondiales et de la Guerre Froide, subir l'attaque terroriste la plus meurtrière jamais connue, Dick Cheney, vice-président des États-Unis, trace un chemin clair vers une nouvelle voie d'interventionnisme américaine. Il se munira d'outils de prise de décisions jamais utilisés dans l'histoire des États-Unis, et l'Irak sera la première victime de cette prise de pouvoir¹⁷³.

Entrer dans la psyché des organes du pouvoir est la première étape pour comprendre l'intervention américaine en Irak. La seconde est de comprendre ce qu'est le narratif néo-conservateur et la création de nouveaux récits dans le but de faciliter l'acceptabilité de la guerre pour la communauté internationale. Avant de continuer, il faut retenir une chose, l'intérêt, plus tard transformé en

¹⁷² LEMANN, Nicholas. How the bushes misunderstood Cheney. Dans : The New Yorker [en ligne]. The New Yorker, 12 novembre 2015. Disponible à l'adresse : <https://www.newyorker.com/news/news-desk/how-the-bushes-misunderstood-cheney>

¹⁷³ Voir Annexe 5 : La vie de Dick Cheney, la tête pensante de la guerre d'Irak

obsession¹⁷⁴, pour l'Irak de Saddam Hussein n'a rien de neuf : « *La focalisation des néoconservateurs sur l'Irak n'a pas attendu le 11 septembre 2001 pour se manifester. Dès 1992, Paul Wolfowitz, alors Secrétaire à La Défense avait prôné dans un rapport confidentiel le recours à la guerre préventive pour renverser Saddam. En janvier 1998, il avait redirigé avec Paul Kagan une lettre ouverte au président Bill Clinton, signé par une vingtaine d'intellectuels néoconservateurs, l'enjoignant de renverser Saddam d'urgence* »¹⁷⁵. Pour terminer, dès 1997, des premiers soupçons sur la présence des armes de destructions massives émergent et « *l'Irak doit prouver ses intentions pacifistes...* » (Albright 1997)¹⁷⁶. Le narratif qui justifiera l'envoi de troupes armées américaines s'élabore : guerre préventive, armes de destruction massive... D'autres notions ont vu le jour, elles seront étudiées en partie à travers le prisme d'H. Laurens dans son livre *L'Orient Arabe à l'heure américaine* :

- **L'Axe du Mal**, prononcé pour la première fois lors du discours du 29 janvier 2002 est avant un discours porté par des idéaux de droite chrétienne, historiquement antisémite.
- **La Guerre préventive et les états voyous**, l'objectif est dans une même case tous les pays (Iran, Syrie mais aussi Corée du Nord et Cuba) où les États-Unis pourraient potentiellement intervenir sous le couvert de la lutte contre le terrorisme. L'attaque terroriste se faisant par des attentats suicides il faut attaquer préventivement pour lutter contre cette menace.
- **Le Grand Moyen Orient**, où la doctrine de remodelage du Moyen-Orient, cette zone géographique théorique s'étendant du Maghreb au Pakistan en passant par la Somalie et l'Iran participa à la doctrine Bush et à l'ultra simplification de la région, largement critiquée. Vestige de Samuel Huntington et du « *Choc des civilisations* », ce concept sera abandonné par la suite bien qu'ayant servi son but premier qui est de justifier l'intervention dans chacune des zones de cette région.
- **La Guerre contre le terrorisme**, the *Global War On Terror* (GWOT), reste, encore aujourd'hui, un narratif aux lourdes failles conceptuelles mais au pouvoir de diffusion sans précédent. Le terrorisme est par nature diffus. Sa présence est au sein même des pays, des organisations, des royaumes. S'il est toujours complexe de remonter aux origines exactes de la création de l'État islamique, de Daesh, du Hezbollah... leur point commun est leur lieu de naissance : des pays ravagés par la guerre, la misère et la violence laissant la place au pire de ce

¹⁷⁴ SHARIATMADARI, David. Patrick Cockburn: « an effective terrorist attack requires the complicity of governments ». Dans: The Guardian [en ligne]. Guardian News and Media, 24 janvier 2015. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.theguardian.com/culture/2015/jan/24/patrick-cockburn-the-rise-of-the-islamic-state-books-interview-isis>

¹⁷⁵ BADIE, Bertrand et VIDAL, Dominique. *Le Moyen-Orient et le Monde: L'état du Monde 2021*. Paris : La Découverte, 2020. p. 85

¹⁷⁶ LAURENS, Henry, 2005. *L'Orient arabe à l'heure américaine : De la guerre du Golfe à la guerre d'Irak*. Armand Colin. p. 193

que l'Homme peut engendrer. Ainsi, « dire que l'on est en guerre contre le terrorisme révèle d'un non-sens sémantique car ce n'est pas une entité mais un mode d'action¹⁷⁷.

Derrière ce narratif se cache le véritable objectif de Washington : changer de régime politique en Irak. Mais « l'objectif est peu attractif pour l'opinion publique du pays et est inacceptable pour la communauté internationale. Dès lors, Washington et Londres ne peuvent jouer que sur la peur des armes de destruction massives »¹⁷⁸. Une nuance est apportée par l'historien : après les échecs de transmission des renseignements sur les essais de vol sur le territoire américain par des Saoudiens et plusieurs alertes remontées par les formateurs, les agences de renseignement ont tendance à surestimer les risques. L'artificialisation du danger que représente Saddam Hussein et les mensonges d'État permettront l'arrivée des troupes américaines et des bombardements le 19 mars 2003, deux jours seulement après le discours « guerrier » de Bush menaçant le diktat irakien. L'opinion internationale a été gagnée en partie et bien que certains politiques, Dominique de Villepin pour la France, refusent de consentir au déploiement des troupes armées devant le Conseil de Sécurité de l'ONU le 7 mars 2003, l'intervention aura bien lieu.

Les néo-conservateurs ont terminé leur plan et leur bilan sera doublement désastreux. Le premier volet se retrouve dans la naissance, due aux violences inqualifiables, d'organisations qu'ils étaient censés combattre : une nouvelle haine envers les États-Unis était née. Elle est engendrée en partie par des actes comme les tortures de la prison d'Abou Ghraïb, encadré par les « travaux » de J. Yoo¹⁷⁹ sur les mémos de la torture.

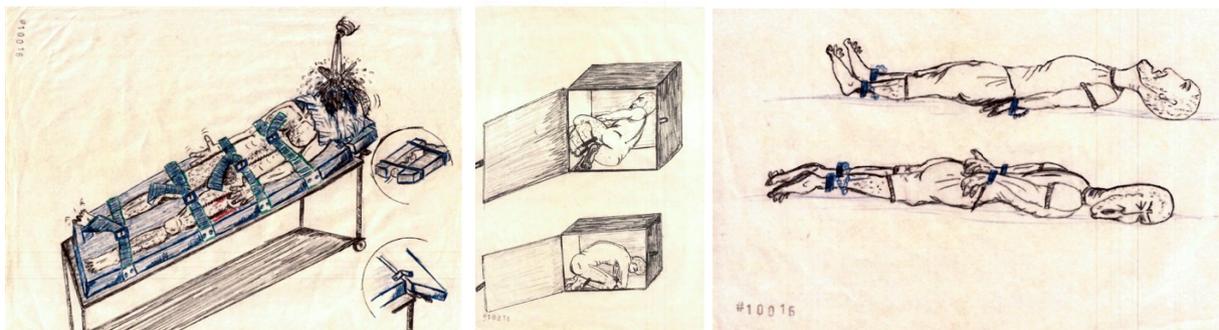


Figure 20 : Dessins réalisés des "interrogatoires forcés" par Abu Zubaydah, ancien détenu à Guantànamo

¹⁷⁷ ALONSO, Pierre. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer : « dire qu'on est en »guerre contre le terrorisme", c'est un non-sens sur le plan de la sémantique". Dans : Libération [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.liberation.fr/debats/2017/12/01/jean-baptiste-jeangene-vilmer-dire-qu-on-est-en-guerre-contre-le-terrorisme-c-est-un-non-sens-sur-le_1613906/

¹⁷⁸ LAURENS, Henry, 2005. L'Orient arabe à l'heure américaine : De la guerre du Golfe à la guerre d'Irak. Armand Colin. p. 215

¹⁷⁹ Yoo Memo - US Department of Justice - note interne. Dans : WikipediaCommons [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 1 juin 2024]. Disponible à l'adresse : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Yoo_memo.pdf

Afin de contourner le Droit International et d'orchestrer des violences psychiques et physiques sur les détenus, Yoo « invente » de nouvelles manières de torturer les potentiels terroristes notamment en les humiliant. Ces « interrogatoires renforcés » seront livrés par la CIA et l'armée américaine afin d'extorquer des informations aux membres capturés dans le cadre de la GWOT. Abou Ghraïb n'est pas l'exception de « quelques soldats américains » mais bien des conditions mises en place et légitimées par le pouvoir en place¹⁸⁰, les mêmes tortures ont eu lieu à la prison de Guantanamo. Si le déferlement de violence a donné des motivations supplémentaires aux organisations terroristes, certaines sont nées grâce aux mensonges d'État, c'est le cas de l'État islamique d'Irak et d'Al-Zarqaoui. Le gouvernement américain a tout essayé afin de gagner le soutien de la communauté internationale et l'une des tentatives était le rapprochement supposé entre un djihadiste entraîné dans les camps d'Afghanistan et le chef d'État Saddam Hussein. Si nous savons aujourd'hui que ce lien fût créé de toute pièce, la popularité neuve d'Al-Zarqaoui le propulsera à mener plusieurs attentats avant de devenir l'une des figures du terrorisme en participant à la création de Daesh¹⁸¹. Le second volet illustre cette défaite morale subie par les Américains. Le bilan humain est largement asymétrique et les résultats en 2011 sont trop insuffisants pour se convaincre d'une victoire. 461 000 morts côté irakiens, 7 500 dans les forces d'occupation¹⁸², c'est avec cet ordre de grandeur que peut se résumer la guerre en Irak.

L'outrage des néo-conservateurs et d'avoir tenté de justifier la guerre par tous les moyens possibles, entre mensonges et exagération de la réalité. Ces paroles ont tenu le temps de l'intervention irakienne et afghane. L'administration Bush a pu sauver la face, les criminels de guerre américains ont été épargnés par les procès et les États-Unis quittent l'Irak en laissant le pays à feu et à sang avec « *l'enfant maudit* » né de cette guerre : Daesh. Le projet initial, et illusoire, de « *rendre un Irak libre* »¹⁸³ ne verra pas le jour. Les États-Unis et la branche néo-conservatrice ont engendrés des ennemis qui hanteront le monde et plongera le XXI^{ème} siècle dans une ère de violence diffuse et d'incertitudes.

¹⁸⁰ Abou GHRAÏB : Les victimes de torture sont toujours en quête de réparation. Dans : Amnesty International [en ligne]. 18 juin 2021. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2006/04/abu-ghraib-torture-victims-still-seeking-redress-20060427/>

¹⁸¹ SAUNER, Virginie. Naissance et Développement de daech dans un contexte de fragilités de l'Irak (2003-2014) | cairn.info. Dans : Cairn [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 22 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2021-1-page-87.htm>

¹⁸² HAGOPIAN, Amy. Mortality in Iraq associated with the 2003–2011 war and occupation: Findings from a National Cluster Sample Survey by the University Collaborative Iraq Mortality Study. Dans : PLOS Medicine [en ligne]. Public Library of Science, [s. d.]. [Consulté le 22 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://journals.plos.org/plosmedicine/article?id=10.1371%2Fjournal.pmed.1001533>

¹⁸³ LAURENS, Henry, 2005. L'Orient arabe à l'heure américaine: De la guerre du Golfe à la guerre d'Irak. Armand Colin p. 247

III.1.3. Une guerre pour le pétrole

La guerre en Irak, déclenchée par les États-Unis, a suscité des interrogations sur ses motivations, notamment concernant le contrôle des ressources pétrolières. En effet, des personnalités politiques américaines, ont des liens étroits avec l'industrie pétrolière. Cela est par exemple le cas du président G.W Bush qui a lui-même dirigé la compagnie pétrolière « *Arbusto Energy/Bush exploration* » de 1978 à 1984. Ce qui peut amener à s'interroger sur leurs intérêts dans la région.¹⁸⁴ Selon des documents officiels, l'administration Bush considère le contrôle du pétrole comme une priorité de sa politique étrangère. En effet, l'« *American Way of Life* » est particulièrement coûteux en énergie et à cette époque, les États-Unis deviennent de plus en plus dépendants du pétrole étranger, notamment celui en provenance du Moyen-Orient. De plus, certains estiment que la guerre en Irak vise également à exercer un contrôle sur le marché pétrolier mondial et à influencer les pays producteurs, y compris les voisins de l'Irak comme l'Iran et l'Arabie saoudite. Des personnalités politiques américaines ont aussi évoqué la possibilité d'un protectorat sur les champs pétrolifères d'Arabie saoudite. L'Irak, riche en pétrole, serait désormais sous l'influence des États-Unis, devenant donc un enjeu majeur dans la stratégie énergétique et géopolitique américaine. L'occupation de l'Irak pourrait permettre aux États-Unis de contrôler le marché pétrolier et de maintenir leur position dominante dans le monde.¹⁸⁵

La fin de la guerre est aussi assez troublante. En effet, le retrait des troupes américaines en Irak est décrété peu après la découverte de gisement de pétrole de schiste sur le territoire des États-Unis. Désormais capable de produire son propre pétrole, les États-Unis ne sont donc plus dépendants d'un autre pays et n'ont plus besoin de maintenir l'opération en Irak. Dès le début du conflit, la question des motivations derrière la guerre en Irak a été un sujet de débat intense. Malgré la négation des États-Unis et de leurs alliés concernant toute implication liée au contrôle du pétrole, de nombreuses personnes ont remis en causes ces affirmations. Mais alors, y a-t-il des arguments qui montrent que le pétrole n'est pas la principale raison de cette guerre ?

Tout d'abord, d'un point de vue économique, engager un conflit pour s'approprier le pétrole irakien aurait été une décision extrêmement risquée et coûteuse. Les coûts énormes des opérations militaires, estimés à des dizaines de milliards de dollars, auraient dû être supportés principalement par le contribuable américain. De plus, la reconstruction de l'Irak et le « *nation building* » nécessiteraient des investissements massifs, dont les estimations des dépenses totales atteignent des centaines de milliards de dollars. Cette opération aurait été encore plus difficile sans le soutien d'une coalition internationale unanime, qui n'était pas présente cette fois-ci comme lors de la guerre du Golfe en 1990-1991. De plus,

¹⁸⁴ LES ECHOS. « 22. Les Bush, une si puissante famille... (17/08/2006) ». In : *Les Echos* [en ligne]. 17 août 2006. Disponible à l'adresse : <https://www.lesechos.fr/2006/08/22-les-bush-une-si-puissante-famille-17082006-592048>.

¹⁸⁵ WOOLSEY, R.James. Spiking the oil weapon : how to end America's dependence on Mideast despots. In : *Wall Street Journal* [en ligne]. 22 septembre 2002. Disponible à l'adresse : <https://www.wsj.com/articles/SB1032401963869076315>

la rentabilité à long terme de l'exploitation pétrolière en Irak aurait été incertaine et nécessiterait d'importants investissements pour moderniser les infrastructures pétrolières vétustes du pays (30 milliards de dollars)¹⁸⁶. Même une fois la victoire militaire acquise, il aurait fallu des années, pour que les revenus pétroliers commencent à amortir les sommes engagées.

En outre, il faut aussi prendre en compte les politiques stratégiques et sécuritaires établies par les dirigeants américains. Après les attentats du 11 septembre 2001, la lutte contre le terrorisme et contre les États soutenant le terrorisme est devenue une priorité absolue. L'Irak, classé depuis longtemps comme un état voyou, était soupçonné de développer des armes de destruction massive et de maintenir des liens avec des groupes terroristes. Selon les dirigeants américains, l'inaction face à cette menace aurait des conséquences bien plus graves que toute action militaire.

Finalement, la guerre en Irak a été motivée par plusieurs facteurs, dont le contrôle des ressources pétrolières était un élément crucial. Cette intervention militaire a été justifiée en partie par la lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive, mais aussi par la volonté de remodeler le Moyen-Orient selon les intérêts américains. Pour certains responsables comme Paul Wolfowitz et Richard Perle, le changement de régime en Irak visait à instaurer une démocratie favorable aux États-Unis¹⁸⁷. Bien que les attentats du 11 septembre 2001 aient servi de déclencheur, il est clair que l'Irak, en tant que producteur de pétrole, occupait une place particulière dans les priorités américaines. La sécurité énergétique a été un aspect central de la politique américaine, avec la volonté de réduire la dépendance à l'égard de sources instables et potentiellement hostiles. Saddam Hussein, en défiant l'ONU et en cherchant à acquérir des armes de destruction massive, a été perçu comme une menace à cette sécurité, offrant ainsi une justification supplémentaire à l'intervention américaine en Irak.

¹⁸⁶ MADELIN Henri. Irak, une odeur de pétrole. In : *Études* [en ligne]. 2003. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-etudes-2003-4-page-443.htm>

¹⁸⁷ PERLE, Richard. Next Stop, Iraq. In : *Foreign Policy Research Institute* [en ligne]. 14 novembre 2001. Disponible à l'adresse : <https://www.fpri.org/article/2001/11/next-stop-iraq/>

III.2 Un rejet de la puissance américaine

III.2.1 « L'impuissance de la puissance »

Dans un passage clé de son discours du 4 juin 2009, le président Obama évoque la nouvelle relation qu'il envisage entre les États-Unis et les États islamiques : « *Cette relation sera fondée sur les intérêts et le respect mutuels d'une part ; et sur la vérité que l'Amérique et l'Islam ne sont ni exclusifs, ni en guerre l'un contre l'autre d'autre part. Plutôt, l'Amérique et l'Islam se retrouvent dans le sens où ils partagent les mêmes valeurs – des valeurs de justice et de progrès ; de tolérance et de dignité de tout être humain* »¹⁸⁸. Un discours d'espoir pour le monde musulman qui aurait dû mener à une nouvelle forme de prospérité. Les promesses seront multiples : le retrait progressif des troupes en Irak et en Afghanistan, une ouverture au nucléaire iranien, des propositions au conflit israélo-palestinien... Quinze années plus tard, la réalité rattrape les espoirs et s'ancre dans un rejet profond du Moyen-Orient lequel mènera à l'érosion du modèle américain menant à des équilibres perturbés

Plusieurs des notions développées par le professeur émérite de Sciences Po. Bertrand Badie, s'appliquent au cas américain. La première se caractérise par « *l'impuissance de la puissance* », il propose une redéfinition des termes et pourrait être résumé en : « *la puissance ne peut s'apprécier uniquement que par sa capacité à faire, mais doit aussi comprendre la capacité à ne pas faire, ou à empêcher* »¹⁸⁹. La puissance est donc aujourd'hui mise en échec par sa non-capacité à résoudre les conflits internationaux.

III.2.1.1 L'Iran trahi

Après l'absence du sommet de Madrid en 1992, L'Iran répond par la création de l'Axe de la résistance, composé du Djihad islamique et du Hamas. Pourtant après avoir subi les embargos américains pendant plus d'une décennie, c'est en 2003 que la république islamique propose un accord/offre globale : le désarmement du Hamas contre accès au nucléaire civil¹⁹⁰. Cette proposition est ignorée par les États-Unis et vient confirmer le sentiment présent : une perte de confiance de l'Iran envers les États-Unis pour toutes les formes de diplomatie. Les conséquences sont l'accélération du programme d'uranium enrichi en Iran pour avoir accès à l'armement nucléaire. Barack Obama ouvrira le discours à l'Iran afin de prôner le multilatéralisme et éviter qu'elle n'atteigne l'arme nucléaire. C'est aussi l'opportunité d'exercer une forme de contrôle et d'empêcher tout débordement entre l'Iran et l'allié

¹⁸⁸ Priorities. Dans : The White House [en ligne]. The United States Government, 20 septembre 2021. [Consulté le 22 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <http://www.whitehouse.gov/issues/foreign-policy/presidents-speech-cairo-a-new-beginning>

¹⁸⁹ BADIE, Bertrand. La puissance des faibles : Repenser Les Relations internationales. Dans : Sciences Po [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.sciencespo.fr/fr/actualites/repenser-les-relations-internationales/>

¹⁹⁰ ARTE. La longue guerre Iran-Israël-USA (1/2) - Aux origines de l'affrontement, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 4 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.arte.tv/fr/videos/089134-001-A/la-longue-guerre-iran-israel-usa-1-2/>

américain Israël. Le premier ministre israélien Netanyahu est aveuglé par les luttes historiques de ces deux pays est l'option militaire est, selon lui, la seule finalité du programme nucléaire iranien, il l'affirmera devant le Congrès européen¹⁹¹. Les accords de Vienne échoueront après le désengagement du président Trump en 2017 : Les Américains perdront une occasion en or d'être un médiateur.

III.2.1.2 Du projet d'une démocratie libre à un état failli : l'Afghanistan

Le 30 septembre 2019, le Pentagone évaluait officiellement le montant d'aide au fonctionnement du gouvernement afghan et à la reconstruction du pays et de ses institutions à 197,3 milliards de dollars depuis 2001. Dans le même temps, le coût des opérations militaires s'élevait à 776 milliards de dollars (en réalité, le coût total avoisinerait près de 2000 milliards de dollars)¹⁹².



Figure 21 : Les Afghans tentant de fuir leur pays après le retrait des Américains, 16 août 2021¹⁹³

Malgré des efforts financiers, l'Afghanistan est considéré comme un État failli. Il est dans le classement des vingt pays les plus corrompus dans le monde sur une liste établie par *Transparency International*¹⁹⁴ et sur les 38 millions de personnes, 9 millions n'ont pas les moyens de satisfaire leurs besoins les plus fondamentaux. En mai 2022, Oxfam a alerté sur le fait que 7,5 millions d'enfants ont des besoins

¹⁹¹ EURO|TOPICS. Nétanyahou critique L'Accord sur le Nucléaire Iranien. Dans : eurotopics.net [en ligne]. Bundeszentrale für politische Bildung, 3 février 2016. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.eurotopics.net/fr/150154/netanyahou-critique-l-accord-sur-le-nucleaire-iranien>

¹⁹² Dans : After action review on Afghanistan [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2023/06/State-AAR-AFG.pdf>

¹⁹³ Le parisien avec afp le 16 août 2021 à 11h04. Vidéo. Afghanistan : Scènes de Chaos à l'aéroport de Kaboul. Dans : leparisien.fr [en ligne]. 16 août 2021. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.leparisien.fr/video/video-afghanistan-scenes-de-chaos-a-laeroport-de-kaboul-des-milliers-dafghans-veulent-fuir-16-08-2021-ANKOEKRFQ5CHBKCD43XU5TBUE4.php>

¹⁹⁴ 2019 corruption perceptions index - explore Denmark's results. Dans : Transparency.org [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.transparency.org/en/cpi/2019/index/dnk>

alimentaires urgents¹⁹⁵. La seule économie qui fonctionne réellement est celle de la drogue. Sur le plan social, quelques progrès ont été fait en termes de liberté de la presse et d'éducation des femmes, mais qui n'incluent qu'une petite partie de la population. Les « *institutions démocratiques mises en place lors de la conférence de Bonn en décembre 2001 après la chute des talibans, ne fonctionnent pas* »¹⁹⁶.

Le constat de G. Lefeuvre, chercheur associé à l'IRIS, sur la question est éclairant. Pour lui, l'envoi à son paroxysme de 150 000 soldats et cette guerre hautement asymétrique a été un « *échec cuisant* »¹⁹⁷. Les promesses de Bush Jr. En 2001 était au nombre de 5 :

1. Débarrasser le pays de son dictateur ou d'un régime honni
2. Rétablir les droits humains
3. Mettre en place une démocratie représentative et développer une culture de la bonne gouvernance
4. Dégager d'importants budgets de reconstruction du pays
5. Assurer la sécurité pendant tout le processus et repartir avec la satisfaction d'avoir vaincu le mal, disait G. W. Bush, et d'avoir fait triompher la démocratie...

Le cas afghan nous montre avec une intense émotion qu'après vingt années de guerre, les Américains n'ont finalement réussi qu'à remplir partiellement le point n°1 et n'iront dans aucun des conflits du XX^{ème} siècle (Mali, Irak, Lybie...) au-delà de ce point. L'intervention en Afghanistan a fait fi des diversités religieuses et ethniques de la région et à chercher à imposer le modèle occidental dans un pays en crise entre une majorité pachtoune et les talibans. Les Américains ont manqué leur chance d'instaurer un gouvernement stable en inscrivant une politique propre au pays et les conséquences sont aujourd'hui innommables pour le peuple afghan après la montée au pouvoir de la branche talibane au pouvoir mais ces conséquences rayonnent dans tout le Moyen-Orient.

III.2.1.3 L'ordre occidental s'effrite

Après le retrait des Américains devant les talibans, les pays du Golfe ne peuvent plus compter sur eux pour assurer leur protection. Les Saoudiens se sont rapprochés des Iraniens sous l'égide des Chinois et les Américains deviennent pour eux, ceux qui font des leçons de morales. L'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, résident permanent légal américain, critique de MBS fait un tollé dans

¹⁹⁵ Rapport Mondial 2023 : Situation des droits humains - Afghanistan. Dans : Human Rights Watch [en ligne]. 12 janvier 2023. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.hrw.org/fr/world-report/2023/country-chapters/afghanistan>

¹⁹⁶ BADIE, Bertrand et VIDAL, Dominique. *Le Moyen-Orient et le Monde: L'état du Monde 2021*. Paris : La Découverte, 2020. p. 190

¹⁹⁷ LEFEUVRE, Georges. Afghanistan, l'échec cuisant des états-unis et de la coalition internationale. Dans : IRIS [en ligne]. 28 mai 2024. [Consulté le 1 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.iris-france.org/156947-afghanistan-lechec-cuisant-des-etats-unis-et-de-la-coalition-internationale/>

l'opinion internationale et les Américains tentent de vanter les droits de l'Homme et les libertés individuelles¹⁹⁸ dans un contexte où leur position est déjà affaiblie. Le contexte leur donnera tort et Biden s'il diffuse d'éloquents discours est incapable de garantir la sécurité des états de la région. Plus encore, l'armée américaine apporte plus souvent le malheur que la libération des peuples. Aaron David Miller et Richard Sokolsky, deux chercheurs américains, repassent sur le désintéressement réciproque des États-Unis et du Moyen-Orient. Il est admis dans leur travaux que le « *leadership américain ne peut réparer un Moyen-Orient détruit ou jouer un rôle central dans sa reconstruction future* »¹⁹⁹. Cette vision réaliste, présente dans les milieux universitaires, n'est pas comprise, ou acceptée, dans les sphères politiques. L'ancien *hégémon* ne veut pas entendre l'échec de son modèle à travers le monde. Cette *hubris* les mène face à un « *casse-tête au Moyen-Orient : ils sont bloqués dans une région qui ne peut être transformé et qu'ils ne peuvent pas quitter parce qu'ils ont des intérêts, des alliés et des adversaires là-bas* »²⁰⁰. Dans cette lignée, Badie propose une nouvelle approche des relations internationales : les puissances de l'Occident portent le sceau des traités de Westphalie de 1648 qui à mener à :

1. Légitimer la guerre pour régler les conflits
2. Être puissant : la notion de puissance

Aujourd'hui, ces puissances sont mises en échec sur de multiples dossiers (israélo-palestinien, irakien, afghan...). La guerre « *n'est plus depuis, la guerre froide, un choc de puissances mais résulte d'une décomposition profonde des sociétés, une pathologie sociale [...]* »²⁰¹. Dans ce contexte, il est alors impossible d'entre en conflit direct avec des acteurs incontrôlables comme les Houthis ou le Hezbollah. Le retour de Daesh sur la plaque tournant du terrorisme²⁰² ou la reprise immédiate des talibans en Afghanistan le 15 août 2021 nous montre que si les Américains ont perdu leur « *lutte contre le terrorisme* », ils ont même aidé à façonner de nouvelles crises sociales.

F. Fukuyama, après son livre débat sur la Fin du Monde écrit dans son livre critique des néo-conservateurs, *After the Neocons* : « *Quand votre seul instrument est le marteau, tous les problèmes ont l'air de*

¹⁹⁸ BLINKEN, Antony. USA – Arabie saoudite / responsabilisation pour l'assassinat de Jamal Khashoggi. Dans : La Tribune Diplomatique Internationale [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : https://tribune-diplomatique-internationale.com/2021/responsabilisationassassinat_de_jamal_khashoggi/

¹⁹⁹ MILLER, Aaron David et SOKOLSKY, Richard. Dans : The Middle East just doesn't matter as much any longer - carnegie endowment for international peace [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://carnegieendowment.org/2020/09/03/middle-east-just-doesn-t-matter-as-much-any-longer-pub-82653>

²⁰⁰ MILLER, Aaron David et SOKOLSKY, Ibid

²⁰¹ BADIE, Bertrand. Relations internationales : Impuissances des puissances . Dans : Blast le souffle de l'info [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.blast-info.fr/articles/2021/relations-internationales-impuissances-des-puissances-JGt9j1JXRH-ZniW7daSgGw>

²⁰² IBAN, Laurent Perpigna. En Irak, Le retour de daech. Dans : Le Monde diplomatique [en ligne]. Le Monde diplomatique, 1 décembre 2021. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.monde-diplomatique.fr/2021/12/PERPIGNA_IBAN/64139

clous »²⁰³. **L'interventionnisme américain et son utilisation de la puissance de feu au nom de la démocratie et de la liberté des droits humains s'effondrent et les princes n'osent pas encore regarder le château tomber.**

La puissance au sens occidental doit se réinventer si elle veut survivre. Elle n'est pas la solution pour la région failli et détruite du Moyen-Orient. Le désintéressement stratégique ne sera jamais total d'après Melissa G. Dalton, directrice au CSIS, et « *les États-Unis doivent mettre davantage l'accent sur des outils non militaires pour aider les partenaires régionaux à relever les défis à long terme de la gouvernance, de la mise en place de contrats sociaux, de la consolidation de la lutte contre le terrorisme et de la stabilisation* »²⁰⁴.

III.2.2 Construction d'un contre modèle religieux : islamisme et djihadisme

III.2.2.1 Aux origines du terrorisme islamiste

Il est difficile de définir le terrorisme. En effet, s'il est couramment admis que les actes terroristes correspondent à une méthode d'action violente et bien souvent aveugle, la liste des organisations terroristes reconnues peut varier en fonction des différents pays. Ainsi le Hezbollah libanais, dont la branche armée a été classée comme terroriste par l'Union Européenne, est bien souvent considéré au Liban simplement comme un parti politique reconnu qui possède une branche armée. Le ressentiment de la population libanaise à l'égard d'Israël est sans doute pour beaucoup dans sa relativisation de la violence, à l'encontre de civils, pratiqué par le Hezbollah.²⁰⁵ Il faut aussi remettre en perspective l'usage de méthodes de guérilla, qui peut avoir été effectué pour des motifs valables au cours de l'histoire. Ainsi les Résistants qui combattaient le nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale étaient vus comme des terroristes par les pays de l'Axe, et comme des héros par les Alliés.

Nous retiendrons la définition donnée par la résolution 1566 d'octobre 2004 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Les actes terroristes y sont désignés comme : « *des actes criminels, notamment ceux dirigés contre des civils dans l'intention de causer la mort ou des blessures graves ou la prise d'otages dans le but de semer la terreur parmi la population, un groupe de personnes ou chez des particuliers, d'intimider une population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à*

²⁰³ FUKUYAMA, Francis. *After the Neocons: America at the Crossroads* (London: Profile Books, and New Haven: Yale University Press, 2006, 240pp. Dans : SageJournals [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/03058298060350010501>

²⁰⁴ BAKRIM, Tilala Sara. *L'avenir de l'engagement des États-Unis au Moyen-Orient vu par les experts américains*. FRS, 13 janvier 2022. [en ligne]. [Consulté le 1 mai 2024]. Disponible à l'adresse :

<https://www.frstrategie.org/publications/notes/avenir-engagement-etats-unis-moyen-orient-vu-experts-americains-2022>

²⁰⁵ MEIER Daniel, « Qu'est-ce que le Hezbollah ? », *Les Cahiers de l'Orient*, 2013/4 (N° 112), p. 35-47. 2013. [en ligne]. [Consulté le 9 juillet 2024] DOI : 10.3917/lcdlo.112.0035. URL : <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2013-4-page-35.htm>

accomplir un acte ou à s'abstenir de le faire».²⁰⁶ Le terrorisme peut ainsi être qualifié de méthode basée sur l'instrumentalisation de la terreur à des fins d'extrémisme religieux (djihadisme), d'idéologie politique ou parfois même de chaos pour le chaos. Les auteurs condamnent tout acte terroriste considéré comme tel par les hautes instances juridiques (CPI), les ONG reconnus et les universitaires légitimés par leurs pairs.

Il est généralement admis que le terrorisme islamiste moderne est né en Afghanistan en 1979. Car cette année-là, les Afghans se révoltent contre le pouvoir communiste en place. Les Soviétiques interviennent militairement au secours de leur allié afghan, comme nous en discutons en annexe. En réaction à cette invasion, le monde musulman tout entier lance un jihad (terme qu'on peut traduire par « effort », et qui en l'occurrence désigne une guerre sainte) au secours de l'Afghanistan. C'est donc très rapidement que la lutte contre l'URSS prend une connotation religieuse plutôt que nationaliste. Aux moudjahidines (guerriers de la foi) afghans se mêlent rapidement des djihadistes venus du monde musulman tout entier. Ces derniers sont bien souvent envoyés par leurs pays respectifs, trop heureux de se débarrasser ainsi de ces encombrants fondamentalistes, notamment l'Arabie saoudite qui a subi en 1979 une attaque et une prise d'otages sur la grande mosquée de la Mecque. Ceux-ci bénéficient également du soutien financier et matériel des États-Unis, qui cherchent à déstabiliser l'URSS.²⁰⁷

Dans le même temps, la révolution iranienne de 1979 inspire d'autres groupes religieux qui prennent les armes. Ainsi, en 1982, le Hezbollah est créé au Liban sur fond de guerre civile en cours depuis 1975. Le Hezbollah visera non seulement les troupes israéliennes mais commettra également des attentats contre les troupes occidentales de maintien de la paix, via un attentat en 1983 qui fera 299 morts contre des soldats américains et français notamment. On le soupçonne également d'avoir été à l'origine d'un attentat à la voiture piégée contre l'ambassade israélienne en Argentine, en mars 1992. Cela aurait pu être fait en représailles à l'assassinat par les forces israéliennes du leader de l'organisation, le cheikh Moussaoui²⁰⁸. En 1987, le Hamas sera créé en Palestine, dans le contexte de la première Intifada. Il deviendra tristement célèbre en assassinant un officier israélien. Les Israéliens ripostent en arrêtant 417 membres du mouvement, les envoyant au Sud-Liban. L'ONU exige leur rapatriement. Gilles Kepel analyse l'évènement comme « *le basculement symbolique qui donna au Hamas la parité avec l'OLP, sinon la primauté, pour l'incarnation de la cause palestinienne, et en conséquence l'islamisation de son*

²⁰⁶ MEDECINS SANS FRONTIERES. Dictionnaire pratique du droit humanitaire, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 23 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://dictionnaire-droit-humanitaire.org/content/article/2/terrorisme/>

²⁰⁷ KEPTEL, Gilles, décembre 2004. « Le terrorisme islamiste est né en Afghanistan ». In : *L'Histoire* [en ligne]. [Consulté le 23 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.lhistoire.fr/%C2%AB-le-terrorisme-islamiste-est-n%C3%A9-en-afghanistan-%C2%BB>

²⁰⁸ ARTE. La longue guerre Iran-Israël-USA (2/2) - Le dialogue ou la guerre [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 4 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.arte.tv/fr/videos/089134-002-A/la-longue-guerre-iran-israel-usa-2-2/>

image arabe et universelle »²⁰⁹. En 1987 également, Oussama Ben Laden, riche héritier saoudien, et Abdullah Azzam fondent Al-Qaida en Afghanistan. L'organisation réclame la création d'un califat islamique et son élargissement dans le monde entier. En 1989, les troupes soviétiques se retirent d'Afghanistan, et bon nombre des djihadistes vainqueurs s'en retournent dans leur pays d'origine. C'est alors qu'ils commenceront à propager leur idéologie, fermentée dans la « *matrice du terrorisme* ». C'est donc à cette époque que les actes terroristes se répandront dans tout le monde musulman²¹⁰.

²⁰⁹ KEPÉL, Gilles. Sortir du chaos. Les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient, Gallimard, 2018, p.102.

²¹⁰ FONDAPOL, novembre 2019. Les attentats islamistes dans le monde 1979-2019. In: *Fondapol* [en ligne]. [Consulté le 21 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.fondapol.org/etude/les-attentats-islamistes-dans-le-monde-1979-2019/>

III.2.2.2. La propagation de l'islamisme

La montée en puissance des groupes terroristes au Moyen-Orient inquiète au plus haut point les responsables politiques régionaux. Ceux-ci réagissent en réprimant durement les mouvances islamistes, notamment en Arabie saoudite, en Égypte et en Syrie. À cette époque, le terrorisme islamiste va entrer dans une nouvelle ère. Il s'exporte à l'international quand les islamistes fuient la répression des pays arabes, et des vagues d'attentats commencent à atteindre de nouvelles zones géographiques telles que l'Europe ou l'Afrique subsaharienne. Mais l'évènement qui marquera cette mutation sera évidemment la série d'attentats menée le 11 septembre 2001 par Al-Qaida sur les États-Unis. Les terroristes détournent quatre avions de ligne, dont deux s'écraseront sur les tours jumelles du World Trade Center à New York, un autre visera le Pentagone, tandis que le dernier n'atteindra pas la Maison-Blanche à Washington, suite à la révolte des passagers. C'est la vague d'attentats le plus meurtrière jamais enregistrée, avec 3001 morts et 16 493 blessés. Les images se répandront dans le monde entier, et outre le bilan humain terrible, l'impact psychologique est dévastateur. Car c'est là que réside la redoutable efficacité du terrorisme : outre les victimes directes, c'est un état de crainte qui touche toute une population de manière durable. Le terrorisme frappe n'importe où et n'importe quand, frappant des civils impréparés à de telles menaces. Il en résulte une conscience collective que nul n'est jamais à l'abri²¹¹. Ce qui est frappant avec le 11 septembre, c'est cette idée que pour la première fois, les terroristes frappent en-dehors de tout contexte de conflit entre l'organisation terroriste et le pays visé. Contrairement aux attentats menés par exemple par l'IRA en Irlande, ou même l'OLP en Palestine, les terroristes n'ont pas d'ancrage territorial et ils sont issus d'horizons différents. En outre, ils ne peuvent raisonnablement espérer ainsi faire renoncer les Américains à leur identité moderne. Ce que les terroristes visent, en fin de compte, c'est l'humanisme libéral, ce mode de pensée à l'occidentale qui fait passer les droits avant les devoirs, et privilégie la quête du bonheur pour le plus grand nombre. Car pour les islamistes, ce sont bien les devoirs, et surtout l'application de la charia (loi islamique) qui passent avant tout²¹².

La réaction à ces attentats ne se fera pas attendre. Dès le mois suivant, George W. Bush envoie ses troupes mener des frappes sur le sol d'Afghanistan, pays d'origine d'Al-Qaida. Les relations avec l'Arabie saoudite, dont sont issus une bonne partie des assaillants, deviennent également plus tendues. Mais cette intervention américaine s'enlisera sans donner de résultats concrets, malgré une prise de contrôle rapide quoique partielle du pays. L'intervention en Irak de 2003 ne connaîtra pas un meilleur sort. Ce sera aussi un échec cuisant pour la CIA, qui n'a pas su prévenir à temps les autorités

²¹¹ FONDAPOL, *Ibid*

²¹² CRETTEZ, Xavier, SOMMIER, Isabelle, [sans date]. *Les attentats du 11 septembre, continuité et rupture des logiques du terrorisme* [en ligne]. Rapport diplomatique. In : *Diplomatie.gouv.fr*. Disponible à l'adresse : <https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001378.pdf>

compétentes, malgré le faisceau d'indices révélateur (notamment des apprentis pilotes peu intéressés par les procédures d'atterrissage) et les mises en gardes répétées des services de renseignement alliés²¹³.



Figure 22 : Un avion détourné s'écrase une tour du World Trade Center, le 11 septembre 2001.

Dans ce contexte de l'après 11 septembre, émerge un certain Abu Bakr Al-Naji (il s'agit d'un pseudonyme), qui publie sur internet en 2004 un texte intitulé « L'administration de la sauvagerie : l'étape la plus critique que traversera l'oumma » [l'oumma désigne la communauté des croyants dans la foi musulmane]. Ce texte va devenir l'un des piliers de la pensée islamiste. Ce texte comporte bon nombre d'éléments haineux à l'encontre aussi bien des autres religions du Livre (chrétiens, juifs) qu'à l'encontre des valeurs démocratiques. Al-Naji constate que les sociétés ayant cherché à s'islamiser via les élections ou en coopération avec le pouvoir en place ont toutes échoué. Il en conclut que la solution pour imposer son mode de pensée est de pratiquer la sauvagerie jusqu'à aboutir à l'épuisement des populations et leur acceptation, faute d'autre choix, de l'ordre promis par les djihadistes s'ils arrivent au pouvoir. La première étape de son plan est de provoquer le chaos dans certaines régions, harcelant les forces de l'ordre jusqu'à ce que l'État finisse par abandonner ces zones à leur sort. La seconde étape est de proposer un nouvel ordre aux populations délaissées : l'administration de la sauvagerie. C'est alors que la violence de la gestion de ces zones devra provoquer la crainte des armées régulières, qui abandonneront le combat. L'ultime étape est alors de proclamer un État islamique, dans lequel sera appliqué la charia. Les populations y seront forcées d'adopter l'ordre proposé car lui seul peut mettre fin au chaos²¹⁴.

²¹³ CIA Guerres Secrètes Vol 3/3 - D'une guerre à l'autre -, 2013. [en ligne]. [Consulté le 4 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=acV6RaON10>

²¹⁴ SAYADI, Abderrazak, 27 mars 2018. Terrorisme : anatomie du « Mein Kampf » djihadiste. In : *The Conversation* [en ligne]. [Consulté le 25 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://theconversation.com/terrorisme-anatomie-du-mein-kampf-djihadiste-93560>

Dotés de cette stratégie, et bénéficiant de plus en plus d'Internet puis des réseaux sociaux et des failles de leur modération, les islamistes voient progresser leur cause. En outre, la chaîne télévisée qatarienne Al Jazeera relaie les messages de Ben Laden. Ils réussiront à profiter du chaos ambiant consécutif à l'intervention américaine en Irak pour y proclamer un califat islamique, à Mossoul en 2014. Ils réussissent par là à mettre en pratique la pensée d'Al-Naji. Celui-ci viendra ensuite à s'étendre pour devenir l'État islamique (EI), auquel nombre de groupes terroristes à travers le monde prêteront allégeance. Parallèlement, une campagne de recrutement en ligne parvient à former des « loups solitaires », qui agissent de manière autonome pour commettre des attentats partout dans le monde. Cette stratégie aboutira par exemple aux attentats de 2015 en France.

Les attentats islamistes qui continuent de survenir de manière épisodique constituent un défi majeur pour le modèle démocratique occidental. La paranoïa engendrée par les attentats génère un climat sécuritaire permanent, qui peut parfois engendrer des restrictions des libertés. En outre, ces attentats font naître en réaction un sentiment de colère qui est canalisé par des mouvements haineux, notamment xénophobes. Car la peur mène à la colère, la colère mène à la haine. Islamisme et populisme se rendent les coups mais s'alimentent mutuellement²¹⁵.

III.2.3 La contre-influence sino-russe dans la région

Si les États-Unis commencent à perdre pied dans la région, c'est au profit de nouveaux rivaux avec lesquels ils doivent composer depuis la fin des années 1990, les puissances russe et chinoise au premier plan.

En 1997, Brzezinski, analyste et conseiller du président Carter, annonçait dans son livre *Le grand échiquier* que le plus grand risque pour les États-Unis serait une triple alliance entre la Chine, la Russie et l'Iran. La même année, un sénateur démocrate rassure son pays en plaisantant sur l'impossibilité d'un tel rapprochement. Ce sénateur, c'est Joe Biden. En 2023, la prospective de 1997 s'est avérée vraie et l'actuel président des États-Unis peine à retrouver une place de médiateur avec l'Iran ou les autres pays de la région.²¹⁶

²¹⁵ FONDAPOL, novembre 2019. Les attentats islamistes dans le monde 1979-2019. In: *Fondapol* [en ligne]. [Consulté le 21 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.fondapol.org/etude/les-attentats-islamistes-dans-le-monde-1979-2019/>

²¹⁶ CONSTANT, Alain. « Russie, Chine, Iran. La Revanche des Empires », Sur Arte : Le Grand Cauchemar de l'Occident devenu réalité. Dans : Le Monde.fr [en ligne]. Le Monde, 28 mai 2024. [Consulté le 1 juin 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/culture/article/2024/05/28/russie-chine-iran-la-revanche-des-empires-sur-arte-le-grand-cauchemar-de-l-occident-devenu-realite_6236061_3246.html

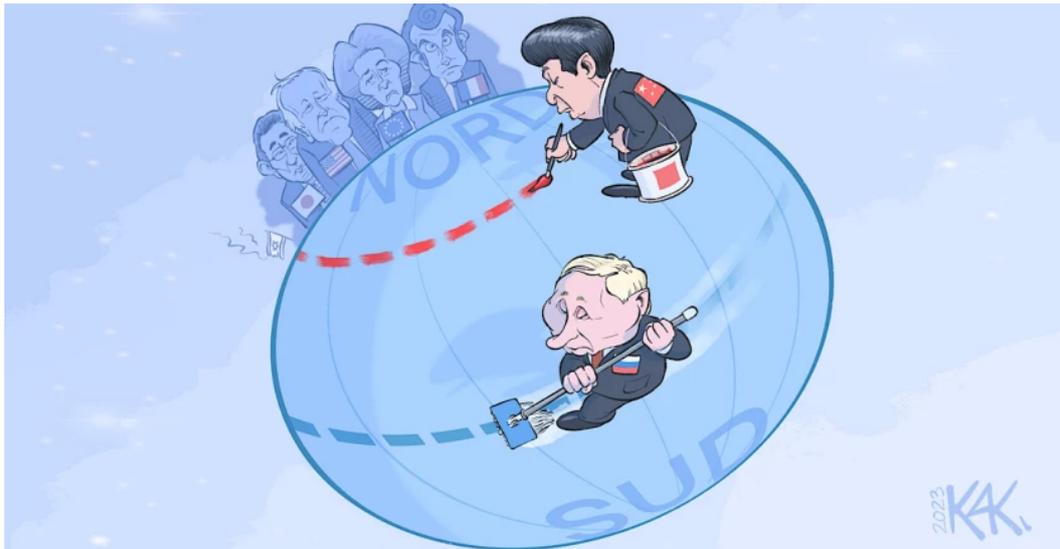


Figure 23: Caricature de l'auteur Kak sur la nouvelle emprise sino-russe sur le monde²¹⁷

III.2.3.1. La Russie, d'un acteur historique à une ambition idéologique

L'histoire de la puissance russe au Moyen-Orient est celle d'une ancienne puissance soviétique et d'une nouvelle forme de lutte contre le modèle occidental²¹⁸, principalement portée par le chef d'État Vladimir Poutine depuis les années 2010. Cette stratégie du « *pivot oriental* » menée par Moscou s'ancore dans une politique long-terme et permet de crédibiliser les intentions du pays. Si certains de ses alliés historiques demeurent (Syrie et Égypte), « *L'action de la Russie au Moyen-Orient s'arrime aujourd'hui aux relations qu'elle a établies avec la Turquie, l'Égypte du maréchal Sissi et l'Iran. Ces trois acteurs - turc sunnite, arabe sunnite et perse chiite - nourrissent des ambitions régionales concurrentes et entretiennent, à divers degrés, des relations délicates avec Washington* »²¹⁹. Si l'Égypte joue un rôle double entre Américains et Russes, les autres profitent de l'influence russe et l'inscrivent dans leur propre agenda national. L'Iran par exemple s'entoure de multiples acteurs, dont la Russie, afin de conserver la face devant une puissance américaine qui cherche à l'ignorer depuis le sommet de Madrid en 1992.

Si les relations diplomatiques marquent cette nouvelle ère, les échanges commerciaux (hydrocarbures et céréales) viennent la confirmer. En effet, les ventes de matières premières, 70% de ses exportations

²¹⁷ GRANDIN DE L'EPREVIER, Jade. Proche-orient: L'occident face au reste du monde. Dans : l'Opinion [en ligne]. 20 octobre 2023. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.lopinion.fr/international/proche-orient-loccident-face-au-reste-du-monde>

²¹⁸ THERME, Clément. La Russie au moyen-orient : Entre Enjeux géopolitiques et intérêts économiques | cairn.info. Dans : Cairn [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-geoéconomie-2015-4-page-95.htm>

²¹⁹ BADIE, Bertrand et VIDAL, Dominique. *Le Moyen-Orient et le Monde: L'état du Monde 2021*. Paris : La Découverte, 2020. p. 149.

annuelles²²⁰, sont encore un pilier essentiel de son économie. La part de ses exportations avec le Moyen-Orient et l’Afrique du Nord a augmenté d’environ 4% en 20 ans, passant à près de 7.8 % en 2018 contre 3,9 % en 1995²²¹. Néanmoins, les exportations russes restent réduites à des produits de faible valeur ajoutée et ne peut satisfaire les pays riches de la région, elle peut en revanche répondre aux besoins des pays plus modestes²²². Les exportations de céréales soutiennent aussi largement les échanges commerciaux de la Russie dans la région. Cinq des dix principaux acheteurs mondiaux de céréales russes sont des pays moyen-orientaux (la Turquie, l’Égypte, l’Iran, l’Arabie saoudite et les Émirats arabes unis). Avec près de 5,4 millions de tonnes en 2019, la Turquie est le premier client étranger de la Russie pour l’achat de céréales, juste devant l’Égypte (3,7 millions de tonnes). L’Iran arrive en quatrième position, avec 1,5 million de tonnes²²³ (voir Figure 24 : Exportations de blé russe et ukrainien en 2022). La Russie joue le double jeu de partenaire commercial avantageux pour les pays de la région et de figure forte du contre-modèle occidental. L’interventionnisme historique soviétique et l’attaque de 1979 en Afghanistan a servi de leçons à ne plus reproduire et pousse le pays à privilégier une approche des petits pas.



Figure 24 : Exportations de blé russe et ukrainien en 2022²²⁴

²²⁰ TRÉSOR, Direction générale du. Russie. Dans : Direction générale du Trésor [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l’adresse : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/RU/commerce-exterieur>

²²¹ Ibid.

²²² BADIE, Bertrand et VIDAL, Dominique. *Le Moyen-Orient et le Monde: L’état du Monde 2021*. Paris : La Découverte, 2020. p. 151.

²²³ Russia grain and oilseed exports expand. Dans : FAS [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l’adresse : https://fas.usda.gov/sites/default/files/2023-05/Russia-IATR-final_1.pdf

²²⁴ DUGGAL, Hanna et HADDAD, Mohammed. Infographic: Russia, Ukraine and the global wheat supply. Dans : Al Jazeera [en ligne]. Al Jazeera, 17 février 2022. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l’adresse : <https://www.aljazeera.com/news/2022/2/17/infographic-russia-ukraine-and-the-global-wheat-supply-interactive>

L'influence russe reste fragile pour le moment mais vise à s'ériger en alternative de l'Occident. Dans le combat discret contre la puissance américaine, ce sont même parfois les décisions des pays arabes qui favorisent les intérêts du pays : la guerre en Ukraine et l'absence de soutien à l'Occident est un marqueur suffisant de cette stratégie. Le 5 octobre 2022, l'Arabie Saoudite et la Russie ont pris la décision, en dépit des tentatives d'incitation à l'augmentation des flux pétroliers exigées par le Président Biden dans le pays de MBS, de réduire volontairement la production de pétrole des pays membres de l'OPEP+ de 2 millions de barils (2% de la demande mondiale)²²⁵ : une rupture symbolique du pacte du Quincy. Leur stratégie s'ancrait alors dans une crainte de récession en début 2023, à la suite de la reprise brutale post-Covid-19, mais cette décision a surtout bénéficié au pétrole russe qui a largement répondu à la demande mondiale. Ceci a compensé la perte à venir générée par le désistement du continent européen pour les hydrocarbures russes. Plus généralement, c'est une **forme importante de désoccidentalisation des pays du Moyen-Orient qui choisissent leurs propres intérêts devant les différentes influences extérieures**²²⁶.

III.2.3.2. La Chine, le contre-modèle entre business et tentatives diplomatiques

La stratégie d'influence de la Chine, en opposition au modèle interventionniste et néocolonial américain, trouve son écho dans le monde et particulièrement dans cette région soumise aux cicatrices du passé et aux crises du présent. L'implication chinoise remonte aux années 2000 et à la sortie de l'esprit du Bandung de 1955, officialisé en 1961 à Belgrade, considéré comme le symbole de la diplomatie chinoise de non-ingérence et de refus des sanctions²²⁷. La prise de conscience de l'importance que joueront les ressources dans l'agenda national est illustré aujourd'hui : 50% du pétrole irakien (accord bilatéral sur 25 ans) et 25% du pétrole saoudien partent vers la Chine dans un contexte où les Américains sont redevenus le premier producteur mondial, suivi d'un désengagement énergétique.²²⁸

Le premier forum sino-arabe de 2004 permet d'officialiser ces relations asymétriques. Vingt-deux membres de la Ligue arabe sont réunis et « Pékin qualifie la zone d'espace vital, nécessaire et décisif »²²⁹. L'ambition de la Chine est d'appliquer « une logique d'intérêts réciproques à tous les pays

²²⁵ BEZAT, Jean-Michel. Energie : L'Arabie Saoudite et la Russie veulent un pétrole plus Cher. Dans : Le Monde.fr [en ligne]. Le Monde, 6 octobre 2022. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/10/06/energie-riyad-et-moscou-veulent-un-petrole-plus-cher_6144650_3234.html

²²⁶ BILLION, Didier. J'ai lu... « désoccidentalisation. Repenser l'ordre du Monde » par Pascal Boniface. Dans : IRIS [en ligne]. 3 juin 2024. [Consulté le 4 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.iris-france.org/179996-jai-lu-desoccidentalisation-repenser-lordre-du-monde-ouvrage-de-d-billion-et-c-ventura/>

²²⁷ DORÉ, Geeta-Ganapathy. Du tiers-Monde au Monde multipolaire : L'évolution du paradigme du non-alignement dans la reconfiguration de l'ordre mondial | cairn.info. Dans : Cairn [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-francaise-d-histoire-des-idees-politiques-2015-2-page-117.htm>

²²⁸ VALENTIN, Jean-Michel. SISMIQUE. #132. Géopolitique d'une planète Dérégulée. Dans : Sismique [en ligne]. Sismique, 8 mars 2024. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.sismique.fr/post/132-geopolitique-d-une-planete-dereglee-jean-michel-valantin>

²²⁹ BADIE, Bertrand et VIDAL, Dominique. *Le Moyen-Orient et le Monde: L'état du Monde 2021*. Paris : La Découverte, 2020. p. 141

du Moyen-Orient, la Chine estime pouvoir surmonter les tensions politico-religieuses et les conflits en cours. »²³⁰ qui pourrait se résumer en : le business mêlé à l'objectif d'ériger un contre-modèle nous réunira. Les projets concrets valent mille paroles et la Chine étend son influence à travers son plan gargantuesque et multi-continental des nouvelles routes de la soie (*Belt Road Initiative*, BRI), les intérêts économiques transcenderont-ils les conflits internes ?



Figure 25 : New Belt Road Initiative et Moyen-Orient²³¹

Les grands groupes chinois sont impliqués - pour ne citer que quelques exemples - dans le réaménagement des ports de Khalifat aux Émirats, de Duqm à Oman, de Jizan en Arabie saoudite, de Port-Saïd et d'Aïn Soukhna en Égypte, où la création d'une zone d'activité industrielle autour du Nouveau canal de Suez est appelée à devenir une plaque tournante de la BRI²³². Les projets soutenus sont facilités par de nouveaux instruments financiers, dont un fonds spécifique doté de « 100 milliards de dollars. Devançant largement les États-Unis, la Chine est devenue le principal investisseur étranger dans le monde arabe, avec 177 milliards de dollars en 2018, dont 77 milliards dans les pays du Golfe. L'extension de la pénétration économique chinoise au Moyen-Orient vient accompagnée d'une diplomatie culturelle et civilisationnelle dynamique ».²³³ Cette ambition économique s'accompagne

²³⁰ BADIE, Bertrand et VIDAL, Dominique. Ibid. p. 142

²³¹ SCHAEFFER, Frederic. Chine-UE : « Pékin ne cherche pas à faire des compromis ». Dans : Les Echos [en ligne]. Les Echos, 9 avril 2019. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.lesechos.fr/monde/chine/la-chine-ne-cherche-pas-a-faire-des-compromis-1007701>

²³² KRATZ, Agatha et GODEMENT, François. " one belt, one road " : Le grand bond de la chine par-delà ses frontières. Dans : ECFR [en ligne]. 27 octobre 2020. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://ecfr.eu/paris/publication/one-belt-one-road-le-grand-bond-de-la-chine-par-dela-ses-frontieres/>

²³³ BADIE, Bertrand et VIDAL, Dominique. *Le Moyen-Orient et le Monde: L'état du Monde 2021*. Paris : La Découverte, 2020. p. 147

d'un nouveau discours diplomatique confirmé par le discours du ministre chinois des affaires étrangères Wang Li au Forum de coopération sino-arabe de décembre 2018 : « *La Chine et les pays arabes ont à travailler main dans la main pour promouvoir la construction d'un nouveau modèle de relations internationales [...]. Nous devons nous prêter mutuellement soutien dans l'exploration d'une voie de développement adaptée aux conditions nationales, valoriser la complémentarité de nos atouts et la convergence de nos besoins [...] afin de progresser et de nous développer ensemble* »²³⁴. De plus, les intérêts sécuritaires de la Chine hors de son territoire ne sont plus à prouver. Pour défendre leurs exportations, le tournant prit par le parti est la construction de sa première base militaire à l'étranger (Djibouti). Cette facilité d'intervention dans le golfe d'Aden permet de créer de nouvelles dynamiques en conservant une position navale stratégique afin de lutter contre les actes de piraterie.

Pourtant, si les Chinois construisent un contre-modèle à l'influence américaine, les ambitions égoïstes et souvent unilatérales de cette double stratégie économique et diplomatique sont avant tout pour un plan afin de protéger leurs propres approvisionnements, parfois au détriment des enjeux moraux ou éthiques. C'est le cas de l'Afghanistan et de son potentiel minier : « *En 2009, en plein conflit, elle a investi 8 milliards de dollars pour exploiter la mine de cuivre d'Aynak, au sud de la capitale, dans la province du Logar, sous l'influence des talibans. Ces dernières années, le nationalisme ouïghour au Xinjiang s'est renforcé et des militants du Parti islamique du Turkestan oriental, proche d'Al-Qaïda et de Daech sont désormais actifs en Afghanistan, en particulier dans la province de Badakhshan, frontalière avec la Chine* »²³⁵. La stratégie est identique dans la reprise des relations diplomatiques orchestrée par Pékin entre l'Arabie Saoudite et l'Iran le 10 mars 2023 : un camouflet pour les États-Unis²³⁶. Cette officialisation administrative est à remettre en perspective dans un contexte de multiples divergences insolubles en l'état, entre autres, la milice Yéménite soutenue par Téhéran attaquant le sol saoudien et le positionnement par rapport aux États-Unis et Israël. Pour autant, elle est le reflet d'une tentative chinoise d'apaiser une région qui l'approvisionne en pétrole et par laquelle transite une partie de ses importations et exportations.

²³⁴ LIANG, Chen. Xi Jinping appelle à construire une communauté de destin sino-arabe plus solide. Dans : FrenchChina [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : http://french.china.org.cn/foreign/txt/2022-12/11/content_85006670.htm

²³⁵ BADIE, Bertrand et VIDAL, Dominique. *Le Moyen-Orient et le Monde: L'état du Monde 2021*. Paris : La Découverte, 2020. p. 192

²³⁶ L'Iran et l'Arabie saoudite normalisent leurs relations diplomatiques lors d'une rencontre à Pékin. Dans : Le Monde.fr [en ligne]. Le Monde, 6 avril 2023. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/international/article/2023/04/06/l-iran-et-l-arabie-saoudite-normalisent-leurs-relations-diplomatiques-lors-d-une-rencontre-a-pekine_6168497_3210.html

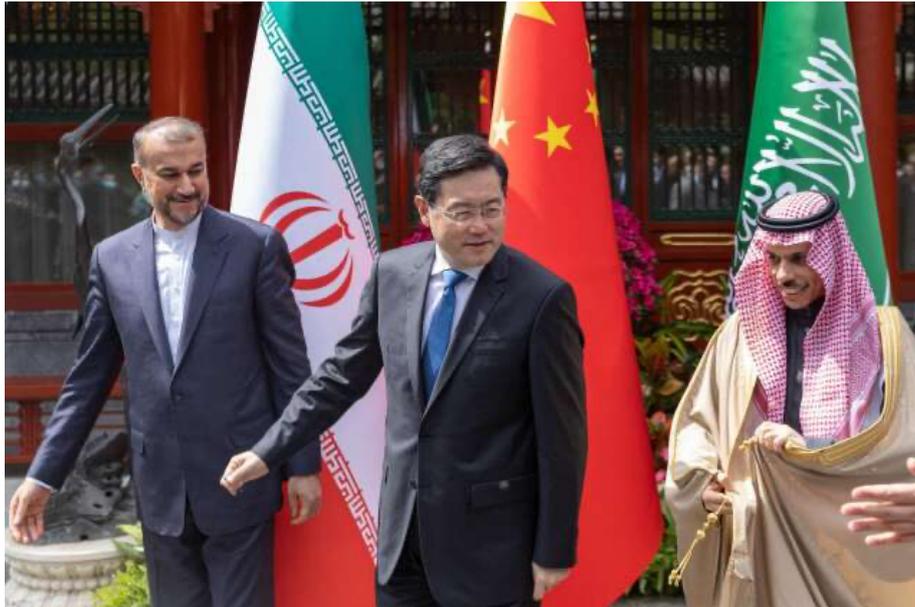


Figure 26 : Rencontre entre les ministres des affaires étrangères de l'Iran et de l'Arabie Saoudite à Pékin, 6 avril 2023²³⁷

La Chine s'érige donc comme une réelle alternative au monde post-Guerre Froide rythmé par la dynamique américaine. La proposition est celle de centrer l'Asie et le Moyen-Orient et d'être à la tête pensante d'un bloc « *d'alliances des producteurs* »²³⁸ en privilégiant les intérêts nationaux coûte que coûte. Malgré de récentes interventions afin de retrouver un rôle de protectorat dans des positions stratégiques (sécurisation en mer Rouge des exportations), les États-Unis perdent pied et l'influence grandissante d'autres puissances laisse la place à la création de nouvelles dynamiques dans la région.

²³⁷ Iran-Arabie Saoudite : Rencontre à Pékin des chefs de la Diplomatie des deux pays. Dans : *Courrier international* [en ligne]. *Courrier International*, 6 avril 2023. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/article/reconciliation-iran-arabie-saoudite-rencontre-a-pekinn-des-chefs-de-la-diplomatie-des-deux-pays>

²³⁸ VALENTIN, Jean-Michel. SISMIQUE. #132. *Géopolitique d'une planète Dérégulée*. Dans : *Sismique* [en ligne]. *Sismique*, 8 mars 2024. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.sismique.fr/post/132-geopolitique-d-une-planete-dereglee-jean-michel-valantin>

III.3 Prospectives et nouvelles stratégies

Afin de synthétiser les différents enjeux précédents, nous avons rassemblé les données qui nous semblaient les plus importantes pour la compréhension de notre sujet dans l'Annexe 8 : Matrices des relations entre le Moyen-Orient et les États-Unis. Elle donnera au lecteur une approche visuelle et concise des interactions entre le Moyen-Orient et les États-Unis.

III.3.1. Arabie Saoudite et EAU, exemples d'une diversification économique et financière

Aujourd'hui, les Émirats arabes unis s'imposent comme une place financière incontournables. En effet, abrite la zone franche de Jebel Ali qui, avec plus de 100 milliards de dollars de flux commerciaux par an et 9500 entreprises, est la deuxième zone franche du monde. Le premier port du Moyen-Orient fait partie de cette zone, qui sert de siège social à la société nationale Dubaï Port World qui gère 60 ports stratégiques dans le monde (Shanghai, Hong-Kong, Djibouti...). Annoncé le 31 janvier 2023, les EAU vont désormais mettre en place un impôt sur les sociétés (9% des bénéfices nets supérieurs à 90 000€), le plus faible de la région. Cet impôt à une double utilité. Premièrement, il permet de diversifier les recettes publiques qui reposent à 55% sur les hydrocarbures en 2019. Il contribue aussi à respecter les standards internationaux en droit des affaires, le pays étant souvent pointé du doigt à ce sujet.²³⁹

Depuis quelques dizaines d'années, les pays du Moyen-Orient se sont lancés dans une course au tourisme. Ces investissements massifs ont pour but de séduire les voyageurs et donc augmenter sa puissance, mais aussi pour construire leur modèle économique de demain pour enfin sortir de leur dépendance aux hydrocarbures. Selon l'Organisation mondiale du tourisme des nations unies, 64 millions de voyageurs se sont rendus au Moyen Orient en 2018, avec une hausse de 10% par an contre 6 dans le reste du monde. Certaine projection affirme que ce nombre va être multiplier par 2,3 pour atteindre 150 millions de visiteurs en 2030, créant ainsi un marché estimé à 8,8 milliards de dollars. Afin d'attirer de plus en plus de touristes, ces pays réalisent des investissements colossaux.²⁴⁰

De nos jours, le (riche) Moyen-Orient est devenu une place importante du sport international. En effet, de nombreux évènements sportifs ont lieu dans la région permettant d'accroître leurs *soft power*. Par exemple, en 2024, près d'un cinquième des grands prix de formule 1 auront lieu au Moyen Orient, accueillant à chaque fois plus de 200 000 personnes.

²³⁹ Ghislain , de Castelbajac. « Les Émirats arabes unis : simples fournisseurs d'énergies ou poumon économique mondial ? » *Conflits*, vol. 50, mars 2024, p. 17.

²⁴⁰ MURET, Dominique. « Au Moyen-Orient, le tourisme, en forte hausse, booste le marché du luxe ». In : *FashionNetwork.com* [en ligne]. 22 mai 2019. Disponible à l'adresse : <https://fr.fashionnetwork.com/news/Au-moyen-orient-le-tourisme-en-forte-hausse-booste-le-marche-du-luxe.1101311.html>. Consulté le 26 mai 2024.

La diversification économique de ces pays passe par des plans de grande ampleur comme le projet Vision 2030 de l'Arabie Saoudite. Ce programme vise à permettre au pays de vivre sans les recettes pétrolières. En effet, les revenus de ce pays reposent à 90% sur les exportations d'hydrocarbures. L'Arabie Saoudite cherche donc de nouveau pôle de développement économique afin de générer autant de revenu que le pétrole (250 milliards de dollars). Il est donc prévu d'investir massivement dans les énergies renouvelables, principalement l'éolien et le solaire, dans le but de produire 58 GW d'énergie renouvelable en 2030. Cette stratégie prévoit également de grand investissement dans le système financier mondial, notamment au travers du « *Public Investment Fund* » (en français : Fond Public d'Investissement) qui doit devenir la première source de revenu du pays. Ainsi, 56 milliards ont été investis dans de grandes sociétés internationale, avec une dimension technologique pour la plupart, comme Tesla ou SoftBank.

L'Arabie Saoudite a aussi pour but d'importer du savoir-faire sur son sol, ainsi que la création d'emplois de hautement qualifiés sur son sol²⁴¹. La Chine est l'un des acteurs principaux dans ce jeu de diversification économique notamment avec l'un des partenaires historiques des États-Unis : l'Arabie Saoudite. Le 7 décembre 2022, Xi Jinping vient rendre visite à MBS sous un accueil royal. Quelques jours avant cette rencontre il réaffirme : « *l'importance de cette rencontre* » afin « *d'ouvrir une nouvelle ère de relations entre la Chine et le monde arabe, les pays arabes du Golfe et l'Arabie Saoudite* », il ajoute que « *la bannière de non-intervention dans les affaires internes des pays sera maintenu* »²⁴². Des contrats usuels concernant plusieurs milliards seront signés concernant les futurs approvisionnements en pétrole, rappelons que la Chine est le plus important acheteur du pays²⁴³, mais c'est une nouvelle forme de relations qui prendra place : le développement de l'intelligence artificielle et l'ultra-numérisation du territoire. Un contrat historique entre Huawei et l'état arabe a été signé avec l'ambition, grâce à sa rente pétrolière, de « *passer du statut de géant énergétique à celui d'une grande puissance numérique* »²⁴⁴. Les projets Vision 2030 et BRI (*Belt Road Initiative*) ont des intérêts communs et l'expertise de Huawei dans « *l'intelligentialisation* »²⁴⁵ des pipelines et du développement de l'interconnexion des énergies renouvelables sert de fer de lance à un nouvel ordre géopolitique. L'objectif pour l'Arabie Saoudite est assumé : préparer le monde post-pétrole en s'imposant sur les

²⁴¹ TOUAZI, François-Aïssa. Vision 2030 : le projet du siècle. In : *Politique Internationale* [en ligne] Disponible à l'adresse : <https://politiqueinternationale.com/revue/n165-larabie-tentee-par-la-reforme/dossier-special/vision-2030-le-projet-du-siecle>. [Consulté le 26 mai 2024].

²⁴² EL YAAKOUBI, Aziz. Saudi Arabia signs Huawei deal, deepening China ties on XI visit. In: *reuters* [en ligne]. [s. d.]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/world/saudi-lays-lavish-welcome-chinas-xi-heralds-new-era-relations-2022-12-08/> [Consulté le 2 juin 2024].

²⁴³ Country analysis brief: Saudi Arabia. In: *EIA* [en ligne]. [s. d.]. Disponible à l'adresse : https://www.eia.gov/international/content/analysis/countries_long/Saudi_Arabia/pdf/saudi_arabia_2023.pdf [Consulté le 2 juin 2024].

²⁴⁴ VALENTIN, Jean-Michel. La Chine, l'Arabie Saoudite et l'essor de l'IA arabe. In : *Red Team Analysis* [en ligne]. Janvier 2023. Disponible à l'adresse : <https://redanalysis.org/fr/2023/01/31/china-saudi-arabia-arab-ai-rise/> [Consulté le 27 mai 2024].

²⁴⁵ Utilisation de procédés d'Intelligence Artificielle afin d'automatiser/gérer l'interconnexion entre les systèmes énergétiques

nouveaux marchés énergétiques. Cette nouvelle géométrie mondiale vient illustrer une nouvelle forme de perte d'influence américaine au profit des Chinois opportunistes du vide laissé²⁴⁶.

III.3.2. La montée en puissance du *Soft* et du *Smart Power* au Moyen-Orient

De nouvelles dynamiques de *Soft* et *Smart Power* se manifestent dans certains pays du Moyen-Orient, influencées par des changements politiques, économiques, technologiques et culturels récents. Voici quelques illustrations de ces apparitions.

III.3.2.1. Arabie saoudite

En tant que protectrice des lieux saints de l'Islam (La Mecque et Médine), l'Arabie Saoudite utilise sa position pour exercer une influence religieuse et culturelle. En outre, le royaume participe à des manifestations culturelles et sportives internationales afin d'améliorer son image à l'échelle mondiale.

Un exemple flagrant de ce phénomène est le cas du football. Le royaume investit massivement en la matière, réussissant même à faire venir dans ses clubs autrefois peu réputés les plus grands joueurs mondiaux. En 2023, ce sont par exemple Cristiano Ronaldo, Karim Benzema et N'Golo Kanté qui ont rejoint les équipes saoudiennes. Ce tournant vers le sport permet de faire oublier, aussi bien sur le plan interne que sur la scène internationale, les violations des droits humains qui sont régulièrement constatées en Arabie saoudite. L'Arabie saoudite organise aussi d'autres événements sportifs, comme le rallye Dakar et les jeux asiatiques d'été (2034) et d'hiver (2029).²⁴⁷

L'Arabie Saoudite allie sa puissance économique provenant de ses immenses réserves de pétrole à une diplomatie active, incluant des investissements dans différents pays et des alliances stratégiques.

III.3.2.2. Émirats arabes unis (EAU)

Les Émirats arabes unis, notamment Dubaï et Abou Dhabi, sont désormais des hubs culturels et touristiques mondiaux. Ils font aussi d'importants investissements dans l'éducation, la technologie et les arts. Les EAU accueillent ainsi régulièrement des événements sportifs tels que le Grand prix de Formule 1 d'Abu Dhabi. Ils exploitent leur fortune pour créer des alliances économiques et politiques, et jouer un rôle de médiateur dans des rivalités régionales. Ils ont aussi accueilli la COP28 (Conférence des Parties) sur le climat à Dubaï.

²⁴⁶ Pourquoi la Chine est un partenaire naturel pour l'Arabie Saoudite dans sa quête de devenir un leader de l'innovation technologique. In : *Arab News Japan* [en ligne]. Décembre 2022. Disponible à l'adresse : https://www.arabnews.jp/en/saudi-arabia/article_85683/ [Consulté le 27 mai 2024].

²⁴⁷ LOÏZZO, Clara, septembre 2023. Sport power : le football comme outil d'image et levier d'influence de l'Arabie Saoudite. In : *Géoconfluences* [en ligne]. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/veille/breves/sport-power-football-arabie-saoudite>

III.3.2.3. Qatar

Le Qatar a consacré son argent aux médias internationaux (en particulier Al Jazeera), aux événements sportifs mondiaux (tels que la Coupe du Monde de la FIFA 2022) et aux initiatives culturelles et éducatives.

Le Qatar exploite ses ressources en gaz naturel afin d'exercer une influence politique et économique, tout en maintenant une politique étrangère active malgré sa taille réduite. En termes diplomatiques, le Qatar progresse notamment au travers des négociations entre Israël et le Hamas, en ce qui concerne la libération d'otages notamment. En effet, le Qatar héberge certains des plus hauts dirigeants de l'organisation palestinienne, pourtant reconnue comme terroriste dans de nombreux pays, y compris les États-Unis. Néanmoins, les relations entre Qatar et États-Unis restent cordiales, les États-Unis ayant une base militaire majeure sur le sol qatarien. C'est grâce à ce rôle de médiateur que Doha parvient à maintenir sa position d'équilibriste entre l'Iran et les États-Unis. Toutefois, ce rôle diplomatique convoité par le Qatar reste imparfait, l'émirat ne s'illustrant guère que sur des solutions à court terme et des dossiers mineurs. En outre, certains autres pays de la région, comme l'Égypte, Oman ou l'Arabie saoudite, pourraient venir concurrencer le Qatar sur le terrain de la diplomatie.²⁴⁸

III.3.2.4. Iran

L'influence culturelle et religieuse de l'Iran est particulièrement importante parmi les communautés chiïtes au Moyen-Orient. De nombreuses organisations culturelles et éducatives sont également soutenues par le pays à l'étranger.

L'Iran associe sa puissance militaire à des alliances stratégiques et une diplomatie active, notamment dans la région.

III.3.2.5. Turquie

Grâce à son héritage ottoman et à son industrie médiatique (séries télévisées, cinéma), la Turquie possède une influence culturelle historique et contemporaine. Elle occupe également une place cruciale dans les projets humanitaires.

La Turquie exploite sa diversité économique, son positionnement stratégique entre l'Europe et l'Asie, ainsi que sa diplomatie pour accroître son influence régionale.

²⁴⁸ MISCHKOWSKY, Philippe, 27 novembre 2023. Le Qatar, médiateur controversé mais incontournable dans la guerre entre Israël et le Hamas, 2023. In : *Courrier international* [en ligne]. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/article/diplomatie-le-qatar-mediateur-controverse-mais-incontournable-dans-la-guerre-entre-israel-et-le-hamas>

III.3.2.6. Israël

Israël exploite son progrès technologique et son esprit d'innovation, en particulier dans les secteurs de la haute technologie, de l'agriculture et de la médecine, afin de consolider son image globale.

Israël allie une puissance militaire sophistiquée à une diplomatie active et des alliances stratégiques internationales, notamment avec les États-Unis et d'autres pays occidentaux. Longtemps isolé sur le plan régional, Israël a obtenu la reconnaissance d'un certain nombre de pays arabes alentour qui la lui refusaient initialement. La normalisation s'est tout d'abord faite avec l'Égypte lors des accords de Camp David, puis avec la Jordanie et la Palestine dans la foulée des accords d'Oslo. Enfin, récemment, les accords d'Abraham ont abouti à la reconnaissance par de nombreux autres pays musulmans de l'état hébreu. Malgré tout, certains pays comme l'Iran et la Syrie continuent d'appeler à la destruction d'Israël.

III.3.2.7 Synthèse

Ces nations ont réussi à mettre en place une combinaison de puissance douce et de puissance intelligente afin de préserver et étendre leur influence dans la région du Moyen-Orient et au-delà pour la décennie à venir. À travers cela, nous pouvons observer que les interactions entre *Soft* et *Smart Power* au Moyen-Orient mettent en évidence des évolutions significatives soumises à des évolutions politiques, économiques, technologiques et culturelles récentes. Ces observations permettent de tirer quelques conclusions.

- Les pays du Moyen-Orient n'ont plus seulement besoin de leur puissance militaire ou économique pour être influents. Ils font des investissements considérables dans des projets culturels, éducatifs et technologiques afin de renforcer leur influence. Le rôle croissant de la culture et des médias : Les investissements dans les médias (comme Al Jazeera pour le Qatar) et la culture (comme les événements sportifs et culturels en Arabie Saoudite et aux Émirats arabes unis) renforcent de plus en plus le *Soft Power*. Cela montre que les perceptions et l'image internationale sont de plus en plus prises en compte.
- Les pays dotés de ressources naturelles, tels que l'Arabie Saoudite et le Qatar, exploitent leurs ressources énergétiques non seulement pour stimuler leur économie interne, mais également pour établir des alliances stratégiques et influencer les politiques régionales et internationales d'une manière stratégique.
- Israël et les Émirats arabes unis se démarquent par leur investissement dans la technologie et l'innovation, ce qui consolide leur puissance économique en tant que leaders mondiaux dans des domaines essentiels tels que la haute technologie et la médecine.

- Différents pays de la région, comme les Émirats arabes unis et le Qatar, exercent une diplomatie active et une médiation dans les conflits régionaux, en utilisant leur puissance intelligente pour stabiliser la région et renforcer leur prestige international.
- L'influence religieuse et culturelle continue d'être utilisée par l'Arabie Saoudite et l'Iran afin de préserver et d'étendre leur *Soft Power*, notamment au sein des communautés musulmanes sunnites et chiites, respectivement.
- Tous ces pays accordent une grande importance aux alliances stratégiques en s'associant à des puissances mondiales ou régionales afin de renforcer leur puissance intelligente. Israël et les États-Unis, par exemple, ou les partenariats économiques des Émirats arabes unis.

Nous pouvons donc constater que le pouvoir d'influence du Moyen-Orient est redéfini où le *Soft* et le *Smart Power* deviennent des outils indispensables pour évoluer dans un paysage géopolitique complexe. Ces dynamiques témoignent d'un vrai désir de varier les sources d'influence et de s'ajuster aux réalités actuelles de la politique internationale.

III.3.3. Le futur du pétrole national américain et les reconfigurations d'intérêts

Les États-Unis ont porté plusieurs casquettes de producteurs pétroliers lors de ces dernières décennies. Jusqu'en 1970, période de son pic de pétrole conventionnel²⁴⁹, ils sont restés à la tête de la production avant de pencher vers la dépendance au Moyen-Orient pendant 40 ans, jusqu'en 2008. Ils ont récemment repris leur place de premier producteur mondial avec la surexploitation du pétrole – dit de schiste - ou de « roches mères »²⁵⁰. Cet événement à restructurer profondément les relations et les dépendances passées des États-Unis avec les pays du Moyen-Orient et jouera un rôle à l'avenir.

Quel serait le sort des Américains si le monde faisait face à un effondrement ? On entend par effondrement, au sens de l'anglais *collapse*, une diminution drastique de la population humaine et/ou la complexité politique, économique, sociale sur une zone étendue et sur une durée importante, ou perte de la civilisation voire disparition de l'espèce humaine. Dans son livre de 2005, *La fin du pétrole, le vrai défi du XXI^{ème} siècle*, James Howard Kunstler mettait déjà en lumière le devenir des Américains face à cette menace liée aux énergies fossiles. Les Américains perdus dans l'extase de « *l'info spectacle permanent* », de la consommation de divertissement et de la compulsion automobile, ont beaucoup de mal à interpréter les forces grandissantes qui vont transformer la société. Quand bien même les attaques terroristes du 11 septembre 2001 ont fait s'effondrer les tours du World Trade Center et transpercé le Pentagone, l'Amérique continue vers l'avenir les yeux fermés. Le nom donné à cette période menaçante est appelé la *Longue catastrophe* et les Américains y sont pitoyablement préparés.²⁵¹ Grâce aux avantages liés aux énergies fossiles, les occidentaux ont pu, pendant un temps, fermé les yeux sur la finitude de ces ressources inégalement réparties sur la planète. Plus encore, les merveilles du « progrès technologique » exponentiel sous le règne du pétrole les ont entraînés dans une sorte de « *syndrome de Jiminy Cricket* », si bien qu'une large partie des Américains pensent que « *tout ce que nous désirons suffisamment fort peut se réaliser* » et que nous ne manquerons jamais de ressources.²⁵² Pourtant, les guerres pour les ressources ont déjà commencé et elles peuvent nous emmener dans ce que Jean-Michel Valentin appelle un « scénario à la *Mad Max* »²⁵³, c'est-à-dire une guerre jusqu'à la dernière goutte de pétrole.

²⁴⁹ Le pétrole conventionnel représente la forme de pétrole la plus simple à extraire et présentant les meilleures caractéristiques chimiques, c'est la partie facile à extraire. Au contraire, les pétroles de schistes ou les sables bitumineux présentent des propriétés moins avantageuses et nécessitent des moyens plus exigeants pour l'extraction.

²⁵⁰ CARROUÉ, Laurent. La révolution du gaz et du pétrole de schiste aux états-unis : Enjeux Technologiques, Territoriaux et géostratégiques. Dans : Geoconfluences [en ligne]. 12 décembre 2022. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/geographie-critique-des-ressources/articles/gaz-et-petrole-de-schiste-etats-unis>

²⁵¹ KUNSTLER, James Howard et DELAMARE, Philippe, 2005. *La fin du pétrole : le vrai défi du XXI^e siècle* / James Howard Kunstler [en ligne]. Plon. [Paris]. ISBN 978-2-259-20290-9. Disponible à l'adresse : <https://bibliotheque.utt.fr/Default/doc/EDSSYRACUSE/233847/la-fin-du-petrole-le-vrai-defi-du-xxie-siecle-james-howard-kunstler> [Consulté le 28 avril 2024].

²⁵² Voir Annexe 6 : La finitude des ressources selon Kuntsler en 2005

²⁵³ HACHE, Emmanuel. Effondrement, adaptation ou prospérité à l'heure du changement climatique | cairn.info. Dans : Cairn [en ligne]. 2018. [Consulté le 1 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2018-1-page-191.htm>

III.3.3.1. Prospective à 5 ans : Trump ou Biden ?

Les élections américaines sont souvent l'occasion de divers scénarios sur les changements qu'imposera le président élu dans la politique américaine. Le combat semble se jouer entre l'actuel président Biden et l'ex-président Trump²⁵⁴. A la lumière de la récente intervention de Alexandra Hoop Scheffer dans le cadre d'une commission sénatoriale nommée « *Où-vont les États-Unis* »²⁵⁵, elle souligne l'importance de séparer les variations mineures des constantes des présidents américains lors de ces dernières années. Ainsi, les trois piliers, et ce quel que soit le résultat des élections, seront : « *America First, China First et une fluctuation des engagements internationaux* »²⁵⁶. L'administration Obama a redistribué ses forces armées en Irak et a entamé un désengagement en Afghanistan. Trump s'est retiré des accords du nucléaire iranien et Biden mène une politique volontairement floue à l'égard du Moyen-Orient. Si le regard du monde s'est tourné en 2022 sur l'Ukraine et en 2023 sur le dossier israélo-palestinien, c'est en Asie que les Américains aimeraient concentrer leurs efforts. En cas d'élection, Trump ne manquerait pas de réaffirmer son soutien militaire à la politique du premier ministre Netanyahu mais Biden n'a jusqu'alors pas pris de mesures drastiques pour faire valoir le contraire.

Dans cette course au premier avec la Chine et cette relative indépendance énergétique, le Moyen-Orient n'apparaît dans aucune des feuilles de route américaine comme un sujet majeur. Malgré leur opposition politique, la vision américaine et la protection de l'État semble rester le fil conducteur de la future politique du pays. Néanmoins, il convient de noter que dans ce climat de tension, les décisions des prochains mois pourront avoir des conséquences diplomatiques retentissantes dans la région. Le positionnement américain, à l'image des événements récents du 13 avril 2024 et l'envoi des 200 drones et missiles d'Irak sur Israël, sera suivi à la loupe par les analystes et pourra, sans doute, faire basculer la région.

III.3.3.2. Prospective à 10 ans : une course à l'énergie

Le désengagement américain au Moyen-Orient a été principalement permis par deux événements successifs : l'avènement du pétrole et du gaz de schiste qui a donné un second souffle à la production nationale et les échecs des guerres d'Irak et d'Afghanistan. Autour de l'enjeu des ressources,

²⁵⁴ GAUDIAUT, Tristan. Infographie: Présidentielle 2024 : Biden au coude-à-coude avec Trump dans les sondages. Dans : Statista Daily Data [en ligne]. 23 janvier 1970. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://fr.statista.com/infographie/31616/barometre-evolution-intentions-de-vote-trump-biden-election-presidentielle-americaaine-2024/>

²⁵⁵ Où-vont les États-Unis ? Dans : videos.senat.fr [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : https://videos.senat.fr/video.4667077_66550678406e9.ou-vont-les-etats-unis-

²⁵⁶ *China First* représente la stratégie de pivot et l'obsession américaine de contrer l'influence chinoise. Les fluctuations des engagements sont désignées par les conséquences de la politique intérieure américaine ultra-polarisée. Tous les 4 ans, le risque du détricotage par le président suivant est un risque majeur : l'exemple des aides pour l'Ukraine ou des accords de Vienne.

les nouveaux puits de pétrole de schiste, qui s'exploitent en quelques mois contre cinq à sept ans pour les puits de pétrole conventionnel, ont permis de soulager la demande nationale et ce malgré la moindre qualité du *shale oil*. Plus que le pétrole, c'est le gaz qui est devenu une ressource clé dans la « transition énergétique », les américains l'ont bien compris et sont également devenus le premier producteur mondial.

Pourtant, les États-Unis s'empressent d'aller de l'avant en oubliant les leçons du passé. Rappelons que 83% de l'énergie primaire consommée sur le sol américain est d'origine fossile²⁵⁷. Les Américains arrivent respectivement 9^{ème} et 5^{ème} dans les réserves pétrolières et gazières, loin derrière les pays du Moyen-Orient. Ainsi, l'indépendance énergétique américaine relève plus de l'événement passager que d'un scénario stable. Si des investissements en matière d'énergies alternatives sont mis sur la table, la question demeure : les États-Unis iront-ils assez vite dans leur transition afin de ne plus avoir besoin d'hydrocarbures extérieurs lorsque leurs réserves viendront à manquer ? Si la réponse est négative, il semble probable qu'une nouvelle guerre pour les ressources verrait le jour. Le Moyen-Orient panse encore ses cicatrices mais pourrait (re)devenir le théâtre d'une violence jamais vue, mobilisant des outils technologiques et militaires d'un nouveau genre.

²⁵⁷ U.S. energy consumption by source and sector, 2023. Dans : EIA [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.eia.gov/totalenergy/data/monthly/pdf/flow/total_energy_2023.pdf

Conclusion

Au travers de ce mémoire, nous avons tenté d'aborder la complexité de la politique Moyen-Orientale des États-Unis, enjeu incontournable du siècle dernier. Bien que toujours présente, la stratégie américaine a muté au cours des dernières décennies. Nous avons cherché à comprendre « *la stratégie d'influence américaine au Moyen-Orient* », son histoire, ses invariants et ses inédits. Initialement, la présence américaine s'articule autour des ressources pétrolières, mais elle varie à l'aune des bouleversements géostratégiques. D'une zone chaude de la guerre froide, le Moyen-Orient devient le pré carré des Américains à la chute de l'URSS. Désormais, c'est surtout autour des enjeux sécuritaires que les États-Unis interviennent dans la région, que ce soit pour contrecarrer l'Iran ou pour combattre les groupes terroristes. Si la révolution iranienne renverse le jeu des alliances, ce n'est que pour laisser la place à de nouveaux alliés majeurs, l'Arabie saoudite et Israël. La relation des États-Unis avec la région est à la croisée des chemins entre influence, alliance et conflits dans un contexte d'installation d'un nouvel ordre mondial.

La politique étrangère américaine possède plusieurs fils conducteurs depuis les années 1950. Le premier d'entre eux est d'assurer les approvisionnements énergétiques et les souverainetés pétrolière et gazière du pays. Ces ressources font leur grand retour sur le territoire national depuis les années 2010 avec l'émergence du pétrole de schiste, ou *shale oil*. Pour les Américains, la perte de leur hégémonie est impensable, qu'elle soit énergétique ou d'influence. Cela rejoint leur deuxième pilier : la vision messianique. L'Amérique est une terre sacrée et doit s'ériger comme la nation libératrice. Au fil des siècles, cette pensée s'est transformée en idéologie et elle continue de guider les présidents américains du XXI^{ème} siècle. Nos travaux nous ont également éclairé sur le réalisme et l'opportunisme politique dont fait preuve la première puissance mondiale. Elle a su conserver son emprise dans la région grâce à ses relations diplomatiques avec l'Iran du Shah jusqu'en 1979, puis avec l'État israélien au travers d'une relation encore hautement stratégique de nos jours. L'ultime élément structurant est aussi celui d'une première rupture : la guerre d'Irak de 2003. Elle mobilise l'interventionnisme américain passé mais intègre également deux dimensions inédites sous Bush Jr que sont la guerre préventive et la lutte contre le terrorisme international. Les conséquences sur l'influence américaine au Moyen-Orient sont sans précédent. Pour les Américains, il y a un avant et un après la guerre d'Irak. La décision prise par le président Obama d'engager le retrait des militaires arrive pourtant trop tard. L'État irakien est en ruines, les infrastructures pétrolières sont inutilisables et aucune structure politique n'est viable pour prendre la suite. L'Irak est un état failli et mène les États-Unis dans une nouvelle ère de remise en question du modèle occidental.

Décrire les invariants est un moyen efficace de synthétiser nos réflexions sur le sujet. Cependant, nous avons également tenté de séparer les constantes de la politique américaine des ruptures de

continuum. Le bouleversement majeur des années 2010 reste la montée en puissance d'une contre-influence de nouveaux acteurs dans la région avec lesquels les États-Unis doivent composer. Un rejet des valeurs occidentales s'organise dans la création d'alternatives financières, diplomatiques et culturelles, où les États-Unis ne seraient plus les uniques alliés du berceau moyen-oriental. Depuis peu, ce rôle de « *gendarmes du monde* » a été réduit à celui d'une force de « *police* » pour lutter contre les groupes terroristes, et dans le cadre de coalitions internationales. La présence américaine a cessé d'être dissuasive devant les échecs cuisants et très largement asymétriques des conflits d'Irak et d'Afghanistan. La Chine et la Russie sont des acteurs qui intègrent de nouvelles dynamiques dans la région et proposent de véritables contre-modèles. Le dernier exemple en date est celui du groupe des BRICS+ rejoint par l'Iran, l'Arabie Saoudite, les EAU et l'Égypte en 2024. Cette position les force à déléguer en partie le maintien de la stabilité régionale à leurs alliés historiques, Israël et l'Arabie saoudite notamment. De fait, ils doivent faire des concessions à ces pays, ce qui explique le soutien appuyé de Joe Biden à la riposte violente de Netanyahu aux attaques du 7 octobre, malgré les violations des droits humains constatées. Cela explique aussi pourquoi les États-Unis se tournent à nouveau vers l'Arabie saoudite, alors que Joe Biden avait traité le royaume d'« État paria » à la suite de l'assassinat de l'opposant Jamal Khashoggi. Ces signaux faibles sont les premiers marqueurs d'un changement de perspectives dans les politiques au Moyen-Orient. Ils ouvrent la voie à un monde plus multipolaire et incertain construit par opposition au modèle que les États-Unis ont été capables d'imposer, faute de concurrence, dans la géopolitique d'après-guerre froide.

La stratégie d'influence américaine est toujours ardemment ancrée au Moyen-Orient. Pour l'illustrer, le double conflit Ukraine-Russie et Israël-Hamas montre au monde entier la relation privilégiée qu'entretiennent les Américains avec leur allié historique israélien. Ils sont exposés plus que jamais à la critique des pays des Sud Globaux sur leur politique « deux poids, deux mesures ». Cependant l'ère Obama et sa politique régionale a cherché à désengager progressivement les États-Unis pour entamer un pivot vers l'Indopacifique. En effet, à mesure que la menace matérialisée par la Chine, véritable rivale stratégique, se fait de plus en plus pesante pour les États-Unis, ils doivent réagir avec l'appui de leurs alliés. Il leur faut notamment penser à sécuriser leurs approvisionnements en semi-conducteurs taïwanais, ceux-ci étant vitaux pour leur secteur de la haute technologie dont dépend la santé de leur économie globale. Or la Chine continue de considérer Taïwan comme une province rebelle qui devra un jour ou l'autre rejoindre le giron de la République Populaire, par la force si nécessaire. Il est donc crucial pour les États-Unis de soutenir en priorité les pays voisins de la Chine comme le Japon, les Philippines ou la Corée du Sud, voire le Vietnam. En outre, il leur faut renforcer leurs propres installations militaires dans la région, quitte à affaiblir leur position au Moyen-Orient. A l'heure où les menaces s'accumulent partout dans le monde (Ukraine, Sahel, Indopacifique...), la région du Moyen-Orient ne semble plus prioritaire. Elle reste pourtant une zone où les conflits naissent, demeurent et rarement s'éteignent.

Annexes

Annexe 1 : Proche-Orient ou Moyen-Orient ?

Selon Gérard-François Dumont, recteur mais également géographe, économiste et démographe, la notion de « *Moyen-Orient* » est liée à l'expression *Middle East* anglo-saxonne. Il caractérise l'espace sous influence anglaise dans l'espace eurasiatique. Pour Vincent Capdepuy, la différence entre Proche et Moyen-Orient pourrait signaler « *un enjeu impérialiste entre les puissances rivales... ou plus simplement comme celui d'une crispation française face à l'hégémonie américaine* »²⁵⁸. En effet, la notion de Near East (Proche Orient) a été largement utilisée par les français après la Première Guerre mondiale, puis elle s'est confondue après la Seconde Guerre mondiale. L'influence américaine aurait probablement marqué notre façon de parler de cette zone géographique en tant que français. A l'inverse, la notion de *Middle East* (Moyen-Orient) renverrait à l'espace du « milieu », pivot géostratégique central sur le continent eurasiatique, situé tout proche du « *Heartland* » de Mackinder. Le contrôle de cet espace géostratégique central pourrait être une justification de l'interventionnisme américain au Moyen-Orient. Sous l'administration Georges W. Bush, on parlera même de *Greater Middle East* (Grand Moyen-Orient).

Pour autant, la notion de « *Proche-Orient* » est historique. Elle illustre probablement un héritage culturel : volonté française de fortifier le territoire et ses provinces, depuis Louis XIV, avec des citadelles et places fortes héritées de Vauban. L'extrait suivant, issu de *L'Espace géographique*, permet de mieux comprendre le point de vue. La notion de *Moyen-Orient* exprimerait selon l'auteur « *un point de vue étatsunien, plus lointain et plus englobant* » celle de *Proche-Orient* « *un point de vue français caractérisé par une certaine proximité culturelle héritée d'alliances anciennes* ». Il conclut en rappelant que les notions de *Proche-Orient* et de *Moyen-Orient* « *ont été empruntées toutes deux à la langue anglaise et rien au départ ne permet d'affirmer que l'une plutôt que l'autre est porteuse d'un point de vue étatsunien. Toutes deux sont « occidentalocentrées » et ont été inventées dans le cadre d'un même système mondial* ».

²⁵⁸ CAPDEPUY, Vincent, 2008. Proche ou Moyen-Orient ? Géohistoire de la notion de Middle East. *L'Espace géographique*. 2008. Vol. 37, n° 3, pp. 225-238. DOI "https://doi.org/10.3917/eg.373.0225" [10.3917/eg.373.0225](https://doi.org/10.3917/eg.373.0225).

Annexe 2 : L'Iran, du début du XX^{ème} jusqu'au début du XXI^{ème} siècle

Il s'agit de l'histoire d'une amitié jeune qui s'est rapidement transformée en humiliations mutuelles et en opportunités manquées de renouer le dialogue. Au départ, cependant, les relations entre l'Iran et les États-Unis étaient bonnes. Au début du XX^{ème} siècle, la jeune puissance qui s'épanouit outre-Atlantique peut être considérée comme une source d'inspiration, sinon d'imitation, pour les Iraniens. Ne se sont-ils pas libérés de la puissance britannique, celle-là même qui domine l'Iran, les États-Unis en plein essor ? L'Amérique se tient encore à distance du Moyen-Orient et des rivalités qui s'y jouent. Pendant la Seconde Guerre mondiale, après le rapprochement entre l'Iran et l'Allemagne, des troupes américaines occupent l'Iran, aux côtés de la Grande Bretagne et de la Russie, mais c'est pour combattre le Reich. Et lorsque les nazis sont défaits, Washington s'oppose à Staline, qui foment des sécessions dans les provinces azérie et kurde du nord de l'Iran. Au début des années 50, les États-Unis apparaissent comme de généreux bailleurs du pays. Tout va basculer en deux ans. A cause de l'obstination britannique, surtout. Depuis le début du XX^{ème} siècle, le pétrole iranien est entre les mains d'une compagnie britannique de droit privé. Le gouvernement du Royaume-Uni possède une part du capital de l'AIOC (*Anglo-Iranian Oil Company*), qui verse 16 millions de livres de royalties par an à l'État iranien, tandis qu'elle retire 200 millions de profits de l'or noir. Téhéran réclame une nouvelle répartition. D'autant plus que, par comparaison, les États-Unis entretiennent des relations avec l'Arabie saoudite selon un principe de 50-50. Londres accorde un supplément de 4 millions, pas davantage. Le gouvernement travailliste refuse que l'accord à Téhéran devienne une norme ailleurs.



Figure 27 : Carte de l'Iran.²⁵⁹

²⁵⁹ ALTERNATIVES ECONOMIQUES, 2006. Iran : carte. In : Alternatives Economiques [en ligne]. [Consulté le 4 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.alternatives-economiques.fr/iran-carte-0112200669795.html>

En Iran, le Front national de Mohammad Mossadegh, devenu Premier ministre en avril 1951, suscite la contestation et fait voter par le Parlement la nationalisation du pétrole. L'expropriation est déclarée par la Grande-Bretagne qui impose un embargo sur l'or noir iranien. Les États-Unis essaient de trouver une solution, mais la tension persiste. Harry Truman est préoccupé par le blocage britannique et craint que Moscou en tire profit pour s'emparer du pétrole iranien en utilisant le Tudeh (Parti communiste iranien), allié du fantasque Mossadegh, tout comme certains dignitaires du clergé chiite. Cependant, Washington, qui est actuellement en train de se réarmer, ne se sent pas encore prêt à faire face à un tel scénario qui nécessiterait son intervention militaire en Iran.

La relation tendue entre le Royaume-Uni et Mossadegh, qui séduit Washington, persiste. Afin de contrer les critiques dans le pays même à l'encontre de sa stratégie de tension, le Premier ministre iranien s'arroge des pouvoirs exceptionnels et s'appuie davantage sur le Tudeh. Au cours de l'automne 1952, Washington considère que le réarmement américain est suffisamment avancé pour faire preuve de force contre Moscou. Un coup d'État est planifié pour faire déposer Mossadegh par des officiers supérieurs iraniens. Au début de 1953, le démocrate Truman est remplacé par le républicain Dwight Eisenhower. Le 19 août, Mossadegh est déposé après une première tentative ratée qui a conduit le Shah à s'enfuir à Rome. Malgré leur humiliation, de nombreux Iraniens garderont en mémoire la leçon : le « monde libre » des États-Unis démocratiques s'arrête là où leurs intérêts stratégiques débutent.

L'ancien jeune ami de l'Iran se transforme en un parrain envahissant auquel le Shah doit maintenant son trône. Washington succède à Londres et fait de ce pays un élément essentiel de sa ligne de front contre l'Union soviétique. L'armée iranienne sera progressivement transformée par les conseillers militaires américains. Washington considère le développement économique du pays comme secondaire. Deuxième, mais non absent. Dans les années 60, avec l'objectif de garantir la stabilité sociale du régime, les États-Unis incitent les dirigeants iraniens à faire de leur cher et ancien pays une société contemporaine. Les planificateurs américains supposent que l'aristocratie foncière soit remplacée par une couche de petits propriétaires. Une réforme agricole est nécessaire. Le Shah s'impose, car cette Révolution Blanche, qui, par ailleurs, donnera plus tard des droits aux femmes. En effet, la pression politique de l'aristocratie l'empêchait de rassembler le pouvoir au Palais. Il n'y a pas que les patriciens qui protestent. La voix est donnée par le haut clergé chiite, lui-même propriétaire de la terre et protecteur de l'ordre moral. Rouhollah Khomeiny n'est pas membre du cercle étroit des grands ayatollahs, mais il se distingue par ses qualités de tribun. Et plus particulièrement lorsque Washington impose peu après au régime du Shah une loi qui stipule que les employés américains présents dans le pays ne pourront être jugés que par les tribunaux américains.

Ce passage fait référence aux privilèges humiliants que la Russie et la Grande-Bretagne s'étaient accordés dans un Iran affaibli au XIXe siècle. Et qu'avait aboli le père de l'actuel Shah dans les années 30. Des protestations se déclenchent. En 1964, Khomeiny est chassé du pays et s'installera peu après

dans les villes saintes chiites d'Irak. Le souverain, de plus en plus isolé au sommet du pouvoir, efface toute critique en se servant de sa police politique, la Savak, fondée en 1957 avec l'aide des États-Unis. Et laisse libre cours à ses aspirations à la gloire. À la suite du retrait de la Grande-Bretagne de la région en 1971, il devient le gendarme du Golfe, favorisant également les bonnes relations avec Israël. Les usines américaines d'armes sont en pleine activité pour l'Iran. Grâce à l'assistance occidentale, notamment de Washington et de Paris, le pays met en place un programme nucléaire à vocation civile ambitieux.

Aux États-Unis, l'homme de la rue ne porte guère d'intérêt pour ce pays éloigné, à l'exception peut-être de l'organisation par le Shah, en 1971, de cérémonies extravagantes à Persépolis pour célébrer les 2500 ans de la monarchie iranienne. Cependant, en décembre 1973, à la suite de la Guerre du Kippour, le Shah décide de voir le prix du baril de pétrole quadrupler. Washington reste cependant très attaché au régime impérial. L'ampleur de la colère qui monte contre la dictature n'est pas mesurée par les dirigeants politiques américains. Les héritiers de Mossadegh, les étudiants qui s'inspirent du Vietnam ou qui sont séduits par le philosophe Ali Chariati, dont les écrits sont entre chiisme et marxisme, sont confrontés à une contestation. Et évidemment, les réseaux religieux mis en place par l'ayatollah Khomeiny, qui, depuis son exil, critique à la fois l'influence corrompue de la civilisation américaine et l'impérialisme américain.

Washington risque de perdre un puissant allié au Moyen-Orient en raison de sa cécité. En décembre 1977, à Téhéran, le président démocrate Jimmy Carter, très attaché aux droits de l'homme, applaudit le Shah pour avoir transformé son pays en « une île de stabilité ». Le régime s'effondre cependant un peu plus d'un an plus tard, sous l'influence de la rue. Le Shah a sombré dans l'obscurité, sa puissante dictature se fragilise. Le nom de l'ayatollah Khomeiny, ce religieux barbu qui rassemble les foules téhéranaises, est rapidement appris aux Américains, tout comme au reste du monde. 1979, la révolution islamique. Washington cherche tout d'abord à maintenir des relations au moins pacifiques avec le pouvoir qui s'installe et dont le Premier ministre est le nationaliste Mehdi Bazargan, un homme pieux connu pour sa modération. Cependant, il y a des tensions entre les divers courants qui ont anéanti le Shah. Le 4 novembre 1979, des étudiants entrent dans l'ambassade des États-Unis et s'emparent de 52 diplomates. Bien que l'ayatollah Khomeiny n'ait pas été à l'origine de ce coup d'éclat, dont ses propres promoteurs pensaient qu'il serait éphémère, il l'approuve, considérant cela comme une opportunité de renforcer les rangs contre les États-Unis, qui viennent de faire un geste hautement suspect aux yeux des révolutionnaires.

Le Shah, malade, a été admis par Jimmy Carter à se faire soigner sur le sol américain, alimentant ainsi à Téhéran la crainte d'un complot américain pour rétablir le souverain sur son trône. Selon les Iraniens, la capture de l'ambassade, considérée comme un « nid d'espions », constitue une réponse à l'affront de 1953. Aux États-Unis, l'individu de la rue, qui ignore le nom de Mossadegh, est également déploré par

ces images d'otages diffusées sur les écrans. C'est le cas à deux reprises lorsqu'une opération commando pour les libérer se solde par la chute d'un hélicoptère américain dans le désert iranien. L'administration Carter a rompu toute relation diplomatique avec Téhéran dès la prise d'otages, ce qui a entraîné la démission de Bazargan, et gelé les avoirs iraniens aux États-Unis. Des discussions sont engagées afin de libérer les diplomates. Cependant, Téhéran fait attendre. Après l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison Blanche en janvier 1981, les otages ne sont libérés.

Pendant ce temps, un autre individu est entré dans la salle de bal. En septembre 1980, à l'occasion du désordre à Téhéran, Saddam Hussein dirige ses troupes vers l'Iran. En agissant ainsi, il rassemble les Iraniens afin de défendre leur pays. À l'occasion de la guerre très violente qui s'engage, les hommes de Khomeiny répliquent aux opposants à leur domination autoritaire. Et imposent à la société l'ordre islamique. Malgré la mise en place d'un embargo sur les armes par l'ONU dans ce conflit dont elle n'a pas jugé opportun de désigner l'agresseur, les pays occidentaux, avec les États-Unis en tête, vont apporter une aide considérable au tyran irakien dans l'espoir de contenir l'Iran qui affirme vouloir exporter la Révolution islamique. Et qui provoque la formation du Hezbollah après l'invasion israélienne qui a assiégé la ville de Beyrouth (Liban) en 1982, tout en s'alliant au régime « laïc » de Hafez El-Assad, rival bathiste de Saddam Hussein. En 1983, 241 Marines américains sont tués lors d'un attentat à Beyrouth. À cette époque, le Hezbollah est le principal suspect.

La guerre menée par les Iraniens sur le territoire irakien ne prend pas fin. Le régime islamique ne dispose pas d'armes et de pièces de rechange pour les avions américains qu'il a hérités du Shah. En 1986, l'administration Reagan conclut un accord improbable dans le plus grand secret avec l'Iran, par le biais de nombreux intermédiaires, dont Israël : l'Iran libérera des otages américains au Liban et, en retour, des équipements militaires lui seront vendus. Washington utilisera les résultats de cette négociation pour soutenir la Contra qui lutte contre le régime sandiniste du Nicaragua ! Après l'échec de l'accord, des proches de Reagan expliquent qu'il avait pour objectif de soutenir les modérés dans le régime islamique. Les critiques contre le président du Parlement, Hachemi Rafsanjani, maître d'œuvre de l'opération, sont étouffées par Khomeiny, qui a approuvé le marché. Au milieu des années 80, l'Iran et l'Irak se disputent le Golfe. Certains tankers sont accompagnés par les États-Unis qui envoient leurs navires militaires dans la région. L'un d'entre eux, le USS Vincennes, fait une erreur en abattant un avion civil iranien où 290 personnes sont tuées en juillet 1988. « La diaspora iranienne est coupée du pays réel ».

Le 18 juillet, l'exsangue Khomeiny accepte le cessez-le-feu proposé par l'ONU dans la guerre contre l'Irak. Il décède moins d'un an après. En dépit de quelques espoirs alors nourris à Washington, le régime islamique continue de faire face. L'Iran a décidé de cesser d'exporter sa révolution. Il est nécessaire qu'il se reconstitue sous la direction de Hachemi Rafsanjani, qui est devenu chef de l'État en août, et de l'ayatollah Khamenei, qui est le nouveau dirigeant de la République islamique. Alors qu'ils travaillent, le mur de Berlin s'effondre, l'Empire soviétique s'effondre. Bientôt, les États-Unis ne pourront plus

compter sur leur propre ennemi. Cependant, le Koweït est envahi par Saddam Hussein en août 1990. George Bush Senior mobilise une flotte pour le traquer. L'Iran n'intervient pas. Lorsque le dictateur irakien, après avoir été battu, sème dans le sang, avec l'appui des États-Unis, une révolte chiite au sud de son pays, Téhéran accueille les réfugiés.

Bush Senior est alors intéressé par des stratégies d'approche avec l'Iran qui semble renoncer à une partie de ses ambitions révolutionnaires, même si des agents de Téhéran tuent des opposants réfugiés en Europe. Cependant, le président américain se prépare pour les élections. En 1992, il est élu par le démocrate Bill Clinton. Il est entouré d'anciens membres de l'administration Carter qui ont conservé un souvenir difficile des négociations concernant les otages. Quand le nouveau président s'intéresse au Moyen-Orient, il le considère à travers le prisme du conflit israélo-palestinien. Selon lui, la République islamique, qui est une puissante antisioniste et un partisan des islamistes palestiniens, représente un danger mortel pour les espoirs de paix qu'il nourrit à partir des accords d'Oslo de 1993. Ce point de vue lui empêche de comprendre les évolutions politiques en Iran, où la politique de Hachemi Rafsanjani a certes enrichi une bourgeoisie commerçante, mais n'a pas satisfait les attentes de la classe moyenne. Et où les investissements étrangers manquent de manière regrettable. En mai 1997, Mohammad Khatami est élu président réformateur. Ce religieux chiite, connaisseur de l'Occident, entreprend une campagne de séduction envers les Américains. Sur CNN, il exprime son regret face à la prise d'otage de 1979, tout en évoquant le putsch de 1953. Il met en évidence l'importance de la religion dans la société américaine ainsi que dans la sienne, et se prend pour un défenseur d'un dialogue entre les civilisations. Bill Clinton refuse de prendre la main tendue. Madeleine Albright admet en 2000 les erreurs commises par Washington en 1953 et l'erreur du soutien à Saddam Hussein. Cependant, il dénonce les responsables « non élus » de Téhéran. L'Iran fait des appels à l'ingérence d'autant plus prononcés qu'ailleurs, comme chez son allié saoudien par exemple, Washington se montre beaucoup moins rigoureux.

Les dirigeants iraniens, déçus par Clinton, attendent l'élection de 2000 qui voit l'élection de George W. Bush, fils de cet ancien président qui, tardivement, semblait prêt à établir un dialogue avec Téhéran. Cependant, Bush junior se concentre sur d'autres sujets que la politique étrangère. À partir du 11 septembre... Après le choc, les États-Unis commencent à attaquer l'Afghanistan, où se trouve la base d'Oussama Ben Laden. L'Iran, qui est le principal adversaire des talibans, soutient Washington dans la reconstruction des liens avec les moudjahidin, qui luttent contre le régime du mollah Omar et que les États-Unis avaient abandonnés. Ensuite, après la guerre, il s'implique dans les travaux de reconstruction du pays. Est-ce que les intérêts de Téhéran et Washington pourraient converger ? Certains leaders iraniens ont confiance en cela. Cependant, George W. Bush réduit leur enthousiasme en janvier 2002 en inscrivant l'Iran dans l'axe du mal avec la Corée du Nord et l'Irak. Les réformateurs à Téhéran sont bouleversés.

Pendant la préparation de la guerre contre Bagdad par George W. Bush, les partis chiites irakiens réfugiés en Iran se rendent à Washington qui cherche des alliés locaux. Et ne s'intéresse pas beaucoup à leur idéologie. Les dirigeants iraniens sont préoccupés par la vitesse de la victoire américaine au printemps 2003. En observant les États-Unis s'enfoncer dans l'occupation du pays, ils se rassurent légèrement. Cependant, un autre sujet concerne leurs liens avec Washington. En août 2002, les Moudjahidin du Peuple (Mujahedin-e-Khalq), un groupe d'opposants iraniens en exil, soutenus par Saddam Hussein, ont dévoilé que Téhéran a un programme secret d'enrichissement d'uranium et de production de plutonium. Finalement, l'Iran admet l'existence d'un programme dissimulé, mais affirme ne souhaiter enrichir l'uranium qu'à des fins civiles, conformément au Traité de non-prolifération nucléaire. L'Occident, et en particulier Washington, le soupçonne plutôt de motifs militaires. Étant donné l'absence de relations diplomatiques entre les États-Unis et l'Iran, une troïka européenne commence des discussions avec Téhéran, qui aboutissent en novembre 2004 à la suspension temporaire de l'enrichissement par Téhéran. En attendant, sur le plan national, la position de Mohammed Khatami s'est détériorée. Les réformateurs n'ont pas s'immiscés dans les enjeux économiques et sociaux de la nation. Et sont en concurrence à l'élection présidentielle de juin 2005.

Le maire de Téhéran, Mahmoud Ahmadinejad, nostalgique des débuts de la Révolution islamique et représentant de la génération des anciens combattants de la guerre Iran-Irak, remporte le scrutin. Un souvenir qui ne l'encourage pas à croire en l'Occident... La revendication de son hostilité envers le Grand Satan s'inscrit dans l'intransigeance des néoconservateurs qui, à Washington, réclament un changement de constitution à Téhéran. La reprise de l'enrichissement d'uranium est annoncée en avril 2006 par Mahmoud Ahmadinejad, qui ne cesse de crier à la fin d'Israël. Le gouvernement iranien semble s'enfermer dans la lutte. Le président souhaite établir une alliance économique avec les principaux pays émergents d'Asie. Cependant, une normalisation des relations entre son pays et les États-Unis favoriserait l'arrivée d'investissements occidentaux dont l'Iran a un besoin évident. En même temps, à Washington, la classe politique tente de trouver des solutions pour sortir du chaos irakien. Il est nécessaire de trouver des compromis avec la principale puissance régionale pour une sortie. On entend alors des voix, dont celles d'anciens membres de l'administration Bush Senior tels que James Baker, qui encouragent l'ouverture d'un dialogue avec l'Iran.

Annexe 3 : Renversement de la République démocratique d’Iran (1953)

En 1951, Mohammad Mossadegh veut nationaliser le pétrole iranien. L’Anglo-Iranian Oil Company (AIOC), devenue quelques années plus tard British Petroleum (BP), voit d’un mauvais œil cette nationalisation. Après la recherche de plusieurs solutions, le Royaume-Uni songe à faire pression sur Téhéran au travers d’un embargo. Winston Churchill, avec les moyens limités des services secrets anglais, demande finalement de l’aide aux États-Unis afin de sécuriser les intérêts de BP en Iran. En 1952, cette demande est rejetée par Harry S. Truman puis acceptée l’année suivante sous l’administration Dwight D. Eisenhower²⁶⁰. La CIA est alors mandatée par le gouvernement américain de l’époque pour créer un climat insurrectionnel (Opération Ajax) qui conduit au renversement de la République démocratique d’Iran en 1953. Ce coup d’État propulsa à la tête de l’Iran un dirigeant autoritaire, le Shah d’Iran, favorable aux intérêts occidentaux. Cet événement important d’Iran illustre parfaitement les opérations d’ingérence réalisées par la CIA, servant les intérêts néocolonialistes de l’époque pour la puissance américaine. Ici, on défait un régime non favorable à ses intérêts pour des enjeux de sécurité des matières premières. C’est une guerre énergétique.

²⁶⁰ RAMOS, Raphaël, 2020. L’action clandestine et l’ascension de la CIA sous l’administration Eisenhower. *Guerres mondiales et conflits contemporains*. 2020. Vol. 278, n° 2, pp. 89-107. DOI [10.3917/gmcc.278.0089](https://doi.org/10.3917/gmcc.278.0089).

Annexe 4 : La 1^{ère} guerre d'Afghanistan (1979-1989), anatomie d'un échec soviétique

Au début des années 1970, l'Afghanistan est un état instable aux mains d'un roi, Mohammad Zahir Shah. Celui-ci mène des politiques réformatrices, qui s'avèrent être populaires dans les villes mais bien moins dans les campagnes, plus conservatrices.

Le 17 juillet 1973, son beau-frère Mohammad Daoud Khan le renverse pour instaurer une république. Daoud Khan est inspiré par le socialisme, et se rapproche naturellement de l'Union soviétique. Néanmoins, il fait partie de la frange modérée de son parti, le Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA), tout comme Babrak Karmal. Leur opinion est que le socialisme doit être adapté aux réalités du terrain afghan. Face à eux se dressent des radicaux, Nour Mohammad Taraki et Hafizullah Amin en tête. Ceux-ci jugent les réformes de Daoud Khan trop timides, et le critiquent de plus en plus ouvertement. Ce dernier commence alors à se méfier de plus en plus des communistes, et en assassine certains. Soutenu par l'URSS et galvanisé par la récente révolution iranienne, Taraki mène la révolution de Saur et prend le pouvoir en 1978.

Mais à peine arrivé au pouvoir, Taraki transforme l'Afghanistan en pays communiste à marche forcée, ignorant le mécontentement des campagnes conservatrices. Il va jusqu'à prendre des mesures anticléricales, ce qui amène certains groupes à prendre les armes. Il subit même des défections dans sa propre armée et commence à perdre du terrain. En mars 1979, Hérat tombe aux mains des insurgés. Taraki en appelle à une intervention militaire directe de l'Union soviétique, qui lui fournit déjà du matériel militaire et des instructeurs. Après de vifs débats, le Politburo refuse toutefois d'accéder à sa requête. Cependant, à la faveur de nouvelles dissensions internes au sein du PDPA, Hafizullah Amin renverse Taraki puis l'assassine. Le nouveau dirigeant est beaucoup moins favorable à l'Union soviétique et tente de se rapprocher avec les États-Unis et son allié pakistanais.

C'en est trop pour Moscou, qui intervient militairement à Noël 1979 et renverse Taraki pour le remplacer par le modéré Babrak Karmal. Cette intervention militaire dans un pays frère est très mal perçue à travers le monde et nuit gravement à l'image anticolonialiste et antiimpérialiste que l'URSS s'était construite. En outre, les moudjahidin, soutenus par l'ensemble du monde musulman et l'Occident, opposent une farouche résistance à l'armée soviétique²⁶¹.

Le conflit s'enlise, les rebelles mettant à profit leur connaissance du terrain pour mener une guérilla qui coûte cher à l'Union soviétique. Le peuple soutient les insurgés, ce qui conduit les soviétiques à mener une contre-insurrection brutale et indiscriminée. Les moyens engagés par les soviétiques sont considérables : ce ne sont pas moins de 600 000 militaires qui se relayeront au cours du conflit, et jusqu'à

²⁶¹ BOURDIN, Thibault. Comment la défaite soviétique en Afghanistan a changé le monde, 2023. [en ligne]. [Consulté le 10 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=E7jwTPf5jVs>

100 000 simultanément. Sont également alignés 500 avions, 600 chars et près de 4500 blindés. En 1985, Mikhaïl Gorbatchev arrive au pouvoir en URSS. Constatant l'état délétaire de ses finances, il n'a d'autre choix que de réduire le soutien aux groupes armés communistes à travers le monde. Dans le même temps, il entame un retrait progressif d'Afghanistan. En 1989, il laisse complètement la main aux communistes afghans. Le bilan de cette guerre est dévastateur. On compte 1.3 million de morts (dont une majorité de civils) et 5.5 millions de déplacés côté afghan, contre 26 000 soldats soviétiques tués (selon une estimation plus tardive de l'état-major russe). A cela, il faut ajouter le coût insoutenable de cette guerre pour l'URSS, qui ne s'en remettra jamais. Il faut aussi considérer l'émergence de l'islamisme radical, dont l'Afghanistan a été le terreau, et dont nous payons encore aujourd'hui le prix²⁶².

²⁶² MARANGÉ, Céline, 2021. La guerre d'Afghanistan, tombeau de l'Union Soviétique. *Guerres mondiales et conflits contemporains*. 2021. Vol. 281, n° 1, pp. 97-110. DOI 10.3917/gmcc.281.0097.

Annexe 5 : La vie de Dick Cheney, ou la tête pensante de la guerre d'Irak

Il convient de présenter ce personnage clé de l'administration Bush Jr, véritable fer de lance des néo-conservateurs. Dick Cheney entame sa carrière politique sous la coupe de Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense et fier républicain, dans l'administration Ford (1975-77) qui lui transmettra les fondamentaux de la politique des États-Unis et les différents jeux de pouvoir de la Maison Blanche. Il sera témoin de la débâcle du Watergate, de la guerre du Vietnam et de la défaite de Ford contre Carter qui l'évincera un moment du Pentagone. Il continuera sa carrière politique comme représentant du Wisconsin avant de rejoindre la haute politique grâce à Reagan puis à H. W. Bush (1989-93) comme secrétaire d'État à la Défense, l'ancien poste de son mentor Rumsfeld. A la sortie du président H. W. Bush, Cheney est évincé de la scène politique, une nouvelle fois, et rejoint l'entreprise privée Haliburton, à la tête de laquelle il se hissera pendant 6 ans. La dernière étape de sa carrière politique est sous le signe de son grand retour dans l'administration Bush Jr comme vice-président en 2001. Sous couvert d'un accord officieux avec le Président d'augmenter ses responsabilités et de pousser à l'extrême la théorie de l'exécutif unitaire²⁶³, théorie visant à rediriger l'exécutif (les armées et la politique étrangère) dans les mains de la présidence, ou vice-présidence, sans tenir compte de la position du Congrès et son article II de la Constitution des États-Unis grâce à David Addington. Dick Cheney revient alors à la tête de la nation la plus puissante du monde avec ses pions néo-conservateurs (Sénat, Pentagone, CIA...) muni d'outils de prise de décisions jamais utilisés dans l'histoire des États-Unis, et l'Irak sera la première victime de cette prise de pouvoir.

²⁶³ CUSTOS, D. Théorie de l'exécutif unitaire et Contrôle Présidentiel des agences indépendantes aux États-Unis | cairn.info. (n.d.). <https://www.cairn.info/revue-francaise-d-administration-publique-2019-2-page-327.htm>

Annexe 6 : La finitude des hydrocarbures selon Kuntsler en 2005

À titre d'exemple plusieurs types des redéploiements stratégiques des États-Unis sur l'organisation des forces combattantes américaines, à vocation géographique, on retrouve 5 (*Unified combatant commands*) à savoir :

- Le Northern command (créé le 1er octobre 2002) en réponse à l'attentat du 11 septembre 2001 ;
- Le Southern command (créé en novembre 1947) responsable des opérations militaires pour la zone de l'hémisphère sud-américain ;
- Le Pacific command « pacon » (créé en janvier 1947) avec une zone de responsabilité qui couvre 169 millions de kilomètres carrés et 60 pour cent de la population mondiale ;
- Le central commande « centcom » (créé en janvier 1983), implanter sur la base aérienne de MacDill en Floride ;
- L'Européen command « Eucom » (créé en 1951) qui couvre initialement l'Europe occidentale depuis la fin de la Guerre froide.²⁶⁴ ANNEXE

Les énergies et les technologies nouvelles risquent bien de ne jamais pouvoir remplacer le carburant fossile à l'échelle, au rythme et de la même manière dont le monde le consomme à présent. Le vrai enjeu lié à cette problématique est que les pays développés vont beaucoup souffrir du fait de l'épuisement effectif du pétrole et du gaz. Il faut noter que le déclin des énergies fossiles ne manquera pas de déclencher des conflits chroniques entre les nations. La géopolitique du pétrole à venir continuera d'être un défi majeur. Historiquement, l'humanité n'a jamais dû faire face à d'aussi dangereuses circonstances qu'en ce début du XXI^{ème} siècle. Au cœur du problème se trouve la dépendance malade des États-Unis envers les riches sous-sols du Moyen-Orient, car les pays possèdent l'essentiel du pétrole subsistant. Le pétrole est l'une des ressources de notre civilisation actuelle, sans lui nos industries (chimie), nos transports (essence) ou même nos agricultures (pesticides) s'arrêteront. Face à cette importance, les États-Unis supposent que lorsque le pétrole sera épuisé l'humanité sera passée au système énergétique de l'hydrogène.²⁶⁵ La planète disposait de 2 billions de barils de pétrole liquide conventionnel non renouvelable avant que les hommes ne commencent à s'en servir, au milieu du XIX^{ème} siècle. Le monde en a brûlé environ un billion de barils, soit la moitié du total. Les découvertes de pétrole ont atteint leur pic mondial en 1964. L'utilisation du pétrole s'est accélérée depuis 1950, parallèlement à la croissance explosive de la population mondiale (c'est le pétrole qui a permis cette explosion démographique). Le monde consomme aujourd'hui 27 milliards de barils de pétrole par an.

²⁶⁴ SÉBILLE-LOPEZ, Philippe, 2006. *Géopolitiques du pétrole / Philippe Sébille-Lopez* [en ligne]. Armand Colin. Paris. ISBN 978-2-200-34541-9. Disponible à l'adresse : <https://bibliotheque.utt.fr/Default/doc/EDSSYRACUSE/234264/geopolitiques-du-petrole-philippe-sebille-lopez> [Consulté le 27 mars 2024].

²⁶⁵ COURRIER INTERNATIONAL. En bref : Bush et l'hydrogène. Dans : *Courrier international* [en ligne]. Courrier International, 1 octobre 2003. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/article/2003/02/06/en-bref-1>

Plus de 60 % de la disponibilité pétrolière restante se trouve dans le sous-sol du Moyen-Orient. Les États-Unis possèdent 3 % des réserves de pétrole encore existantes mais consomment 25 % de la production mondiale. Les États-Unis ont franchi le pic en 1970 et leur production annuelle a diminué de moitié depuis 1970, de quelque 10 millions de barils/jour à tout juste un peu plus de 5 millions en 2003 avant de remonter jusqu'à 13,1 millions grâce au pétrole de schiste en 2024. Aux États-Unis, le ratio de l'énergie utilisée pour extraire est passé de 28/1 en 1916 à 2/1 en 2004, et va continuer de baisser.

Bien que le monde assiste à la fin des énergies fossiles, aucune combinaison de prétendus combustibles de substitution ne permettra d'assurer la vie quotidienne aux États-Unis comme nous en avons pris l'habitude sous le régime du pétrole. La prétendue « *économie de l'hydrogène* » centrée sur des véhicules mus par l'hydrogène qu'a promise le président Bush en 2003 dans son discours sur l'état de l'union, est à ce stade une illusion.

Annexe 7 : L'État et l'écologie américaine selon Lassus

Dans son livre intitulé « *la transition énergétique fait évoluer la vision américaine du rôle de l'État* », Renaud Lassus rapporte les difficultés liées aux ressources qui déterminent la vision américaine et de son rôle d'État. Ce sentiment de possession des ressources pour jouer son rôle de puissance mondiale présente des conséquences énormes en matière écologique notamment liée au climat. Renaud Lassus souligne trois mutations importantes en cours aux États-Unis, qui impactent leur action climatique et leur perception du rôle de l'État.

- L'évolution des milieux d'affaires et des entreprises qui stipule que les entreprises américaines sont de plus en plus conscientes de la nécessité de prendre des mesures rapides pour faire face à la transition climatique. Les républicains traditionnels, comme les agriculteurs, commencent à remettre en question leur scepticisme climatique, surtout face aux impacts croissants des événements climatiques extrêmes.
- Des mutations liées aux changements des mouvements écologistes qui stipule que les écologistes américains repensent leurs approches traditionnelles et envisagent des solutions plus radicales, comme le recours au nucléaire pour remplacer les énergies fossiles. Ils soutiennent des projets ambitieux tels que les transports collectifs, les fermes solaires ou éoliennes, et les usines de batteries électriques.
- La réévaluation des politiques publiques par les partis politiques qui intègre les démocrates à la reconnaissance de leur approche centrée sur la consultation et les droits de recours juridiques à ses limites en termes de rapidité d'action. Ils envisagent une transition vers des politiques plus proactives pour accélérer les progrès et répondre aux attentes de la population.²⁶⁶

Ces mutations reflètent une évolution culturelle significative aux États-Unis, où les entreprises, les écologistes et les partis politiques sont en train de revoir leurs positions et leurs stratégies pour faire face aux défis climatiques.²⁶⁷

²⁶⁶ « La transition énergétique fait évoluer la vision américaine du rôle de l'État », [sans date]. [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.la-croix.com/Debats/transition-energetique-fait-evoluer-vision-americaine-role-lEtat-2022-10-12-1201237439> [Consulté le 26 avril 2024].

²⁶⁷ SÉBILLE-LOPEZ, Philippe, 2006. *Géopolitiques du pétrole / Philippe Sébille-Lopez* [en ligne]. Armand Colin. Paris. ISBN 978-2-200-34541-9. Disponible à l'adresse : <https://bibliotheque.utt.fr/Default/doc/EDSSYRACUSE/234264/geopolitiques-du-petrole-philippe-sebille-lopez> [Consulté le 27 mars 2024].

Annexe 8 : Matrices des relations entre le Moyen-Orient et les États-Unis

L'objectif de cette synthèse sera d'effectuer une approche matricielle en quatre axes (énergétique, idéologique, religieux et politique) qui permettra d'aider à la compréhension de ce travail. Aucun de ces quatre axes n'est suffisant à lui-même mais ils se complètent afin d'établir une géopolitique des conflits dans la région. Enfin, cette approche permettra de visualiser les conflits internes en place dans la région et l'impact des acteurs externes (États-Unis) en surcouche des conflits.

Un axe énergétique

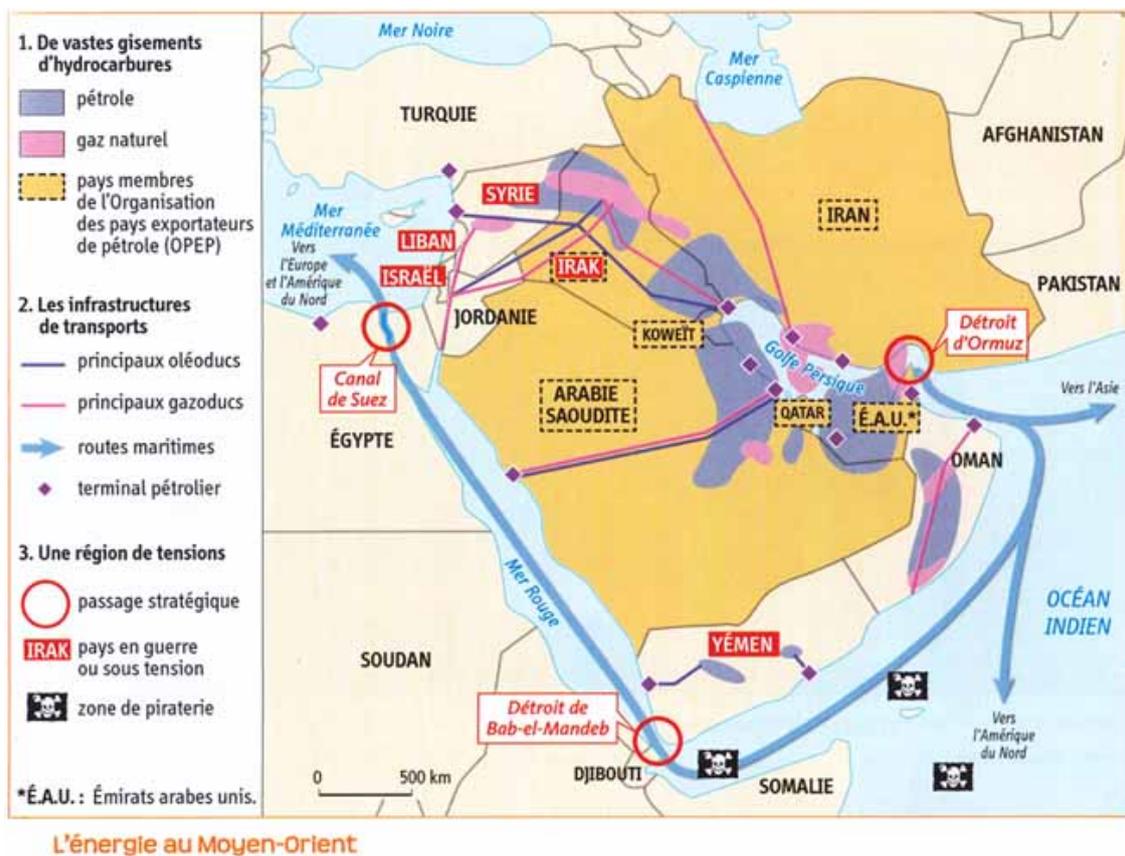


Figure 28 : Carte des conflits énergétiques au Moyen-Orient²⁶⁸

L'axe énergétique est important car le contrôle de ses ressources permet d'être acteur de la scène mondiale (alliance énergétique de l'OPEP). Posséder du pétrole ou du gaz naturel et savoir l'exporter devient alors l'une des caractéristiques de la puissance selon Serge Sur : “*capacité de faire, capacité de faire faire, capacité d'empêcher de faire, capacité de refuser de faire*”. Dans cette région, la raréfaction de certaines ressources (eau, céréales, hydrocarbures...) entraîne un écart dans les niveaux de vie des populations et de son inclusion sur la scène internationale. Après les deux guerres du Golfe, l'Irak est un exemple marquant de ce phénomène passant de la 99^{ème} place sur le classement IDH en 1990 à la

²⁶⁸ Conflits au Moyen-Orient. Dans : *Région académique Occitanie* [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 5 juillet 2024]. Disponible à l'adresse : <https://pedagogie.ac-montpellier.fr/>

122^{ème} place en 2022.²⁶⁹ Concernant le pétrole et le gaz, des infrastructures de transport et le placement de sites d'extractions viennent aussi jouer dans les dynamiques internes et conflictuelles de la région (Irak-Koweït du 2 au 4 août 1990). De plus, des pays enclavés ont plus de mal à s'imposer dans la zone. En effet, l'accès maritime reste essentiel dans un contexte de mondialisation. Les principaux endroits stratégiques de la région sont le canal de Suez, le détroit de Bab-el-Mandeb et le détroit d'Ormuz.

Un axe idéologique, diplomatique et militaire

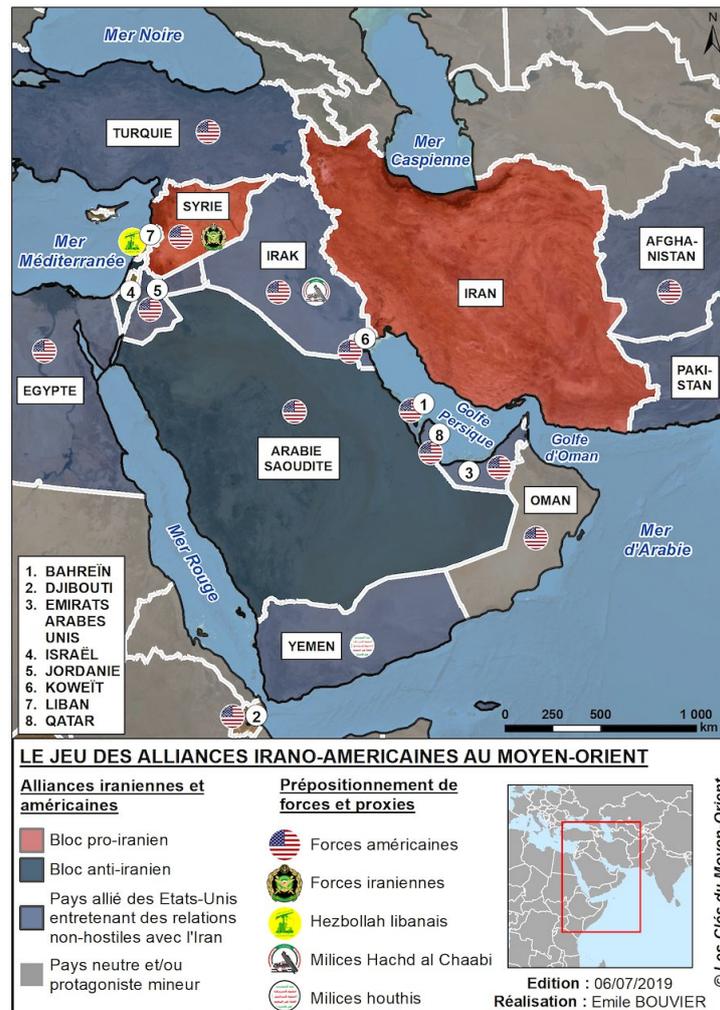


Figure 29 : Carte des alliances iraniennes et américaines dans la région du Moyen-Orient²⁷⁰

Afin d'exploiter cet axe, il convient de mentionner l'importance de l'acteur externe que sont les États-Unis dans la région. Leur rôle a été de (tenter) façonner la région à leurs projets (exploitations d'hydrocarbures, donner un avantage à leurs alliés...). Pour cela, la relation idéologique par excellence, est celle entre Israël et les États-Unis. Entretenu par le lobby pro-israélien, la politique étrangère

²⁶⁹ Iraq human development - data, Chart. Dans : TheGlobalEconomy.com [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 5 juillet 2024].

Disponible à l'adresse : https://www.theglobaleconomy.com/Iraq/human_development/

²⁷⁰ BOUVIER, Emile. Le jeu des alliances Irano-Américaines au Moyen-Orient : Des Pactes et des Actes. Dans : Les Clés du Moyen-Orient [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 5 juillet 2024]. Disponible à l'adresse :

<https://static.lesclesdumoyenorient.com/Le-jeu-des-alliances-irano-americaines-au-Moyen-Orient-des-pactes-et-des-actes.html>

américaine a été, et continue d'être, largement influencé par les volontés de l'état hébreu.²⁷¹ Plusieurs exemples sont fournies dans l'ouvrage de Mearsheimer et Walt dont la comparaison par le lobby pro-Israélien en 2003 de Saddam Hussein à Hitler pour récupérer une partie de l'opinion internationale et gagner une coalition comme en 1991 (Israël se sentait menacé par l'Irak). Finalement seuls les États-Unis, Israël et le Koweït sont en faveur de cette guerre. L'idée du lobby et des dirigeants israéliens était que la chute de l'Irak agirait comme « des dominos sur les autres chefs d'État comme Arafat, Bachar Al-Assad, Kadhafi... »²⁷². C'est donc souvent que les intérêts de l'État israélien sont passés avant ceux du peuple américain et c'est cela que l'on peut qualifier de relation relevant de l'idéologie.

Sur un autre versant, la relation entre l'Iran et l'organisation qualifiée de terroriste qu'est le Hezbollah est très différente. Pourtant, nous soulignerons un attachement indéfectible entre les deux entités. A titre d'exemple Ali Akbar Mohtashemi, l'ambassadeur iranien en Syrie puis au Liban, aurait ainsi qualifié le Hezbollah d' « enfant spirituel de l'Imam Khomeini et de la révolution islamique ».²⁷³ Cet attachement religieux est soutenu par d'énormes ressources militaires envoyés d'Iran vers le Hezbollah afin de soutenir l'organisation au Sud Liban et le conflit armé au Nord d'Israël.

Un axe religieux

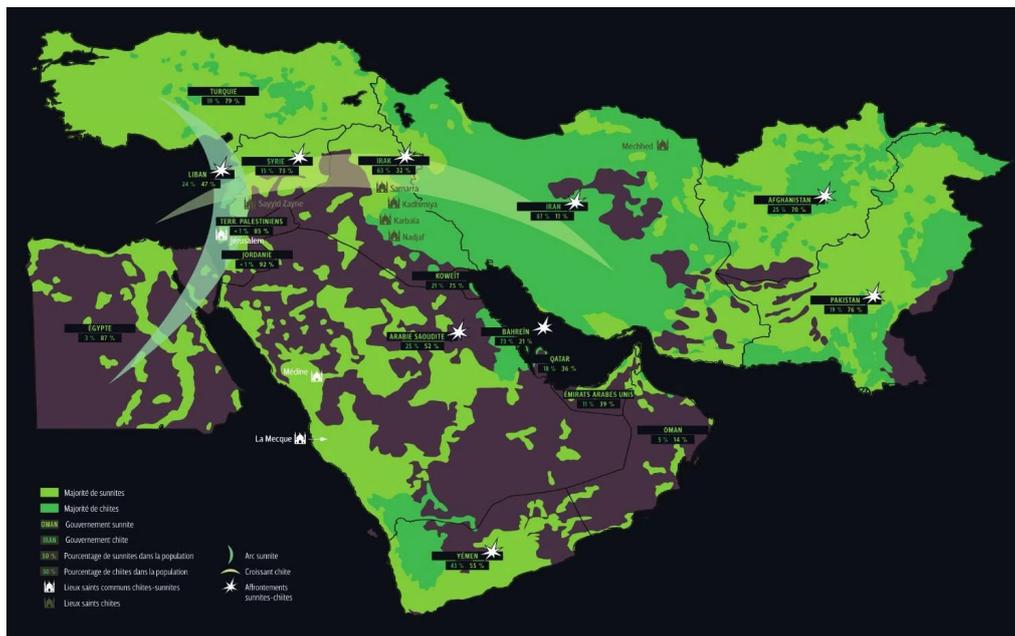


Figure 30 : Carte illustrant la répartition sunnites et chiites au Moyen-Orient²⁷⁴

²⁷¹ MEARSHEIMER, John J. et WALT, Stephen M., 2007. Le lobby pro-Israélien et la politique étrangère américaine. La Découverte.

²⁷² Ibid

²⁷³ BERGER, Chloé et TENENBAUM, Elie. Le Hezbollah, héraut des ambitions Régionales Iraniennes ? Dans : Afficher la page d'accueil du site [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 5 juillet 2024]. Disponible à l'adresse :

<https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/hezbollah-heraut-ambitions-regionales-iraniennes>

²⁷⁴ DUBESSET-CHATELAIN, Laure, 2016. CARTE - Chiites, sunnites : l'impossible entente. Geo.fr [en ligne]. 8 janvier 2016. [Consulté le 3 juillet 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.geo.fr/histoire/carte-islam-chiites-sunnites-definition-pays-geopolitique-et-tensions-159362>

Le conflit entre les deux branches principales de l'islam le chiisme et le sunnisme relève d'une place importante afin de comprendre la situation au Moyen-Orient mais il est aussi largement insuffisant pour être le seul facteur déterminant des politiques adoptées par les États du Moyen-Orient. Un seul exemple pour l'illustrer : l'accord de normalisation des relations entre l'Iran (berceau du chiisme) et l'Arabie Saoudite (sunnistes wahhabites) signé le 10 mars 2023 à Pékin tend à apaiser les relations entre les deux rivaux. C'est une évidence que le facteur religieux continue de façonner la région, l'éclatement de l'Irak après l'effondrement du gouvernement Baas par Bush en 2003 en est l'un des derniers exemples. Malgré tout, il est aujourd'hui évident que les conflits religieux n'expliquent qu'une infime partie des conflits dans la région notamment avec les nouveaux agendas internationaux des leaders de la région et la recherche d'un équilibre incertain entre stabilité et domination.²⁷⁵

Un axe politique

Dans le quatuor des axes de cet annexe, c'est sûrement l'axe politique qui a subi la mutation la plus profonde durant les dernières décennies et qui, à coup sûr, continuera d'être bouleversé. Il englobe tous les projets, calendriers, agendas nationaux, régionaux et internationaux des pays et des organisations de la région. Nous prendrons deux exemples pour montrer la centralité de cet axe dans notre étude.

Le premier est le plan entamé par l'Arabie Saoudite il y a 8 ans : Vision 2030. Ce projet ambitieux vise à rendre le pays moins dépendant de sa rente pétrolière et à diversifier son économie. Ainsi, c'est une ouverture au tourisme et aux technologies de pointe (télécommunications, énergies dites renouvelables...) qui a un impact sur les flux internes et externes du pays. Bien qu'un article de la BBC de 2022 alertait sur les conditions d'évacuation des populations locales afin de créer des complexes touristiques, des multiples accusations de greenwashing, MBS tient à faire entrer son pays dans une politique inédite.²⁷⁶

Enfin, la politique, ici largement anti/contre-américaine se ressent par la triple-alliance déjà évoquée entre l'Iran, la Russie et la Chine. Des blocs comme l'Organisation de Coopération de Shangaï n'ont pour le moment pas une réelle trajectoire politique mais restent de hauts-lieux de discussions économiques.

²⁷⁵ ZACCOUR, Amélie. Au Moyen-Orient, Les tensions entre sunnites et chiites au plus bas depuis quarante ans. Dans : Courrier international [en ligne]. Courrier International, 15 juin 2024. [Consulté le 10 juillet 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/article/analyse-au-moyen-orient-les-tensions-entre-sunnites-et-chiites-au-plus-bas-depuis-quarante-ans>

²⁷⁶ THOMAS, Merlyn. Neom : Quelle Est la Vérité Verte Derrière un projet de Ville écologique dans le Désert Saoudien ? Dans : BBC News Afrique [en ligne]. BBC, [s. d.]. [Consulté le 10 juillet 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.bbc.com/afrique/monde-60477832>

Bibliographie

La présente bibliographie s'appuie sur le système Classique (mixte). Elle a été rédigée selon la norme ISO-690:2010. Chacune des sous-sections présente des type de références différentes : Livres, Rapports et thèses, Extraits et articles de presse, Éléments de définition, Documentaires, Émissions radiophoniques, Film, Cartes

Support papier

Livres

BADIE, Bertrand et VIDAL, Dominique. *Le Moyen-Orient et le Monde : L'état du Monde 2021*. Paris : La Découverte, 2020. ISBN 978-2-34806-402-9

BAER, Robert, 2003. *Sleeping with the Devil: How Washington Sold Our Soul for Saudi Crude*. Crown. ISBN 978-1-4000-5337-7.

BARUCQ, Laurent, SMOLAR, Piotr et COUNCIL (USA), National Intelligence, 2021. *Le Monde en 2040 vu par la CIA. Un monde plus contesté*. Humensis. ISBN 978-2-84990-861-7.

BERTOLINO, Romain, NEGRUS, Alexandre et TARDIEU, Nato, 2022. *Atlas géopolitique du monde contemporain*. Editions Ellipses. ISBN 978-2-340-06714-1.

BONNEUIL, Christophe et FRESSOZ, Jean-Baptiste, 2013. *L'Événement Anthropocène: La Terre, l'histoire et nous*. Média Diffusion. ISBN 978-2-02-113504-6.

FILIU, Jean-Pierre., & B., David., 2018. *Les Meilleurs Ennemis : Une Histoire des relations entre les États-Unis et le Moyen-Orient, 1783-2013*. Futuropolis. ISBN 978-2754826174

KEPEL, Gilles. *Sortir du chaos. Les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient*, Gallimard, 2018, p.102.

LAURENS, Henry, 2005. *L'Orient arabe à l'heure américaine : De la guerre du Golfe à la guerre d'Irak*. Armand Colin. ISBN 978-2-200-25438-4.

LAURENT, Éric, 2014. *La face cachée du pétrole*. Paris : Pocket. ISBN 978-2-266-16909-7.

LEFEBVRE, Maxime, 2022. *Le jeu du droit et de la puissance [extraits]*. 6^e ed. Paris : Ed. Presses universitaires de France. ISBN 978-2-13-082919-5.

MEARSHEIMER, John J. et WALT, Stephen M., 2007. *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*. La Découverte. ISBN 978-2-7071-5701-0.

QUESSARD, Maud, 2019. Chapitre IX. Diplomatie publique et soft power dans un monde post-américain. In : *Stratégies d'influence et guerres de l'information : Propagande et diplomatie publique des États-Unis depuis la guerre froide [en ligne]*. Rennes : Presses universitaires de Rennes. pp. 305-327. Des Amériques. [Consulté le 10 avril 2024]. ISBN 978-2-7535-8075-6. Disponible à l'adresse : <https://books.openedition.org/pur/140502>

QUESSARD, Maud, 2020. *Stratégies d'influence et guerres de l'information: Propagande et diplomatie publique des États-Unis depuis la guerre froide*. Presses universitaires de Rennes. ISBN 978-2-7535-8075-6.

REYNAERT, François, 2016. *La grande histoire du monde*. Fayard. ISBN 978-2-213-68836-7.

SÉBILLE-LOPEZ, Philippe, 2006. *Géopolitiques du pétrole*. Armand Colin. ISBN 978-2-200-35605-7.

Support électronique

Rapports et thèses

AMNESTY INTERNATIONAL, Abou GHRAÏB : Les victimes de torture sont toujours en quête de réparation. Amnesty International. (2021, June 18). <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2006/04/abu-ghraib-torture-victims-still-seeking-redress-20060427/>

BARDET, Flavien, 2015. Les accords Sykes-Picot, 1916. In : *Outre-Terre*. 2015. Vol. 44, n° 3, pp. 363-368. DOI 10.3917/oute1.044.0363.

BENCHENANE, Mustapha, 2015. Moyen-Orient : les frontières à la source des conflits ? *Revue Défense Nationale*. 2015. Vol. 784, n° 9, pp. 65-70. DOI 10.3917/rdna.784.0065.

BERG, Eugène, 2017. L'intervention de la Russie dans le conflit syrien. *Revue Défense Nationale*. 2017. Vol. 802, n° 7, pp. 30-35. DOI 10.3917/rdna.802.0030.

CAPDEPUY, Vincent, 2008. Proche ou Moyen-Orient ? Géohistoire de la notion de Middle East. *L'Espace géographique*. 2008. Vol. 37, n° 3, pp. 225-238. DOI "https://doi.org/10.3917/eg.373.0225" 10.3917/eg.373.0225.

CRETTEZ, Xavier, SOMMIER, Isabelle, [sans date]. Les attentats du 11 septembre, continuité et rupture des logiques du terrorisme [en ligne]. Rapport diplomatique. In : *Diplomatie.gouv.fr*. Disponible à l'adresse : <https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001378.pdf>

DROZ-VINCENT, Philippe, 2007. Introduction. L'Amérique au Moyen-Orient. In : *Vertiges de la puissance* [en ligne]. Paris : La Découverte. pp. 13-23. TAP / Relations internationales. [Consulté le 10 avril 2024]. ISBN 978-2-7071-5297-8. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/vertiges-de-la-puissance--9782707152978-p-13.htm>

DUMONT, Gérard-François. Le Moyen-Orient, espace géographique et géopolitique. *Géostratégiques*, 2005, 6, pp.23-34. Disponible sur : <https://shs.hal.science/halshs-00903231/document>

EIA, Country analysis brief: Saudi Arabia. Dans : *EIA* [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.eia.gov/international/content/analysis/countries_long/Saudi_Arabia/pdf/saudi_arabia_2023.pdf

EIA, U.S. energy consumption by source and sector, 2023. Dans : *EIA* [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.eia.gov/totalenergy/data/monthly/pdf/flow/total_energy_2023.pdf

FAS, Grain and oilseed exports expand. U.S Department of Agriculture. (n.d.). https://fas.usda.gov/sites/default/files/2023-05/Russia-IATR-final_1.pdf

FONDAPOL, novembre 2019. Les attentats islamistes dans le monde 1979-2019. In: *Fondapol* [en ligne]. [Consulté le 21 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.fondapol.org/etude/les-attentats-islamistes-dans-le-monde-1979-2019/>

GAUVRIT, Éric, 2011. Les forces armées conventionnelles de l'Iran : état des lieux. *Outre-Terre*. 2011. Vol. 28, n° 2, pp. 109-139. DOI 10.3917/oute.028.0109.

GOLUB, Philip S., 2008. La fin de la Pax Americana ? *Revue internationale et stratégique*. 2008. Vol. 72, n° 4, pp. 141-150. DOI 10.3917/ris.072.0141.

HACHE, Emmanuel. Effondrement, adaptation ou prospérité à l'heure du changement climatique | cairn.info. Dans : *Cairn* [en ligne]. 2018. [Consulté le 1 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2018-1-page-191.htm>

International Monetary Fund. *ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN* [en ligne]. 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2014/cr1493.pdf>

- JOMIER, Solène, 2022. Les Accords d'Abraham : tenants et aboutissants d'une nouvelle entente au Moyen-Orient. In : *Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité* [en ligne]. 10 mai 2022. [Consulté le 20 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.grip.org/les-accords-dabraham-tenants-et-aboutissants-dune-nouvelle-entente-au-moyen-orient/>
- LAVAUD, Léa, 2021. La diversité religieuse en Irak. Institut de relations internationales et stratégiques. Disponible sur : <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2021/06/Obs-G%C3%A9opolitique-du-religieux-La-diversit%C3%A9-religieuse-en-Irak.pdf>
- LEVERETT, Flynt, [sans date]. A Century Foundation Report. New York. Maps and Charts of Iraqi Oil Fields, [sans date]. Judicial Watch [en ligne]. [Consulté le 10 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.judicialwatch.org/maps-and-charts-of-iraqi-oil-fields/>
- MALLEY, Robert, 2005. Chapitre 1 : L'administration Bush et le processus de paix au Moyen-Orient. In : *Politique étrangère des États-Unis* [en ligne]. Rapport diplomatique. [Consulté le 18 mai 2024] Disponible à l'adresse : <https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/03.04.pdf>
- MANOLACHE, Alexandra, 2023. *Hausse des importations d'armes en Europe ; Domination accrue des États-Unis sur le commerce mondial des armes*. [en ligne]. SIPRI. Disponible à l'adresse : https://www.sipri.org/sites/default/files/2023-03/at_press_release_fre.pdf
- MEIER, Daniel, 2013. Qu'est-ce que le Hezbollah ? Les Cahiers de l'Orient. 2013. Vol. 112, n° 4, pp. 35-47. DOI 10.3917/lcdlo.112.0035.
- MIKAÏL, Barah, 2010. Les grandes puissances et le Moyen-Orient : vers une rémanence du facteur américain ? *Revue internationale et stratégique*. 2010. Vol. 80, n° 4, pp. 165-173. DOI 10.3917/ris.080.0165.
- MILLER, Aaron David et SOKOLSKY, Richard. Dans : *The Middle East just doesn't matter as much any longer - carnegie endowment for international peace* [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://carnegieendowment.org/2020/09/03/middle-east-just-doesn-t-matter-as-much-any-longer-pub-82653>
- MINISTÈRE DES ARMEES. « L'axe de la résistance » : l'expansionnisme régional iranien | Ministère des Armées, 2022. [en ligne]. [Consulté le 25 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.defense.gouv.fr/academ/axe-resistance-lexpansionnisme-regional-iranien>
- MIZLA, Pierre. *La Pax americana*, 1986. [en ligne]. [Consulté le 22 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.lhistoire.fr/la-pax-americana>
- PAHLAVI, Christian et PAHLAVI, Pierre, 2017. Avant-propos. In : *Le marécage des ayatollahs* [en ligne]. Paris : Perrin. pp. 11-14. Tempus. [Consulté le 25 mai 2024]. ISBN 978-2-262-07037-3. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/le-marecage-des-ayatollahs--9782262070373-p-11.htm>
- PEYRONY, Elsa, 2015. *CARGO MARINE*. Les pays enclavés et la mer. Centre d'études stratégiques de la Marine.
- PHILIPPE, Charlotte, 2021. Les régimes de sanctions envers l'Iran. IRIS, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 1 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.iris-france.org/notes/les-regimes-de-sanctions-envers-liran/>
- PLOS Medicine. <https://journals.plos.org/plosmedicine/article?id=10.1371%2Fjournal.pmed.1001533>
- RAMOS, Raphaël, 2020. L'action clandestine et l'ascension de la CIA sous l'administration Eisenhower. *Guerres mondiales et conflits contemporains*. 2020. Vol. 278, n° 2, pp. 89-107. DOI 10.3917/gmcc.278.0089.
- Rapport Mondial 2023 : Situation des droits humains - Afghanistan. Human Rights Watch. (2023, January 12). <https://www.hrw.org/fr/world-report/2023/country-chapters/afghanistan>
- RBC DVD Entertainment. (2000). Why we fight. United States. Russia grain and oilseed exports expand. FAS. (n.d.). https://fas.usda.gov/sites/default/files/2023-05/Russia-IATR-final_1.pdf Russia

RIGAL-CELLARD, Bernadette, 2003. Le président Bush et la rhétorique de l'axe du mal. Droite chrétienne, millénarisme et messianisme américain. *Études*. 2003. Vol. 399, n° 9, pp. 153-162. DOI 10.3917/etu.993.0153.

SENAT. *Où vont les États-Unis ?* Dans : *videos.senat.fr* [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : https://videos.senat.fr/video.4667077_66550678406e9.ou-vont-les-États-Unis--

SCHULZ, Matthias, YILMAZ, Özcan, RODOGNO, Davide et VAÏSSE, Maurice, 2017. Le Moyen-Orient dans les relations internationales : circulations, interdépendances, conflits. *Relations internationales*. 2017. Vol. 171, n° 3, pp. 3-8. DOI 10.3917/ri.171.0003

The Strategic Framework Agreement and the Security Agreement with Iraq. Document officiel. (n.d.). https://usiraq.procon.org/sourcefiles/strategic_framework_agreement.pdf

TRANSPARENCY INTERNATIONAL, 2019 corruption perceptions index - explore Denmark's results. Transparency.org. (n.d.). <https://www.transparency.org/en/cpi/2019/index/dnk>

TRÉSOR, Direction générale du. Russie. Dans : *Direction générale du Trésor* [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/RU/commerce-exterieur>

Trésor, D. générale du. (n.d.). Russie. Direction générale du Trésor. Disponible sur : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/RU/commerce-exterieur>

USA State Of Defense, After action review on Afghanistan. (n.d.-a). <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2023/06/State-AAR-AFG.pdf>

WASHINGTON POST, 2002. President Bush's 2002 State of the Union Address. *washingtonpost.com*. [en ligne]. [Consulté le 26 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/wp-srv/onpolitics/transcripts/sou012902.htm>

YILMAZ, Richard, 2006. Les armes de destruction massive au Moyen-Orient. *Outre-Terre*. 2006. Vol. 14, n° 1, pp. 27-38. DOI 10.3917/oute.014.0027.

Extraits et articles de presse

AFP. Biden Promet à Israël un soutien « inébranlable », une aide militaire est en discussion. In : *La Croix* [en ligne]. 7 octobre 2023. [Consulté le 5 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.la-croix.com/États-Unis-cotes-Israel-face-attaques-horribles-Hamas-2023-10-07-1301285936>

ALONSO, Pierre. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer : « dire qu'on est en « guerre contre le terrorisme », c'est un non-sens sur le plan de la sémantique ». Dans : *Libération* [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.liberation.fr/debats/2017/12/01/jean-baptiste-jeangene-vilmer-dire-qu-on-est-en-guerre-contre-le-terrorisme-c-est-un-non-sens-sur-le-1613906/>

AMELOT, Laurent, 2014. Pas de plan B pour le Bahreïn ? *Outre-Terre*. 2014. Vol. 38, n° 1, pp. 298-303. DOI 10.3917/oute1.038.0298.

AUBRUN, Frédéric. Coca-Cola Sur Le Front : Une « mission nationale ». Dans : *Tangram Lab* [en ligne]. 26 avril 2019. [Consulté le 23 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.tangram-lab.fr/2019/04/26/coca-cola-et-santa-la-fuite-du-quotidien-par-limaginaire-2/>

BADIE, Bertrand. La puissance des faibles : Repenser Les Relations internationales. Dans : *Sciences Po* [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.sciencespo.fr/fr/actualites/repenser-les-relations-internationales/>

BADIE, Bertrand. Relations internationales : Impuissances des puissances . Dans : *Blast le souffle de l'info* [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.blast-info.fr/articles/2021/relations-internationales-impuissances-des-puissances-JGi9j1JXRH-ZniW7daSgGw>

- BAKRIM, Tilala Sara. L'avenir de l'engagement des États-Unis au Moyen-Orient vu par les experts américains. FRS, 13 janvier 2022. [en ligne]. [Consulté le 1 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.frstrategie.org/publications/notes/avenir-engagement-États-Unis-moyen-orient-vu-experts-americains-2022>
- BBC, 2021. En quoi les talibans, l'État islamique et Al-Qaïda sont-ils différents ?. BBC News Afrique [en ligne]. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.bbc.com/afrique/monde-58436444>
- BELL, Trevor. Israeli Air Force F-35s participate in Red Flag for first time, 2023. Air Force [en ligne]. [Consulté le 8 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.af.mil/News/Article-Display/Article/3356411/israeli-air-force-f-35s-participate-in-red-flag-for-first-time/>
- BENRAAD Myriam. « L'embargo a affaibli le régime de Saddam Hussein. ». In : L'Irak par-delà toutes les guerres [en ligne]. Idées reçues. Le Cavalier Bleu, 2023, p51-56. Disponible sur : <https://www.cairn.info/l-irak-par-dela-toutes-les-guerres--9791031805627-page-51.htm>
- BERGER, Chloé et TENENBAUM, Elie. Le Hezbollah, héraut des ambitions Régionales Iraniennes ? Dans : Afficher la page d'accueil du site [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 5 juillet 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/hezbollah-heraut-ambitions-regionales-iraniennes>
- BEZAT, Jean-Michel. Énergie : L'Arabie Saoudite et la Russie veulent un pétrole plus Cher. Dans : *Le Monde.fr* [en ligne]. Le Monde, 6 octobre 2022. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/10/06/energie-riyad-et-moscou-veulent-un-petrole-plus-cher_6144650_3234.html
- BILLION, Didier. J'ai lu... « désoccidentalisation. Repenser l'ordre du Monde » par Pascal Boniface. Dans : IRIS [en ligne]. 3 juin 2024. [Consulté le 4 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.iris-france.org/179996-jai-lu-desoccidentalisation-repenser-lordre-du-monde-ouvrage-de-d-billion-et-c-ventura/>
- BLINKEN, A. (n.d.). USA – Arabie saoudite / responsabilisation pour l'assassinat de Jamal Khashoggi. La Tribune Diplomatique Internationale. https://tribune-diplomatique-internationale.com/2021/responsabilisationassassinat_de_jamal_khashoggi/
- BONIFACE, Pascal. La relation États-Unis / Israël | Expliquez-moi..., 30 novembre 2023. In : IRIS [en ligne]. [Consulté le 23 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.iris-france.org/180521-la-relation-États-Unis-israel-expliquez-moi/>
- CANIN, Julien. Exercice interarmées valiant shield. In : Operationnels [en ligne]. 15 septembre 2014. Disponible sur : <https://operationnels.com/2014/09/15/exercice-interarmees-valiant-shield/> [consulté le 23 mai 2024]
- CARROUÉ, Laurent. La révolution du gaz et du pétrole de schiste aux états-unis : Enjeux Technologiques, Territoriaux et géostratégiques. Dans : *Geoconfluences* [en ligne]. 12 décembre 2022. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/geographie-critique-des-ressources/articles/gaz-et-petrole-de-schiste-États-Unis>
- Central Intelligence Agency. CIA's Jawbreaker team lands in Afghanistan; four hours later, communications were up and running. In : C.I.A (.gov). 26 septembre 2001. Disponible sur : <https://www.cia.gov/legacy/museum/cias-jawbreaker-team-lands-in-afghanistan> [Consulté le 26 mai 2024]
- CHATELUS, Michel. Moyen-orient : Le Pétrole au tournant des années 1970. Dans : *Encyclopédie de l'énergie* [en ligne]. 8 novembre 2019. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.encyclopedie-energie.org/moyen-orient-le-petrole-au-tournant-des-annees-70/>
- CONSTANT, Alain. « Russie, Chine, Iran. La Revanche des Empires », Sur Arte : Le Grand Cauchemar de l'Occident devenu réalité. Dans : *Le Monde.fr* [en ligne]. Le Monde, 28 mai 2024. [Consulté le 1 juin 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/culture/article/2024/05/28/russie-chine-iran-la-revanche-des-empires-sur-arte-le-grand-cauchemar-de-l-occident-devenu-realite_6236061_3246.html
- COURRIER INTERNATIONAL. Iran-Arabie Saoudite : Rencontre à Pékin des chefs de la Diplomatie des deux pays. Dans : *Courrier international* [en ligne]. Courrier International, 6 avril 2023. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse :

<https://www.courrierinternational.com/article/reconciliation-iran-arabie-saoudite-rencontre-a-pek-in-des-chefs-de-la-diplomatie-des-deux-pays>

DJALILI, Mohammad-Reza et KELLNER, Thierry. 2023. Iran : l'enjeu géopolitique du pétrole. Histoire et Civilisations.com [en ligne]. [Consulté le 30 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.histoire-et-civilisations.com/thematiques/epoque-contemporaine/iran-lenjeu-geopolitique-du-petrole-87339.php>

DORÉ, G.-G. (n.d.). Du tiers-Monde au Monde multipolaire : L'évolution du paradigme du non-alignement dans la reconfiguration de l'ordre mondial | cairn.info. Cairn. <https://www.cairn.info/revue-francaise-d-histoire-des-idees-politiques-2015-2-page-117.htm>

DROZ-VINCENT, Philippe. Dans : *Vertiges de la puissance : le « moment américain » au Moyen-Orient* [en ligne]. La Découverte, 2009. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=CR11_044_0165

DUGGAL, H., & HADDAD, M. (2022, February 17). Infographic: Russia, Ukraine and the global wheat supply. Al Jazeera. <https://www.aljazeera.com/news/2022/2/17/infographic-russia-ukraine-and-the-global-wheat-supply-interactive>

EL YAAKOUBI, Aziz. Saudi Arabia signs Huawei deal, deepening China ties on Xi visit. In: reuters [en ligne]. [s. d.]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/world/saudi-lays-lavish-welcome-chinas-xi-heralds-new-era-relations-2022-12-08/> [Consulté le 2 juin 2024].

EURO|TOPICS. (2016, February 3). Nétanyahou critique L'Accord sur le Nucléaire Iranien. eurotopics.net. <https://www.eurotopics.net/fr/150154/netanyahou-critique-l-accord-sur-le-nucleaire-iranien>

FABIAN, Par Emanuel, 23 janvier 2023. Les USA et Israël entament des exercices militaires aériens, navals et terrestres. In : *Times of Israel* [en ligne]. [Consulté le 18 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://fr.timesofisrael.com/les-usa-et-israel-entament-des-exercices-militaires-aeriens-navals-et-terrestres/>

FILIU, Jean-Pierre. Il y a cent ans, La France et la Grande-Bretagne se partageaient le moyen-orient. Dans : *Un si Proche Orient* [en ligne]. 26 avril 2020. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.lemonde.fr/blog/filiu/2020/04/26/il-y-a-cent-ans-la-france-et-la-grande-bretagne-se-partageaient-le-moyen-orient/>

FOER, Spencer Ackerman et Franklin. SES Idées, SES Réseaux, SES Méthodes. Dick Cheney, Le vrai maître de la maison-Blanche. Dans : *Courrier international* [en ligne]. 12 janvier 2004. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/article/2003/12/24/dick-cheney-le-vrai-maitre-de-la-maison-blanche>

FRANCEINFO. Guerre du Golfe : 30 ans après, le récit d'un conflit historique. Franceinfo [en ligne]. 3 août 2020. Disponible à l'adresse : https://www.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/irak/guerre-du-golfe-30-ans-apres-le-recit-dun-conflit-historique_4065187.html.

FRANCE24, 2015. Pour Obama, l'accord de Vienne ne met pas fin aux divergences avec Téhéran. France 24 [en ligne]. [Consulté le 26 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.france24.com/fr/20150715-obama-nucleaire-iran-usa-accord-vienne-inquietude-republicain-congres-israel-netanyahou>

FUKUYAMA, Francis. After the Neocons: America at the Crossroads (London: Profile Books, and New Haven: Yale University Press, 2006, 240pp. Dans : *Sage Journals* [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/03058298060350010501>

GAUDIAUT, Tristan. Infographie: Présidentielle 2024 : Biden au coude-à-coude avec trump dans les sondages. Dans : *Statista Daily Data* [en ligne]. 23 janvier 1970. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://fr.statista.com/infographie/31616/barometre-evolution-intentions-de-vote-trump-biden-election-presidentielle-americaine-2024/>

GÉO, 2023. Quelle est la différence entre État islamique, Al-Qaïda et talibans ? Geo.fr [en ligne]. 10 décembre 2023. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.geo.fr/geopolitique/quelle-est-la-difference-entre-etat-islamique-al-qaida-talibans-217873>

- GOURRAUD, Pierre-Alexandre, 2024. Chronique des conflits frontaliers entre l'Irak et le Koweït depuis le début du XXe siècle. cfri-irak.com [en ligne]. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://cfri-irak.com/article/chronique-des-conflits-frontaliers-entre-lirak-et-le-koweit-depuis-le-debut-du-xxe-siecle-2024-02-02>
- GRAHAM-HARRISON, Emma. Taliban special forces show journalists around the abandoned compound. In : Inside the CIA's secret Kabul base, burned out and abandoned in haste. In : The observer [en ligne]. 3 octobre 2021. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/world/2021/oct/03/inside-the-cias-secret-kabul-base-burned-out-and-abandoned-in-haste> (consulté le 22 mai 2024)
- GRANDIN DE L'EPREVIER, Jade. Proche-orient: L'occident face au reste du monde. Dans : *l'Opinion* [en ligne]. 20 octobre 2023. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.lopinion.fr/international/proche-orient-loccident-face-au-reste-du-monde>
- Guardian News and Media. (2013, April 29). The new digital age by Eric Schmidt and Jared Cohen – review. The Guardian. <https://www.theguardian.com/books/2013/apr/29/digital-age-schmidt-cohen-review>
- GUILLAUME, Julie, 2003. Un marché d'avenir : les ventes d'armes au Moyen-Orient. Raison présente. 2003. Vol. 146, n° 1, pp. 85-95. DOI 10.3406/raipr.2003.3808.
- HAGOPIAN, A. (n.d.). Mortality in Iraq associated with the 2003–2011 war and occupation: Findings from a National Cluster Sample Survey by the University Collaborative Iraq Mortality Study.
- HAHN, Peter. Sécuriser le Moyen-Orient : La doctrine Eisenhower de 1957. Dans : *U.S. Department of State* [en ligne]. U.S. Department of State, [s. d.]. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://history.state.gov/milestones/1953-1960/eisenhower-doctrine>
- HARPER Daniel. États-Unis : la Chambre des représentants approuve l'aide à l'Ukraine, à Israël et à Taïwan. In : euronews. 20 avril 2024. <https://fr.euronews.com/2024/04/20/États-Unis-la-chambre-des-representants-approuve-laide-a-lukraine-a-israel-et-a-taiwan>.
- IBAN, L. P. (2021, December 1). En irak, Le retour de daech. *Le Monde diplomatique*. https://www.monde-diplomatique.fr/2021/12/PERPIGNA_IBAN/64139
- JEANGENE VILMER, J.B. : "dire qu'on est en "guerre contre le terrorisme", c'est un non-sens sur le plan de la sémantique". *Libération*. Disponible à l'adresse : <https://www.liberation.fr/debats/2017/12/01/jean-baptiste-jeangene-vilmer-dire-qu-on-est-en-guerre-contre-le-terrorisme-c-est-un-non-sens-sur-le-1613906/>
- JEANNIN, Marine. « Quels étaient les grands enjeux de la guerre du Golfe ? ». In : *Geo.fr* [en ligne]. 3 mai 2022. Disponible à l'adresse : <https://www.geo.fr/geopolitique/quels-etaient-les-grands-enjeux-de-la-guerre-du-golfe-209543>.
- KEPEL, Gilles, décembre 2004. « Le terrorisme islamiste est né en Afghanistan ». In : *L'Histoire* [en ligne]. [Consulté le 23 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.lhistoire.fr/%C2%AB-le-terrorisme-islamiste-est-n%C3%A9-en-afghanistan-%C2%BB>
- King-Crane Commission Digital Collection. (n.d.). <https://www2.oberlin.edu/library/digital/king-crane/intro.html>
- KRATZ, A., & Godement, F. (2020, October 27). "one belt, one road" : Le grand bond de la chine par-delà ses frontières. ECFR. https://ecfr.eu/paris/publication/one_belt_one_road_le_grand_bond_de_la_chine_par_dela_ses_frontieres/
- LACOSTE, Yves. Les états-Unis et le Reste du Monde | cairn.info. Dans : *Cairn* [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-herodote-2003-2-page-3.htm>
- LAGNEAU, Laurent, 2024. Le Qatar autorise les forces américaines à utiliser la base Al Udeid pendant dix ans de plus. *Zone Militaire* [en ligne]. 3 janvier 2024. [Consulté le 6 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.opex360.com/2024/01/03/le-qatar-autorise-les-forces-americaines-a-utiliser-la-base-al-udeid-pendant-dix-ans-de-plus/>

LEFEUVRE, Georges. Afghanistan, l'échec cuisant des états-unis et de la coalition internationale. Dans : *IRIS* [en ligne]. 28 mai 2024. [Consulté le 1 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.iris-france.org/156947-afghanistan-lechec-cuisant-des-États-Unis-et-de-la-coalition-internationale/>

LE MONDE, 2006. « Guerres justes et injustes », de Michael Walzer : typologie de l'enfer. Le Monde.fr [en ligne]. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/livres/article/2006/04/06/typologie-de-l-enfer_758712_3260.html

LE MONDE, 2016. L'AIEA donne son accord à la levée progressive et conditionnelle des sanctions contre l'Iran. Le Monde.fr [en ligne]. [Consulté le 26 mai 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/international/article/2016/01/16/l-aiea-donne-son-feu-vert-a-la-leeve-progressive-des-sanctions-contre-l-iran_4848641_3210.html

LE MONDE, 2018. Donald Trump annonce le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien. Le Monde.fr [en ligne]. [Consulté le 25 mai 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2018/05/08/donald-trump-annonce-le-retrait-des-États-Unis-de-l-accord-sur-le-nucleaire-iranien_5296297_3222.html

LE MONDE. (2023, April 6). L'Iran et l'Arabie saoudite normalisent leurs relations diplomatiques lors d'une rencontre à Pékin. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/international/article/2023/04/06/l-iran-et-l-arabie-saoudite-normalisent-leurs-relations-diplomatiques-lors-d-une-rencontre-a-pekine_6168497_3210.html

LE MONDE, 2024. Les États-Unis répliquent aux milices pro-iraniennes en Syrie et Irak mais évitent la confrontation directe avec Téhéran. Le Monde.fr [en ligne]. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/02/03/les-États-Unis-repliquent-aux-milices-pro-iraniennes-en-syrie-et-irak-mais-evitent-la-confrontation-directe-avec-teheran_6214543_3210.html

LE MONDE, 2024. La Chine, la Russie et l'Iran mènent des exercices militaires conjoints, 2024. Le Monde.fr [en ligne]. [Consulté le 25 mai 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/03/12/la-chine-la-russie-et-l-iran-menent-des-exercices-militaires-conjoints_6221501_3210.html

LE MONDE. « Pétrole contre nourriture », un scandale mondial. In : Le Monde.fr [en ligne]. 5 août 2011. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/societe/article/2011/08/05/petrole-contre-nourriture-un-scandale-mondial_1555883_3224.html

LE MORZELLEC, Joëlle, 1980. Les Accords de Camp David (17 septembre 1978) et le Traité de paix israélo-égyptien (26 mars 1979). *Annuaire Français de Droit International*. 1980. Vol. 26, n° 1, pp. 175-192. DOI 10.3406/afdi.1980.2385.

LE PARISIEN avec AFP. Le 16 août 2021 à 11h04. (2021, August 16). Vidéo. Afghanistan : Scènes de Chaos à l'aéroport de Kaboul. *leparisien.fr*. <https://www.leparisien.fr/video/video-afghanistan-scenes-de-chaos-a-laeroport-de-kaboul-des-milliers-d-afghans-veulent-fuir-16-08-2021-ANKOEKRFQ5CHBKCD43XU5TBUE4.php>

LE PICARD, Hugo. Les économies du golfe et la transition énergétique : Dans : *IFRI* [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/les_economies_du_golfe_et_la_transition_energetique.pdf

LE STRADIC, Ségolène, 18 octobre 2023. Les États-Unis, principal médiateur du conflit israélo-palestinien depuis 75 ans, 2023. In : *Le Figaro* [en ligne]. [Consulté le 19 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.lefigaro.fr/international/les-États-Unis-principal-mediateur-du-conflit-israelo-palestinien-depuis-75-ans-20231018>

LERMAN, Eran, 2004. États-Unis-Israël : une relation vraiment très spéciale. *Outre-Terre*. 2004. Vol. 9, n° 4, pp. 311-324. DOI [10.3917/oute.009.0311](https://doi.org/10.3917/oute.009.0311).

LES ECHOS. Loi D'Amato : un « menu » de six sanctions. In : *Les Echos* [en ligne]. 30 septembre 1997. Disponible à l'adresse : <https://www.lesechos.fr/1997/09/loi-damato-un-menu-de-six-sanctions-821125> [Consulté le 20 mai 2024].

LES ECHOS. « 22. Les Bush, une si puissante famille... (17/08/2006) ». In : *Les Echos* [en ligne]. 17 août 2006. Disponible à l'adresse : <https://www.lesechos.fr/2006/08/22-les-bush-une-si-puissante-famille-17082006-592048>.

- LIANG, Chen. Xi Jinping appelle à construire une communauté de destin sino-arabe plus solide. Dans : *FrenchChina* [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l'adresse : http://french.china.org.cn/foreign/txt/2022-12/11/content_85006670.htm
- LINNÉE, Björn-Ola. De La Nature à la biosphère . Dans : *Cairn* [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2012-1-page-127.htm>
- L'ORIENT LE JOUR. Que font les troupes américaines au Moyen-Orient et où sont-elles basées ?, 2024. L'Orient-Le Jour [en ligne]. [Consulté le 16 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.lorientlejour.com/article/1366864/que-font-les-troupes-americaines-au-moyen-orient-et-ou-sont-elles-basees-.html>
- MADÉLIN Henri. Irak, une odeur de pétrole. In : *Études* [en ligne]. 2003. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-etudes-2003-4-page-443.htm>
- MARANGÉ, Céline, 2021. La guerre d'Afghanistan, tombeau de l'Union Soviétique. *Guerres mondiales et conflits contemporains*. 2021. Vol. 281, n° 1, pp. 97-110. DOI 10.3917/gmcc.281.0097.
- MARIAIS, Béatrice. 2021. Maghreb et Moyen-Orient : les pays producteurs de pétrole et les réserves mondiales en 2020, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 30 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Maghreb-et-Moyen-Orient-les-pays-producteurs-de-petrole-et-les-reserves-3472.html>
- MIDDLE EAST MONITOR. US trained UAE troops for air combat in Yemen: Report, 2019. In : *Middle East Monitor* [en ligne]. [Consulté le 8 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.middleeastmonitor.com/20190118-us-trained-uae-troops-for-air-combat-in-yemen-report/>
- MILLER, A. D., & Sokolsky, R. (n.d.). The Middle East just doesn't matter as much any longer - carnegie endowment for international peace. <https://carnegieendowment.org/2020/09/03/middle-east-just-doesn-t-matter-as-much-any-longer-pub-82653>
- MISCHKOWSKY, Philippe, 27 novembre 2023. Le Qatar, médiateur controversé mais incontournable dans la guerre entre Israël et le Hamas, 2023. In : *Courrier international* [en ligne]. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/article/diplomatie-le-qatar-mediateur-controverse-mais-incontournable-dans-la-guerre-entre-israel-et-le-hamas>
- MURET, Dominique. « Au Moyen-Orient, le tourisme, en forte hausse, booste le marché du luxe ». In : *FashionNetwork.com* [en ligne]. 22 mai 2019. Disponible à l'adresse : <https://fr.fashionnetwork.com/news/Au-moyen-orient-le-tourisme-en-forte-hausse-booste-le-marche-du-luxe.1101311.html> [Consulté le 26 mai 2024].
- NAUGHTON, John. The new digital age by Eric Schmidt and Jared Cohen – review. Dans : *The Guardian* [en ligne]. *Guardian News and Media*, 29 avril 2013. [Consulté le 23 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.theguardian.com/books/2013/apr/29/digital-age-schmidt-cohen-review>
- P,A. « Eager Lion » : les objectifs de cet exercice militaire auquel la France participe en Jordanie, 2024. In : *L'Express* [en ligne]. [Consulté le 18 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.lexpress.fr/monde/proche-moyen-orient/eager-lion-les-objectifs-de-cet-exercice-militaire-auquel-participe-la-france-en-jordanie-WL44OTGMMNANJHK3CAGFWA52OI/>
- PERLE, Richard. Next Stop, Iraq. In : *Foreign Policy Research Institute* [en ligne]. 14 novembre 2001. Disponible à l'adresse : <https://www.fpri.org/article/2001/11/next-stop-iraq/>
- PEYTOUR Charlotte. « Quelles sont les sanctions contre l'Iran encore en vigueur ? ». In : *Le Monde.fr*. 8 mai 2018. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2018/05/08/quelles-sanctions-contre-l-iran-sont-elles-encore-en-vigueur_5296163_3218.html.
- RABINOVICH, Itamar, 2023. « Trente ans après les accords d'Oslo : une perspective israélienne ». In : *Politique étrangère*, 2023/3 (Automne), p. 73-86. DOI : 10.3917/pe.233.0073. URL : <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2023-3-page-73.htm>
- REUTERS. Saudi oil spare capacity shrinking fast.. In : *Reuters* [en ligne]. 2011. [Consulté le 10 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/idUSTRE75C4B3/>

- RICA, Usbek &. « il est plus facile d’imaginer la fin du monde que Celle du capitalisme ». Dans : *RSS* [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l’adresse : <https://usbeketrica.com/fr/video/video-il-est-plus-facile-d-imaginer-la-fin-du-monde-que-celle-du-capitalisme>
- RIGAUD Françoise, « Irak : le temps suspendu de l’embargo », *Critique internationale*, 2001/2 (no 11), p. 15-24. DOI : 10.3917/crii.011.0015. Disponible à l’adresse : <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2001-2-page-15.htm>
- RITCHIE, Hannah et ROSER, Max. CO₂ emissions. Dans : *Our World in Data* [en ligne]. 22 janvier 2024. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l’adresse : <https://ourworldindata.org/co2-emissions>
- ROGALSKI, Michel, 2023. Éditorial. Mutations au Moyen-Orient. *Recherches Internationales*. 2023. Vol. 126, n° 1, pp. 3-6.
- ROUIAÏ, Nashidil. 2024. Nouvelles routes de la soie, Belt and road initiative (B.R.I.). *Géoconfluences* [en ligne]. [Consulté le 22 mai 2024]. Disponible à l’adresse : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/routes-de-la-soie> ISSN : 2492-7775
- SAUNER, V. Naissance et Développement de daech dans un contexte de fragilités de l’Irak (2003-2014) | cairn.info. (n.d.-b). <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2021-1-page-87.htm>
- SAYADI, Abderrazak, 27 mars 2018. Terrorisme : anatomie du « Mein Kampf » djihadiste. In : *The Conversation* [en ligne]. [Consulté le 25 mai 2024]. Disponible à l’adresse : <https://theconversation.com/terrorisme-anatomie-du-mein-kampf-djihadiste-93560>
- SCHAEFFER, Frederic. Chine-UE : « Pékin ne cherche pas à faire des compromis ». Dans : *Les Echos* [en ligne]. Les Echos, 9 avril 2019. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l’adresse : <https://www.lesechos.fr/monde/chine/la-chine-ne-cherche-pas-a-faire-des-compromis-1007701>
- SHARIATMADARI, David. Patrick Cockburn : « an effective terrorist attack requires the complicity of governments ». Dans : *The Guardian* [en ligne]. Guardian News and Media, 24 janvier 2015. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l’adresse : <https://www.theguardian.com/culture/2015/jan/24/patrick-cockburn-the-rise-of-the-islamic-state-books-interview-isis>
- T.D.L.Tout comprendre à l’affaire snowden In : *Le Parisien* [en ligne]. 8 novembre 2017. Disponible sur : <https://www.leparisien.fr/international/tout-comprendre-a-l-affaire-snowden-07-11-2017-7378926.php> (consulté le 21 mai 2024)
- Théorie de l’exécutif unitaire et Contrôle Présidentiel des agences indépendantes aux états-unis | cairn.info. (n.d.-c). <https://www.cairn.info/revue-francaise-d-administration-publique-2019-2-page-327.htm>
- THERME, Clément. La Russie au moyen-orient : Entre Enjeux géopolitiques et intérêts économiques | cairn.info. Dans : *Cairn* [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 27 mai 2024]. Disponible à l’adresse : <https://www.cairn.info/revue-geoéconomie-2015-4-page-95.htm>
- THERME, Clément, 2015. L’Iran et les États-Unis après l’accord sur le nucléaire : paix froide ou réconciliation ? *Confluences Méditerranée*. 2015. Vol. 94, n° 3, pp. 107-117. DOI 10.3917/come.094.0107.
- THE UNITED STATES GOVERNMENT. (2021, September 20). *Priorities*. The White House. <http://www.whitehouse.gov/issues/foreign-policy/presidents-speech-cairo-a-new-beginning>
- THOMAS, Merlyn. Neom : Quelle Est la Vérité Verte Derrière un projet de Ville écologique dans le Désert Saoudien ? Dans : *BBC News Afrique* [en ligne]. BBC, [s. d.]. [Consulté le 10 juillet 2024]. Disponible à l’adresse : <https://www.bbc.com/afrique/monde-60477832>
- TOUAZI, François-Aïssa. Vision 2030 : le projet du siècle. In : *Politique Internationale* [en ligne] Disponible à l’adresse : <https://politiqueinternationale.com/revue/n165-larabie-tentee-par-la-reforme/dossier-special/vision-2030-le-projet-du-siecle>. [Consulté le 26 mai 2024].
- UNITED NATIONS. (n.d.). Le Secrétaire D’Etat américain, Colin Powell, Présente des informations “Sûres et fiables” sur les tentatives de L’IRAQ de dissimuler les armes et activités interdites par la résolution 1441 | couverture des réunions & communiqués de presse. United Nations. <https://press.un.org/fr/2003/cs2444.doc.htm>

VALENTIN, Jean-Michel. La Chine, l'Arabie Saoudite et l'essor de l'IA arabe. In : Red Team Analysis [en ligne]. Janvier 2023. Disponible à l'adresse : <https://redanalysis.org/fr/2023/01/31/china-saudi-arabia-arab-ai-rise/> [Consulté le 27 mai 2024].

VIGILANT, Jean-Marc. "Européaniser" l'OTAN : Une utopie ou une évidente nécessité pour les européens ? Dans : IRIS [en ligne]. 15 mai 2024. [Consulté le 5 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.iris-france.org/186244-europeaniser-lotan-une-utopie-ou-une-evidente-necessite-pour-les-europeens/>

WASHINGTON POST. U.S. Troop Strength in the Persian Gulf, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 18 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/wp-srv/inatl/longterm/iraq/military/usstrength.htm>

WOOLSEY, R.James. Spiking the oil weapon : how to end America's dependence on Mideast despots. In : Wall Street Journal [en ligne]. 22 septembre 2002. Disponible à l'adresse : <https://www.wsj.com/articles/SB1032401963869076315>

YOO Memo - US Department of Justice - note interne. Dans : *WikipediaCommons* [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 1 juin 2024]. Disponible à l'adresse : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Yoo_memo.pdf

ZACCOUR, Amélie. Au Moyen-Orient, Les tensions entre sunnites et chiïtes au plus bas depuis quarante ans. Dans : Courrier international [en ligne]. Courrier International, 15 juin 2024. [Consulté le 10 juillet 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/article/analyse-au-moyen-orient-les-tensions-entre-sunnites-et-chiïtes-au-plus-bas-depuis-quarante-ans>

Éléments de définition

BONIFACE, Pascal, 2017. Qui sont les « États voyous » ? IRIS [en ligne]. [Consulté le 25 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.iris-france.org/99203-qui-sont-les-etats-voyous/>

BRICS+ (anciennement BRIC puis BRICS), 2024. Géoconfluences [en ligne]. [Consulté le 25 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/bric> ISSN : 2492-7775

IFP Energies Nouvelles | Tout savoir sur le pétrole, [sans date]. IFPEN [en ligne]. [Consulté le 25 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.ifpenergiesnouvelles.fr/enjeux-et-prospective/decryptages/energies-fossiles/tout-savoir-petrole>

Ingérence, droit d'ingérence, 2023. Géoconfluences [en ligne]. [Consulté le 10 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/ingerence-et-securite> ISSN : 2492-7775

LOÏZZO, Clara, septembre 2023. Sport power : le football comme outil d'image et levier d'influence de l'Arabie Saoudite. In : *Géoconfluences* [en ligne]. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/veille/breves/sport-power-football-arabie-saoudite>

MEDECINS SANS FRONTIERES. Dictionnaire pratique du droit humanitaire, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 23 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://dictionnaire-droit-humanitaire.org/content/article/2/terrorisme/>

Middle East – Countries & Regions, [sans date]. IEA [en ligne]. [Consulté le 19 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.iea.org/regions/middle-east>

Milestones in the History of U.S. Foreign Relations - Office of the Historian, [en ligne]. [Consulté le 22 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://history.state.gov/milestones/1921-1936/red-line>

NATIONS UNIES, [sans date]. Fournir de l'aide humanitaire. United Nations [en ligne]. [Consulté le 22 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.un.org/fr/our-work/deliver-humanitarian-aid>

OPEC : OPEC Share of World Crude Oil Reserves, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 19 mai 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.opec.org/opec_web/en/data_graphs/330.htm

PETIT, Romain, 2024. La démarche d'analyse géopolitique [Cours diaporama]. Université de Technologie de Troyes.

PETIT, Romain, 2024. Les outils d'analyse géopolitique [Cours diaporama]. Université de Technologie de Troyes.

PETIT, Romain, 2024. De la guerre juste au droit des conflits armés [Cours Diaporama]. Université de Technologie de Troyes.

PETIT, Romain, 2024. La géopolitique des matières premières [Cours diaporama]. Université de Technologie de Troyes.

Stratégie d'influence. Réflexions fondatrices de G. Chaliand, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 10 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.diploweb.com/Strategie-d-influence.html>

Documentaires et reportages

ARTE. CIA Guerres Secrètes 1/3 - Opérations clandestines -, 2013. [en ligne]. [Consulté le 4 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=eMUO4Ms-br4>

ARTE. CIA Guerres Secrètes 2/3 - La Fin des Illusions -, 2013. [en ligne]. [Consulté le 4 avril 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.youtube.com/watch?v=WEAVKpD_Yb0

ARTE. CIA Guerres Secrètes Vol 3/3 - D'une guerre à l'autre -, 2013. [en ligne]. [Consulté le 4 avril 2024]. Disponible à l'adresse : https://www.youtube.com/watch?v=_acV6RaON10

ARTE. La longue guerre Iran-Israël-USA (1/2) - Aux origines de l'affrontement, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 4 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.arte.tv/fr/videos/089134-001-A/la-longue-guerre-iran-israel-usa-1-2/>

ARTE. La longue guerre Iran-Israël-USA (2/2) - Le dialogue ou la guerre [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 4 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.arte.tv/fr/videos/089134-002-A/la-longue-guerre-iran-israel-usa-2-2/>

ARTE. La Face Cachée Du Pétrole, 2013. [en ligne]. [Consulté le 4 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=K3vk-rLT6bw>

BONIFACE, Pascal. La relation États-Unis / Israël | Expliquez-moi..., 30 novembre 2023. IRIS [en ligne]. [Consulté le 23 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.iris-france.org/180521-la-relation-États-Unis-israel-expliquez-moi/>

BOURDIN, Thibault. Comment la défaite soviétique en Afghanistan a changé le monde, 2023. [en ligne]. [Consulté le 10 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=E7jwTPf5jVs>

FRANCE24, 2021. Nucléaire iranien : reprise des négociations sous tensions à Vienne • FRANCE 24. [en ligne]. [Consulté le 25 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=VY3ruzebEfo>

INA, 1999. Le GAP et la gestion de l'eau en Anatolie - Lumni | Enseignement. [en ligne]. [Consulté le 3 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000001476/le-gap-et-la-gestion-de-l-eau-en-anatolie.html>

Émissions radiophoniques

DROUELLE, Fabrice. Les accords d'Oslo : Histoire d'une paix avortée entre Israéliens et Palestiniens, 2019. In : *France Inter* [en ligne]. [Consulté le 20 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/affaires-sensibles/les-accords-d-oslo-histoire-d-une-paix-avortee-entre-israeliens-et-palestiniens-9189669>

DUTHU, Catherine. Les États-Unis continuent de vendre des armes en toute discrétion à Israël, 2024. In : *France Culture* [en ligne]. [Consulté le 18 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/la-revue-de-presse-internationale/la-revue-de-presse-internationale-emission-du-mercredi-13-mars-2024-3241575>

MAUDUIT, Xavier. Du partage de la Palestine à la création de l'État d'Israël : épisode 2/4 du podcast Histoire du conflit israélo-palestinien, 17 octobre 2023. In : *France Culture* [en ligne]. [Consulté le 23 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-cours-de-l-histoire-du-partage-de-la-palestine-a-la-creation-de-l-etat-d-israel-3458494>

VALENTIN, Jean-Michel. Géopolitique d'une planète Dérégulée - Jean -Michel Valantin. Dans : *Sismique* [en ligne]. Sismique, 8 mars 2024. [Consulté le 2 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.sismique.fr/post/132-geopolitique-d-une-planete-dereglee-jean-michel-valantin>

Film

Vice - avec Christian Bale et Amy Adams - Bande-annonce VF, 2019. [en ligne]. [Consulté le 10 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=HMCD-uPHa5M>

Cartes

ALTERNATIVES ECONOMIQUES, 2006. Iran : carte. In : Alternatives Economiques [en ligne]. [Consulté le 4 juin 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.alternatives-economiques.fr/iran-carte-0112200669795.html>

BOUVIER, Emile. Le jeu des alliances Irano-Américaines au Moyen-Orient : Des Pactes et des Actes. Dans : Les Clés du Moyen-Orient [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 5 juillet 2024]. Disponible à l'adresse : <https://static.lesclesdumoyenorient.com/Le-jeu-des-alliances-irano-americaines-au-Moyen-Orient-des-pactes-et-des-actes.html>

DUBESSET-CHATELAIN, Laure, 2016. CARTE - Chiïtes, sunnites : l'impossible entente. Geo.fr [en ligne]. 8 janvier 2016. [Consulté le 3 juillet 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.geo.fr/histoire/carte-islam-chiites-sunnites-definition-pays-geopolitique-et-tensions-159362>

Conflits au Moyen-Orient. Dans : *Région académique Occitanie* [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 5 juillet 2024]. Disponible à l'adresse : <https://pedagogie.ac-montpellier.fr/>

Israël : Évolution des frontières, du partage de l'ONU aux accords d'Oslo (1947-1993) | lhistoire.fr, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 23 avril 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.lhistoire.fr/portfolio/israel-%C3%A9volution-des-fronti%C3%A8res-du-partage-de-lonu-aux-accords-doslo-1947-1993>

MALIK, Vishul, 2023. Middle East Map | Map of The Middle East Countries. MapsofWorld.com [en ligne]. 24 juillet 2023. [Consulté le 19 mai 2024]. Disponible à l'adresse : <https://www.mapsofworld.com/middle-east-map.html>

Table des illustrations

Figure 1 : Coca-Cola sur le front : une « mission nationale »	16
Figure 2 : Jared Cohen (ex-Secrétaire d'État) et Éric Schmidt (Google).....	19
Figure 3 : Carte du Moyen-Orient	21
Figure 4 : Commission King-Crane, 1919, Damas (Syrie).....	26
Figure 5 : Affiche de protestation précédant l'entrée dans la seconde guerre mondiale (en français : « Pas d'engagement à l'étranger »), 1942-45	27
Figure 6 : Rencontre sur le Quincy entre F. D. Roosevelt et Ibn Saoud.....	29
Figure 7 : Les bases militaires américaines dans le Golfe	34
Figure 8 : Plan de partage de l'ONU du 29 novembre 1947	38
Figure 9 : Les États-Unis et l'OTAN	42
Figure 10 : Chasseurs-bombardiers F-35I israéliens de conception américaine lors d'un exercice "Red Flag" sur la base américaine de Nellis au Nevada.....	48
Figure 11 : Consommation d'énergie primaire des États-Unis en 2012.	49
Figure 12 : Points maritimes clés de la péninsule arabique	53
Figure 13 : Réserves gazières mondiales	55
Figure 14 : Photo aérienne des champs pétroliers du bassin Permien au Texas.....	59
Figure 15 : Le premier ministre israélien Yitzhak Rabin et le chef de l'OLP Yasser Arafat échangent une poignée de mains sous le regard du président américain Bill Clinton dans le cadre des accords d'Oslo, en 1993.....	63
Figure 16 : Puits de pétrole en feu au Koweït, incendiés par les troupes irakiennes en retraite.....	69
Figure 17 : Incendie de la base secrète de la CIA à Kaboul, Afghanistan	72
Figure 18 : Les États-Unis, ses alliés et l' « axe du mal » en 2003.....	77
Figure 19 : Cheney aux rênes de l'administration Bush en 2001, par Mark Wilson	79
Figure 20 : Dessins réalisés des "interrogatoires forcés" par Abu Zubaydah, ancien détenu à Guantànamo	81
Figure 21 : Les Afghans tentant de fuir leur pays après le retrait des Américains, 16 août 2023	86
Figure 22 : Un avion détourné s'écrase une tour du World Trade Center, le 11 septembre 2001.	93
Figure 23: Caricature de l'auteur Kak sur la nouvelle emprise sino-russe sur le monde	95
Figure 24 : Exportations de blé russe et ukrainien en 2022	96
Figure 25 : New Belt Road Initiative et Moyen-Orient	98
Figure 26 : Rencontre entre les ministres des affaires étrangères de l'Iran et de l'Arabie Saoudite à Pékin, 6 avril 2023	100
Figure 27 : Carte de l'Iran.	114
Figure 28 : Carte des conflits énergétiques au Moyen-Orient	127
Figure 29 : Carte des alliances iraniennes et américaines dans la région du Moyen-Orient	128
Figure 30 : Carte illustrant la répartition sunnites et chiites au Moyen-Orient	129